

**LE TALLEC Mathieu**

**Université de Rennes I  
Faculté de Droit et Science Politique  
Master deuxième année Etudes politiques**

**Le Partido dos Trabalhadores à l'épreuve du pouvoir**

**De la perte d'identité à la crise du parti**

**Mémoire de recherche en Science Politique**

**2004-2005**

**Sous la direction de Monsieur Jean Baudouin, professeur de science politique**

*Je donnerai ma voix à ceux qui montent, avec tout programme neuf tendant à la plus grande émancipation de l'homme et n'ayant pas encore subi l'épreuve des faits (André Breton)*

*Merci à tous ceux qui m'ont supporté cette année : M. Jean Baudouin, sans qui un autre sujet se serait imposé à moi ; ma famille, sans qui je n'aurais pu poursuivre cette année d'étude ; mes amis, sans qui je n'aurais disposé de répit ; mes camarades, sans qui l'espoir ne serait qu'un vain mot...*

*A la mémoire de Miguel Cristobal, que le souvenir des amoureux de la vérité ne meure jamais !*

# SOMMAIRE

## **Introduction : à l'assaut du ciel ?**

### **Titre 1. Le programme au miroir de la réalité : l'institutionnalisation du PT**

#### **Chapitre 1. Les deux âmes du gouvernement Lula**

##### Section 1. Une stratégie légaliste de conquête du pouvoir

###### I. Le moment électoral

###### **A. L'irruption des masses dans l'espace public brésilien**

1. Une mobilisation ouvrière exceptionnelle
2. La tentation clientéliste

###### **B. La personnification du pouvoir**

1. Médiatisation des élections et marketing politique
2. Personnalisation du pouvoir et leadership charismatique

###### II. L'intériorisation du paradigme démo-libéral

###### **A. L'abandon du programme historique du PT**

1. Le tournant social-démocrate
2. Du parti *socialiste* au parti *gestionnaire*

###### **B. *Continuisme* et continuité des politiques publiques**

1. Un « processus de transition économique » ?
2. Des réformes attendues en suspend !

## Section 2 : A la recherche d'une *troisième voie*

### I. La formation d'un gouvernement de front populaire

#### **A. La volonté de gagner la confiance des marchés**

1. De l'élargissement des alliances à la composition du gouvernement
2. Le concept de classes appuis

#### **B. La nature du gouvernement Lula**

1. Un gouvernement « de disputes » ?
2. Un gouvernement de crise !

### II. La rupture du lien représentant-représentés

#### **A. La différenciation entre le PT et sa base sociale**

1. Le *compromis historique* du gouvernement Lula
2. De l'attentisme à l'attitude critique

#### **B. La remise en cause du caractère *de classe* du PT**

1. Du parti de *masse* au parti de *rassemblement*
2. Du parti de militants au parti d'électeurs

## **Chapitre 2. Le phénomène de bureaucratisation de la direction pétiste**

### Section 1. La démocratie confisquée

#### I. Le rôle de l'Etat dans l'évolution du pétisme

##### **A. L'Etat, forme organisée des rapports de classes**

1. L'idéologie de *l'Etat neutre*
2. L'Etat, condensation d'un rapport de forces

##### **B. La nouvelle classe dirigeante et l'Etat**

1. L'Etat comme *parti* du bloc au pouvoir ?
2. L'Etat délégitimé !

#### II. La monopolisation oligarchique du pouvoir

##### **A. Le principe représentatif en action**

1. Le problème du *mandat libre*
2. La captation oligarchique du pouvoir

##### **B. La formation d'une caste *étatico-partisane***

1. La loi d'airain de l'oligarchie
2. La confusion du personnel politique

## Section 2. Le consensus pour vertu

### I. La cristallisation réformiste

#### **A. Le caractère centriste du PT**

1. Un opportunisme conjoncturel ? la dynamique de la solidarité interne
2. Un opportunisme structurel ! la nature du *Labor Party*

#### **B. Le ministérialisme**

1. Du conflictualisme au consensualisme
2. De l'exercice du pouvoir

### II. Le réveil des antagonismes, une situation explosive

#### **A. Un autoritarisme tendanciel**

1. Hyperprésidentialisme et leader personnaliste
2. La tentation bonapartiste

#### **B. La nouvelle dialectique des conflits**

1. La neutralisation-pacification des conflits
2. La politisation des attentes sociales.

## **Titre 2- Lutte de classes ou altermondialisation : le PT au bord de l'implosion**

### **Chapitre 1- Vers un modèle d'intégration corporatiste**

#### Section 1- L'expérience de la démocratie participative au Brésil

##### I. De la délibération à la décision : un désastre annoncé ?

###### **A. Le mythe participatif**

1. L'idéal du modèle habermassien
2. L'émergence d'une *élite participative*

###### **B. De la participation à la cogestion**

1. L'application du concept de *société civile*
2. L'idéologie de l'*intérêt général*

##### II. Le budget participatif : la politique du « moins pire » !

###### **A. La mise en œuvre du nouveau socialisme**

1. De l'anti à l'altermondialisation
2. La révision du référentiel marxiste du double pouvoir

###### **B. Un bilan de crise**

1. Le budget participatif ou la socialisation de la misère
2. La démocratie participative sanctionnée par les urnes

## Section 2- La menace de *soviétisation* des organisations ouvrières

### I. Le « pacte social » : la mise en place d'un mécanisme d'ordre corporatiste

#### A. De la négociation au consensus

1. La défense des intérêts matériels et moraux d'une catégorie particulière
2. Vers la négation des intérêts contradictoires

#### B. Des revendications à la cogestion

1. Un syndicalisme d'ordre *libéral* voire *classiste*
2. Vers un syndicalisme d'accompagnement

### II. Les problèmes de l'interdépendance parti-syndicat

#### A. La possible soumission à l'appareil pétiste

1. L'appartenance politique des militants syndicaux
2. La CUT, courroie de transmission du PT ?

#### B. La probable soumission à l'appareil gouvernemental

1. Le PT, courroie de transmission du gouvernement ?
2. La marche à la désaffiliation



## **Chapitre 2- Quel parti pour demain ?**

### Section 1- Des luttes de tendance à l'isolement

#### I. La remise en cause de la démocratie ouvrière

##### **A. La tradition pluraliste du PT**

1. Le droit de tendance
2. La liberté de critique

##### **B. De la liberté à l'autorité**

1. Le centralisme contre la démocratie
2. Discipline de vote et exclusions

#### II. La reconfiguration de la radicalité

##### **A. Instrumentalisation et marginalisation de la gauche pétiste**

1. Miguel Rosetto, ministre « trotskyste » et la question de la terre
2. Raison cynique et vocation majoritaire

##### **B. Des tentatives de réappropriation du parti**

1. Le manifeste *Resgate O PT*
2. Pour un gouvernement du seul PT !

## Section 2- De la reconquête à l'abandon

### I. La construction d'un grand courant de gauche

#### A. De l'unité à la division partisane

1. Une menace d'éclatement à terme
2. De l'existence même du PT

#### B. Vers un parti de type nouveau ?

1. De *Liberté rouge* à la création du P-SOL
2. Un parti *paléo-castoradien* ?

### II. Une alternative trompeuse

#### A. L'absence de dynamique unitaire

1. Le PSTU, un projet sectaire de parti politique ?
2. La nébuleuse associative

#### B. Le dédoublement légitime

1. Une politique contradictoire ?
2. Deux faces d'une même politique !

**Conclusion : un pas en avant, deux pas en arrière !**

### **Bibliographie**

## **Introduction : A l'assaut du ciel ?**

Régime républicain présidentiel depuis le 21 avril 1993, le Brésil a connu un séisme politique avec la victoire de Lula et de son parti, le *Partido dos trabalhadores* (PT), en octobre 2002, c'est à dire une victoire de la gauche brésilienne représentant la première véritable alternance politique, semblant corroborer l'affirmation selon laquelle le champ politique brésilien se trouvait et se trouve encore dans une situation de « tension critique favorable à l'apparition d'évènements extraordinaires »<sup>1</sup>.

Les résultats des dernières élections présidentielles ont ainsi généralement été analysés comme l'expression de la consolidation de la démocratie brésilienne, certains parlant même d'une *révolution démocratique*.

Après vingt ans de dictature militaire et dix-sept années de gouvernement de centre-droit, c'est en effet « au tour de Lula, précédé de tout ce qu'on appellera le “jeito petista”, de gouverner. Avec sa façon spéciale d'exercer la fonction publique, ressortissant d'une “culture de militance”, il peut se présenter en 2002 avec le lustre et les cicatrices d'une expérience de pouvoir du PT, très loin, déjà, des premiers préjugés contre un parti que l'on avait éternellement condamné à demeurer une sorte de réserve utopique des réalités politiques du Brésil. »<sup>2</sup>

Si l'échec de Maria Luiza<sup>3</sup> produisit pendant longtemps un manque de confiance en la capacité réelle du parti de passer de la force de rassembler des votes pour l'opposition à son pouvoir de diriger effectivement la machine gouvernementale, durant les années qui suivirent le PT s'assura successivement la victoire de plusieurs capitales d'Etats brésiliens<sup>4</sup>. Ce PT qui accède au pouvoir a ainsi fait la preuve de son expérience politique, articulée à une amélioration de la gestion de ses réseaux urbains, la lutte contre la corruption des cadres publics, l'encouragement du sentiment mobilisateur d'appartenance des citoyens à la direction du pouvoir et l'affichage de la certitude d'un vouloir politique effectivement réparti entre gouvernants et gouvernés. Le grand signe du tournant a sans doute été donné par la conquête à deux reprises du pouvoir par le PT dans la deuxième ville du monde (São Paulo) par deux

---

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, les Editions de Minuit, Paris, 1984.

<sup>2</sup> Candido Mendes, *Lula et l'autre Brésil*, travaux et mémoires de IHEAL éditions, série Essais, 2003.

<sup>3</sup> Elle représentait la première victoire du PT pour l'accès à un exécutif, en 1989 à Fortaleza.

<sup>4</sup> Dont le Rio Grande do Sul, l'une des six unités politiques les plus importantes du pays, matrice classique des partis politiques, par la discipline et l'obéissance de ses cadres, qui ont toujours constitué un trait culturel spécifique de l'extrême sud du Brésil. De surcroît, si en 1989 le PT remportait trente-six municipalités ou *prefeituras*, en 2000 il enlevait vingt-sept des cinquante-sept villes de plus de 200 000 habitants.

femmes, Luiza Erundina de Souza<sup>5</sup> puis Martha Suplicy<sup>6</sup>, qui a maintenu une fermeté de contrôle et de direction à la tête d'une position considérée comme le cauchemar de tout politicien.

Premier parti moderne brésilien, incarnant par l'intermédiaire de ses cadres, de son rassemblement et de sa discipline une nouvelle politique, le PT refuse dès sa fondation l'appellation conventionnelle qui fait en Amérique latine du mot *travailleuse* la dénomination stricte de la main d'œuvre amadouée telle qu'elle le fut avec le *varguisme*, en adoptant dès son origine une notion élargie du travail. Il fallait en effet que les pères fondateurs du pétisme se détachent immédiatement des partis dotés de cette identité tout en promouvant l'adhésion immédiate de toutes sortes d'activités liées directement au *faire* de l'homme<sup>7</sup>. Le parti *des travailleurs*, au pluriel, voulait par conséquent garder dans le possessif partitif la multiplicité des avenants<sup>8</sup>, fuyant l'attribution de l'adjectif qui aurait impliqué en fin de compte l'éminence du parti sur ses composantes.

Le processus de formation du PT présente ainsi quelques caractéristiques spécifiques bien particulières au Brésil<sup>9</sup> tout en ayant le caractère d'un exemple directement extrait de certains textes *classiques* de Marx ou d'Engels<sup>10</sup>.

Historiquement, l'apparition des partis de masses est la conséquence de la substitution du suffrage universel au suffrage restreint. Accédant au droit de suffrage, les masses souhaitent voter pour les candidats n'appartenant pas aux classes dominantes mais issus eux-mêmes des classes populaires et traduisant leurs aspirations. Alors apparaissent des partis d'un type nouveau, recrutant massivement, tournés vers l'éducation politique des masses et la formation de nouvelles élites. La formule du parti de masses est inventée par les mouvements socialistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, sa généralisation correspondant à l'élargissement de la démocratie, qui s'ouvre à toute la population.

L'irruption sur la scène électorale des masses populaires nécessite l'apparition de partis de masses, qui les encadrent et expriment leurs intérêts spécifiques. Le conflit

---

<sup>5</sup> Devenue une personnalité exemplaire de cette viabilité gouvernementale du PT.

<sup>6</sup> D'autant plus que la complexité de la *ville-monstre* avait déjà broyé son prédécesseur, appartenant à une fraction politique radicalement différente du PT, pour sa gestion dite réaliste et efficace du pouvoir.

<sup>7</sup> C'est à dire à la force de ses bras ou de sa tête.

<sup>8</sup> Le PT assumait ainsi ouvertement toutes ses provenances.

<sup>9</sup> Avec par exemple le rôle important des communautés ecclésiales de base (CEB).

<sup>10</sup> C'est à dire un mouvement ouvrier surgi dans les centres de grande concentration industrielle moderne, un syndicalisme qui découvre au cours de ses luttes économiques la nécessité d'un parti politique des travailleurs, un parti vers lequel confluent les plus diverses couches sociales du peuple sous l'hégémonie de la classe ouvrière.

conservateurs-libéraux, opposant des partis de cadres entre eux, s'estompe devant le conflit capitalistes-socialistes, opposant des partis de cadres à des partis de masses.

C'est ainsi que le Parti des travailleurs du Brésil a été constitué en 1980<sup>11</sup> par des militants ouvriers de toutes tendances, considérant que, privés d'une représentation politique propre, la classe ouvrière et les masses exploitées du Brésil étaient condamnées à n'être qu'une masse de manœuvre dans les combines politiciennes de caciques corrompus. La fondation du PT marquait le début d'un nouveau chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier brésilien, soit la construction d'un parti de masse, expression de l'indépendance politique des travailleurs, démocratique, pluraliste, militant et inspiré par un programme anticapitaliste.

Le PT représente en effet le couronnement d'un siècle d'effort des travailleurs brésiliens pour se donner une expression politique propre. Ainsi, au début du XXème siècle, les anarcho-syndicalistes tentèrent de mettre en place une orientation politique indépendante, mais leur doctrinarisme rejetait l'idée même d'un parti politique de masse. Le Parti Communiste Brésilien, quant à lui, a probablement été la tentative la plus importante de construction d'un véritable parti ouvrier au Brésil mais, malgré l'abnégation de ses militants et de ses cadres, son suivisme par rapport à telle ou telle fraction des élites dominantes, sa dépendance idéologique par rapport à l'URSS et surtout l'absence de démocratie interne ont engendré une série de scissions qui, de 1962 jusqu'à aujourd'hui l'ont divisé et affaibli<sup>12</sup>. C'est ainsi que, sous l'influence du conflit sino-soviétique, des vieux cadres de ce parti vont le quitter pour fonder, en 1961, le Parti communiste du Brésil (PC do B), qui sera rejoint au cours des années 1960 par un courant de jeunes chrétiens de gauche fascinés par le maoïsme et essaiera de lancer une guérilla rurale contre le régime militaire au cours des années 1970<sup>13</sup>. Le Parti Travailleliste Brésilien fondé par Getúlio Vargas en 1945 est un mouvement de type populiste sans engagements organiques, politiques ou programmatiques vis à vis de la classe ouvrière. Enfin, les petits groupes de la *gauche armée* qui ont tenté de lutter contre la dictature militaire au cours des années 1964-1974 n'ont jamais gagné de présence réelle à l'intérieur du prolétariat, connaissant de surcroît une fin tragique du fait de leurs pratiques minoritaires et minorisantes et de leur isolement des travailleurs des villes et des campagnes.

---

<sup>11</sup> Le Brésil vivait à l'époque les derniers moments de la dictature militaire instaurée en 1964 et renforcée en 1968. Le Parti des travailleurs, qui a commencé dans ces conditions très modestement, s'est considérablement développé : il compte actuellement 600 000 à 700 000 adhérents.

<sup>12</sup> La majorité de ses dirigeants historiques l'ont abandonné durant cette période, tels que Joao Amazonas ou Mauricio Grabois .

<sup>13</sup> Après s'être converti au "socialisme albanais", ce parti, désarçonné par la chute de l'Albanie d'Enver Hoxha, "Phare du Socialisme en Europe", cherche depuis à se donner une nouvelle identité communiste.

Ce n'est par conséquent qu'avec le PT qu'apparaît pour la première fois un parti de masse qui soit l'expression des travailleurs eux-mêmes, un parti organiquement enraciné dans la classe ouvrière, la paysannerie et l'intelligentsia.

La classe ouvrière se dressait alors dans de grandes grèves, en particulier celles de la métallurgie du triangle ABC<sup>14</sup> de la banlieue industrielle de São Paulo. Elle bravait l'interdiction du droit de grève et d'organisation syndicale indépendante, ainsi que la chasse aux militants. Parmi ces ouvriers, ces anonymes, ces centaines de milliers de personnes qui firent grève, quelques-uns – sept au départ – déclaraient : « Tant que nous vivrons dans un système capitaliste, celui-ci aura comme but ultime le profit et, pour l'atteindre, il utilisera tous les moyens, de l'exploitation inhumaine des hommes, des femmes et des enfants jusqu'à l'instauration de dictatures sanglantes pour maintenir l'exploitation. Tant que nous serons sous quelque type que ce soit de gouvernement des patrons, la lutte pour de meilleurs salaires, pour des conditions de vie et de travail justes à ceux qui construisent toutes ces richesses qui existent dans ce pays, tant que cela sera ainsi, la lutte politique et la nécessité de la conquête du pouvoir seront à l'ordre du jour. L'histoire nous montre que le meilleur instrument pour que les travailleurs puissent mener cette lutte est son propre parti. Pour cela, les travailleurs doivent construire leurs propres partis, qui, englobant tout le prolétariat, pourront lutter pour une réelle libération de l'exploitation. »<sup>15</sup>

La formation du PT durant ces années est due à la confluence de divers courants, chacun d'entre eux apportant sa sensibilité particulière et sa contribution à la construction du PT, les divergences au sein même du PT se structurant dans les différentes tendances traversant historiquement ce parti.

En premier lieu, nous pouvons mentionner les syndicalistes “authentiques” en rupture avec la bureaucratie syndicale corporatiste<sup>16</sup>. Initiateurs et dirigeants du processus de constitution du PT, ces syndicalistes, parmi lesquels se trouvait Lula, représentaient l'expression d'un nouveau syndicalisme ouvrier de masse, combatif et classiste, dont la région de l'ABC est le fief et le symbole. Regroupés au sein de la tendance l'*Articulação*, ces

---

<sup>14</sup> Il s'agit des villes de São André, São Bernardo dos Campos et São Caetano, où se concentre le *nouveau prolétariat*.

<sup>15</sup> *Thèse de Santo André-Lins*, approuvée le 24 janvier 1979 lors du IX<sup>ème</sup> Congrès des travailleurs de la métallurgie de l'Etat de São Paulo.

<sup>16</sup> Quatre ans plus tard, était fondée la Centrale unique des travailleurs (CUT), pour l'essentiel grâce aux efforts de ces mêmes militants qui venaient de fonder le PT. Nous rappellerons qu'à cette même époque, l'un des partis légaux de la dictature, le Partido do Movimento Democrático Brasileiro (PMDB), s'opposait à toute tentative d'organisation indépendante de la classe ouvrière, n'hésitant pas, contre la CUT, à constituer une organisation syndicale intégrée à l'Etat, la CGT (Comando Geral dos Trabalhadores).

syndicalistes sont menés par Olivio Dutra<sup>17</sup>, dirigeant du syndicat des employés de banque, figure majeure dans la construction au sein du PT, qui est lui-même étroitement aligné sur Lula.

De nombreux syndicats ruraux et ligues paysannes, fréquemment d'inspiration chrétienne<sup>18</sup>, qui donneront naissance en 1985 au Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, constituent le pendant rural des syndicalistes ouvriers dans la constitution du PT, tout comme les communautés ecclésiales de base, les pastorales ouvrières ou de la terre, ainsi que d'autres secteurs chrétiens de tendance socialiste, inspirés par la théologie de la libération, en constituent le pendant religieux. En effet, une des particularités du PT est son lien étroit avec les secteurs le plus radicalisés du *peuple chrétien*, et cela est notamment du au fait que le Brésil est le pays d'Amérique latine où la théologie de la libération a eu la plus grande pénétration et où le mouvement des CEB a eu le plus grand développement, rassemblant des millions de chrétiens, surtout parmi les plus pauvres. Or une partie significative des militants les plus actifs et les plus engagés de ces CEB et des pastorales populaires s'est trouvée tout naturellement dans les rangs du PT<sup>19</sup>. Cependant, s'il est peu probable que le PT ait pu gagner aussi rapidement une influence de masse sans l'existence de cette culture chrétienne contestataire, prônant l'auto-organisation à la base et l'auto-émancipation des pauvres, il n'en reste pas moins qu'il n'a rien d'un parti confessionnel : il n'est pas soumis à l'orientation de l'Eglise et ne se réclame pas d'une quelconque doctrine sociale catholique<sup>20</sup>, c'est à dire qu'il n'a strictement aucune ressemblance avec la démocratie chrétienne latino-américaine.

Ainsi, à un niveau plus directement politique, nous retrouvons dans les pères fondateurs du PT d'anciens militants du PC ou de la *gauche armée* qui ont quitté leurs organisations<sup>21</sup>, ainsi que des groupes de gauche révolutionnaire de différentes tendances qui ont adhéré avec armes et bagages au nouveau parti<sup>22</sup>. Ce groupe comprend par conséquent un certain nombre d'organisations et groupes politiques ayant servi de base militante aux

---

<sup>17</sup> Président du comité exécutif du PT de sa fondation à 1986.

<sup>18</sup> Ces organisations paysannes sont souvent fondées par les militants de la Commission pastorale de la terre.

<sup>19</sup> C'est ainsi qu'un des principaux animateurs des communautés, le dominicain Frei Betto, qui fut emprisonné pendant cinq ans sous la dictature militaire, a joué un rôle important dans l'adhésion de nombreux chrétiens radicalisés au PT.

<sup>20</sup> Bien que, comme nous le verrons plus tard, le Président Lula promeut désormais le pacte social, qui ressemble étrangement à la doctrine sociale préconisée par l'Eglise.

<sup>21</sup> C'est notamment le cas de l'Action de libération nationale (ALN), courant communiste dissident fondé en 1968 par Carlos Marighella, dont sont issus plusieurs des cadres du PT.

<sup>22</sup> Nous pouvons citer plus particulièrement la tendance trotskyste, dont le plus important courant semble être la *Démocratie Socialiste*. M. Löwy parle ainsi de *forte minorité trotskyste*. Par ailleurs, cet auteur précise qu'au Brésil, « existent différents groupes [trotskystes], aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du Parti des travailleurs », dans Michaël Lowy, « Figures du communisme latino-américain », in M. Dreyfus, Bruno Groppo,

révolutionnaires durant la dictature<sup>23</sup>. Un de ceux-ci, le *Partido Revolucionario Comunista* (PRC)<sup>24</sup>, présente un caractère particulier, puisqu'il n'est entré au PT que vers le milieu des années 1980 et est resté durant de longues années un parti dans le parti, continuant à s'appeler lui-même de cette manière jusqu'en 1987, date à laquelle il devient une tendance ordinaire du PT sous le nom de *Nova Esquerda*.

Enfin, nous pouvons considérer que dans une certaine mesure « la création du PT a été la rencontre historique entre la classe (les travailleurs) et “ses” intellectuels<sup>25</sup>, deux forces sociales qui jusqu'alors avaient suivi des chemins parallèles parfois convergents et fréquemment très divergents. »<sup>26</sup>

La diversité des sources dont naît le PT se traduit aussi bien dans celles de ses fondateurs, parmi lesquels on trouve Lula, Olivio Dutra<sup>27</sup>, Apolônio de Carvalho<sup>28</sup>, Mario Pedrosa<sup>29</sup> ou José Dirceu<sup>30</sup>, que dans son caractère pluraliste, puisqu'il admet en son sein une variété de tendances et de courants, dont quelques-uns sont fortement structurés avec leur propre presse et locaux, et qui sont loin d'être figées : au cours des vingt-deux premières années d'existence du PT, nous avons pu assister à de nombreux reclassements, ce qui apporte à la vie interne de ce parti une grande vitalité, aux antipodes du monolithisme gris et bureaucratique des partis de type stalinien. Dans l'ensemble, cette diversité n'a pas été un facteur de division et d'affaiblissement du PT, malgré quelques scissions assez minoritaires, mais plutôt une source d'enrichissement et d'apprentissage réciproque. Il nous paraît ici inévitable de nous attarder quelque peu sur cette structure propre au PT.

---

Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Penetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004, pp.686.

<sup>23</sup> Les anciens socialistes révolutionnaires jouent ainsi un rôle essentiel dans la fondation et la structuration du PT dans l'ensemble du Brésil.

<sup>24</sup> Tenant un discours largement révolutionnaire jusqu'à la fin des années 1980, la chute du mur de Berlin obligera cette tendance à repenser complètement son idéologie. Alors qu'auparavant, ce groupe s'était allié aux tendances dites de gauche du PT,, la plupart de ses membres se déplacèrent vers un camp plus modéré, s'opposant aux idéaux révolutionnaires du passé et proposant une politique d'alliance très large, emmené par son principal leader Tarso Genro.

<sup>25</sup> Soit des sociologues, des économistes, des enseignants, des écrivains, des journalistes, ainsi que des chercheurs intéressés par le mouvement ouvrier et la théorie marxiste, parfois de formation chrétienne. Mentionnons notamment la présence du critique littéraire Antônio Candido, le critique d'art Mario Pedrosa, le sociologue Florestan Fernandes et l'intellectuel catholique Plínio de Arruda Sampaio.

<sup>26</sup> M. Löwy, « La longue marche du PT », in Jacky Picard (direction), *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003, pp. 81-90.

<sup>27</sup> Président du syndicat des travailleurs des banques, premier maire pédiste de Porto Alegre puis gouverneur du Rio Grande do Sul.

<sup>28</sup> Ancien dirigeant communiste.

<sup>29</sup> Fondateur de l'Opposition de gauche avec le dirigeant syndical typographe Joao da Costa Pimenta à la fin des années 1920, historien et critique d'art, il sera à l'initiative de la formation d'une coalition antifasciste en 1934 (composée de communistes, socialistes, trotskystes, syndicalistes et anarchistes) qui s'opposera les armes à la main à une manifestation *intégraliste* (il s'agit de la version brésilienne du fascisme).



Bien que lui aussi constitué de plusieurs courants politiques au demeurant moins nombreux, il convient tout d'abord de spécifier que le PT français n'a aucun rapport avec son homologue brésilien, si ce n'est la présence au sein de ce dernier d'un courant trotskyste (*O Trabalho*) affilié au même Secrétariat international de la IV<sup>ème</sup> Internationale que le courant communiste internationaliste (CCI) du PT français<sup>31</sup>.

Son principal courant, qui se nomme l'*Articulation* et représente la tendance majoritaire, qui regroupe autour de 70 % des adhérents du PT, est animé entre autres par Lula et ses amis syndicalistes, tandis qu'à sa droite, le courant *Démocratie radicale* est dirigé par José Genoino, un ancien guérillero maoïste. Ses deux principaux courants de gauche sont *Articulation de gauche*<sup>32</sup> et *Démocratie socialiste*. Ce dernier exerce par ailleurs « une réelle influence, avec plusieurs députés, sénateurs et maires. On observe dans certains documents du PT – comme celui sur le socialisme, approuvé en 1990 – une certaine influence des idées du courant trotskiste »<sup>33</sup>.

Il convient de préciser que l'ensemble des tendances de gauche dans le PT<sup>34</sup> représente environ quarante à quarante-cinq % des votes exprimés lors des conférences de ce parti.

De plus, cette aile radicale du PT s'est considérablement renforcée à l'occasion des dernières élections législatives, puisque vingt-six des quatre-vingt-onze députés du groupe parlementaire pétiste appartiennent à des courants qui en appellent au non-paiement de la dette extérieure, à la rupture avec le FMI ou à la nationalisation des moyens de production, plusieurs d'entre eux annonçant en outre dès le début de leur mandat qu'ils entendaient s'opposer à toute politique de compromis avec les autres forces politiques et les milieux d'affaires.

Si, pour obtenir leur ralliement, la direction pétiste a nommé à des postes de responsabilité des membres influents de ces courants radicaux, l'histoire a d'ores et déjà montré que cela n'était pas suffisant pour les réduire totalement au silence, tant l'animosité domine les relations entre les différents secteurs du PT.

---

<sup>30</sup> Dirigeant du mouvement étudiant de 1968, emprisonné par les militaires puis exilé à Cuba, il reviendra clandestinement au Brésil pour tenter de relancer la lutte armée.

<sup>31</sup> Pour une analyse plus détaillée du PT français, voir Mathieu Le Tallec, *Le militantisme au Parti des travailleurs : des engagements similaires ?*, Mémoire de maîtrise de science politique, sous la direction de Jean Baudouin, Université de droit et science politique de Rennes 1, 2004.

<sup>32</sup> Il s'agit d'une dissidence de la tendance majoritaire dirigée par Vladimir Pomar, d'origine maoïste.

<sup>33</sup> Michaël Lowy, « Figures du communisme latino-américain », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004, pp.686.

<sup>34</sup> Parmi lesquelles nous pouvons aussi mentionner *Socialisme Révolutionnaire*, *Force socialiste* et *O Trabalho*.

Ouvriéristes, maoïstes ou trotskystes, les courants minoritaires constituent en effet de longue date une opposition bruyante au bloc majoritaire, dénonçant les renoncements idéologiques l'éloignant de l'idéal socialiste des origines, tandis qu'à chaque revers électoral d'importance ils se voient attribuer la responsabilité d'une division qui aurait conduit à la défaite<sup>35</sup>.

Mais davantage qu'un regroupement de différentes tendances situées plus ou moins à gauche de l'échiquier politique brésilien, avec la création du PT on assiste surtout à une redécouverte des canaux d'expression civique par la société brésilienne qui représente une avancée dans l'*agir collectif* sous la forme de la mise en place d'un nouvel ordre symbolique. En effet, les mouvements revendicatifs, la demande de droits collectifs, de justice et de représentation politique se sont accélérés, sous l'impulsion de deux événements cruciaux : le premier est le mouvement pour les *diretas ja*<sup>36</sup> en 1984, le second est l'élargissement des droits de la citoyenneté par la constitution de 1988. « Une nouvelle sociabilité politique s'établit, qui prend appui sur la participation pluraliste ; cette avancée est caractérisée par [...] le système de signifiés formant la base du symbolisme, qui a structuré l'imaginaire, et au sein duquel se sont produites des modifications de dénominations et des déplacements des signifiés »<sup>37</sup>. En résumé, les mouvements sociaux, et en premier lieu le PT, ont représenté les désirs de redémocratisation du pays : « les mouvements sociaux, populaires ou pas, ont été l'expression de la construction d'un nouveau paradigme d'action sociale, fondé sur le désir d'une société différente, sans discrimination, exclusion ou segmentation »<sup>38</sup>.

En effet, la citoyenneté politique ne peut valablement s'exercer dans une société démocratique que si elle inclut dans les mécanismes de ses institutions une dimension sociale et relationnelle en conformité avec le cadre politique lui-même. Inversement, cette citoyenneté sociale doit s'exprimer dans les institutions de socialisation du champ politique pour que ce dernier puisse jouer son rôle de résolution des choix et conflits politiques générés par la société et en particulier dans la première des institutions : les partis politiques.

Dans la plupart des démocraties modernes, le parti politique constitue une institution jugée indispensable au fonctionnement du système et qui pourtant n'apparaît pour ainsi dire jamais en tant que telle dans les structures légales du système. Sans faire partie du champ

---

<sup>35</sup> La nécessité d'en finir, par le biais de la pratique de l'exclusion, avec cette frange *gauchiste* est depuis longtemps une hypothèse que caressent certains dirigeants du PT.

<sup>36</sup> « Des droits tout de suite ».

<sup>37</sup> P. Cappelain, « Nouvelles formes de conflictualité sociale et démocratie au Brésil », in B. Marques-Pereira (coord.), *l'Amérique latine : vers la démocratie ?*, Bruxelles, Complexe, 1993.

<sup>38</sup> M. da G. Gohn, « A construção da cidadania coletiva no Brasil », Groupe de travail *Cidadania, Conflito e Transformações. Urbanas Contemporâneas*, mimeo, Caxambu, novembre 1994.

politique stricto sensu, il constitue cependant l'armature centrale de la socialisation du politique dans toutes les démocraties libérales.

Ce qu'il y a de nouveau avec la création du PT, c'est la manière de placer les problèmes et de les doter de signifiés positifs dans la sphère politique, ouvrant ainsi la voie à des solutions possibles. Le changement le plus important, dans la dimension de la culture politique, a peut-être été le fait de considérer qu'« on ne peut pas simplement attendre l'action de l'Etat comme une obligation et critiquer sa défaillance ou omission »<sup>39</sup>, mais qu'il convient de mettre sur pied des dimensions alternatives de luttes et entamer des changements qui reconnaîtraient les pluralités et leurs nouvelles significations, c'est à dire de construire une identité politique en tant qu'agent collectif. Il semblerait ainsi que le PT ne s'est pas cantonné au rôle traditionnel des partis politiques, à savoir celui d'une institution permanente d'expression politique, mais qu'il rejoint, en tant qu'espace social de lutte, les préoccupations et l'emploi des mouvements sociaux et populaires, ainsi que des syndicats.

En tant que parti de masse, il a par ailleurs pour fonction d'organiser socialement le champ du politique, en confrontant des opinions programmatiques qui reflètent, en partie au moins, une stratification sociale, en générant l'adhésion des citoyens à une idéologie politique s'identifiant à des intérêts de classe et en fournissant des possibilités concrètes d'accession au champ du politique<sup>40</sup>.

Le PT, en exprimant cette citoyenneté sociale, joue le rôle de lieu d'intégration du citoyen dans le champ du politique à divers niveaux<sup>41</sup>. Cependant, si cette citoyenneté sociale se révèle faible ou inadaptée au système politique lui-même, cette faiblesse a des conséquences directes et négatives sur la signification et donc l'opérationnalité des institutions politiques, aussi démocratiques soient-elles.

Il s'agit par conséquent de se demander si l'accession du PT au pouvoir, surtout au niveau fédéral, a concrétisé ou non l'espoir démocratique qu'il porte depuis sa création, c'est à dire qu'il convient d'interroger l'épreuve du pouvoir constituée par l'accession de Lula à la présidence de la République, notamment en se posant la question de savoir si celle ci représente une véritable révolution démocratique, au-delà de la réponse affirmative suggérée par le sens commun.

---

<sup>39</sup> *Ibidem*.

<sup>40</sup> La citoyenneté politique, par l'intermédiaire du suffrage universel et du droit d'éligibilité, fournit cette possibilité d'accès de manière égale à tous les citoyens mais seulement de façon théorique.

<sup>41</sup> Conscientisation du citoyen, participation aux campagnes électorales et aux activités partisans, structuration de la sélection du personnel politique, organisation idéologique des strates sociales autour de projets conformes à leurs intérêts...

Pour ce faire, il convient de retracer brièvement l'histoire politique moderne du Brésil, marquée par l'influence de l'armée, que celle-ci soit mue par une volonté de changement ou par son contraire.

Au cours des années 1930, des militaires progressistes, officiers et sous-officiers, autour d'un personnage charismatique, le capitaine Luis Carlos Prestes, furent attirés par le mouvement communiste. « A la tête d'un groupe d'officiers démocrates, nationalistes et "jacobins", Prestes dirige un soulèvement militaire en 1924 contre le gouvernement de l'oligarchie des planteurs de café qui domine le Brésil depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle [...]. Ce mouvement de jeunes lieutenants – *tententismo* en portugais – se divise en 1930 : tandis que les plus modérés se joignent au politicien bourgeois Getulio Vargas pour prendre le pouvoir par un coup d'Etat ("la Révolution de 1930"), Prestes – devenu un personnage légendaire, "le Chevalier de l'Espoir" – et quelques autres officiers se rallient au mouvement communiste. Après un long séjour en URSS, Prestes revient clandestinement au Brésil et prend la tête d'un mouvement antifasciste encadré par les communistes, l'Alliance nationale libératrice, pour organiser en novembre 1935 – avec l'assentiment du Komintern – un soulèvement militaire contre le régime de Vargas [...]. Des milliers de communistes ou personnes soupçonnées de sympathie de gauche seront emprisonnées, parfois torturées ou assassinées »<sup>42</sup>.

En 1943, suivant la *ligne générale* du Mouvement communiste international, le Parti communiste brésilien soutiendra Vargas, dans la mesure où il s'est engagé dans la guerre du côté des alliés, en dépit de la répression subie quelques années plus tôt.

Après le renversement du président Goulart par l'armée, les militaires se sont par ailleurs succédés au pouvoir<sup>43</sup>. Ce coup d'Etat militaire d'avril 1964 eut pour effet de figer l'ordre existant et de limiter la participation populaire au pouvoir. Les *révolutions nationales* qui se sont succédées, autoritaires en politique et libérales en matière économique, ont ouvert largement les portes aux intérêts étrangers et se sont faites les champions de la croisade anticommuniste continentale. D'ailleurs, ces régimes militaires identifient volontiers la lutte contre la subversion et le refus du changement social.

Le régime brésilien repose alors sur le capitalisme et favorise les investissements étrangers, tout en s'opposant par la répression aux revendications des masses populaires, ouvrières ou paysannes, exclues du pouvoir.

---

<sup>42</sup> Michaël Lowy, « Figures du communisme latino-américain », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Penner, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004, pp.679-680.

Ce *modèle brésilien* connaît une importante croissance économique dans les années 1970 et même un taux d'expansion record<sup>44</sup>. Mais cette croissance, qui a accru les inégalités sociales, s'accompagne d'un fort endettement extérieur qui a mis le pays dans une situation très difficile à partir de 1981. Les mesures d'austérité<sup>45</sup> prises en 1983 ont provoqué des émeutes populaires telle que celle de Sao Paulo le 05/04/1983, bien que la balance commerciale de 1983 ait marqué un spectaculaire redressement.

A partir de 1979 la transition entre le régime militaire et un régime démocratique s'effectue progressivement. En 1981 les militaires promulguent une loi d'amnistie générale puis se retirent en 1985, après 21 ans de pouvoir. Le 15 janvier 1985, Tancredo Neves, un opposant modéré, ancien ministre de Vargas et de Goulart, est élu président par un collège restreint. Celui-ci décède toutefois le 21 avril 1985, avant d'entrer en fonction, et le vice-président José Sarney lui succède. En 1989, Fernando Collor de Mello est élu président, mais le Sénat le destitue en décembre 1992 car il est sous le coup d'une accusation de corruption. Il est remplacé par Itamar Franco et, en octobre 1994, Fernando Henrique Cardoso est élu à la présidence de la République.

Avec l'élection de Lula, un ouvrier arrive pour la première fois au Brésil au plus haut degré de représentativité par le suffrage universel. Cependant, il semble que cette accession au pouvoir reste un fait social symbolique, du fait de la politique développée par le nouveau gouvernement, qui s'inscrit dans une logique électoraliste et entraîne par conséquent un affrontement politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PT. En effet, contrairement à ce que pensaient nombre d'analyses, qui faisaient de cette première véritable alternance politique l'emblème et la preuve de la consolidation de la démocratie au Brésil, nous pouvons considérer avec le recul nécessaire que la démocratie, c'est-à-dire l'opinion émise par le peuple et qui s'est reflétée à travers les urnes, semble avoir été confisquée par la bureaucratie<sup>46</sup> pétiste, fruit d'une longue évolution de compromis avec un système contre lequel le PT entendait originellement combattre et dépasser.

Afin de comprendre la crise qui secoue aujourd'hui le PT, produit d'un processus d'institutionnalisation de ce parti, nous nous appuyons sur les faits de la vie politique et sociale brésilienne, à contre-courant de la vision nietzschéenne. En effet, le *perspectivisme* « rompt avec l'idée platonicienne du “Vrai monde” et de manière plus fondamentale avec

---

<sup>43</sup> Le maréchal Castelo Branco, le maréchal Costa e Silva puis le général Garrastaru Medeci.

<sup>44</sup> De 11 à 12 % par an, de 1968 à 1973.

<sup>45</sup> Dévaluation, augmentation des prix...

l'illusion tenace d'un savoir certain, d'une conception ultime de la vérité, ouvre sur une vision radicalement différente. Il n'y a pas, écrit Nietzsche, de faits, il y a seulement des interprétations »<sup>47</sup>. Or, à l'opposé du relativisme radical ou *dogmatique* du philosophe, nous nous efforcerons de mettre en avant l'hypothèse d'une totalisation des perspectives, en refusant la possibilité de prêter à l'expérience pétiste du pouvoir une infinité d'interprétations, du fait tant d'un manque de temps que d'espace dans la réalisation de ce mémoire, tout en comprenant malgré tout qu'il serait plus intéressant de « voir le monde par le plus grand nombre d'yeux possible »<sup>48</sup>.

Si la sociologie du militantisme et des partis politiques offre de nombreux terrains d'enquête aux travaux universitaires, la récente victoire de Lula dans un continent marqué par la dictature ouvre un champ de recherche ponctué d'interrogations, détaché de la doxa et des opinions émises dans des journaux davantage marqués par le sensationnel que par la recherche de la vérité, fût-elle seulement partielle.

« Toute sociologie des mouvements sociaux est confrontée à une variété de situations dans lesquelles tantôt la dimension du calcul d'avantages matériels est observable, tantôt semblent dominer des motivations plus désintéressées. Il est possible de se cantonner à une explication économique, soit en ristournant à d'autres disciplines (psychologie) les cas qui résistent au modèle, soit en les faisant entrer de force dans le modèle en appelant "incitations sélectives" les dimensions identitaires ou symboliques »<sup>49</sup>.

Il convient par conséquent de convoquer une analyse de l'expérience pétiste du pouvoir attentive à la diversité des mobilisations sociales et plus généralement des contingences qu'elle provoque ou amplifie car, « faute de reconnaître aucune autre forme d'action que l'action rationnelle ou la réaction mécanique, on s'interdit de comprendre la logique de toutes les actions qui sont raisonnables sans être le produit d'un dessein raisonné, ou, à plus forte raison, d'un calcul rationnel »<sup>50</sup>.

S'il n'a pas été possible d'aller "voir sur place", d'être physiquement présent dans la nouvelle situation politique brésilienne, privilège du sociologue et des professionnels de l'observation du réel et de son compte rendu par rapport à l'historien, il nous a tout de même

---

<sup>46</sup> « La bureaucratie est une organisation qui ne peut ni se corriger facilement en fonction de ses erreurs, ni innover ou s'adapter aux transformations de son environnement », in Michel Crozier, *Le phénomène bureaucratique*, Le Seuil, 1963.

<sup>47</sup> Jean Baudouin, *Les idées politiques contemporaines*, Collection « Didact. Sciences politiques », PUR, 2002, p. 41, souligné par nous.

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, troisième édition, Repères, Editions La Découverte et Syros, Paris, 2002, p.87.

<sup>50</sup> P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Minuit, Paris, 1980, pp. 85-86.

été permis de la regarder se dérouler en temps réel, notamment par l'intermédiaire d'études diverses et variées sur le PT ou la politique du gouvernement Lula, de journaux et de revues, de sources différentes tant du point de vue idéologique ou politique qu'au niveau de leur origine géographique.

Bien que du fait de l'évolution rapide des événements politiques et sociaux brésiliens, le risque était grand de négliger une part importante de son contenu, nous avons essayé d'analyser les changements affectant le PT en évitant au maximum de sombrer dans un empirisme naïf qui, du fait de l'immersion obligée du chercheur dans l'objet de son étude, l'amène souvent à la reformulation en termes savants du discours indigène voire à la mobilisation inconsciente de catégories lui étant propres et renvoyant à son rapport profane à l'objet si ce n'est à son engagement.

De la même façon, il s'agissait pour nous de faire face à l'empirisme feint d'un affichage d'observation servant de façade à l'essayisme subjective, en analysant à la manière d'Emile Durkheim cette épreuve du PT au pouvoir comme un fait social explicable par d'autres faits sociaux, au niveau de ses causes mais surtout au niveau de ses conséquences, prévisibles ou non. En effet, « le phénomène qu'il s'agit d'expliquer ne peut être dû qu'à des causes extra-sociales d'une grande généralité ou à des causes proprement sociales »<sup>51</sup>.

Enfin, bien que notre analyse s'efforce en partie de retracer l'histoire du projet politique pétiste à partir de ce qui est pensé comme son point d'aboutissement, la rupture d'une promesse, notre utilisation du concept de bureaucratie vise à proposer une réflexion politique dénuée de téléologie partisane, c'est à dire qui ne s'inscrive pas dans le cadre de ce que nous pourrions appeler le paradigme de *la révolution trahie*.

En effet, ce dernier « opère en mettant unilatéralement l'accent sur les aspects idéologiques et sur l'application de la ligne politique »<sup>52</sup>. Bien que ce type d'analyse occupe une grande part de notre travail, nous nous sommes efforcés de prendre en compte le maximum de variables possibles, c'est à dire d'approcher notre sujet d'étude en incluant, outre sa dimension politique, ses dimensions sociales, culturelles et intellectuelles, afin de ne pas induire une hypertrophie du politique.

L'institutionnalisation du PT, c'est-à-dire l'approfondissement du tournant à droite par sa direction majoritaire assimilable à une bureaucratie, s'est accentuée au fur et à mesure que le PT se rapprochait du pouvoir, se matérialisant par le changement de la politique d'alliance

---

<sup>51</sup> Emile Durkheim, *Le suicide*, Quadrige, PUF, 1999, pp. 15-16.

<sup>52</sup> Brigitte Studer, « Totalitarisme et stalinisme », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, op. cit, p. 39.

habituellement utilisée afin d'obtenir un triomphe électoral, mettant en quelque sorte sa tradition ouvrière et démocratique de côté en échange de l'unité et du consensus de forces politiques qui étaient jusque lors ses adversaires historiques<sup>53</sup>.

Certaines études reprennent en effet l'analyse formulée par l'un des fondateurs du PT, César Benjamin, qui considère que « le PT adhère au système sans rien obtenir pour la classe ouvrière [...]. Le PT s'est transformé en un instrument d'ascension sociale pour sa propre bureaucratie. De très nombreuses personnes [membres du PT] ne conçoivent et n'imaginent pas revenir à leur bureau de travail, à leur entreprise, à leur lieu d'enseignement ou à l'hôpital. Ils ne savent plus ce que c'est faire les comptes à la fin du mois, ils ne savent plus ce qu'est la menace du chômage. Ce personnel [politique] du PT a commencé à vivre dans un autre monde. Lors du dernier congrès du PT, la vaste majorité des délégués était formée par des fonctionnaires du propre PT »<sup>54</sup>.

Si le gouvernement Lula est traversé de nombreuses contradictions et connaît de vifs conflits internes, tels que ceux concernant les négociations de l'ALCA, une orientation générale claire se dégage, dans le sens d'une politique à caractère conservatrice, c'est à dire protégeant les intérêts des élites traditionnelle et nouvelle, en s'appuyant sur un parti de tradition socialiste.

Contrairement à ce que de nombreux commentaires laissaient entendre, bien que le système de récompenses réciproques ne soit plus la grande force régulatrice de la vie politique, le clientélisme n'a pas pour autant été rompu. En outre, à l'inverse de ce à quoi l'on pouvait s'attendre, la mobilisation directe d'une conscience nationale transmuée dans les bulletins de vote n'a pas accordée la marge d'indépendance attendue du PT dans le nouveau gouvernement, puisque Lula ne s'est pas senti un dirigeant libre au regard de la tradition de rétribution des alliances après sa victoire. En d'autres termes, la victoire électorale n'a en rien été synonyme de prise du pouvoir.

Nous nous attacherons par ailleurs à démentir l'affirmation selon laquelle « le PT ne peut que gagner un renfort de son identité, provenant du rassemblement pré-partidaire »<sup>55</sup>, puisque comme nous le verrons, c'est peut être à terme la menace de l'éclatement qui guette le PT !

---

<sup>53</sup> De plus, la modification des lois électorales lors des élections de 2002 a contraint le PT à s'en tenir aux mêmes alliances aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau fédéré.

<sup>54</sup> Felipe Demier (coord.), *As transformações do PT e os rumos da esquerda no Brasil*, Editions Bom Texto, souligné par nous.

<sup>55</sup> Candido Mendes, *Lula et l'autre Brésil*, op. cit.



Il semble ainsi que nombre d'analystes de la situation brésilienne se sont trompés ou illusionnés, en premier lieu desquels des membres éminents du PT lui-même. Nous citerons l'exemple de Candido Mendes, car il paraît significatif des espoirs que pouvait annoncer la victoire pétiste, allant jusqu'à ignorer la crise qui la sous-tendait, aveuglé par les promesses et les représentations flottant à la surface d'une réalité bien plus complexe : « l'un des grands mérites de la victoire du parti [le PT] fut, parallèlement à la maîtrise inédite d'alliances venues de tous bords, d'assurer le maintien de toute la constellation de gauche du parti, y compris de ses franges les plus radicales. La transition prouve la capacité de Lula et de ses compagnons, de permettre jusqu'à présent au parti de garder toute cette myriade de factions et sous-factions où, avant le désir de pouvoir, prédomine l'ascèse pour le conquérir<sup>56</sup>, en toute "décontamination" de l'utopie »<sup>57</sup>.

Si effectivement, « l'assembléisme foncier du PT – et c'est là que s'appuie sa force originale – permet l'établissement, à la limite toujours, des consensus possibles, en maintenant visibles les conflits, gardés à leur place critique, comme véritable "agora" prospective et future essentiellement polémique »<sup>58</sup>, il apparaît cependant que le PT, bien qu'il fasse preuve d'une exceptionnelle ouverture, n'a pu maintenir sous une même bannière les courants les plus divers, y compris les plus radicaux.

Il semblerait même que le parti de Lula, à l'instar de ce qui est observable dans les partis de gauche reliés à la dogmatique des Partis communistes, a mis en œuvre ce phénomène classique de purification allié à la mise en place d'une exégèse hiératique inconnue jusqu'alors, qui s'est concrétisé par l'exclusion de parlementaires ayant refusé de se soumettre à une discipline de vote imposée par le seul Lula, et en contradiction avec les dernières résolutions adoptées par les instances de ce parti.

La victoire électorale du PT par l'intermédiaire de son président d'honneur, porteuse pour les masses brésiennes d'un espoir d'accès au pouvoir et de réponse à leurs aspirations sociales, ne semble pas avoir répondu à ces attentes, du fait de l'institutionnalisation, accélérée par le jeu de sa bureaucratie, de ce parti subissant par une espèce de contre-coup une crise qui pourrait bien lui être fatale.

---

<sup>56</sup> A ce sujet, voir notre analyse du courant trotskyste du Parti des travailleurs en France contenue dans notre mémoire de maîtrise, où nous le caractérisons comme le reflet de l'idéal-type wébérien de l'éthique de la conviction.

<sup>57</sup> Candido Mendes, *Lula et l'autre Brésil*, op. cit., p.28.

<sup>58</sup> Ibid.

# **Titre 1. Le programme au miroir de la réalité : l'institutionnalisation du PT**

Tout en continuant à se référer à une tradition *socialiste*, la majorité des dirigeants pétistes et leurs représentants idéologiques au gouvernement mettent en œuvre une politique qui constitue un flagrant écart entre le programme et la réalité.

## **Chapitre 1. Les deux âmes du gouvernement Lula**

Alors que le Brésil ne semble pas être parvenu au stade suprême de son développement, et bien que l'expansion économique n'ait pas gommé les disparités ni effacé les antagonismes de classes, le gouvernement Lula, disposant d'une forte légitimité populaire, tente de transformer la société brésilienne en la faisant passer du type conflictuel au type consensuel, ce qui est facilité par l'irruption des mass media qui favorisent la personnalisation du pouvoir, d'où une dépolitisation et une *désidéologisation* qui ne peuvent être sans effet sur la nature même du PT.

### **Section 1. Une stratégie légaliste de conquête du pouvoir**

« Le premier président de gauche élu au Brésil arrive au pouvoir, porté par l'espoir d'une révolution sociale, mais son premier acte est de réclamer l'austérité. »<sup>59</sup>

#### **I. Le moment électoral**

Bien que l'élection de Lula semble être le résultat d'une décision populaire collective, elle reflète aussi paradoxalement un phénomène de personnification du pouvoir.

---

<sup>59</sup> *Los Angeles Time*, 2 janvier 2003.

## A. L'irruption des masses dans l'espace public brésilien

### 1. Une mobilisation ouvrière exceptionnelle

Au premier tour des élections, Lula et le PT ont obtenu un triomphe retentissant avec 39 443 765 voix, soit 46,4 % des votes validés<sup>60</sup>, c'est-à-dire presque le double de Serra, candidat officiel du gouvernement sortant de F.H.Cardoso<sup>61</sup>. Le PT a obtenu les meilleurs résultats électoraux de son histoire : Lula a remporté 23 des 26 Etats du Brésil (concedant seulement Rio de Janeiro, et les Etats de Ceara et Alagoas) au soir du premier tour ; le nombre de députés du PT est passé de 58 à 91, celui de sénateurs de 8 à 14. Une illustration manifeste de l'avancée électorale du PT est celui de Mercadante, son candidat au Sénat dans l'Etat de Sao Paulo, qui, sortant en tête des urnes avec dix millions de voix, devenait le sénateur ayant obtenu le plus de voix dans toute l'histoire du Brésil.

En obtenant 61,3 % des suffrages exprimés au second tour, Lula a réalisé le meilleur score de toutes les présidentielles passées, en retirant une légitimité électorale considérable qui allait s'avérer, dans les premiers mois de son mandat, être une ressource très utile et employée pour surmonter les problèmes de gouvernabilité<sup>62</sup>.

La victoire de Lula ne doit pas pour autant faire oublier le succès de beaucoup de candidats pétistes (en nombre de voix), bien que ceux-ci n'aient pas réalisé le même score que le président honoraire du PT, l'offre politique étant dans leur cas bien plus large, sous l'effet notamment des différences de mode de scrutin et des différences de configuration des alliances partisans locales. De plus, peu de candidats bénéficiaient localement d'un capital politique (notoriété, image, ressources...) aussi important que celui de Lula.

Cependant, deux conclusions s'imposent : le 6 octobre, le PT est devenu le premier parti du Brésil et a connu une nationalisation de ses scores, donc de son implantation.

Bien que d'un électeur à l'autre, les motivations du vote puissent fortement varier, c'est l'agrégation de ces votes différents qui, juridiquement, décide du camp vainqueur. En poussant cette règle à son comble, le succès des candidats pétistes est flagrant, loin devant les autres formations. Le 6 octobre au soir, le Brésil ne comprenait plus trois grands partis (PSDB, PMDB, PFL), mais quatre : le PT, dernier venu, s'avère le plus important en voix, comme l'avait laissé entrevoir deux ans plus tôt les élections municipales.

---

<sup>60</sup> Et 41,7 % des votants.

<sup>61</sup> Il obtient 19 700 395 voix, soit 23,2 %.

<sup>62</sup> Nous reviendrons plus précisément sur cet *état de grâce* dans la section 2 de ce chapitre.

Comme l'explique Stéphane Monclaire, le PT jouit désormais d'une « implantation électorale “fédérative” nationale »<sup>63</sup> : c'est l'avènement du PT comme seul parti implanté nationalement en voix depuis 1990. Aux cinq scrutins du 6 octobre et dans de nombreux Etats, les électeurs ont eu plus tendance à voter plusieurs fois en faveur d'un candidat du PT qu'ils n'ont eu cette même tendance en faveur d'un candidat d'une autre formation.

Si une fois le scrutin clos et pour déclarer le nom des élus, la règle appliquée par le scrutateur est que tous les suffrages se valent, ceux-ci n'ont pourtant pas la même signification.

Ainsi, le Brésil est connu pour la sous instruction de sa population en âge d'être inscrite et de voter, or, toutes les études empiriques le démontrent, le capital culturel est le facteur le plus discriminant quant à la politisation des individus. Moins les inscrits sont instruits, et moins ils s'intéressent à la politique, ce qui réduit leurs chances d'acquérir une claire connaissance phénoménologique du politique. Faute de disposer d'une connaissance suffisante des acteurs, des règles du jeu et des enjeux politiques plus ou moins objectivés, les inscrits les moins instruits sont donc vite perdus lorsqu'ils sont exposés à la vie politique, ce qui les décourage d'essayer de s'y intéresser. En outre, parce que les inscrits les moins ou peu instruits occupent généralement des positions sociales basses et parce qu'ils ont intériorisé les attitudes et les rôles auxquels les astreint leur position dominée (à savoir un sentiment d'illégitimité sociale), leur incompétence politique tendancielle se double d'un sentiment tendanciel d'incompétence politique. Statistiquement, ce cumul les condamne à peu prendre part à l'espace public et donc à y saisir moins clairement les offres politiques qui y sont proposées.

Par conséquent, considérer qu'au Brésil des convictions gisent au fond des urnes ne serait pas qu'un présupposé mais une contre vérité statistique : moins les inscrits sont instruits et plus grande est leur difficulté à avoir une opinion.

Dans cette optique, la première limite au succès du PT résiderait moins dans le résultat des urnes (et donc moins dans les problèmes de gouvernabilité que posent à la fois son insuffisance de sièges au Congrès et son manque de gouverneurs) que dans le contenu des urnes, car voter pour un candidat ne signifierait pas adhérer aux thèses du PT, le très bas niveau de politisation des inscrits le suggérant amplement.

---

<sup>63</sup> Stéphane Monclaire, « Lula et les candidats du PT : ampleur et limites d'un succès électoral », in Jacky Picard (direction), *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.

Cependant, on pourrait objecter que même les Brésiliens les moins politisés parviennent à différencier un minimum certains des candidats en lice, du moins en fin de campagne électorale et lorsqu'il s'agit d'élections auxquelles ils ont été très exposés, la campagne étant évidemment un cadre et un moment de socialisation politique et de politisation, notamment par l'effet de discours mobilisateurs qui réactivent le sentiment euphorisant d'appartenance au plus grand groupe, c'est-à-dire à la communauté nationale.

D'une certaine manière, nous pouvons par conséquent caractériser le vote massif en faveur du candidat Lula comme le résultat d'une mobilisation ouvrière exceptionnelle, les élections ayant été précédées et rythmées par d'importantes manifestations<sup>64</sup>.

## 2. La tentation clientéliste

Cette victoire de Lula aux élections présidentielles de 2002 n'est donc pas exempte de contradictions. Il s'agit de comprendre leurs mécanismes, en s'appuyant sur les travaux de François Houtart, pour qui « il n'existe pas de rapports sociaux sans représentations, ce qui est d'ailleurs la condition même de la possibilité de les changer »<sup>65</sup>, tout en ajoutant qu'« il n'y a pas non plus de représentations en dehors de rapports sociaux, même si les médias sont parfois subtils »<sup>66</sup>. Les représentations induisent donc des comportements, formant un obstacle pour certains et un stimulant pour d'autres, et se forment en fonction de l'angle de vision possible des groupes en présence lorsqu'elles concernent directement les sociétés.

Ainsi, le vote massif des milieux populaires pour Lula a été interprété comme un changement de fond de la société brésilienne. Certes, l'intériorisation des critères de classement des classes moyennes et supérieures les amenait à douter de la capacité à diriger le pays d'un homme du peuple qui avait arrêté sa scolarité au niveau du certificat d'études et commettait des erreurs de portugais. A cela s'ajoutait le fait que le candidat en était venu à être tenu comme un professionnel de la politique et donc jugé aussi malhonnête que n'importe quel élu, ou encore considéré comme un *perdant* inévitablement promis à l'échec après ses trois défaites consécutives à l'élection présidentielle. Cependant, c'est un fait que la plupart des Brésiliens ont élu le 27 octobre 2002, un Brésilien *d'en bas* leur donnant un sentiment de

---

<sup>64</sup> Le premier janvier 2003, à Brasilia, alors que Lula prenait officiellement ses fonctions de président, plus de 200 000 brésiliens étaient rassemblés aux abords du Parlement et du Sénat, recouvrant les vastes esplanades du Planalto du rouge des drapeaux du PT et du vert, jaune et bleu du drapeau brésilien.

<sup>65</sup> François Houtart, « Les dimensions institutionnelles et conflictuelles de la citoyenneté sociale : le rôle des représentations », in *La citoyenneté sociale en Amérique Latine*, Bérengère Marques Pereira et Ilàn Bizberg (coord.), CELA-IS, Université Libre de Bruxelles, l'Harmattan Editions, 1995, pp. 151-162.

<sup>66</sup> *Ibidem*

plus grande dignité dans l'espace public. Cela traduit « le travail d'une symbolique égalitaire dans les milieux populaires brésiliens, un changement plus cognitif que politique »<sup>67</sup>, la lutte contre la famine prônée par Lula s'inscrivant ainsi dans une symbolique de la reconnaissance de la détresse du peuple par les gouvernants, qui, depuis Getulio Vargas, a joué un rôle central dans la légitimation.

L'exercice de la citoyenneté suppose dans des situations de pluralisme politique et d'appartenance volontaire, l'existence d'une conscience sociale elle-même forgée dans un contexte économique et social précis. Cela signifie évidemment un dépassement du caractère individuel de la citoyenneté politique (sous la forme un homme égal une voix), par ailleurs incontournable, pour y inclure les groupes sociaux, notamment ceux construits sur des appartenances de classes. Les groupes populaires peuvent ainsi voter, librement et démocratiquement, en faveur de formations politiques qui, loin de représenter leurs intérêts fondamentaux, annoncent même ouvertement des programmes qui leur sont contradictoires<sup>68</sup>.

Et cependant, de tels comportements ne manquent pas de rationalité. En effet, ils répondent à des intérêts immédiats, apparaissant comme vitaux pour des groupes qui ont fait l'expérience de leur vulnérabilité. Il y a donc conflit entre deux formes de rationalité : comme il existe des groupes qui ont voté pour un parti populaire comme le PT, cela signifie donc qu'il existe deux types de conscience politique, dont les contours peuvent par ailleurs être flous :

Le premier type de conscience politique s'appuie sur les intérêts immédiats, ce qui constitue la majorité.

Le second, au contraire, est plus orienté, au moins dans son contenu objectif, par des intérêts à plus long terme.

La force du PT, et sa victoire électorale de 2002 qui en est le reflet, pourraient par conséquent être analysées comme la cristallisation de la combinaison de ces deux formes de rationalité en son sein. En d'autres termes, les groupes populaires, bien que leurs choix puissent répondre à des logiques différentes, auraient voté pour Lula parce qu'ils se représentaient la victoire du PT comme un moyen de satisfaire leurs intérêts, immédiats ou non.

En effet, bien des éléments interviennent dans l'orientation des votes, partout où existe un système électoral qui ne fonctionne pas exclusivement sur la base des logiques apparentes :

---

<sup>67</sup> Dominique Vidal, « Sens du juste et légitimation », in *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, opus cité.

<sup>68</sup> On pourrait à cet égard prendre pour exemple les élections présidentielles de 1994.

au Brésil, certaines réalités, traduites parfois en une véritable culture politique, jouent un rôle sous-jacent aux logiques formelles. On peut citer notamment le clientélisme, car pendant longtemps le partage du pouvoir a formé la voie d'accès privilégiée aux ressources économiques, ou encore la légitimité du *dominium*, manifestée par « la capacité exceptionnelle de celui qui parvient à conserver le pouvoir et qui se voit reconnu pour cette seule raison »<sup>69</sup>, et qui attribue à des leaders politiques un attrait singulier.

Il n'est pas interdit de penser qu'un des éléments intervenant dans les comportements électoraux est la difficulté pour les classes populaires en particulier de se représenter la macro dimension sociale. Elle est accentuée par le caractère précaire de la survie matérielle, qui force les individus à vivre au quotidien, ce dernier formant la limite de l'horizon possible. Il faut par conséquent une bonne dose de capacité analytique<sup>70</sup> ou de confiance dans un mouvement ou dans un leader porteur d'une telle vision, pour orienter le vote au-delà des préoccupations immédiates.

Avec l'accession du PT au pouvoir, on peut se demander si les pratiques clientélistes, ou « pratiques de captation des ressources publiques articulées à une forme paternaliste de domination »<sup>71</sup> ont disparu ou tout du moins sont devenues moins structurantes de l'imaginaire collectif national. En effet, même lorsque les pratiques clientélistes traditionnelles semblent avoir perdu de leur importance, comme à Porto Alegre, on assiste au développement de ce que certains analystes du fonctionnement de son budget participatif nomment un *clientélisme de cadre* ou *de parti*<sup>72</sup>.

Cette tentation clientéliste qui s'exerce notamment sur les responsables pétistes<sup>73</sup> peut être mise en relation avec un phénomène de personnalisation du pouvoir, que la figure de Lula semble refléter.

---

<sup>69</sup> Guy Hermet, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Armand Colin, Paris, 1994, pp. 346-347.

<sup>70</sup> Or, comme nous l'avons vu, la population du Brésil est marquée par sa sous instruction.

<sup>71</sup> Jacky Picard, *Amazonie Brésilienne : les marchands de rêves*, l'Harmattan, Paris, 1998.

<sup>72</sup> Des auteurs tels que Baierle ou Navarro montrent ainsi que l'adhésion à une association pourrait permettre de briguer un emploi d'assesseur auprès d'un candidat du PT puis éventuellement un *poste de confiance* à la mairie. Nous reviendrons sur cette question lors du traitement de l'expérience de la démocratie participative au Brésil.

<sup>73</sup> A ce sujet, Fabio Konder Comparato, répondant au journaliste Elio Gaspari dans la *Folha de Sao Paulo*, a pu attirer l'attention sur la *ruine morale* du gouvernement de Lula. Le problème n'est d'ailleurs pas tant dans ce qui renvoie aux diverses informations sur la mauvaise conduite de membres du gouvernement ou proches de la direction du PT au moment où celui-ci accédait au pouvoir que dans la façon dont cela éclaire sur les méthodes utilisées par le gouvernement pour construire sa majorité parlementaire : la pratique consistant en l'achat de votes continue sous la présidence de Lula.

## B. La personnification du pouvoir

Suite aux trois précédents échecs, les militants avaient durement appris l'incertitude de la compétition électorale. Certains estimaient même, jusque dans les cercles dirigeants du PT, que Lula pâtissait d'un tel déficit d'image qu'il fallait le remplacer par un candidat capable de rassurer les élites et de mobiliser de plus larges segments de l'électorat.

### 1. Médiatisation des élections et marketing politique

Lula n'aurait en effet probablement pas été élu avec une aussi large majorité si le PT n'avait tiré les enseignements de ses trois revers à l'élection présidentielle et adopté une stratégie électorale capable de vaincre les résistances précédemment rencontrées.

C'est en partie le résultat d'une politique de communication savamment orchestrée par le publicitaire Duda Mendonça<sup>74</sup>, qui a su mettre en place une campagne fondée sur une image de modération. Cette communication plus performante<sup>75</sup>, concoctée par un éminent spécialiste du marketing politique, prit notamment la forme d'un changement d'apparence de Lula : barbe taillée et port systématique du costume cravate bien coupé et élégant, sourire permanent, ton posé et détendu. Cette nouvelle image, savamment diffusée dans un plan média n'excluant pas la presse *people* ni les plateaux de télévision, visait d'abord à rendre Lula socialement plus acceptable, à le débarrasser de ses stigmates sociaux.

Certes, depuis des années, chaque fois que Lula rappelait ses origines sociales modestes, cela l'avait aidé à se démarquer de ses adversaires bien nés et à moins faire douter de la sincérité de ses engagements en faveur du peuple, mais cela lui avait aussi coûté la voix de beaucoup de petites gens, pas seulement parce que celles-ci suivaient plus que les autres électeurs les consignes de vote d'élus locaux hostiles à Lula, mais aussi parce qu'elles considèrent que gouverner un pays est une aptitude naturelle des dominants.

Plus l'électeur appartenait à une couche sociale basse, et moins il tendait à se prononcer pour des candidats d'origine modeste et revendiquant cette origine car cela ne valorisait pas sa propre position sociale : cet électeur pouvait difficilement juger légitimes les candidats qu'il assimilait à l'un des siens. Modifier l'apparence visuelle de Lula permettait donc de prémunir le candidat Lula des effets négatifs des rappels de son passé auprès des

---

<sup>74</sup> Ancien artisan de la victoire de Paulo Malu, figure honnie de la droite populiste, aux élections à la mairie de Sao Paulo en 1992.

<sup>75</sup> Le PT y consacra trois fois plus d'argent que lors de la présidentielle de 1998.



couches populaires. Lui faire adopter le style *manager* visait aussi à crédibiliser le style de son discours, en une sorte d'opération de séduction.

Si la stratégie politique vise à atteindre des objectifs, s'inscrit selon une démarche et utilise des relais, la stratégie de communication politique se fixe le même objectif. Pour y parvenir, l'acteur politique (et son conseiller) détermine un axe par un *concept fédérateur*, qui revêt une importance primordiale durant les campagnes nationales. Il ne s'agit pas seulement d'un slogan traduisant l'axe de la campagne mais d'un message formulé qui offre une orientation à l'électeur et constitue un engagement pour le candidat. Ainsi, « tous les partis, toutes les couleurs de l'échiquier politique possèdent de tels concepts qui, à un moment donné de leur histoire, leur ont permis d'assurer la crédibilité de leur message »<sup>76</sup>. Le PT n'échappe pas à cette règle, choisissant un slogan qui allait subsumer son identité stratégique nouvelle, la *Ligne paix et amour* ou *Lula paix en amour*, soit une ligne politique très différente de celle suivie par le PT des années durant, message certainement formulé par son conseiller politique pour qu'il ait un effet multiplicateur et optimisant quant au nombre de suffrages tout en assurant sa parfaite conformité avec l'axe politique choisi ; soit un axe exprimant le changement, le renouveau mais aussi la continuité, constituant l'affirmation de l'alternance en termes de communication.

C'est ainsi que l'équipe de Lula a recherché une modification du comportement électoral, tout d'abord en recherchant la notoriété (tout est mis en œuvre pour faire connaître le candidat, ses idées, son programme) puis l'adhésion : un comportement électoral n'étant jamais fait uniquement de déterminations calculées ou raisonnées, il y entre une dimension affective personnelle et sentimentale dont va tenir compte la communication politique pour établir la crédibilité du candidat et faire valoir la vérité de son discours, dès lors que sa notoriété aura été établie. C'est ainsi que la campagne de Lula se fixait trois objectifs : conforter l'électorat acquis (il ne faut pas lui donner l'impression qu'on l'oublie ou qu'on le néglige), séduire l'électorat hésitant (faire pencher les *floating votes* en sa faveur) et faire douter l'électorat opposant (l'amener à s'interroger sur son vote).

La modification d'attitude vis-à-vis d'un candidat ou d'un parti passe en définitive par une modification d'image de ceux-ci, et constitue souvent l'objectif d'une campagne : il s'agit de rectifier, d'amender, d'infléchir, de *positiver* une image. C'est ainsi que la campagne de Lula a surtout utilisé les drapeaux blancs au lieu des traditionnels drapeaux rouges des campagnes antérieures du PT<sup>77</sup> « associés par la population aux communistes »<sup>78</sup>. Dans le

---

<sup>76</sup> Michel Bongrand, *Le marketing politique*, Que sais-je ?, PUF, 1986, p.45.

<sup>77</sup> Le blanc et le rouge sont les couleurs du PT.

même ordre d'idées, on peut souligner le fait que « l'épouse de Lula est de presque toutes les sorties présidentielles »<sup>79</sup>, qui peut être analysé comme une recherche d'un *effet de séduction*<sup>80</sup>. Cet *effet Lula*, caractérisé par un phénomène d'image faisant l'objet d'un travail constant, rejoint par-là même ce que d'aucuns nomment le *charisme*.

## 2. Personnalisation du pouvoir et leadership charismatique

Avec l'avènement de la démocratie du public, la personnalité des candidats à une compétition électorale apparaît comme un des facteurs essentiels du choix des électeurs puisque ces derniers votent différemment d'une élection à l'autre. Les électeurs votent de plus en plus pour une personne, et plus seulement pour un parti ou un programme. De fait, nous l'avons noté plus haut, l'élection de Lula à la présidence de la République, après trois échecs successifs, s'est produit après son changement d'image et d'identité stratégique.

Ce phénomène engendre l'impression d'une crise de la représentation<sup>81</sup>, du fait du caractère personnel de la relation représentative.

L'importance croissante des personnalités est surtout sensible au niveau national, dans la relation entre le pouvoir exécutif et l'ensemble de l'électorat. De plus, au Brésil, pays marqué par les pratiques patrimonialistes puis clientélistes, cette tendance à la personnalisation du pouvoir est particulièrement présente.

Il importe ici de distinguer personnalisation du pouvoir et pouvoir personnel.

En effet, le pouvoir personnel désigne une réalité institutionnelle, une seule personne contrôlant ou concentrant tous les pouvoirs, tous les attributs de la souveraineté ; elle maîtrise la totalité des rouages de l'appareil d'Etat<sup>82</sup>, ce qui pose le problème de la confusion des pouvoirs.

La personnalisation du pouvoir, quant à elle, est d'une autre nature. Elle concerne non le domaine institutionnel, mais la psychologie sociale : un personnage symbolise, incarne la nation, l'Etat, le parti ; il s'identifie au groupe qui se reconnaît en lui. La personnalisation du

---

<sup>78</sup> Denis Rolland et Joëlle Chassin (coord.), *Pour comprendre le Brésil de Lula*, Horizons Amériques latines, l'Harmattan, 2004, p. 118.

<sup>79</sup> *Ibidem*, p. 39

<sup>80</sup> « *L'effet de séduction* est celui qui provoque l'adhésion effective, sentimentale à un candidat ou à un parti. Il est souvent repris - sinon anticipé - par la presse qui amplifie le phénomène en tombant elle aussi sous le charme » in *Le marketing politique*, ouvrage précité, p.71.

<sup>81</sup> Or, en réalité, le rôle prédominant des étiquettes partisans dans la détermination du vote est seulement la caractéristique d'un type particulier de représentation, celui de la démocratie des partis.

<sup>82</sup> Ce que Bertrand de Jouvenel appelle la *chambre des machines*.

pouvoir peut exister sans qu'il y ait de pouvoir personnel : c'est ce qui nous semble observable en la personne de Lula.

En effet, contrairement à tous ses devanciers et à l'immense majorité du personnel politique brésilien, Lula n'est pas un fils de bonne famille, c'est un « fils du peuple »<sup>83</sup> dont l'arrivée au Planalto ne se limite pas à une simple alternance politique : sur le plan des représentations, c'est avant tout la victoire d'un homme issu des classes populaires. De plus, sur le plan des apparences tout du moins, le PT semble être à l'image du personnage public de Lula, ce qui revient à dire que Lula *incarne* le PT : c'est un ancien ouvrier<sup>84</sup>, il est parti d'*en bas*<sup>85</sup> ; enfin, élu président du PT dès sa fondation, il en devient à partir de 1987 le président d'honneur.

On remarquera alors que si les partis continuent de jouer un rôle central, puisque la possibilité de mobiliser une structure préalablement organisée avec son réseau de relations et d'influences, ses capacités à collecter des fonds et sa main-d'œuvre demeurent un atout décisif de la compétition électorale, ils tendent à devenir les instruments au service d'un leader : le nouveau président de la République apparaît donc ici comme le représentant par excellence, le lien avec ses électeurs retrouvant un caractère essentiellement personnel qui résulte principalement, semble-t-il, de deux causes qui, quoique indépendantes l'une de l'autre, exercent des effets convergents.

Tout d'abord, les techniques de communication jouent un rôle essentiel : la radio et la télévision, moyens de communication principaux, confèrent un caractère direct et sensible à la perception des candidats et des élus par les électeurs. Cependant, les propositions selon lesquelles « le candidat peut se faire connaître sans passer par la médiation d'organisations militantes »<sup>86</sup>, ou encore que « l'âge des militants et des hommes d'appareil est passé »<sup>87</sup>, ne semblent pas pouvoir s'appliquer au cas particulier du Brésil. En effet, étant donné que le monopole légal de candidature est détenu par les partis, les formations politiques sont des passages obligés pour tous ceux désirant faire carrière dans ce domaine.

Le rôle croissant des personnalités au détriment des programmes constitue une réponse aux conditions nouvelles dans lesquelles s'exerce l'activité des gouvernants, qui ne règle plus seulement les conditions générales de la vie sociale mais intervient dans toute une série de

---

<sup>83</sup> Affiche de 2002.

<sup>84</sup> Le parti des *travailleurs* est la seule formation politique de poids ayant pour nom une catégorie sociale de Brésiliens.

<sup>85</sup> Le PT, à en croire ses dirigeants, aurait été créé du bas vers le haut, prolongement d'actions menées à la base.

<sup>86</sup> Bernard Manin, « La démocratie du public », in *Principes du gouvernement représentatif*, Champs, Flammarion, 1996, pp. 279s.

<sup>87</sup> *Ibidem*.

domaines (en particulier dans le domaine économique) par des décisions ponctuelles et singulières.

Or, sauf à devenir immense, illisible et, partant, inutile pour la mobilisation des électeurs, un programme ne peut pas contenir le catalogue de toutes les mesures singulières qu'entend prendre un candidat. De plus, l'environnement auquel chaque gouvernement est confronté résulte des décisions prises par un nombre de plus en plus grand d'acteurs, et devient donc ipso facto de moins en moins prévisible. Ils n'ont donc pas intérêt à se lier les mains par avance en s'engageant sur un programme détaillé puisque, en se proposant comme gouvernants, ces hommes politiques savent qu'ils devront faire face à l'imprévisible. Du point de vue de l'électeur, la confiance personnelle inspirée par les candidats devient un principe de choix plus adéquat que l'évaluation d'actions futures particulières.

Lula, en tant que fervent orateur et habile organisateur, correspondrait alors à l'autorité charismatique, idéal type qui repose sur la croyance dans la grâce personnelle, dans les qualités exceptionnelles d'un individu : le chef est obéi à cause de son prestige, de son ascendant, de son rayonnement personnel ; il force l'admiration et l'adhésion<sup>88</sup>.

Le PT, à l'origine inspiré par une conception du socialisme chargée de radicalisme éthique, dépassant l'alternative entre anti-capitalisme et autoritarisme ou démocratie et réformisme, va connaître un tournant social démocrate, notamment sous la pression de Lula et de son courant<sup>89</sup>, qui va lui faire abandonner son projet historique pour lui préférer une *realpolitik*.

## II. L'intériorisation du paradigme démo-libéral

Bien que le PT se garda tout d'abord de toute identification aux Internationales Socialistes, sa vision initiale d'un socialisme de principe n'a pas échappé à la praxis de sa détermination idéologique.

---

<sup>88</sup> En d'autres termes, le phénomène charismatique que tend à incarner Lula « se caractérise par le dévouement tout personnel des sujets à la cause d'un homme et par leur confiance en sa seule personne en tant qu'elle se singularise par des qualités prodigieuses, par l'héroïsme ou par d'autres qualités exemplaires qui en font le chef. C'est là le pouvoir charismatique que [...] dans le domaine politique [...] le chef d'un parti politique [exerce] », in Max Weber, *Le savant et le politique*, Editions 10/18, tr. 1959, p. 102.

<sup>89</sup> L'*Articulation*, courant majoritaire dans le PT.

## A. L'abandon du programme historique du PT

### 1. Le tournant social-démocrate

« Le PT est désormais un parti de centre gauche et non plus de gauche »<sup>90</sup>.

Les trois échecs successifs dans la course à la présidence en 1989, 1994 et 1998, ont conduit Lula et l'aile majoritaire du PT à abandonner le marxisme et à promettre de respecter les équilibres budgétaires traditionnels pour rassurer les milieux financiers et les électeurs centristes.

Né d'une montée du mouvement de masse urbain et rural, le PT s'est implanté et développé tout au long des années 1980, sur la base d'un engagement énergique dans les luttes populaires, dont la plate-forme constitutive - sans définir un programme ni un projet stratégique précis - reflétait l'expérience et exprimait un fort sentiment de classe.

Le manifeste de fondation du PT<sup>91</sup> le définit ainsi comme un parti de masse, issu des luttes sociales, pour la démocratie aussi bien politique<sup>92</sup> qu'économique<sup>93</sup>.

Cependant, l'évolution de la composition sociale des instances dirigeantes du PT a entraîné une déradicalisation progressive du programme du PT, processus il est vrai facilité par le rétrécissement des offres politiques socialement dicibles et recevables, induit par les effets de réalités qu'ont engendrés la chute du mur de Berlin, la montée de l'hégémonisme néolibéral et l'hyperaccélération de la globalisation.

Si Lula a souvent encouragé cette déradicalisation, il ne l'a jamais conduite : c'est un pragmatique et un conciliateur, et non un doctrinaire. Si sa biographie de cinéma l'a toujours aidé à se faire élire président du PT<sup>94</sup>, sa capacité à fédérer les courants et sous-courants de sa formation a encore plus contribué à sa longévité à ce poste. Lula aurait donc moins changé le discours de son parti que les débats du PT n'auraient infléchi le sien. Il s'agit donc de retracer les différentes étapes de l'évolution du PT vers un parti *comme les autres* :

En octobre 1979, à la première Rencontre nationale du PT, une brève déclaration politique est approuvée, qui affirme clairement le but du PT, qui « lutte pour que tout pouvoir

---

<sup>90</sup> Déclaration de José Dirceu, président du PT, retranscrite dans le journal *O Globo*, le mercredi 20 février 2002.

<sup>91</sup> Manifeste approuvé par le Mouvement de Constitution du PT (Pro PT) le 10 février 1980, Collège de Sion, Sao Paulo, publié dans le *Journal Officiel de l'Union* du 21 octobre 1980.

<sup>92</sup> « Le PT affirme son engagement pour la pleine Démocratie exercée directement par les masses ».

<sup>93</sup> « Les richesses naturelles, qui jusqu'à aujourd'hui servent aux seuls intérêts du grand capital et international, devront être mises au service du bien être de la collectivité. Ceci précise que les décisions économiques seront soumises aux intérêts du peuple ».

<sup>94</sup> Puisqu'elle tendait à authentifier l'appellation *parti des travailleurs*.

économique et politique soit directement exercé par les travailleurs », ce qui est « la seule manière de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression ».

Entre mai et juin 1980, une nouvelle Conférence nationale du PT réunit des délégués de vingt-deux Etats du Brésil<sup>95</sup>, qui adopte un Manifeste et un Programme définissant le PT comme « l'expression politique réelle de tous les exploités par le système capitaliste ». Son but est de créer « une alternative du pouvoir pour les travailleurs et les opprimés [...] qui avance dans le chemin d'une société sans exploiteurs ni exploités ». Dans la construction de cette société, « les travailleurs sont conscients que cette lutte se mène contre les intérêts du grand capital national et international ». Toutefois, le PT est encore loin d'avoir une *doctrine* élaborée : beaucoup de questions et de définitions programmatiques sont délibérément laissées ouvertes pour permettre un large débat et un *mûrissement* progressif de l'ensemble des militants. Son combat pour la démocratie est conçu comme partie d'un mouvement d'ensemble contre le pouvoir des oligarchies dominantes, et pour une transformation radicale<sup>96</sup> de la société brésilienne.

Lors de sa Conférence nationale de 1990 le PT approuve un document qui rassemble et systématise, après un long débat interne, sa conception du socialisme : « Le socialisme que nous voulons construire ne se réalisera que s'il instaure une véritable démocratie économique. Il devra donc s'organiser autour de la propriété sociale des moyens de production – qui ne doit pas être confondue avec la propriété d'Etat – qui prendra les formes choisies démocratiquement par la société [...]. Cette démocratie économique doit dépasser la logique perverse du marché capitaliste comme du commandement autocratique de l'Etat qui sévit dans de nombreuses économies dites *socialistes* ; ses priorités et ses objectifs devront être soumis à la volonté sociale et non à des de supposés *intérêts stratégiques* de l'Etat ».

Si la gauche était, au Brésil comme ailleurs, historiquement divisée entre un courant anticapitaliste mais autoritaire et un courant démocratique mais réformiste, une des nouveautés du PT sera de dépasser cette alternative : « Notre engagement pour la démocratie fait de nous des militants anticapitalistes : ce choix a marqué profondément notre lutte pour la démocratie. La découverte – empirique avant de devenir théorique, pour beaucoup d'entre nous – de la perversité structurelle du capitalisme a constitué, pour la plupart des militants du PT, un stimulant très fort pour l'organisation dans un parti politique. Nous avons représenté – et nous représentons toujours – une réponse indignée à la souffrance inutile de millions d'individus qui découle de la logique de la barbarie capitaliste. Notre expérience historique

---

<sup>95</sup> Représentant approximativement 30 000 membres du PT.

<sup>96</sup> C'est-à-dire socialiste.

concrète – le revers de la médaille du *miracle brésilien* et de nombreuses autres situations nationales et internationales tragiques – nous a enseigné que le capitalisme, quelque soit sa force matérielle, est injuste par nature, qu’il marginalise des millions d’individus et s’oppose à la répartition fraternelle de la richesse sociale, ressort de toute démocratie réelle »<sup>97</sup>.

Ce type de formulation, chargée de radicalisme éthique, est caractéristique de la culture politique originaire du PT, produit d’une fusion sui generis entre théorie marxiste et sensibilité chrétienne.

Or, à partir du milieu des années 1990, on assiste à une tendance de plus en plus forte dans le courant majoritaire de la direction du PT au pragmatisme et à la *déradicalisation* politique et programmatique.

C’est en réalité l’utopie socialiste à l’origine du PT que vont progressivement abandonner de fait la majorité des dirigeants pétistes : la disparition de l’Union soviétique, le recul du marxisme comme grille de lecture du fonctionnement de la société, les nouvelles contraintes entraînées par la mondialisation de l’économie et l’expérience du pouvoir acquise à la tête de grandes métropoles et d’Etats fédérés ont conduit la direction à accepter les *élections*, non comme un simple moyen d’accéder au pouvoir, mais comme *une fin en soi*. Les idéaux de justice sociale n’ont certes pas été abandonnés, mais le socialisme ne figure plus dans son programme de gouvernement.

A bien des égards, il est même possible d’affirmer que ce programme ne présentait pas de différences notables avec ceux des principaux candidats, le PT pouvant désormais de fait être caractérisé de parti social-démocrate.

## 2. Du parti *socialiste* au parti *gestionnaire*

Comme nous venons de le voir, le PT a progressivement abandonné toute référence au socialisme pour devenir un parti social-démocrate, un parti de gouvernement, ayant vocation à conquérir le pouvoir légalement, par la voie des urnes.

Suivant une orientation semblable à celle des partis sociaux-démocrates européens, le PT, bien qu’il se proclame désormais *parti du peuple tout entier*, reste en grande mesure un parti ouvrier, son infrastructure humaine et financière demeurant assurée par les travailleurs et

---

<sup>97</sup> Déclaration reproduite dans « Le socialisme pétiste », *Inprecor*, numéro 317, Editions Peci, Montreuil, octobre-novembre 1990.

les syndicats<sup>98</sup>. Comme tous les partis de la social-démocratie, son rapport avec la classe ouvrière repose avant tout sur les syndicats, lui assurant une base de masse réelle, du fait que ceux-ci lui apportent le nombre et permettent l'expression des revendications des travailleurs.

On peut ainsi voir le PT comme instrument d'intégration sociale, structure unique regroupant de grandes organisations aux multiples ramifications<sup>99</sup>, et, surtout depuis les élections de 2002, comme une structure de pouvoir. En effet, d'une part ces organisations<sup>100</sup> permettent de populariser la politique générale du parti, mais d'autre part elles sont aussi un moyen de promotion sociale, d'ascension vers le pouvoir<sup>101</sup>.

Le PT ne doit donc pas être analysé désormais comme une simple machine électorale orientée vers le pouvoir. Fondamentalement, il assure la liaison entre l'Etat, l'univers politique et la société ; les associations diverses insérant la politique dans le quotidien de l'existence. Les organisations de masse constituent à la fois le support et la force vive du mouvement, à l'autre extrémité le Congrès et le gouvernement en assurent la direction en liaison étroite avec les dirigeants syndicaux<sup>102</sup>.

Le processus de décision n'appartient donc pas au seul PT<sup>103</sup> : s'il réalise évidemment une liaison entre les organisations de masse et le pouvoir, les choix politiques résultent cependant de négociations successives entre les directions des syndicats, du parti et le groupe parlementaire<sup>104</sup>.

Cette liaison n'établit par une stricte réciprocité ou une parfaite égalité entre le pouvoir et les masses. En réalité, il s'agit d'une relation d'encadrement. Le parti comme les syndicats sont fortement centralisés et les adhérents disposent de peu de moyens effectifs pour influencer la politique du parti. Ce système ne permet pas la participation de tous au pouvoir, mais il permet néanmoins une information constante des sphères dirigeantes sur les besoins et les aspirations des travailleurs.

---

<sup>98</sup> Pourcentage important d'ouvriers et de syndiqués dans le PT ; fort taux d'adhésion (défini par le rapport entre le nombre d'adhérents et le nombre d'électeurs).

<sup>99</sup> Les différents syndicats de la CUT, mais aussi les associations *comunautaires*, du fait des multiples liens qu'entretiennent les adhérents pédistes avec le MST, les associations d'habitants...

<sup>100</sup> Comme nous venons de le voir, celles-ci s'adressent à des catégories définies de la population.

<sup>101</sup> Le parti, les syndicats, les associations et le passage de l'une à l'autre favorisent des carrières rapides.

<sup>102</sup> Il convient toutefois de préciser que la réalité du pouvoir est partagée entre les oligarchies syndicales et politiques.

<sup>103</sup> Sans compter que le PT n'est pas le seul parti présent au gouvernement, du fait de sa stratégie d'alliances.

<sup>104</sup> Ce dernier pouvant parfois s'opposer à l'appareil du parti, comme nous le verrons à propos de la discipline de vote et des exclusions, certains parlementaires du PT s'étant opposés à la réforme des retraites impulsée par le gouvernement Lula.



Au final, « la fonction du parti est alors plutôt d'arbitrer entre des intérêts divers, et de réaliser si possible des compromis. »<sup>105</sup>

La meilleure preuve de la transformation sociale-démocrate du PT est qu'il ne cherche plus à abolir la division de la société en classes, à réaliser la société sans classes, contrairement à son programme historique<sup>106</sup>. Il conçoit désormais l'Etat comme l'arbitre qui permet la confluence des intérêts dans la société civile. Comme tout parti social-démocrate, le PT ne désire plus éliminer les contradictions de classe, il les gère par la réalisation de compromis successifs.

Par ailleurs, lors de la campagne présidentielle, le discours socialiste classique ne figurait plus dans le langage officiel du PT, et selon les propres réflexions de sa direction, il était fondamental de se préparer à une gestion pratique du pouvoir en faisant preuve de réalisme économique et sans démagogie.

C'est ainsi que le secrétaire aux relations internationales du PT<sup>107</sup> explique que « nous voulons arriver au pouvoir pour être une véritable alternative populaire », même si cette alternative se construit de manière différente par rapport au paradigme des discours socialistes des années 1970 et 1980 et en *modernisant* les idéaux initiaux du PT. En effet, Mercadante précisait que « nous ne nous prononçons pas pour l'annulation de la dette extérieure privée du pays et nous proposons de renégocier la dette publique ».

Or, il y a quelques années, Lula lui-même déclarait qu'« il faut rompre définitivement avec l'idée que le FMI puisse mettre son grain de sel dans l'économie brésilienne »<sup>108</sup> car « les problèmes du Brésil sont de la responsabilité du gouvernement brésilien »<sup>109</sup>, et qu'« il faut créer un climat politique pour renégocier la dette extérieure, car les pays pauvres ne pourront pas continuer à la payer. »<sup>110</sup>

Ce passage du socialisme à la gestion peut s'expliquer en partie par le fait que le courant majoritaire du PT aurait intégré les deux principes sur lesquels repose la démocratie libérale qui, bien que ne définissant pas de façon exhaustive ce régime politique, n'en constituent pas moins ses fondements. Ainsi, les inégalités existant entre les individus, et en particulier les différences économiques, ne sont pas prises en compte dans la participation aux

---

<sup>105</sup> Bernard Manin et Alain Bergounioux, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, 1976, pp. 159s.

<sup>106</sup> Son Programme de 1980 se voulait « une alternative du pouvoir pour les travailleurs et les opprimés [...] qui avance dans le chemin d'une société sans exploités ni exploités. »

<sup>107</sup> Aloisio Mercadante, économiste et député fédéral.

<sup>108</sup> Extrait de l'interview accordée par Lula au journal *l'Humanité* en 1999.

<sup>109</sup> *Ibidem.*

<sup>110</sup> *Ibidem.*

décisions politiques<sup>111</sup> ; par ailleurs, la société est composée d'individus indépendants et égaux en droits, simplement rassemblés par une loi qu'ils se sont donnés<sup>112</sup>.

Loin de « la lutte très dure » que Lula s'engageait à mener en 1999, le PT de 2002, converti en parti gestionnaire, s'emploie à respecter le cadre général fixé par ses prédécesseurs à la présidence de la République.

## **B. *Continuisme et continuité des politiques publiques***

« Intervenue dans un contexte politique apaisé et après que le PT ait accepté les termes de l'accord avec le FMI signé par F.H.Cardoso, l'élection de Lula n'a cependant rien d'une rupture radicale et s'inscrit même à bien des égards dans une grande continuité. »<sup>113</sup>

### **1. Un « processus de transition économique » ?**

L'ampleur du score de Lula ne doit pas faire illusion : jamais un Président du Brésil démocratiquement élu n'aura été amené à prendre ses fonctions dans un contexte politique<sup>114</sup> et économique<sup>115</sup> aussi difficile. Lula n'a d'autre choix, tout comme son prédécesseur, que de former des majorités ad hoc à la composition changeante selon les questions débattues, en gagnant les suffrages des élus au moyen de l'octroi de subventions fédérales et de la nomination d'affiliés à des postes politico-administratifs.

L'alternance se fait donc dans la continuité : aucune des forces politiques en présence n'étant disposée à céder des positions de pouvoir, il faut que Lula rétribue au coup par coup ses soutiens au moyen de subventions et de nominations à des postes de responsabilité. Parfaitement au fait des jeux qu'autorise l'affaiblissement de la légitimité du Président quand perdure une crise économique, l'on imagine mal par ailleurs les principaux dirigeants politiques brésiliens ne pas chercher à se placer dans la course à la succession présidentielle, en menant une politique d'opposition au gouvernement dès que l'occasion leur en semblera propice. En définitive, aucune des règles du jeu politique brésilien ne semble avoir été altérée.

---

<sup>111</sup> Ce premier principe implique donc la séparation de la société et de la sphère politique.

<sup>112</sup> Ce second principe implique par conséquent la négation de la lutte des classes.

<sup>113</sup> Dominique Vidal, « Lula président. Les élections générales des 6 et 27 octobre 2002 au Brésil », in *Problèmes d'Amérique latine*, automne/hiver, numéro 46-47, 2002, pp. 131-156.

<sup>114</sup> Base politique restreinte au Congrès, alliance politique réduite.

<sup>115</sup> Surtout la question de la dette publique.

Faute du soutien massif de l'opinion ou de mouvements sociaux que le nouveau pouvoir ne sollicite d'ailleurs pas, ce maintien du jeu politique garantit une forme de gouvernabilité qui permet au nouveau gouvernement de poursuivre les réformes amorcées par son prédécesseur, à défaut de mettre en œuvre une politique qui marque une rupture dans la manière de gouverner et dans le choix des grandes orientations économiques.

C'est là tout le paradoxe de la situation présente : pour ne pas sombrer avec l'économie brésilienne, le PT doit dorénavant maintenir un cap qu'il souhaitait changer, au risque de perdre tout son crédit dans l'opinion, en prolongeant des pratiques politiques qu'il condamnait.

Ainsi, bien que le PT ait approuvé lors de son XII<sup>ème</sup> Congrès National<sup>116</sup> des lignes directrices programmatiques qui proposaient la rupture avec le néo-libéralisme et réaffirmaient à l'ordre du jour certaines formules historiques du PT<sup>117</sup> tout en liant la conquête du gouvernement avec une perspective socialiste, le programme présenté lors des élections a été très différent.

En effet, ce dernier a abandonné l'idée de rupture et a intégré la notion de « période de transition », dans laquelle étaient préservés des aspects centraux de la politique économique de F.H.Cardoso.

Antonio Palocci<sup>118</sup> a éclairci le sens de ce concept : « le thème de la transition a fait émerger une certaine anxiété au sujet de ce qui arrivera après la période de transition, on a beaucoup spéculé sur la fin des excédents primaires, sur la fin des objectifs de l'inflation et du régime de taux de change fluctuants, ainsi que sur l'adoption de mesures non conventionnelles et nouvelles dans la conduite de la politique macroéconomique. A ces questions légitimes, nous répondons sans équivoques : le nouveau régime a déjà commencé. La bonne gestion de la chose publique requiert de la responsabilité fiscale et de la stabilité économique. Le gouvernement qui a terminé son mandat hier a des mérites en la matière. Pourtant il ne s'agit pas d'un patrimoine exclusif de ce gouvernement, ni de notre administration [...]. Ainsi, la transition du modèle dont nous disposons, que le pays revendique, signifie le dépassement des difficultés à court terme. »<sup>119</sup>

Par conséquent, selon le ministre lui-même, il n'y a pas de transition par rapport aux principes de base de la politique économique, la « période de transition » durant seulement le temps nécessaire au dépassement des difficultés à court terme.

---

<sup>116</sup> En décembre 2001.

<sup>117</sup> Sous une forme toutefois plus diluée que par le passé.

<sup>118</sup> Ministre des finances du gouvernement Lula.

Ainsi, l'accord passé par le gouvernement Cardoso avec le FMI<sup>120</sup> a été accepté par Lula comme inévitable, en s'engageant même par avance à honorer le remboursement de ce prêt<sup>121</sup>.

Or c'est la première fois que le PT soutient un accord avec le FMI : la participation de la direction du PT à ce *pacte*, prolongé par le *pacte de transition*<sup>122</sup>, n'a d'autre signification que d'affirmer sa volonté de préserver la continuité de l'Etat.

En annonçant, dès le soir de son élection, que « comme nous l'avons dit tout au long de notre campagne, notre gouvernement respectera les contrats et engagements pris par le gouvernement [précédent], contrôlera l'inflation et maintiendra une position de responsabilité budgétaire »<sup>123</sup>, Lula adoptait la même politique économique que celle du second mandat présidentiel de F.H.Cardoso, qui contredisait la volonté de changement exprimée par ses électeurs.

## 2. Des réformes attendues en suspend !

La stratégie poursuivie par le nouveau gouvernement est donc extrêmement prudente : pas de rupture avec le modèle néolibéral antérieur mais une période de transition essentiellement *continuiste*, symbolisée notamment par la nomination de Henrique Meirelles<sup>124</sup> à la tête de la Banque centrale, l'élévation du taux d'intérêt et l'augmentation de l'excédent budgétaire destiné au paiement de la dette externe.

Or l'arrivée au pouvoir du PT plaçait de manière radicale les nouveaux dirigeants du pays face à l'ambition affirmée lors de la formation de ce parti : réaliser une société de justice, en réduisant les inégalités entre les groupes sociaux et en assurant la pleine participation des milieux populaires au processus politique. Certes, le *parti des travailleurs* a bien changé

---

<sup>119</sup> Discours d'investiture du 20 janvier 2003.

<sup>120</sup> Accord prévoyant un prêt de trente milliards de dollars avec le FMI.

<sup>121</sup> Lors d'une rencontre entre F.H.Cardoso et les quatre candidats à l'élection les mieux placés dans les sondages, le 19 août 2002.

<sup>122</sup> Mise en place d'une équipe *mixte* de cent personnes, moitié Cardoso, moitié désignée par Lula, chargée d'assurer la stabilité entre le résultat du second tour et la prise de fonction effective de Lula au premier janvier 2003.

<sup>123</sup> Discours du 27 octobre 2002 confortant le modèle économique inauguré sous Fernando Collor de Mello.

<sup>124</sup> Ancien directeur de la Boston Bank, ancien député du PSDB (Partido Socialista do Brasil), le parti de Cardoso.

depuis sa création<sup>125</sup>, mais il n'en reste pas moins qu'il se trouve véritablement pour la première fois *obligé* de mettre ses idéaux en pratique : ses expériences passées à la tête de grandes municipalités ou d'Etats de la Fédération ont bien sûr montré que ses dirigeants étaient parfaitement capables d'assurer la gestion des affaires publiques<sup>126</sup>, mais l'expérience du PT au pouvoir se caractérise aussi par des échecs retentissants<sup>127</sup> et, hormis quelques cas notables, par une grande difficulté à conserver les positions acquises<sup>128</sup>. Le défi majeur auquel se trouve confronté Lula est donc celui de satisfaire ceux qui l'ont porté au pouvoir. Il lui faudra pour cela répondre aux attentes des couches moyennes, dont sont issus une grande partie des militants du PT, et des couches populaires, sans les suffrages desquels il n'aurait jamais été élu.

En effet, la victoire de Lula ne fut pas seulement la victoire d'un homme, d'un individu, mais aussi celle d'un parti de masses dont les militants et sympathisants sont descendus dans les rues, submergeant les avenues et les places des principales capitales du Brésil, avec des centaines de milliers de personnes qui dansaient, chantaient et agitaient le drapeau rouge avec l'étoile à cinq pointes du PT.

Il s'agissait de « la revanche historique des exploités et opprimés après les vingt années de dictature militaire (1964-1985) et encore dix-sept années de Nouvelle République néolibérale (1985-2002) ou encore sur 400 années de domination oligarchique dans les cadres du capitalisme colonial dépendant [...] »<sup>129</sup>.

Le contexte sociohistorique de l'élection de Lula expliquerait la joie populaire, l'immense espoir d'un changement radical, d'une rupture avec les politiques du passé, de voir réaliser un projet social alternatif au néolibéralisme et un autre modèle économique, visant à la génération d'emplois, à la redistribution de la rente, à la réforme agraire etc., c'est-à-dire *la* chance historique d'inverser le cours de l'histoire brésilienne en lui donnant une impulsion populaire et radicalement démocratique.

---

<sup>125</sup> La majorité de ses membres a abandonné l'idée d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme, et la nouvelle équipe gouvernementale s'est ralliée de fait au programme de réformes que F.H.Cardoso avait mis en œuvre.

<sup>126</sup> Cette expérience leur a de plus permis de se signaler, notamment par l'originalité des mesures adoptées et la transparence des procédures.

<sup>127</sup> Nous aurons l'occasion d'y revenir en évoquant la procédure dite du *budget participatif*.

<sup>128</sup> Les choix imposés par l'état des finances publiques, notamment du fait de l'état de la dette, ont en effet considérablement limité les projets de réforme et obligé à des coupes drastiques dans les budgets destinés à l'intervention sociale. Le mécontentement des militants et des élus du parti dans les conseils municipaux et dans les assemblées législatives des Etats s'est alors transformé en une opposition virulente contre ses membres qui occupaient des fonctions exécutives.

<sup>129</sup> Michaël Lowy, « La longue marche du parti des travailleurs », in *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, op.cit.

Pourtant, « le coup de barre à gauche se fait toujours attendre »<sup>130</sup>. En effet, pour donner un exemple significatif, la réforme agraire, question politique centrale (vitale) au Brésil, n'est toujours pas d'actualité. Comme le résumait Joao Pedro Stedile<sup>131</sup>, « Lula, comme représentant de la classe travailleuse, est favorable au projet populaire que nous défendons, mais le président Lula pas, parce qu'il est le fruit d'une composition qui l'a transformé en produit transgénique. »<sup>132</sup>

Or, quelques 26 000 grands propriétaires terriens, qui représentent 1 % de l'ensemble des propriétaires, contrôlent 46 % de toutes les terres du Brésil, en faisant la région de la planète qui connaît la plus grande concentration de la propriété terrienne, alors que 4,6 millions de familles de travailleurs ruraux vivent sans terre.

En définitive, si l'ex-président du PT, José Dirceu, a pu parler de la nécessité d'une « véritable révolution sociale »<sup>133</sup>, se référant au PT comme à un « parti de gauche socialiste »<sup>134</sup>, il n'en reste pas moins que le gouvernement Lula mène des politiques que le PT critiquait jusque là.

Le gouvernement Lula peut ainsi être analysé comme ayant deux âmes : celle des promesses de changement, qui ont permis son élection, et celle des garanties de continuité pour gagner la confiance des marchés, la combinaison des deux constituant en quelque sorte une *troisième voie*.

---

<sup>130</sup> Laurent Delcourt et François Polet, « Les mouvements sociaux et le gouvernement Lula : nouvelles opportunités d'expression mais report des satisfactions », *Pour comprendre le Brésil de Lula*, Denis Rolland et Joëlle Chassin (coord.), Horizons Amériques Latines, l'Harmattan, 2004.

<sup>131</sup> Coordinateur national du Mouvement des Paysans sans Terre.

<sup>132</sup> *O Estado de Sao Paulo*, 7 octobre 2003.

<sup>133</sup> Discours d'investiture au Palais présidentiel, le 2 janvier 2003.

<sup>134</sup> *Ibidem*.

## Section 2 : A la recherche d'une *troisième voie*

### I. La formation d'un gouvernement de front populaire

#### **A. La volonté de gagner la confiance des marchés**

Deux défaites face à Cardoso avaient convaincu Lula de changer sa stratégie et de présenter aux élections un visage plus modéré. En 2002, il imposa à un PT réticent une large politique d'alliance des forces du centre<sup>135</sup> et même de la droite<sup>136</sup> de l'échiquier politique.

#### 1. De l'élargissement des alliances à la composition du gouvernement

L'objectif affiché par le directoire du PT de la victoire électorale s'est donc notamment déployé sous la forme d'une stratégie d'alliance située nettement à droite sur l'échiquier politique brésilien, au risque de s'aliéner à la fois ses franges les plus radicales et une partie de son électorat traditionnel.

Dès la campagne, le PT s'est engagé, pour la première fois à l'échelon national, dans une politique d'alliance qui a conduit Lula, sitôt élu, à tenir un discours de rassembleur, appelant tous les acteurs politiques à coopérer à l'approbation de réformes selon lui essentielles au rétablissement de la croissance économique.

Ce changement de cap apparaît radical, pour une formation qui il y a peu encore ne voyait dans les alliances électorales que la perpétuation d'un style politique national à l'origine de bien des maux de la société brésilienne.

Les dirigeants du PT ont ainsi multiplié pendant toute la campagne électorale les rencontres avec les représentants des groupes les plus réticents à l'élection de Lula ; le MST et la CUT, alliés de longue date du PT, ayant dans ce dessein accepté de mettre leurs actions en veilleuse pendant la durée de la campagne électorale.

En effet, à l'approche des élections de 2002, le discours de Lula et des dirigeants pétistes effrayaient encore beaucoup de monde, à commencer par les marchés financiers. Le PT devait donc élargir ses alliances électorales, sortir du carcan des formations de gauche qui de surcroît ne représentaient ensemble qu'un très maigre pourcentage de votants. Dans cette

---

<sup>135</sup> Comprenant notamment l'ancien président Itamar Franco.

perspective, l'alliance avec le Parti Libéral (PL) permettait au PT de disposer d'un plus long temps d'antenne lors de la campagne officielle<sup>137</sup> et d'attirer les suffrages des électeurs évangélistes<sup>138</sup>, puisque plusieurs personnalités influentes du pentecôtisme siégeaient au PL et que diverses enquêtes d'opinion avaient démontré l'existence d'un vote évangélique<sup>139</sup>. La présence et le nom de la formation de José Alencar<sup>140</sup> donnaient à penser que les chefs d'entreprise n'étaient plus hostiles à Lula et prouvaient que le PT avait effectivement changé, qu'il n'était plus une formation socialiste et sectaire mais un parti ouvert, réaliste et modéré social-démocrate<sup>141</sup>. Les militants catholiques et radicaux du PT eurent bien du mal à accepter un pareil accord.

Ainsi, le choix de l'alliance avec le PL, parti qualifié de *bourgeois* par ces militants, a été imposé contre la volonté de secteurs entiers du PT, comme nous le montre l'exemple du refus à l'unanimité du PT de l'Etat d'Alagoas<sup>142</sup> car cette alliance le conduisait à soutenir un parti contrôlé localement par le plus gros entrepreneur de l'Etat. La direction nationale du PT leur a cependant imposé cette alliance, leur interdisant d'avoir un candidat propre. Plus généralement, dans de multiples Etats le PL a bénéficié d'un soutien inconditionnel du PT, sans contrepartie. En effet, le PL, quant à lui, soutenait des candidats opposés au PT dans des Etats comme Sao Paulo ou Rio de Janeiro.

En fait, quand les premières nouvelles de négociation pour une alliance entre le PT et le PL ont commencé à filtrer, beaucoup de militants et même certains analystes ont pensé qu'une telle alliance ne pourrait jamais voir le jour, du fait notamment de l'importance des différences de trajectoires. Grande fut donc la surprise de la base du PT en constatant que Lula en personne, en étroite collaboration avec J.Alencar<sup>143</sup>, dirigeait la bataille pour imposer que cette alliance *stratégique* garantissant une liste électorale *viable* se réalise à n'importe quel prix. En effet, Lula et la direction du PT n'ont pas hésité à tout miser pour imposer cette alliance, quitte à intervenir d'autorité dans certains comités directeurs, quitte à perdre le soutien d'une partie de leur base ainsi que du mouvement social.

---

<sup>136</sup> Citons, car l'exemple est significatif, le cas de l'ancien président José Sarney, ex-dirigeant du parti ARENA (Allianza de Renovação Nacional), le parti officiel du régime militaire.

<sup>137</sup> Environ deux minutes supplémentaires par jour.

<sup>138</sup> De plus en plus nombreux au Brésil.

<sup>139</sup> Un évangélique sur quatre dit voter comme son pasteur l'indique.

<sup>140</sup> « Le patron dont le Brésil a besoin », selon une formule de Lula, est propriétaire de la société textile *Coteminas*, une des plus importantes du pays, qui emploie dans ses usines plus de 15 000 salariés.

<sup>141</sup> Soit le positionnement du PSDB en 1994.

<sup>142</sup> Nord-est du Brésil.

<sup>143</sup> Celui qui allait devenir son colistier PL.



Cette alliance, résultat des initiatives de la direction du PT beaucoup plus que de celles du PL, doit donc être considérée comme partie intégrante de la stratégie mise en pratique par Lula et la majorité du PT. Malgré les critiques à l'encontre de cette option, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du PT, Lula n'a quasiment pas perdu de voix sur ce terrain : le PSTU<sup>144</sup>, seul parti à se présenter clairement à gauche du PT<sup>145</sup>, a connu une augmentation du nombre de voix insignifiante par rapport aux élections précédentes<sup>146</sup>. Lula a donc réussi à agrandir son électorat à droite et au centre, et n'a pas connu de pertes significatives à gauche.

La composition du gouvernement Lula reflète cette stratégie d'alliance électorale : sept partis membres de cette alliance au second tour<sup>147</sup> reçoivent chacun un ministère ; sur le noyau du gouvernement, composé de trente-cinq personnes<sup>148</sup>, vingt sont membres du PT, dont douze appartiennent à son camp dit majoritaire.

## 2. Le concept de *classes appuis*

Cette alliance, que l'on pourrait qualifier de *contre-nature*, peut être conçue comme l'organisation d'un jeu de compromis entre les classes dominantes et les classes dominées, en particulier certaines d'entre elles, en les érigeant en classes appuis du *bloc électoral* désormais *bloc au pouvoir*. Le discours interclassiste du PT qui minore, quand il ne le nie pas tout simplement, la diversité et le caractère antagonique des intérêts sociaux des différents secteurs dont il se veut le porte-parole, s'efforce ici d'être mis en pratique en s'appuyant sur la bienveillance des classes moyennes.

En fait, la réussite du gouvernement Lula dépend très largement de sa capacité à donner du sens au discours interclassiste qu'il a toujours, sous peine de quoi l'épreuve du pouvoir, telle qu'on peut l'analyser aujourd'hui, peut s'avérer (et s'avère déjà) particulièrement douloureuse.

En effet, confrontés aux choix qu'impose l'exercice du pouvoir, la société brésilienne risque en fin de compte d'apparaître aux sympathisants du PT dans toutes ses inégalités, composée de groupes sociaux très distants et marquée du sceau d'une hétérogénéité que

---

<sup>144</sup> Parti socialiste des travailleurs unifié, d'obédience moréniste.

<sup>145</sup> Si l'on ne considère la candidature insignifiante du Parti de la Cause Ouvrière, et si l'on considère que la prétention de Ciro Gomes et d'Anthony Garotinho de se positionner à gauche de Lula ne peut pas être prise au sérieux.

<sup>146</sup> Il n'atteint pas les 0,5 % des voix.

<sup>147</sup> PL, PC do B, PDT (Partido Democrático Trabalhista), PPS (Partido do Progresso Social), PSB (Partido Socialista Brasileiro), PTB (Partido Trabalhista Brasileiro), et PV (Partido Verde).

<sup>148</sup> Soit trente ministres et quatre secrétaires d'Etat, dépendant tous directement du Président, auquel on peut ajouter le Président de la Banque centrale, du fait de son rôle important.

l'action du politique ne saurait résorber. Le PT affronte désormais dans la douleur la tension entraînée par le double risque face auquel les contraintes économiques le placent : celui de n'apparaître aux yeux des électeurs issus de couches populaires que comme une formation représentant les couches moyennes de la fonction publique et celui, inverse mais cumulable avec le premier dans un contexte dégradé, de décevoir ces secteurs qui constituent l'essentiel de sa base sociale.

Or, il n'y a sans doute pas de catégorie aussi ambivalente que celle de *classe moyenne* dans le système de catégorisation sociale brésilien. Se considèrent en effet appartenir à la classe moyenne les professions libérales, les cols blancs des administrations et des entreprises, les enseignants du supérieur comme du secondaire etc., alors que les situations des uns comme des autres sont des plus disparates<sup>149</sup>.

Quand on parle de classe moyenne au Brésil, ce n'est donc pas tant le type d'activité exercée, le lieu de résidence ou le montant de revenu qu'il faut considérer que l'identification à cette catégorie d'individus aux situations et aux statuts très divers. Le PT n'échappe pas à la règle et prétend aussi bien représenter les universitaires, les médecins et les cadres du secteur public que l'ensemble des fonctionnaires, le monde ouvrier, la paysannerie et le petit peuple de l'économie informelle.

Ses militants se sont pourtant, dès son origine, principalement recrutés parmi les salariés de la fonction publique et de la grande industrie<sup>150</sup>. Il ne pouvait qu'en résulter beaucoup d'ambivalence dans sa politique : à côté d'un discours qui en appelait à la mobilisation de tous les travailleurs pour *un Brésil meilleur*, étaient défendus les intérêts corporatistes des fonctionnaires et de certaines catégories de travailleurs. Tout changement dans les dispositifs juridiques adoptés sous l'Estado Novo de G.Vargas et dans son prolongement remet en cause une législation qui leur a historiquement permis de se distinguer des secteurs populaires et de s'identifier aux élites en contrepartie de leur allégeance aux groupes dominants<sup>151</sup>.

L'hostilité des syndicats de fonctionnaires à la réforme des régimes de retraite est emblématique de ces transformations que la remise en cause des avantages acquis provoque dans l'identité socioprofessionnelle des classes moyennes. Principal enjeu de la protection sociale, cette réforme a constitué à maints égards l'emblème de la conversion du PT aux

---

<sup>149</sup> Différences de logement, de niveaux de revenus : nombre de ses membres ne vivent guère mieux que les habitants des *favelas* tandis qu'une partie constitue les fractions les plus aisées de la population...

<sup>150</sup> Leoncio Martins Rodrigues, « La composition des cercles dirigeants du PT », in *Problèmes d'Amérique Latine*, 1993, pp. 13-32.

contraintes de l'économie, tout en provoquant un profond mécontentement dans les rangs de la fonction publique, dans lesquels se recrute une proportion importante d'électeurs du PT.

Si au premier tour de l'élection Lula manqua de très peu la victoire immédiate, ceci ne le conduisit pas pour autant à négliger les alliances pour renforcer son poids contre son opposant<sup>152</sup>. En outre la règle normale au Brésil lorsque le choix primordial de la nation doit s'exprimer par un second tour est qu'à l'occasion de cette seconde chance, tout se refait, tout se modifie, tout se rallie en une véritable nouvelle élection. Le PT prit extrêmement à la lettre ce risque-là, ne dédaignant aucun support, s'appliquant même à accepter les grands partis de clientèle<sup>153</sup>. On ne peut donc pas détacher la victoire du PT du problème créé par l'excès d'appui obtenu et surtout par la tendance du propre Président à peut-être surestimer ces soutiens en leur ouvrant un partage relatif des décisions qui seront prises au pouvoir.

Comme nous le verrons par la suite, le risque qui émerge donc sur la droite est celui d'une défiguration idéologique du PT qui se serait laissé aller trop loin dans les concessions que nécessite l'accès au pouvoir.

L'exigence constatée depuis le début de la campagne de faire sentir au pays que le PT constitue une force qui incarne le désir de changement mais qui néanmoins le dépasse risquait de provoquer une distorsion d'une élection présentée comme historique, d'où la stratégie de Lula qui offre aux alliés un accès différent aux responsabilités suivant leurs diverses chronologies d'appui au PT.

La victoire de Lula s'est en définitive appuyée politiquement sur le centre et socialement sur les classes moyennes. Le PT, comme on l'a vu pendant la période électorale, n'est pas le reflet, sur le plan de la représentation nationale, du pays des exclus.

## **B. La nature du gouvernement Lula**

En voulant capter l'électorat des *classes moyennes*, regroupement hétérogène, le candidat Lula s'est de fait mis dans une position difficile, qui trouve sa concrétisation dans la formation d'un gouvernement *pluriel*.

---

<sup>151</sup> Brian Philip Owensby, "Sheck in the Middle": *Middle Class and Class Society in Modern Brazil (1850-1950)*, Ph.D.Dissertation, Princeton University Press.

<sup>152</sup> José Serra, qui représentait la résistance pour la survie du système.

## 1. Un gouvernement « de disputes » ?

Une analyse, même sommaire, de la nouvelle architecture du pouvoir politique et institutionnel peut nous aider à mieux comprendre la dynamique actuelle des mobilisations et des positionnements de mouvements sociaux.

La victoire présidentielle du PT ne garantit pas de facto la démocratisation du système institutionnel et l'hégémonie de son programme et de ses idées, loin s'en faut.

En effet, comme le répètent les conseillers de Lula pour justifier le statu quo, « nous ne sommes pas arrivés au pouvoir, nous sommes arrivés au gouvernement ». Ils ne sont d'ailleurs pas arrivés seuls au gouvernement, car il a fallu distribuer postes et responsabilités à l'ensemble hétéroclite des forces que l'équipe de Lula s'est successivement alliées dans sa course au pouvoir, des courants les plus radicaux du PT qu'il a fallu domestiquer aux représentants des marchés financiers et des secteurs industriels exigeant des gages de *réalisme économique*.

Il paraît donc difficile de donner une image cohérente et une orientation claire à un exécutif qui semble avoir incorporé les contradictions et les polarisations de la société brésilienne : la rhétorique conciliatrice de Lula ne réussit pas à voiler les profondes divergences de priorités et d'intérêts qui le traversent. Plusieurs intellectuels progressistes ont ainsi pu affirmer très tôt qu'il s'agit d'un « gouvernement de disputes »<sup>154</sup>, où la définition des politiques du gouvernement et l'allocation des ressources font l'objet de négociations, et parfois de conflits, entre des ministres défendant des projets de société opposés.

Il en va ainsi des déclarations contradictoires des deux ministres chargés des questions agraires, Roberto Rodrigues et Miguel Rosetto, devant l'augmentation des occupations de terres par le MST et la créations de milices privées dans les campagnes par les *fazendeiros*<sup>155</sup>. Cette affaire semble témoigner de l'ambiguïté d'un gouvernement où cohabite un ministre proche du MST, chargé de mener la réforme agraire<sup>156</sup>, et un ministre qui fut à l'origine il y a quelques années d'une proposition visant à interdire la réforme agraire dans les terres occupées par les travailleurs organisés du MST<sup>157</sup>.

---

<sup>153</sup> PFL et PMDB.

<sup>154</sup> L.Delcourt et F.Polet, in *Pour comprendre le Brésil de Lula*, op. cit.

<sup>155</sup> C'est à dire les gros propriétaires terriens.

<sup>156</sup> M.Rosetto, représentant la gauche du PT.

<sup>157</sup> R.Rodrigues.

Cette d'impression d'absence d'orientation de politique claire du gouvernement est par ailleurs renforcée par le fait que le PT ne dispose pas de la majorité au Congrès, ce qui l'a obligé à entrer dans le jeu des tractations et de concessions avec les forces politiques que jusque là il combattait, pour faire passer ses propositions de réforme.

Par conséquent, le gouvernement Lula peut être qualifié de « polarisation entre deux projets antagonistes »<sup>158</sup>.

La formation du gouvernement en janvier 2003 fut une première indication des intentions du nouveau Président, gouvernement de coalition où certains postes clés ont été attribués à des représentants des élites dominantes<sup>159</sup>, mais d'où la gauche du PT n'est pas absente, l'hégémonie restant aux mains du courant modéré du PT<sup>160</sup>.

En définitive, du fait de la détermination politique du cercle protogouvernemental dirigeant du PT de passer une alliance avec des fractions décisives de l'élite brésilienne, la formulation d'un gouvernement *en dispute* ou d'un « gouvernement de disputes »<sup>161</sup> semble erronée ou, pour le moins, pas adéquate à la réalité.

## 2. Un gouvernement de crise !

Le gouvernement de Lula peut en conséquence être analysé comme un gouvernement gérant les affaires des classes dominantes, dans un contexte marqué par une forte présence des mouvements de masses, et en particulier des syndicats et du mouvement des sans terre : c'est un gouvernement de crise, dont la politique est empreinte de compromis avec les institutions financières internationales et les grands groupes privés brésiliens et transnationaux.

C'est ainsi que le *noyau dur* du gouvernement Lula s'est orienté vers une politique de compromis, la conception du gouvernement qui prévaut impliquant un rapport conflictuel avec la base sociale fondamentale du PT.

En effet, les alliances réalisées, en contradiction avec le programme de gouvernement défendu au cours de la campagne électorale, ne permettaient pas la mise en œuvre du processus de démocratisation de la gestion publique. La composition même de la coalition gouvernementale, empreinte d'une forte dimension de classe, a constitué un argument central

---

<sup>158</sup> « A propos des élections de 2002 et de l'opposition entre les projets du gouvernement sortant et du candidat du PT », Déclaration rendue publique par la Coordination nationale de Démocratie Socialiste le 21 juillet 2002, publiée dans *Em Tempo*, numéro 324, juillet/août 2002.

<sup>159</sup> Dont la décision de Lula de placer Henrique de Campos Meirelles à la tête de la Banque centrale du Brésil.

<sup>160</sup> Représenté par Antonio Palocci au Ministère des Finances.

<sup>161</sup> C'est-à-dire au sein duquel existerait un affrontement entre diverses tendances sociales dont le dénouement reste ouvert.

de l'appréciation des observateurs de la réalité brésilienne, selon laquelle une modification de l'orientation néolibérale<sup>162</sup> du gouvernement Lula était de l'ordre de l'impossible ou, du moins, du plus qu'improbable.

Ainsi, si l'on se réfère à des commentaires comme ceux effectués par Jorge Eduardo Saavedra Durao<sup>163</sup>, « dans le domaine économique, il [Lula] n'a rien fait pour sortir du modèle néolibéral de son prédécesseur Cardoso ! »

Les grandes contradictions mentionnées rendent complexe l'exercice visant à établir un bilan équilibré de la politique gouvernementale. Le noyau dirigeant a choisi d'éviter un affrontement global avec les classes dominantes, nationales et internationales, tentant même de maintenir un degré d'accord suffisant avec elles. L'axe politique du gouvernement consiste en effet à élargir les alliances avec les adversaires politiques historiques du PT, tout en réclamant la patience à sa base électorale. Cela a conduit à un éloignement de « l'axe démocratique du programme du parti : s'appuyer sur les mobilisations populaires pour viabiliser les mesures qui affrontent la résistance des classes dominantes et s'orienter vers la mise en œuvre des mécanismes de la démocratie participative. »<sup>164</sup>

Le gouvernement de Luis Ignacio da Silva a donc confirmé son caractère contradictoire et à bien des égards même surprenant, du fait de la mise en œuvre d'une politique économique en parfaite continuité avec celle du gouvernement antérieur que le PT avait combattue et le montage d'une base de soutien parlementaire et politique qui incorpore presque toutes les forces de droite existantes au Brésil<sup>165</sup>.

Le gouvernement Lula, sorte de condensateur des antagonismes programmatiques et des intérêts économiques opposés, peut en dernière analyse être caractérisé comme un *gouvernement de front populaire*.

En effet, comme nous venons de le voir, les partis constituant la coalition gouvernementale, s'appuyant principalement sur les classes moyennes, reflètent inévitablement leurs illusions et leurs préjugés : ne sachant mener une politique conséquente, ils oscillent fréquemment, leur politique suivant soit les intérêts des classes dominantes, soit des classes dominées, selon les conditions dans lesquelles elle s'articule.

---

<sup>162</sup> Ou social libérale, pour reprendre une formulation européenne.

<sup>163</sup> Directeur de l'ABONG, l'Association brésilienne des ONG.

<sup>164</sup> Document approuvé par la Rencontre Nationale du PT de décembre 2001.

<sup>165</sup> Seuls les partis qui avaient fourni l'axe du gouvernement de F.H.Cardoso, le PSDB et le PFL, constituent formellement l'opposition. Soulignons toutefois que ces partis ont été les partenaires du nouveau gouvernement dans certaines de ses initiatives les plus importantes, tel le projet de réforme des retraites, qui reprenait les lignes générales des projets précédents de ces partis.

La formation d'un gouvernement de front populaire participe de la rupture du lien entre représentants<sup>166</sup> d'une part, et représentés<sup>167</sup> d'autre part. En effet, « à trop vouloir rechercher la confiance des marchés, l'équipe de Lula a prolongé trop longtemps l'austérité, double comportement qui limite les chances de concrétisation des promesses sociales du gouvernement Lula. »<sup>168</sup>

## II. La rupture du lien représentant-représentés

Depuis des années, les coupes budgétaires n'épargnaient pas les dépenses sociales, mais le gouvernement Lula qui promettait tant pour le social a, en 2003, budgétairement moins dépensé pour ce poste que le gouvernement Cardoso en 2002. On peut dès lors légitimement affirmer que le *Brésil pour tous*<sup>169</sup> n'est pas pour demain.

### A. La différenciation entre le PT et sa base sociale

#### 1. Le *compromis historique* du gouvernement Lula

Comme le montre la *Carta ao Povo*<sup>170</sup>, dans laquelle Lula annonçait qu'il respecterait, s'il était élu, les engagements pris par son prédécesseur envers le FMI, en faisant du remboursement de la dette la priorité de sa politique économique, Lula a prioritairement voulu tenter de rassurer le monde économique brésilien et les milieux d'affaire internationaux, contre les résolutions du Congrès du PT précédant les élections, qui prônaient plutôt la rupture avec le FMI. Ce faisant, l'état-major du parti a lui-même amputé la machine gouvernementale qu'il convoitait des instruments nécessaires à une action décisive en faveur de la croissance et de la redistribution, indispensable pour satisfaire rapidement les revendications de base des mouvements populaires<sup>171</sup>.

---

<sup>166</sup> Le parti des travailleurs.

<sup>167</sup> Les électeurs, notamment ceux issus des couches populaires.

<sup>168</sup> Stéphane Monclaire, in *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, op. cit., p. 56.

<sup>169</sup> Slogan de la campagne de 2002.

<sup>170</sup> *Lettre au peuple* adressée par Lula, publiée en juin 2002.

<sup>171</sup> Création d'emplois, augmentation du salaire minimal, construction d'habitations, réforme agraire etc.

Très rapidement, Lula et son gouvernement ont été soumis au classique chantage des marchés financiers<sup>172</sup>, à la pression du FMI, de la Banque Mondiale, de la Réserve Fédérale américaine, des classes dominantes au Brésil et des médias qu'elles contrôlent, et même de la part de certains de ses *alliés politiques* pour leur faire accepter la modération de leurs aspirations, l'oubli des *radicalismes* et l'acceptation d'un compromis *raisonnable*.

En d'autres termes, le nouveau gouvernement a concédé l'abandon de son programme pour devenir une variante un peu plus sociale ou assistancielle, un peu moins corrompue de ce que furent les gouvernements antérieurs de la *Nouvelle République* : le gouvernement de Lula est devenu un gouvernement *social-libéral*, comme tant d'autres qui se sont succédés en Amérique latine ou en Europe au désespoir de ses électeurs.

La nouvelle situation politique brésilienne correspond à l'analyse selon laquelle « dans et par les compromis historiques, la classe ouvrière risque de renoncer à son autodétermination, abdiquant en faveur de représentants qui négocient à sa place et mènent à bien l'affaire du compromis. »<sup>173</sup>

Or, la masse des travailleurs, qui a porté Lula au pouvoir, attend quelque chose de ce dernier, et du PT plus généralement : une protection politique, une défense des droits et des libertés démocratiques, une amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, le plein emploi, puisque « la croyance que le parti est un intermédiaire qui permet d'obtenir des avantages particuliers est encore profondément ancré dans l'esprit des adhérents de base (rank and file). »<sup>174</sup>

Plus généralement, la base attend du PT une sorte de cadre général favorable, ce qui explique qu'en dépit du faible pouvoir des adhérents sur la direction subsiste un *esprit de parti*, un sentiment de communauté et finalement une certaine confiance dans cette direction.

## 2. De l'attentisme à l'attitude critique

Cet *esprit de parti* explique pour partie que, durant les premiers temps de l'accession du PT au pouvoir fédéral, les différents mouvements sociaux, plus ou moins liés au PT par ailleurs, ont observé une certaine forme d'attentisme face à la politique menée par le nouveau gouvernement.

---

<sup>172</sup> Selon lequel toute déviation de l'orthodoxie néolibérale provoquerait un retrait des capitaux volatiles, avec une probable chute de la monnaie brésilienne suivie d'inflation.

<sup>173</sup> Henri Lefebvre, *De l'Etat, 4. Les contradictions de l'Etat moderne*, Union Générale d'Édition, 1978.

<sup>174</sup> Martin Harrison, *Trade-Unions and the Labour Party since 1945*, Londres, 1966, p. 343.



En effet, construit par la base et pour la base, véhicule de ses revendications, le PT s'est toujours conçu comme le relais et l'outil politique des secteurs populaires.

Si l'expérience du pouvoir a beaucoup érodé cette image, elle n'en reste pas moins forte dans les milieux populaires et chez nombre de dirigeants de mouvements sociaux qui, bien que fortement frustrés et déçus par les politiques menées jusqu'ici, ne cessent pour autant de témoigner leur confiance vis-à-vis d'un gouvernement largement ouvert à la négociation et réceptif à leurs demandes. En dépit de décisions jugées malheureuses, Lula reste encore selon nombre d'entre eux une « référence pour la lutte »<sup>175</sup>, comme l'exprimait Joao Paulo Rodrigues<sup>176</sup>.

En outre, la composition du gouvernement suscita des cris et des accusations contre ce qui apparaissait comme une défiguration des principes du PT, dont la pureté avait été une cause essentielle de la victoire, et qui avait l'occasion de prendre des mesures plus audacieuses que celle de la simple acceptation de la force des choses. Cependant, *l'état de grâce* dont bénéficiait le gouvernement dans les premiers mois suivant l'élection le tint à l'abri des mobilisations sociales.

En effet, l'attitude des mouvements sociaux brésiliens vis-à-vis du nouveau gouvernement est déterminée par l'évaluation qu'ils font de leurs possibilités d'influer sur le cours de ses décisions. Cette évaluation dépend du degré d'ouverture de la nouvelle architecture politique, de sa réceptivité face aux revendications portées par les mouvements et des relais politiques que ces derniers espèrent activer en son sein, ainsi que de leur interprétation de la marge de manœuvre du gouvernement. Ainsi, devant l'orientation prise par le gouvernement Lula, on peut observer trois cas de figure :

Certains militants estiment que les mesures d'austérité adoptées par Lula sont inévitables et qu'elles constituent une étape transitoire nécessaire, qui prépare le passage à un nouveau modèle de développement.

A l'autre extrême, certains pensent que la nouvelle équipe a sacrifié les possibilités de transformations à la conquête du pouvoir, et qu'il n'y a plus rien à attendre d'elle.

Entre ces deux extrêmes, beaucoup de leaders de mouvements sociaux estiment que la situation actuelle doit être considérée comme un *champ de disputes*, un jeu dont il s'agit de gagner la partie et qu'à ce titre, il appartient aux mouvements sociaux eux-mêmes de rester actifs. Et ce, en profitant des nouvelles opportunités d'expression politique et de légitimation que leur offre le gouvernement, qui est le premier à reconnaître leur qualité d'interlocuteurs

---

<sup>175</sup> *O Estado de Sao Paulo*, 27 novembre 2003.

<sup>176</sup> Coordinateur national du MST.

représentatifs, mais aussi en restant massivement présents dans les rues afin d'exercer une pression constante sur lui, de manière à renforcer son côté populaire.

Quoiqu'il en soit, la patience de nombreux militants a des limites : plus les semaines défilent et moins les liens historiques, la confiance accumulée et l'ouverture institutionnelle compensent l'absence ou le report des changements de fond réclamés par les mouvements populaires.

En effet, si leur de pouvoir de pression a augmenté, du fait que la structure du gouvernement est nettement plus disposée à les recevoir, dans le fond il n'y a toujours pas de changement. L'indulgence étonnamment longue dont bénéficiait le gouvernement au sein des mouvements populaires et la population s'effrite au fur et à mesure. En prenant le risque de perdre la confiance des alliés historiques du PT, le Président Lula, et par un effet de ricochet le PT lui-même, se différencie de leur base sociale.

## **B. La remise en cause du caractère *de classe* du PT**

En se métamorphosant en un parti *attrape-tout*, le PT a provoqué une rupture dans ses rangs, se coupant non seulement de sa base sociale mais aussi de ses propres militants.

### **1. Du parti de *masse* au parti de *rassemblement***

A la différence des machines électorales clientélistes propres au système politique latino-américain, le PT a été construit *de bas en haut*, en incorporant les revendications multiples des organisations populaires. Au cours des premières années de son existence l'identification entre le PT et le mouvement populaire est totale : ces deux pôles se veulent à l'époque les deux dimensions complémentaires d'un même projet, qu'il s'agit de faire aboutir en luttant simultanément sur le plan social et sur le plan politique<sup>177</sup>.

A sa fondation, ce parti se veut l'expression de l'indépendance politique des travailleurs, un parti autonome des travailleurs. Ainsi, en 1978, lors d'une Rencontre pour la Démocratie patronnée par l'opposition libérale et de gauche à Rio de Janeiro, Lula, soutenu par d'autres dirigeants présents, a rejeté la thèse dominante de cette rencontre, soit le

---

<sup>177</sup> Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes personnes qui participent à la vie des organisations de base et qui militent au sein du PT.

rassemblement autour du Mouvement Démocratique Brésilien<sup>178</sup> d'un *large front démocratique* face au régime militaire. D'après Lula, le MDB ne représentait en rien la classe des travailleurs et, significativement, il se référait à l'expérience de 1964 comme argument contre cette politique traditionnelle de subordination du mouvement ouvrier : « si nous les travailleurs, ne sommes pas vigilants par rapport à l'unité de forces de l'opposition, nous pouvons souffrir de défaites comme celle de 1964, quand la bourgeoisie a rompu avec les travailleurs, leur tourna le dos et les laissa tomber. »<sup>179</sup>

Sans nier la nécessité de l'union de tous contre le régime militaire, Lula insistait sur l'importance d'une politique ouvrière indépendante : « la classe ouvrière suivra son chemin irréversible pour la conquête de ses buts. Elle créera tôt ou tard son parti politique [...]. Il faut que la classe des travailleurs ne soit pas seulement un instrument. Il est fondamental qu'elle participe directement en manifestant la force qu'elle représente. Et la participation, dans le champ politique, implique que la classe constitue son propre parti. »<sup>180</sup>

Par conséquent, le PT se veut originellement le parti de la *classe des travailleurs*, un parti de masse certes ouvert mais qui entend conserver son indépendance vis-à-vis de l'Etat comme du patronat, n'acceptant pas la dilution dans une vaste nébuleuse démocratique destinée surtout à rassembler la *petite bourgeoisie*.

La démocratie libérale, dans sa forme originelle, ne peut admettre et consacrer que le pluralisme des citoyens, atomes politiques, ou à la rigueur de petits groupes. L'apparition du PT, expression politique consciente d'une classe sociale, a ainsi modifié la nature de la démocratie, puisque sa cohésion était assurée à la fois par l'unité de son projet politique et par la communauté d'une position sociale concrète.

Reposant sur une solidarité de fait et non simplement sur une agrégation de type contractuel, le PT a pu pénétrer la réalité quotidienne de la vie sociale<sup>181</sup>. Le PT, parti de classe, rend donc possible le choix de la démocratie pour le mouvement ouvrier<sup>182</sup>, il change le sens du pluralisme démocratique qui devient alors la reconnaissance et l'assomption de la division sociale réelle, c'est-à-dire de la division en classes : « d'instrument de duperie la

---

<sup>178</sup> PMDB, parti d'opposition parlementaire toléré par le régime, expression d'une fraction des classes dominantes opposée à l'état d'exception militaire.

<sup>179</sup> Déclaration parue dans le journal *Em Tempo*, numéro 42, 23 décembre 1978.

<sup>180</sup> *Ibidem*, souligné par nous.

<sup>181</sup> Les multiples associations qui gravitent autour du PT ne doivent donc pas être vues comme ses simples appendices contingents, puisqu'ils en expriment la nature même.

<sup>182</sup> Ce qui peut expliquer l'adhésion au PT d'anciens militants de la *gauche armée*, vocable regroupant les groupuscules qui avaient tenté de lutter contre la dictature militaire au cours des années 1964-1974 sans jamais gagner de présence réelle à l'intérieur du prolétariat.

démocratie peut alors devenir un instrument de libération »<sup>183</sup> pour la classe ouvrière, car sa nature a été transformée. En sens inverse, le mouvement ouvrier se trouve lui aussi transformé, jusqu'à n'admettre que la conquête pacifique du pouvoir.

En effet, le PT n'est pas un parti socialiste qui, par surcroît et en fonction des circonstances aurait choisi la démocratie, mais il est démocrate parce que socialiste à l'origine. C'est sa nature de parti de la classe ouvrière qui lui permet de faire ce choix de la démocratie. Non seulement il transforme les fondements de la démocratie, mais il constitue une réponse possible au vice fondamental de tout système représentatif, celui-là même que dénonce Rousseau dans le *Contrat social*, l'indépendance des représentants vis-à-vis de leurs électeurs, sitôt qu'ils sont élus.

Constitué à l'extérieur du Congrès pour y faire pénétrer les représentants des classes jusque là exclues de la participation politique, et pour faire triompher un *projet de société* qui rejetait le système établi, le PT, une fois que le Brésil eut accédé au pluralisme de la démocratie, ne se contentant plus de témoigner, aspirait à sortir de l'opposition. La poursuite de son développement exigeait qu'il ne se considérât plus comme une espèce de mentor ou de tuteur des plus défavorisés, mais qu'il s'offrit comme un instrument à la disposition de catégories plus larges d'électeurs, afin d'obtenir une confiance que ceux-ci n'auraient pas accordée à une organisation purement militante.

Le PT, parti ouvrier s'alignant sur une pratique institutionnelle que lui imposaient les règles du régime, de parti de masses privilégiant les militants s'est changé en parti de rassemblement privilégiant les électeurs ou, pour reprendre une formule de Kirchheimer, en parti *attrape-tout*.

## 2. Du parti de militants au parti d'électeurs

L'action parlementaire et l'acceptation du jeu démocratique sont liées de façon essentielle à la nature du PT comme expression politique de la classe ouvrière et au lien qu'il établit par sa seule existence entre la société et la scène politique.

Ainsi, si le PT est un parti politique, avec qui ses militants et ses cadres peuvent entretenir une relation plus intense que ce n'est le cas pour d'autres types d'organisations, y trouvant des satisfactions plus nombreuses et plus diverses (à ce sujet, Daniel Gaxie a analysé les gratifications que retirent les membres des partis de masses de leur appartenance, et qui

---

<sup>183</sup> Formule utilisée dans le programme du premier parti socialiste français.

peuvent subjectivement en devenir la justification principale <sup>184</sup>), il n'en reste pas moins que ce parti en tant qu'association n'a pas en lui-même sa raison d'être : sa finalité lui est extérieure parce que tout parti a pour vocation de gagner des soutiens en dehors de lui, afin d'accéder au pouvoir. Cette orientation implique la prise en compte des électeurs, indispensables à la vie du PT car un parti sans électeurs n'est pas véritablement un parti mais une société de pensée ou une secte <sup>185</sup>.

L'électorat représente donc le prolongement nécessaire du PT, il fournit la mesure de son audience, détermine son importance réelle et le caractérise à bien des égards plus fondamentalement que le nombre de ses adhérents et les particularités de son organisation, d'autant qu'il n'y a pas de relation bien établie entre les données du parti et son électorat.

Mais, en même temps, les électeurs constituent l'élément le plus difficile à cerner et parfois le plus volatile. On ne le connaît que le soir du scrutin et seulement à travers un anonymat statistique. Certes, les sondages et la géographie électorale permettent de la caractériser d'un point de vue sociologique, les enquêtes distinguant les électeurs occasionnels des électeurs réguliers, et ceux-ci des sympathisants.

A la limite, on notera que les sympathisants peuvent s'identifier plus au PT que des adhérents qui n'y font que passer : un électeur qui vote fidèlement pour un parti n'en est-il pas une composante plus significative, plus réelle, que l'adhérent qui prend une fois sa carte et ne la renouvelle pas ? Dans ce cas la frontière entre le dedans et le dehors est imprécise parce qu'on ne sait plus où s'arrête exactement le parti considéré du seul point de vue du groupement. Il n'en reste pas moins que les électeurs qualitativement divers sont quantitativement égaux du point de vue du soutien qu'ils apportent au PT, en votant pour ses candidats et en leur permettant d'être élus.

Puisque la raison d'être d'un parti serait de faire désigner ses membres aux fonctions publiques <sup>186</sup> et, si possible, de gouverner, le PT peut être qualifié de *parti d'électeurs*.

Il se définit désormais par l'articulation qu'il opère entre le champ électoral, celui de la société et celui de l'Etat ; se déployant dans ces trois éléments, il n'est entièrement situé

---

<sup>184</sup> Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, p.123. Cette étude s'inspire de la *Logique de l'action collective* de Marcus Olson (PUF, 1978) mais Ostrogorski fait figure de précurseur lorsqu'il observe que « les bénéfices matériels que les politiciens reçoivent ou attendent pour leurs services sont assaisonnés par les plaisirs de société qu'ils goûtent dans les réunions de leur monde particulier [...]. Toutes ces réunions, ordinaires ou extraordinaires, qui communiquent aux relations politiques un charme social, sont un puissant moyen pour entretenir le loyalisme des petits politiciens et pour développer chez eux, à un haut degré, l'esprit de corps qui fait d'eux véritablement d'eux une machine (Editions de 1903, II, p.348).

<sup>185</sup> Quel que soit le nom qu'il se donne, il n'est, dans la meilleure hypothèse, qu'une virtualité.

<sup>186</sup> A l'exception des partis à vocation strictement révolutionnaire, encore que l'obtention d'élus puisse être une composante de leur stratégie de déstabilisation de l'Etat.

dans aucune. L'intégration des trois éléments constitutifs de tout parti<sup>187</sup> met en cause essentiellement l'organisation, car elle concerne les rapports de celle-ci avec les élus d'une part, et les électeurs d'autre part. Par hypothèse, il ne peut en effet y avoir de rapports entre le *parti parlementaire* et les électeurs en dehors de l'organisation puisque l'absence de celle-ci ramène aux relations bilatérales de l'élus avec sa circonscription<sup>188</sup>. Le PT offre précisément à l'ensemble du corps électoral la possibilité d'exprimer une volonté articulée, de la traduire dans la composition du Congrès et, récemment, dans la politique gouvernementale.

On remarquera que dans ce schéma fonctionnel dont les électeurs et les élus sont les protagonistes, l'organisation n'apparaît plus au premier plan : association de droit privé, elle ne joue qu'un rôle de proposition et d'identification qui se ramène à celui d'un auxiliaire. C'est pourtant à elle que l'on pense immédiatement quand il est question de parti, c'est à elle que le parti est spontanément identifié. Le paradoxe s'explique sans doute par une perception biaisée qui privilégie l'organisation, phénomène nécessaire pour obtenir des choix collectifs efficaces, mais phénomène subordonné à cette finalité.

En fin de compte, le PT, à l'origine organisation extraparlamentaire<sup>189</sup>, a connu une évolution semblable à celle des partis *socialistes* ralliés au parlementarisme, à savoir l'abandon de son programme de transformation radicale de la société, afin de s'attirer un électorat grandissant et ainsi parvenir aux plus hauts sommets de l'Etat.

L'analyse du gouvernement Lula comme un organe politique partagé entre ses deux âmes, symbolisée par la volonté du président honoraire du PT de participer tant au Forum Social Mondial de Porte Alegre<sup>190</sup> qu'au Forum Economique Mondial de Davos<sup>191</sup>, permet de rendre compte du phénomène de bureaucratisation qui touche depuis plusieurs années la direction pétiste.

---

<sup>187</sup> L'organisation (c'est-à-dire l'association dénommée *Partido dos Trabalhadores*, groupement formé d'adhérents réunis en unités de base, articulées en fédérations elles-mêmes reliées aux organes centraux, avec une direction nationale, selon le schéma classique exposé par Maurice Duverger), les électeurs et les élus.

<sup>188</sup> C'est-à-dire à la situation antérieure à l'apparition des partis politiques.

<sup>189</sup> Du fait qu'il se soit constitué durant la dictature militaire.

<sup>190</sup> Où il était en compagnie des ministres liés au courant *social* du gouvernement.

<sup>191</sup> Accompagné par Meirelles, nouveau président de la Banque Centrale, et Furlan, ministre du Développement, qui participent régulièrement à cet événement.

## **Chapitre 2. Le phénomène de bureaucratisation de la direction pétiste**

La justification présentée de la position dominante, *l'aptitude à diriger*, ne se situe jamais dans l'affirmation d'un droit à gouverner, mais dans une couverture idéologique ou *formule politique* qui, pour être efficace, « doit correspondre à la conception du monde qui est, à un certain moment, celle du peuple considéré [et] constitue le lien moral entre tous les individus qui en font partie. »<sup>192</sup>

### **Section 1. La démocratie confisquée**

Cette formule politique, qui n'est pas seulement un instrument de légitimation mais peut être le « lien commun de sentiments et de valeurs entre les gouvernants et les gouvernés, [c'est-à-dire] la base juridique et morale sur laquelle, dans toute société, est fondé le pouvoir de la classe dominante »<sup>193</sup>, correspond à un mécanisme politique grâce auquel les principes qu'elle exprime peuvent se traduire dans la pratique, et qui est l'Etat.

#### **I. Le rôle de l'Etat dans l'évolution du pétisme**

##### **A. L'Etat, forme organisée des rapports de classes**

###### **1. L'idéologie de l'Etat neutre**

Selon la doctrine marxiste, l'Etat n'est pas un pouvoir imposé du dehors à telle ou telle société par des conquérants : afin que les classes antagonistes ne se consomment pas en luttes stériles, il devient nécessaire qu'un pouvoir, en apparence au-dessus de la société, amortisse les conflits. L'Etat naît donc dans cette optique à la fois du conflit des classes et du besoin de tenir en bride les antagonismes. Il est « la forme par laquelle les individus d'une classe

---

<sup>192</sup> Gaetano Mosca, *Histoire des doctrines politiques depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours*, tr.fr. , Paris, Payot, 1937, nouvelle édition, 1955, p. 322.

<sup>193</sup> Ettore Albertoni, *Doctrines de la classe politique et théorie des élites*, tr.fr. , Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987, p. 43.

dominante font valoir leurs intérêts communs et les imposent »<sup>194</sup>, par la contrainte et la violence.

L'Etat serait en apparence autonome, au-dessus des classes, mais cette apparence politique, comme toutes les apparences, engendrerait et/ou supposerait une certaine réalité. Il arriverait donc que l'Etat s'érige effectivement au-dessus de la société entière. Ainsi, le PT, en parvenant au pouvoir, n'a pas réussi à « transformer l'Etat, organisme qui s'est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle »<sup>195</sup>, contrairement à ce qu'en attendait ses militants les plus radicaux. Cela s'explique par le fait que le privilège accordé par le PT, comme tout parti social-démocrate, aux réformes sociales comme instruments de transformation plutôt qu'aux réformes économiques de structure, implique l'acceptation du capitalisme mais aussi un partage du pouvoir.

Cet état de fait est le produit d'une tendance profonde du socialisme pétiste (ou du moins de son courant majoritaire) qui a peu à peu renoncé au primat de la question de la propriété économique pour mettre en avant une définition du socialisme comme lutte contre les inégalités<sup>196</sup>. La direction pétiste a repris à son compte la conception social-démocrate de l'Etat comme arbitre qui aide à la confluence des intérêts dans la société civile.

Ce compromis permet d'intégrer la réalité conflictuelle des rapports sociaux dans les entreprises en l'institutionnalisant dans de multiples lieux de représentation. La tendance du gouvernement pétiste est de favoriser l'apparition d'un consensus au sein de la société elle-même : une grande part des fonctions de l'Etat-providence ressortissent à la négociation directe entre partenaires sociaux. Evidemment, une telle organisation de la société implique des conditions particulières de possibilité, dont la concentration du pouvoir et de la représentativité entre deux forces sociales dominantes<sup>197</sup>.

L'Etat prend en charge la société entière, soit qu'il assume des fonctions administratives ayant une efficacité économique, soit qu'il continue à s'ériger en apparence au-dessus de la société mais qu'en réalité le pouvoir étatique gère directement l'économie.

C'est ainsi que le PT a adopté une stratégie légaliste, réformiste et parlementaire une fois que le Brésil soit devenu un pays démocratique, afin que la classe ouvrière, et plus généralement le peuple brésilien, deviennent des sujets politiques. La lutte démocratique, qui se déroule principalement dans le champ électoral, devait par conséquent aboutir à la

---

<sup>194</sup> Henri Lefebvre, *De l'Etat, 4. Les contradictions de l'Etat moderne*, Union Générale d'Edition, 1978.

<sup>195</sup> K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, tr.fr. Editions sociales, p.42.

<sup>196</sup> De revenus, de culture et même de pouvoir.

<sup>197</sup> Le capitalisme monopoliste et la social-démocratie, syndicats (notamment ceux affiliés à la CUT) et parti (le PT).



domination de la classe des *travailleurs*. En effet, les travailleurs, en se constituant en classe tout en se saisissant du pouvoir politique, avaient toutes les chances d'établir une démocratie représentative approfondie. Cependant, avec l'arrivée du PT au pouvoir, l'Etat brésilien a pris l'allure d'un *Etat-classe*<sup>198</sup>.

En effet, en conquérant partiellement le pouvoir, les dirigeants du PT voient leurs décisions conditionnées par la nature des problèmes à résoudre et par l'implacable loi de la perpétuation du pouvoir. Le nouveau personnel bureaucratique-politique au sommet de l'Etat légitime l'absence de changement par l'affirmation implicite que la révolution démocratique a eu lieu et que la preuve la plus évidente en est donnée par l'installation aux leviers de commande d'une nouvelle classe dirigeante.

Tout en poursuivant le modèle d'une société *moderne* compétitive, c'est-à-dire imposant l'appel à des crédits étrangers, la direction du PT (et du pouvoir étatique) s'adresse à tous les opprimés alors qu'en fin de compte, son avènement ne la concerne qu'elle-même.

## 2. L'Etat, condensation d'un rapport de forces

La composition du nouveau gouvernement, dont les membres semblent représenter des intérêts contradictoires, pose la question de la l'établissement concret de la politique de l'Etat.

Or, si nous posons l'hypothèse selon laquelle « l'Etat est une condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe telles qu'elles s'expriment au sein même de l'Etat »<sup>199</sup>, cela revient à dire que la politique de l'Etat ne peut être ramenée à son pouvoir propre ou à sa volonté rationalisante, ou encore que l'Etat est traversé de part en part par des intérêts contradictoires donc divisé par sa structure même : ces contradictions revêtent la forme de contradictions internes entre les diverses branches et appareils de l'Etat, et au sein de chacun d'eux. Ainsi, chaque service de l'Etat, chacun de ses ministères et secrétariat d'Etat se livre à une sélectivité structurelle de l'information donnée et des mesures prises par les autres. Se met alors en œuvre un processus contradictoire de décisions mais aussi de *non-décisions*, d'une détermination de priorités et contre-priorités, d'un filtrage échelonné des mesures prises, chacun court-circuitant souvent les autres. La politique de l'Etat s'établit ainsi par ce procès de contradictions inter-étatiques, dans la mesure où elles constituent des contradictions d'intérêts.

---

<sup>198</sup> Louis Mercier-Vega, « *La révolution par l'Etat* », *Une nouvelle classe dirigeante en Amérique latine*, Payot, Paris, 1978, pp.184s.

<sup>199</sup> Nicos Poulantzas (dir.), *La crise de l'Etat*, PUF Politiques, 1977, p.7s.

L'Etat n'est donc pas un sujet doté d'une volonté propre, il est une forme organisée de rapports de classes. L'Etat moderne brésilien, en raison de sa forme spécifique et des modes de fonctionnement bureaucratique internes qui en découlent, se présente concrètement comme un système de filtres et d'instances de transformation et d'articulation de besoins. Dans son mode de fonctionnement, ce système a structurellement une double orientation, à savoir d'une part se prémunir contre les exigences *dysfonctionnelles* du point de vue du maintien de la domination des élites traditionnelles brésiliennes, et d'autre part formuler et imposer à long terme un intérêt général.

La *sélectivité* spécifique du système politique brésilien peut ainsi expliquer que la direction du PT ait en quelque sorte succombé aux charmes de l'intégration idéologique organisée en permanence par l'appareil d'Etat. Dans cette optique elle permettrait, par l'intermédiaire du PT (désormais réduit à un rôle d'appareil *idéologique* et *d'intégration des masses*), de détourner ses militants, sympathisants et électeurs sur des terrains moins dangereux que ce que laissait présager le manifeste de fondation de ce parti<sup>200</sup>.

Lula a ainsi commencé, comme nombre de nouveaux politiciens issus de la base, sa carrière politique comme représentant d'intérêts sectoriels, mais il s'est hissé peu à peu jusqu'au niveau d'homme d'Etat responsable, ayant le sens du compromis et de l'intérêt général. Cette évolution l'a exposé, surtout par la gauche du PT, aux accusations de compromis et de trahison des intérêts de sa base politique, mais elle représenterait néanmoins un gain pour la démocratie.<sup>201</sup>

En effet, si on ne trouve nulle part de gouvernement *par le peuple*, quelque soit le régime et l'époque<sup>202</sup>, puisque les fonctions gouvernementales sont assumées par une minorité qui se distingue de la masse de la population, il paraît raisonnable de qualifier de démocratique les régimes organisés de façon à permettre la concurrence pacifique des élites en vue de l'exercice du pouvoir<sup>203</sup>.

---

<sup>200</sup> Comme nous le verrons, cette fonction est de plus assurée par une répression sélective à l'encontre des groupes idéologiquement non intégrables, par le biais de la pratique des exclusions.

<sup>201</sup> A ce sujet, voir notamment l'article de Karl Mannheim, « The Democratization of Culture », *Essays on the Sociology of Culture*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1956, pp.236-237.

<sup>202</sup> Et le gouvernement de Lula ne semble pas y faire exception.

<sup>203</sup> C'est ainsi que pour Schumpeter, il faut partir du processus électoral et non d'une *volonté générale* qui ne peut avoir qu'une signification métaphorique : un régime démocratique est alors une forme de gouvernement où le règlement des *questions pendantes* est subordonné à « l'élection des hommes chargés d'exécuter les volontés des électeurs ». En conséquence, « le rôle du peuple consiste à accoucher d'un gouvernement » et la démocratie se définit comme un système « aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuples », in Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, tr.fr, Paris, Payot, 1951, p.403. Selon Schumpeter, il y a donc équivalence entre démocratie et pluralisme politique.

Cependant, la rivalité de ces catégories dirigeantes comporte le risque permanent de la *désintégration du consensus social* : la compétition des élites dirigeantes offre peut-être des garanties au citoyen, mais elle ne lui donne ni l'impression de pouvoir influencer sur le cours des événements ni même un sentiment de liberté. Si l'élection de Lula a pu dans les premiers temps apparaître comme un nouveau souffle pour la politique brésilienne, son gouvernement est de plus en plus considéré par son électorat comme s'étant constitué en *classe dirigeante* au service de la classe dominante.

## **B. La nouvelle classe dirigeante et l'Etat**

### **1. L'Etat comme *parti* du bloc au pouvoir ?**

Nous pouvons analyser le gouvernement Lula comme la nouvelle élite gouvernementale qui, étroitement associée à une élite non gouvernementale (les élites brésilienne et internationale), constituerait la nouvelle *classe gouvernante*. Pour autant cette « classe gouvernante n'est pas homogène. Elle-même a un gouvernement et une classe plus restreinte ou un chef, un comité qui effectivement et pratiquement prédominent. »<sup>204</sup>

De même, pour Gaetano Mosca, dans n'importe quelle société organisée, ceux qui gouvernent ne sont qu'une minorité, quelque soit la forme précise du gouvernement et quelque soit le principe au nom duquel celui-ci exerce son pouvoir. La majorité de la population, c'est-à-dire les gouvernés, ne participerait d'aucune façon à la gestion des affaires publiques puisque tous les régimes seraient en fait des oligarchies au sein desquelles une minorité organisée et active impose sa volonté à la majorité.

Cette minorité constitue la classe dirigeante, qui rassemble les individus ayant des fonctions de direction dans les principaux secteurs d'activité, dont la classe politique<sup>205</sup> est une partie : c'est celle qui exerce directement des fonctions publiques. Les caractéristiques qui donnent accès à cette classe politique varient selon les sociétés et les époques<sup>206</sup>. Il importe toutefois de comprendre que ces caractéristiques, isolées ou combinées, ne peuvent suffire à

---

<sup>204</sup> Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, in *Œuvres complètes* éditées par Giovanni Busino, tome XII, Genève, Droz, 1968, souligné par nous.

<sup>205</sup> Cette classe politique correspond plus ou moins à la classe gouvernementale chez Pareto. C'est ce qui nous intéresse plus particulièrement dans le cadre de ce mémoire.

<sup>206</sup> Valeur militaire, naissance, richesse ou, ce qui semble s'appliquer dans le cas de Lula et des ministres PT, mérite personnel.

asseoir durablement l'autorité des gouvernants : il faut qu'en plus la minorité dirigeante soit organisée<sup>207</sup>, ce qui pose le problème de l'unité du pouvoir d'Etat.

En effet, la crise politique résultant de la politique continuiste menée par le gouvernement Lula entraîne une accentuation considérable des contradictions internes entre les fractions qui le composent, une politisation de ces contradictions, une mise en question de l'hégémonie du courant majoritaire du PT de la part des autres fractions<sup>208</sup> constituant le bloc au pouvoir mais aussi une modification du rapport entre les diverses composantes de ce bloc, une crise idéologique amenant (comme nous l'avons déjà souligné) à une rupture du lien représentants-représentés entre les classes et les fractions de classe du bloc au pouvoir d'une part, leurs partis politiques d'autre part.

Cependant, les appareils d'Etat mettent en place un certain jeu de compromis provisoires entre le bloc au pouvoir et les gouvernés, et instaurent un *consensus* idéologique de ces derniers à l'égard du pouvoir politique : ils organisent-unifient le bloc au pouvoir en désorganisant-divisant en permanence les classes dominées, en les polarisant vers le bloc au pouvoir et en court-circuitant leur organisation politique propre. En effet, l'Etat concentre en son sein et de façon spécifique non seulement le rapport de force entre fractions du bloc du pouvoir, mais également le rapport de force entre celui-ci et les classes dominées.

En raison de l'unité du pouvoir d'Etat comme pouvoir de domination politique, les gouvernés n'existent pas dans l'Etat par le biais d'appareils ou de branches qui en concentreraient un pouvoir propre. Mais cela ne veut pas dire pour autant que les contradictions entre gouvernants et gouvernés soient des contradictions entre l'Etat d'une part et des classes dominées *extérieures* à l'Etat d'une part.

En réalité, la lutte entre ces deux agents politiques traverse elle-même les appareils d'Etat, dans la mesure où ces derniers matérialisent et concentrent le pouvoir des dominants dans leurs contradictions aux gouvernés. Ainsi la configuration précise de l'ensemble des appareils d'Etat, la relation de domination-subordination entre ses branches et appareils dépendent non seulement du rapport de forces internes au bloc au pouvoir, mais également du rôle qu'ils doivent remplir à l'égard des gouvernés.

En effet, l'apparence de neutralité de l'Etat suppose aussi qu'il tienne compte, dans une certaine mesure, de leurs intérêts matériels. C'est l'autonomie relative de l'Etat qui lui

---

<sup>207</sup> C'est l'organisation qui fait la force des dirigeants, face aux masses inorganisées. Sur ce point, Mosca anticipe les travaux de Michels, qui se réclame de ses travaux : comme nous le verrons, le fait de l'organisation crée les conditions de l'oligarchisation et assure la continuité de l'oligarchie, une fois celle-ci constituée.

<sup>208</sup> Aussi bien de la part des autres courants du PT participant au gouvernement, et notamment de ceux situés sur sa gauche, que de la part des autres partis qui y participent.

permet de garantir l'intérêt politique général de l'ensemble du bloc au pouvoir en organisant l'équilibre instable de compromis entre ses composantes et d'organiser son hégémonie en conséquence aussi par rapport aux classes dominées. Dans ce sens, on peut concevoir l'Etat en quelque sorte comme le *parti* du bloc au pouvoir.

## 2. L'Etat délégitimé !

Le pouvoir étatique, que le PT a pu conquérir (certes partiellement) par la voie institutionnelle, avec le concours d'autres forces politiques aux intérêts apparemment souvent contradictoires (l'ensemble formant le bloc au pouvoir), semble de plus en plus remis en cause, si l'on considère l'Etat comme « une *entreprise* politique de caractère *institutionnel* “*politischer Anstaltsbetrieb*” lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le *monopole* de la contrainte physique *légitime*. »<sup>209</sup>

Considérant de plus que « la forme de légitimité actuelle la plus courante consiste dans la croyance en la légalité, c'est-à-dire la soumission à des statuts formellement corrects et établis selon les procédures d'usage »<sup>210</sup>, ce qui revient à dire que la violence légitime serait celle qui est utilisée conformément à la loi et au droit.

Cependant, dans l'optique wébérienne, la monopolisation de la contrainte par le pouvoir étatique est une donnée de fait dans la mesure où tout recours à la violence, en dehors de la volonté ou de l'autorisation des gouvernants, est pénalement poursuivi et effectivement sanctionné.

Or, au Brésil, des milices privées organisées par les *fazendeiros* assassinent impunément des militants du MST et d'autres organisations ayant vocation à représenter les intérêts des travailleurs des campagnes, sans que ce recours à la *violence privée* ne soit sanctionné par les services de police<sup>211</sup> et les tribunaux<sup>212</sup>.

En outre, la conception wébérienne de l'Etat s'inscrit dans une vision générale de la société comme un univers de lutte, soit des relations entre individus et groupements orientés par « l'intention de faire triompher sa propre volonté contre la résistance du ou des partenaires »<sup>213</sup>. Les uns sont conduites par des moyens pacifiques, selon un principe de

---

<sup>209</sup> Max Weber, *Economie et Société*, trad., Paris, Plon, 1971, p.57.

<sup>210</sup> *Ibidem*, p.36.

<sup>211</sup> Or, soumis au pouvoir exécutif, ils ont mission de rechercher les auteurs d'infractions pour qu'ils soient déférés à la justice.

<sup>212</sup> Ces derniers sont censés vérifier l'existence des violations alléguées et, le cas échéant, sont chargés de mettre en œuvre les punitions prévues par le droit.

<sup>213</sup> M. Weber, *op.cit.*, p.38.

concurrence, les autres sont caractérisées par le recours à la violence physique (c'est ce qui nous intéresse ici).

Nous pouvons par conséquent imaginer que, du fait de cette remise en cause du monopole de la violence physique légitime par l'Etat, l'autorité du pouvoir politique se trouve affaiblie, ce qui rend moins aisément gouvernable la société brésilienne. Dans ce pays ayant accédé à la démocratie pluraliste, la perte d'autorité résulterait donc d'une crise de confiance des gouvernés dans leurs institutions, et en premier lieu vis-à-vis de ses valeurs. En effet, gouverner exige d'imposer des contraintes, de demander des sacrifices et de prélever des ressources pour l'action.

Or le PT, désormais parvenu au pouvoir, a besoin de mobiliser des valeurs pour faciliter l'acceptation par les citoyens de mesures qui peuvent leur paraître coûteuses, notamment en invoquant l'impératif moral de solidarité et en diffusant des représentations associant fortement l'Etat à l'intérêt général de la société brésilienne. Mais si les gouvernés ont toujours été en partie ambivalents à l'égard des discours idéalisés que leur proposait l'Etat, il n'en reste pas moins que la pratique gouvernementale pétiste n'a pas réussi à endiguer ce sentiment<sup>214</sup>.

Cette délégitimation de l'Etat se nourrit aussi d'un ébranlement de la confiance dans son efficacité à résoudre les problèmes sociaux. Les initiatives du nouveau gouvernement pluriel se heurtent de surcroît à de fortes oppositions, l'électorat de Lula n'ayant pas le sentiment de l'avoir élu pour cette politique.

Si l'Etat, à la suite de sa conquête par les élections, a joué un rôle certain dans ce que nous pouvons appeler la bureaucratisation des dirigeants pétistes, il semble cependant que ce phénomène soit le produit de lois plus générales, voire universelles, et inhérentes au fonctionnement du système démocratique.

---

<sup>214</sup> À ce sujet, il faut noter que le PT, seul parti brésilien qui semblait échapper jusque là au phénomène structurel de corruption, a vu certains de ses membres touchés par des scandales politico-financiers.

## II. La monopolisation oligarchique du pouvoir

### A. Le principe représentatif en action

#### 1. Le problème du *mandat libre*

Le gouvernement représentatif, perdant régulièrement sa capacité de maintien du lien entre représentants et représentés<sup>215</sup>, a tendance à perdre de manière cyclique sa qualité démocratique. Bernard Manin a ainsi dégagé quatre principes permanents du gouvernement représentatif<sup>216</sup>, dont les variations dans leur application donnent au gouvernement une plus ou moins grande qualité démocratique.

Le premier principe s'applique aux modalités de sélection des gouvernants par les gouvernés par le biais de l'élection, fruit exclusif du consentement populaire aux décisions publiques : le citoyen est alors impossible à confondre avec ses gouvernants, du fait du *principe de distinction*. Il n'a qu'à choisir régulièrement ces derniers, réduisant du même coup la capacité de contrôle citoyen à un choix électoral.

Ce principe permet de rendre compte de toute la portée du second principe, qui nous intéresse ici plus particulièrement du fait qu'il explique pour partie le détachement de la direction pétiste vis-à-vis de sa base sociale.

En effet, le second principe est celui qui régule la relation entre le représentant et le représenté. Il s'agit du *principe d'indépendance partielle* du représentant vis-à-vis de ses représentés : c'est le mandat libre, qui s'oppose au mandat impératif. Ainsi, aucune contrainte ne pèse sur le représentant par un quelconque assujettissement à des directives qu'il recevrait de ses électeurs. La séparation se fait plus nette entre le principe du respect de la souveraineté du peuple et la traduction de sa volonté par ses représentants, celle-ci devenant parfaitement libre d'interprétation. Nous pouvons d'ailleurs préciser que, de toute manière, la forme représentative de gouvernement n'a jamais eu l'ambition de devenir une forme indirecte de souveraineté populaire.

Si le gouvernement Lula reste donc en théorie parfaitement libre de ses choix politiques, dans la pratique il se heurte aux deux derniers principes énoncés par B. Manin.

En effet, la *liberté d'expression*, érigée en fondement du gouvernement représentatif, permet au public d'exprimer sa satisfaction ou son mécontentement face à ses actions. Cette

---

<sup>215</sup> Quelques soient par ailleurs les modalités d'établissement de ce lien.

brèche établie dans le cadre de la démocratie représentative favorise l'expression de la volonté populaire de deux manières : son exploitation individuelle mène généralement à l'établissement de liens clientélistes entre l'électeur et l'élu, mais l'exploitation collective de cette possibilité d'expression libre est à l'inverse un instrument de pression populaire sur les élus<sup>217</sup>.

Le dernier principe considère le *débat*<sup>218</sup> comme un instrument de décision politique et met en avant le fait que le gouvernement représentatif nécessite une structure de décision collective. Cependant, la dimension pluraliste de l'opinion publique n'est prise en compte que de manière limitée, à travers le système de la représentation par le biais de l'élection.

En définitive, si les électeurs doivent accorder aux gouvernants une marge de discrétion par rapport aux promesses faites pendant la campagne électorale, ce pouvoir pour partie discrétionnaire ne signifie pas pouvoir irresponsable. En effet, les électeurs conservent la faculté de démettre les gouvernants au terme de leur mandat si les décisions que ceux-ci ont prises de leur propre chef ne satisfont pas la majorité<sup>219</sup> : il reste toujours possible de juger les gouvernants sur leurs actions passées.

## 2. La captation oligarchique du pouvoir

Dans la mesure où il n'a relativement pas eu accès aux sources de recrutement propres aux partis de *droite*<sup>220</sup>, le PT a dû développer un leadership *sur le terrain*, la politique locale représentant pour lui une source de recrutement, une base politique durable ainsi qu'un tremplin permettant d'accéder aux fonctions les plus influentes.

La procédure interne de désignation de ses dirigeants<sup>221</sup>, bien qu'elle soit considérée dans le PT comme un signe de démocratie interne, a fait l'objet de nombreuses critiques puisqu'elle réduit considérablement l'impact des procédures électorales en canalisant les voix exprimées vers des candidats préalablement déterminés par une fraction infime de la

---

<sup>216</sup> Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Champ, 1996.

<sup>217</sup> Ce principe, qui vient renforcer la possibilité de contrôle par l'élection que détient déjà le représenté, se décline principalement sous la forme des manifestations de rue, des grèves et même des référendums.

<sup>218</sup> Exclusivement au sein des sphères de représentations.

<sup>219</sup> Ce qui revient à dire que les gouvernants sont davantage jugés en fonction de leur bilan qu'en fonction de leurs programmes politiques respectifs.

<sup>220</sup> Les milieux économiquement favorisés, les établissements d'enseignement supérieur prestigieux et l'administration.

<sup>221</sup> Selon l'importance du poste politique, la sélection peut être effectuée par des assemblées de militants ou, comme c'est le cas pour la désignation du candidat Lula à l'élection présidentielle, par les instances nationales du parti.



population<sup>222</sup>. Malgré tout, cette critique est applicable à l'ensemble des partis politiques, puisque c'est le seul mode de désignation de candidats à des fonctions électives possible au Brésil, comme nous l'avons déjà souligné.

Si de plus en plus les compétences techniques sont appréciées, ce qui rend d'ailleurs problématique le contrôle démocratique d'élites armées de compétences inaccessibles au citoyen lambda, d'autres talents viennent toutefois contrebalancer leur poids, tels ceux de gestionnaire et d'organisateur, ainsi que celui de communicateur assurant une aptitude à persuader et à faire accepter des mesures qui ne sont pas toujours directement compréhensibles.

Du fait que le rythme de changement des élites ne soit pas rapide au Brésil, l'expérience s'accumule en conséquence en leur sein. Cela revient à dire qu'un dirigeant tel que Lula, qui avait de nouvelles idées à mettre en œuvre (du moins à l'origine), se trouvait le mieux en mesure de les appliquer.

Cependant, les modes de recrutement des élites politiques exercent un effet de socialisation sur les nouveaux venus, le processus de compétition pour les postes de responsabilités relativement rares inculquant aux futurs dirigeants des manières de se comporter, qui leur assurent l'ascension dans la hiérarchie. Mais ces normes de comportement ayant été acquises, elles deviennent des normes de conduite pour ceux qui ont atteint le sommet. Ainsi, même si les élites et les critères d'accès à l'élite sont diversifiés, la connivence entre les différents segments de l'élite, « possesseurs du pouvoir, de la richesse et de la célébrité »<sup>223</sup>, l'emporte sur tous ce qui peut les séparer : cette *élite du pouvoir*, composée d'individus occupant des « postes-clés, des postes stratégiques dans les organisations essentielles de la société »<sup>224</sup>, s'appuie sur des positions institutionnelles et des capacités décisionnelles<sup>225</sup>.

Toutefois, il nous paraît difficile de parler d'une *conscience de classe* de cette élite, puisque le gouvernement Lula lui-même est composé d'individus n'ayant ni la même origine sociale ni le même niveau d'éducation. Il n'en reste pas moins que ce sont ces derniers qui s'emploient à trouver des solutions de compromis acceptables par les différents *partenaires sociaux* en présence. Il paraît alors sans doute plus souhaitable de qualifier le gouvernement

---

<sup>222</sup> R. Putnam, *The Comparative Study of Political Elites*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1976, pp.53-55.

<sup>223</sup> Charles Wright Mills, *L'Elite du pouvoir*, tr.fr., Paris, Maspero, 1969, p. 17.

<sup>224</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>225</sup> Il s'agit de « ces cercles politiques, économiques et militaires qui, dans un ensemble de coterie entrecroisées, partagent les décisions d'importance au moins nationale », *Ibidem*, p. 23.

Lula de *cartel des élites*, c'est-à-dire comme le résultat d'un processus de coalescence ou de fusion de différents segments de l'élite dirigeante.

Ce processus, qui trouve sa concrétisation notamment dans la fusion partielle entre l'Etat et la direction pétiste, tire son origine de l'oligarchisation progressive de cette dernière.

## **B. La formation d'une caste *étatico-partisane***

### **1. La loi d'airain de l'oligarchie**

Même dans des partis qui se vouent à la lutte pour une société égalitaire, l'application des principes démocratiques se heurte à des limites très nettes.

La nécessité de se donner une organisation solide et efficace pousse en effet les adhérents du PT à déléguer les responsabilités à une minorité active : l'ensemble des membres est obligé de lui faire confiance car il leur est impossible de participer à la gestion de l'organisation.

Ce *principe de délégation* et ses conséquences peuvent être abordés sous un angle tout à fait général : dès qu'un grand nombre d'individus doivent être rassemblés dans une organisation qui ait quelque efficacité, une *minorité dirigeante* émerge d'une façon ou l'autre et, qu'elle le veuille ou non, se détache peu à peu de la masse qu'elle est censée représenter ou guider.

Cette tendance à l'oligarchisation, notamment dans les partis sociaux-démocrates ayant vocation à édifier une société socialiste, peut être ramené au jeu d'un nombre réduit de variables. Tout d'abord, c'est l'installation dans la durée qui tout à la fois favorise et rend nécessaire la mise en place de structures formelles : « à l'origine, le chef n'est que le serviteur de la masse. L'organisation est fondée sur l'égalité absolue de tous ceux qui en font partie »<sup>226</sup>. Dès qu'il y a création d'une organisation destinée à durer, la vie organisationnelle a ses exigences propres qui sont liées à l'évolution du nombre de membres : les mesures visant à se prémunir contre l'oligarchisation ne sont applicables que sur une petite échelle, or le PT s'est développé dans une dynamique de parti de masse.

Dans une perspective d'expansion, la croissance est d'abord purement quantitative (le nombre de membres augmente). La massification de l'organisation suscite alors une

---

<sup>226</sup> Roberto Michels, *Les partis politiques*, Flammarion, Collection Champs, Paris, 1978, p. 28.

augmentation de la complexité organisationnelle et une diversification des relations entre ses membres.

En effet, « la spécialisation technique, cette conséquence inévitable de toute organisation plus ou moins étendue, rend nécessaire ce que l'on appelle la direction des affaires. Il en résulte que le pouvoir de décision, qui est considéré comme un des attributs spécifiques de la direction, est peu à peu retiré aux masses et concentré entre les mains des chefs seulement. »<sup>227</sup> Il s'ensuit également une formalisation des relations, les conditions structurelles suscitant des processifs cumulatifs conduisant inexorablement à un renforcement de la différenciation entre dirigeants et dirigés : « toute organisation solidement constituée, qu'il s'agisse d'un Etat démocratique, d'un parti politique ou d'une ligue de résistance prolétarienne, présente un terrain éminemment favorable à la différenciation des organes et des fonctions. »<sup>228</sup> Cette spécialisation fonctionnelle réduit automatiquement les possibilités de contrôle des instances dirigeantes par la base. Corrélativement, la distance sociale et psychologique entre dirigeants et dirigés augmente.

La tendance à la concentration du pouvoir et des responsabilités entre les mains d'une minorité, conséquence inattendue ou effet pervers de l'organisation, peut se résumer par le principe selon lequel « l'organisation a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée. »<sup>229</sup>

La variable nombre joue aussi un rôle important, du fait que certaines formes de vie en commun ne peuvent se réaliser « qu'en deçà ou au-delà d'une limite du nombre de leurs éléments [et que] certaines modifications purement quantitatives du groupe »<sup>230</sup> impliquent nécessairement certaines formes de vie en commun. Pratiquement, cela signifie que « des ordres socialistes ou proches du socialisme n'ont jusqu'à présent été réalisables que dans de tous petits cercles, mais qu'en revanche ils ont toujours échoué dans de grands cercles ». Ainsi, dans un groupe de grandes dimensions, tel que le PT voire l'Etat du Brésil, « les personnes, leurs fonctions et leurs exigences sont forcément différenciées. »<sup>231</sup>

Le PT, organisation de classe, horizontale au départ, a secrété une élite apte à négocier avec les représentants d'autres catégories sociales. Ceci a donné lieu à un *processus de*

---

<sup>227</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>228</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>229</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>230</sup> Georg Simmel, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, tr.fr. , Paris, PUF, 1999, p. 81.

<sup>231</sup> *Ibidem*, pp. 81-82.

*verticalisation*<sup>232</sup> du PT en ce sens que sa direction s'est élevée dans l'échelle sociale et a acquis son point de vue propre.

## 2. La confusion du personnel politique

La crise de l'Etat se manifeste à travers la crise de son personnel<sup>233</sup>, c'est-à-dire une crise de la bureaucratie d'Etat au sens large. En effet, ce personnel n'est pas un groupe social à côté ou au-dessus des gouvernés, il détient lui-même une position sociale et est à cet égard aussi divisé que ceux-ci. Cette position varie selon la place hiérarchique qu'occupe ce personnel, c'est-à-dire selon qu'il appartienne aux hautes sphères ou aux échelons intermédiaires et subalternes des appareils d'Etat. Cette place doit elle-même être distinguée de l'origine sociale de ce personnel, c'est-à-dire du milieu dont il est issu.

Nous pouvons toutefois considérer que ce personnel constitue néanmoins une catégorie sociale spécifique, possédant à travers ses décisions une unité propre, effet de la séparation de l'Etat et de l'économie et de sa relative autonomie à l'égard des classes dominantes, et qui renvoie au rôle propre de ce personnel dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'Etat. En raison de leur origine sociale même, l'intensification des divisions et contradictions au sein du bloc au pouvoir, la rupture des liens de représentation entre les gouvernés et leurs représentants politiques se répercutent au sein des hautes sphères de l'Etat.

Avec l'arrivée du PT au pouvoir, et par conséquent d'une partie de ses membres à des fonctions plus (au niveau du gouvernement proprement dit) ou moins (à un niveau plus strictement administratif) politiques, ceux-ci se sont trouvés face à une contradiction apparemment insoluble, à savoir comment concilier à la fois l'application des recettes politiques et économiques de leurs prédécesseurs tout en étant membres d'un parti qui, du moins au vu de ses textes fondateurs et des résolutions de son dernier congrès, n'a toujours pas rompu officiellement avec sa conception du *socialisme démocratique*.

Il semble que ce soit l'idéologie de l'Etat neutre, que nous avons évoqué plus haut, représentant de la volonté et de l'intérêt généraux, qui permette à ces nouveaux membres du personnel étatique de justifier aux yeux des autres et envers eux-mêmes le *continuisme luliste*.

---

<sup>232</sup> Henri Janne, « Un modèle théorique du phénomène révolutionnaire ? », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisation*, vol.15, numéro 6, pp. 1138-1154.

<sup>233</sup> Personnel politique, fonctionnaires des divers services de l'Etat (administration, justice, police, armée etc.).

Cependant, cette idéologie dominante véhiculée par l'Etat, qui en constitue le *ciment interne* et permet l'unité de son personnel, entraîne le fait qu' « à l'encontre de toute une série d'illusions, le seul basculement à gauche d'une partie du personnel de l'Etat ne peut suffire, loin de là, à la transformation du rapport Etat-masses populaires.[De plus]la solution à ce problème ne réside pas non plus dans le simple remplacement du personnel de l'Etat, soit sous la forme d'occupation des postes clés de l'Etat par des militants “dévoués à la cause” des masses populaires, soit, sous la forme plus prosaïque, de démocratisation du recrutement de ce personnel en faveur d'agents d'origine de classe populaire. »<sup>234</sup>

Or la majorité du PT a depuis longtemps abandonnée l'idée selon laquelle il n'y a pas de transformation radicale de la société sans rupture de l'Etat et de ses organes, ou encore que si l'Etat n'est pas brisé, il y a changement de gouvernement, de personnel politique, de constitution ; il y a *coup d'Etat*, il n'y a pas révolution.<sup>235</sup>

---

<sup>234</sup> Nicos Poulantzas, « Le personnel de l'Etat », in *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Quadrige / PUF, Politiques, 2<sup>ème</sup> édition, 1981, pp. 170-174.

<sup>235</sup> M. Liebman, *Le léninisme sous Lénine, Tome 2 : L'épreuve du pouvoir*, Editions Seuil, Collection Esprit, Paris, 1974.

## Section 2. Le consensus pour vertu

Le paradoxe frappant de la société brésilienne peut être résumée au fait qu'alors que le PT détient désormais un pouvoir politique important, le pouvoir économique lui manque.

### I. La cristallisation réformiste

La révolution politique partielle qui a eu lieu au Brésil n'a en effet pas été suivie d'une révolution sociale qui aurait modifié en profondeur la structure de domination : sa base économique, la propriété privée des moyens économiques, est restée inchangée, c'est-à-dire que le nouveau gouvernement, majoritairement pétiste, n'a pas impulsé de réformes radicales de structure ou de fonctionnement.

#### A. Le caractère centriste du PT

##### 1. Un opportunisme conjoncturel ? la dynamique de la solidarité interne

C'est en partie la solidarité interne qui a empêché, par son unanimisme, que les inégalités et les divergences au sein du PT ne soient réellement abordées et réglées par des débats francs et ouverts ; elle y a substitué un radicalisme qui masque cette lacune. C'est d'autant plus frappant depuis que ce parti a accédé au pouvoir fédéral.

On peut ainsi faire une ligne de partage très nette entre deux mentalités faisant office d'idéologies au sein du PT :

D'un côté, l'orientation pragmatique, rodée dans les tactiques de la révolution institutionnelle, soucieuse d'efficacité mais marquée par un rejet des questions de principe, qui est semble être le fait du courant majoritaire (la tendance *luliste*).

De l'autre, l'orientation fondamentaliste, dont l'approche moraliste se traduit surtout par sa tendance à prendre toute déclaration à la lettre, refusant le moindre hiatus entre les mots et le comportement réel, et qui semble être l'apanage de la *gauche radicale* du PT.

Cependant, du fait de la participation de certains de ces radicaux au gouvernement, cette ligne de partage auparavant structurante du PT tend à s'estomper. La conséquence la plus spectaculaire en est que certaines de ces tendances situées à l'extrême gauche du PT

n'ose plus adresser de critiques à Lula, chose qu'elles ne se privaient pas de faire avant son élection (et même durant la campagne électorale !), du fait que certains de ses membres siègent désormais dans son gouvernement.<sup>236</sup>

Cette nouvelle sous-détermination idéologique peut toutefois s'interpréter comme le masque superficiel d'une sur-détermination originale, à condition d'accepter l'hypothèse que les traits communs à la plupart des membres du PT constituent à une leur tour une véritable idéologie, qui n'attendrait que le moment propice pour réapparaître. Cette particularité pourrait correspondre au style et à la composition du PT, sorte de coalition lâche regroupant des courants venus d'horizons très divers.

## 2. Un opportunisme structurel ! la nature du *Labor Party*

Constitué comme expression politique des aspirations des exploités, dont le slogan originel fut « tous les autres partis sont bourgeois, votez travailleur »<sup>237</sup>, le PT se définit comme « parti de masse large et ouvert, basé sur les travailleurs des villes et des campagnes » contre ceux qui en son sein voulaient qu'il se présente comme le *parti de toute de la société*.

Cependant, dès son origine, d'anciens *pelagos*<sup>238</sup> et des chrétiens *sociaux*, *progressistes* ou *réformateurs* se sont insérés dans le processus de sa formation, faisant du PT un parti non pas révolutionnaire, mais réformiste. Il n'en reste pas moins que ce parti des travailleurs a pour vocation d'être un parti ouvrier indépendant, un *Labor Party* constitué de diverses tendances, certaines réformistes, d'autres révolutionnaires.

Pour ces dernières, et notamment pour celles se réclamant du trotskysme, qui ont joué un rôle non négligeable dans la constitution du PT<sup>239</sup>, la perspective politique était la transformation de ce parti en un parti ouvrier révolutionnaire<sup>240</sup>.

---

<sup>236</sup> L'exemple le plus frappant est le ton *modéré* qu'a adopté, notamment à travers ses déclarations, la tendance Démocratie Socialiste, qui se réclame du trotskysme, du fait de la nomination de M. Rosetto, un de ses principaux dirigeants, au ministère de la réforme agraire. Nous y reviendrons.

<sup>237</sup> Slogan de la campagne électorale de 1982.

<sup>238</sup> Littéralement *tapis de selle*, c'est ainsi que les travailleurs brésiliens nommaient les dirigeants des syndicats officiels. Ce terme correspond approximativement à l'expression péjorative *jaunes*, employée dans le milieu ouvrier français pour désigner les *traîtres* de la classe ouvrière, et plus particulièrement ceux qui venaient travailler alors que leurs camarades étaient en grève, accusés de vouloir briser cette dernière.

<sup>239</sup> Léon Trotsky, dans les nombreuses discussions qu'il a eues dans les années 1937-1938 avec des militants américains, insistait notamment sur le fait que « la question du Labor Party n'a jamais été une question de "principe" pour les marxistes révolutionnaires [qui partent toujours] de la situation politique concrète et des tendances concrètes de son développement », et qu'un tel parti se justifiait en ce qu'il constituait « le premier pas dans l'éducation politique ». Il précise que « de par sa nature même, le Labor Party ne peut conserver sa signification progressiste que le temps d'une période de transition relativement brève. », cité dans *Combattre pour le Socialisme*, numéro 10 (92), décembre 2002.

L'analyse trotskyste paraît dans ce cadre non dépourvue d'intérêt, en ce qu'elle nous donne à penser que le PT a affirmé davantage son réformisme, c'est-à-dire une « attitude politique ayant pour objectif la modification des institutions sociales, économiques et politiques en utilisant les procédures et les moyens légaux et en procédant par paliers successifs non brutaux »<sup>241</sup>, sans que ne s'en dégage ou cristallise une fraction significative combattant sur et pour le programme de la révolution prolétarienne. Certains événements, qui se sont déroulés après la formation du gouvernement Lula, tel que l'exclusion de plusieurs membres se réclamant du trotskysme, semblent corroborer la théorie selon laquelle « naturellement, il peut se cristalliser en un parti réformiste et un qui nous exclurait ! Mais nous serons une partie du mouvement. »<sup>242</sup>

Le PT a ainsi confirmé son caractère *centriste* en déclarant officiellement qu'il considérerait la *démocratie bourgeoise* comme une valeur universelle<sup>243</sup>, en même temps que ses liens avec la II<sup>ème</sup> Internationale devenaient de plus en plus étroits.

Ce qualificatif de centrisme, qui « évoque souvent l'importance du centre dans les “combinaisons politiques”, ayant donc vocation à constituer des majorités en s'alliant tantôt à la gauche tantôt à la droite, sans vraiment s'attacher aux clivages idéologiques fondamentaux »<sup>244</sup>, est un mot d'une rare ambiguïté que nous emploierons dans un sens géométrique : qualifier de centriste le PT, c'est l'analyser ici comme hésitant constamment entre la réforme et la révolution, le conflit et le consensus, c'est-à-dire situé à égale distance entre ces deux pôles mais choisissant l'un ou l'autre selon la conjoncture.

## **B. Le ministérialisme**

### **1. Du conflictualisme au consensualisme**

La plus ou moins grande aptitude à se soumettre aux procédures de sélection doit être mise en rapport avec les motivations des futurs membres de l'élite politique à atteindre les postes de direction les plus élevés. Ainsi, pour Lasswell les motivations des uns et des autres

---

<sup>240</sup> L. Trotsky ajoute « je ne dirais pas que le Labor Party est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. », *ibidem*.

<sup>241</sup> Charles Debbasch et Yves Daudet (dir.), *lexique de politique*, Dalloz, 1988, p. 346.

<sup>242</sup> Élément de la discussion de L. Trotsky avec des militants américains, *Combattre pour le Socialisme*, numéro 10 (92), décembre 2002.

<sup>243</sup> Déclaration issue du congrès du PT tenu du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1991 à São Paulo.

<sup>244</sup> Alain Gélédan (dir.), *Dictionnaire des idées politiques*, Edition Sirey, 1998, p. 55.



sont d'ordre privé, sont appliquées à des objets publics et sont ensuite rationalisées en termes d'intérêt général<sup>245</sup>.

Les motivations personnelles sont cependant inséparables d'une certaine conception du monde qui leur donne un sens. Les idées générales concernant le fonctionnement de la société jouent un rôle à cet égard. Il est possible de se fonder sur une image essentiellement conflictuelle du monde, comme le faisait Lula au moment de la fondation du PT, ou au contraire sur une représentation harmonieuse : la manière de concevoir les processus de prises de décisions et d'y participer en dépend étroitement.

Les conflictualistes considèrent ainsi qu'il n'est pas possible de favoriser certains intérêts sans en sacrifier d'autres, ils sont psychologiquement et idéologiquement préparés à effectuer ce choix. Le plus fréquemment, les dirigeants orientés vers le conflit se considèrent comme les représentant et les défenseurs de groupes longtemps défavorisés dont les intérêts doivent avoir priorité sur d'autres.

Les consensualistes au contraire sont d'avis que le sens politique doit précisément permettre de surmonter les conflits d'intérêt et d'aboutir à des solutions qui satisfassent tout le monde. Ces dirigeants, qui cultivent une conception harmonieuse de la réalité sociale, tendent à penser que toute revendication particulariste porte tort à ce qu'il tiennent pour l'intérêt général, intérêt général qui est en réalité souvent l'intérêt de groupes longtemps dominants qui tendent à universaliser, le plus souvent en toute bonne foi, leurs conceptions et leurs intérêts propres.

Il semble que la vision du monde de Lula ainsi que des membres pétistes de son gouvernement, ait ainsi évoluée dans le sens d'une recherche du compromis, comme nous avons déjà pu le faire remarquer, faisant évoluer la configuration politique brésilienne de la désunion vers l'unité consensuelle, du fait de la convergence de ses élites.

Ce revirement idéologique peut sans doute s'expliquer par le fait que le PT, autrefois en compétition conflictuelle avec les autres partis (surtout ceux qualifiés de droite), a découvert les avantages d'une large coalition lui permettant de mobiliser l'appui électoral d'une majorité stable d'électeurs et de protéger ainsi leurs intérêts contre des factions hostiles ou dissidentes, en contrôlant le pouvoir exécutif.

C'est comme si les défaites électorales successives avaient convaincu l'élite minorisée dirigeant le PT que pour éviter l'exclusion permanente du pouvoir, il leur fallait modérer leurs positions politiques et idéologiques pour s'assurer une large assise électorale.

---

<sup>245</sup> Harold D. Lasswell, *Power and Personality*, New-York, W.W. Norton, 1948.

Une telle modération a ainsi pu combler peu à peu le fossé idéologique qui caractérise les élites désunies, toutes les factions en présence atteignant progressivement un consensus en ce qui concerne les règles du jeu et la valeur des institutions existantes tout en poursuivant leur compétition sur la base d'un *esprit partisan modéré*.

## 2. De l'exercice du pouvoir

L'élection de Lula représente une révolution politique limitée, que la formule de l'exercice du pouvoir, opposée à celle de la conquête du pouvoir, permet d'expliquer.

En effet, « l'exercice du pouvoir se place avant la révolution : c'est le cas où un parti socialiste quelconque se trouve par le jeu normal des institutions démocratiques dans les mêmes conditions formelles où se trouverait à sa place tout autre détenteur du pouvoir légal. Le PS exerce alors le pouvoir légal conformément aux institutions qui le régissent dans le cadre du régime social tel qu'il existe, c'est-à-dire dans le cadre du régime capitaliste.

La conquête du pouvoir, c'est tout autre chose, c'est un acte révolutionnaire. La conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière est un acte révolutionnaire en ce sens que nous la considérons comme la condition préalable et indispensable de la transformation révolutionnaire du régime social. C'est la condition nécessaire et préalable de la transformation sociale, mais elle n'en est pas la condition suffisante. La conquête révolutionnaire du pouvoir qui conditionne la transformation sociale, c'est-à-dire la révolution, n'est pas par elle-même et à elle seule la révolution : elle n'est la révolution que dans la mesure où elle aura permis la transformation révolutionnaire qui ne peut pas s'accomplir sans elle. Si par hypothèse, dans un pays donné, la classe ouvrière s'empare de la totalité du pouvoir politique, fut-ce par la force, si elle est maîtresse absolue du pouvoir de l'Etat, et si cependant cette maîtrise de l'Etat ne lui permet pas, en raison d'obstacles d'ordre économique ou d'autre, d'opérer la transformation révolutionnaire, alors la révolution n'aura pas été accomplie et la conquête révolutionnaire du pouvoir n'aura pas abouti [...]. Il y a révolution sociale quand la conquête du pouvoir a abouti à la transformation sociale, c'est-à-dire lorsque le régime juridique de la propriété a été détruit et a été remplacé par un régime différent. »<sup>246</sup>

A la manière de Léon Blum, les dirigeants pétistes considèrent, consciemment ou non, que leur action est limitée par de strictes conditions qu'il ne leur appartient pas de dépasser,

---

<sup>246</sup> Léon Blum, « Exercice et conquête du pouvoir », publié dans *L'œuvre de Léon Blum. Naissance de la IVème République. La vie et la doctrine du Parti socialiste, 1945-1947*, Paris, Albin Michel, 1958, pp. 428s.

du fait qu'il ne peut y avoir de confusion entre l'exercice du pouvoir en régime capitaliste et la conquête du pouvoir<sup>247</sup>. Dans cette optique, le PT, arrivé au pouvoir démocratiquement, n'a pas le droit d'en user révolutionnairement, ou alors il y aurait de sa part comme une *escroquerie*. La venue au pouvoir de Lula pouvait ainsi être considéré comme une expérience au sens le plus précis du terme, à savoir déterminer ce qu'il est possible d'extraire de réformes sociales du régime capitaliste tel qu'il est, tout en sachant sans doute, à la différence des masses, que cette expérience n'aurait qu'un résultat limité.

En ce sens la direction pétiste et le courant majoritaire du PT peuvent être qualifiés de réformistes, ce qui ne signifie pas qu'ils se satisfassent du régime présent ou qu'ils se contentent de menues retouches, mais que, puisqu'ils ne possèdent pas le secret de la société nouvelle, ils s'interdisent de jeter par terre le régime présent et d'en construire un autre, de toutes pièces, et ex nihilo. Il s'agit de procéder graduellement, par retouches successives. En analysant avec précision les rouages de la machine sociale, il faut voir ce qui a le plus besoin être changé et le changer sans que la machine s'arrête. De ce point de vue, tous les partis politiques, même révolutionnaires, font du réformisme, même quand une phraséologie révolutionnaire couvre cette pratique.

Ce réformisme de la bureaucratie pétiste, tient à l'essence même de la bureaucratie, qui ne réside pas seulement dans la paperasserie, mais surtout dans la manière dont elle résout les problèmes. Ainsi, elle ne les résout pas par un échange ouvert d'opinions, ou par les efforts de tous ceux qui concernés, mais par des décisions formelles prises dans les institutions centrales par une seule ou un très petit nombre de personnes et transmises toutes faites vers le bas, tandis que les personnes intéressées sont souvent complètement exclues.

## II.. Le réveil des antagonismes, une situation explosive

La recherche permanente du consensus que nous avons pu observer nous permet de qualifier le nouveau régime brésilien d'*hypothético-autoritaire* ou de démocratie autoritaire, dans la mesure où le gouvernement Lula tend à représenter « une forme de gouvernement qui

---

<sup>247</sup> Distinction formulée au Congrès de La Bellevilloise, le 10 janvier 1926 : « je ne suis pas légalitaire en ce qui concerne la conquête du pouvoir, mais je déclare catégoriquement que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. », reproduite in Georges Lefranc, *Visages du mouvement ouvrier français*, Jadis-Naguère-Aujourd'hui, PUF, 1982, p. 142.

interdit l'expression publique d'un *dissensus* »<sup>248</sup>, c'est-à-dire d'un désaccord ou d'une opposition .

S'il ne l'interdit pas, il encourage néanmoins sa disparition, ce qui ne va pas sans une politisation des conflits jusque là cantonnés à la sphère socio-économique.

### A. Un autoritarisme tendanciel

L'orientation anti-démocratique en Amérique latine de régimes nationaux-populaires souvent semblables au bonapartisme français, qui en appelait à la fois au peuple contre des minorités puissantes et à un élargissement de la vie politique par-dessus des partis identifiés à une classe politique, semble avoir fortement imprégné les gouvernements brésiliens successifs, et le gouvernement Lula ne semble pas échapper à cet héritage.

#### 1. Hyperprésidentialisme et leader personnaliste

Comme le montre Alain Touraine, au Brésil, le plus grand obstacle à la démocratie ne fut pas le patrimonialisme traditionnel mais le *personnalisme* de la vie politique qui s'appuyait sur la référence à une essence nationale, régionale ou même ethnique, contre la massification. Les dirigeants politiques n'attirent plus alors parce qu'ils seraient représentatifs, encore moins parce qu'ils auraient des compétences professionnelles, mais bien au nom de leur *attraction personnelle*, parce qu'ils jouent le rôle d'intermédiaires entre *les gens* et le monde lointain, mystérieux, hostile, du pouvoir. On a parlé ici de leaders charismatiques, mais pour l'auteur cette expression est peu adéquate.

En effet, le charisme est l'identification d'un leader ou d'un personnage avec des valeurs communautaires, en particulier religieuses. Au contraire, « le leader personnaliste est un intermédiaire entre des individus définis en termes non sociaux et politiques et le monde des privilèges et du pouvoir »<sup>249</sup>. La force de ce leader populiste repose sur « la conscience partagée par la plupart, d'un conflit infra-politique qui n'oppose pas des groupes sociaux ou des forces politiques entre eux, mais le système au peuple, défini lui-même comme un ensemble d'individus. »

---

<sup>248</sup> Philippe Braud, *Sociologie politique*, LGDJ, manuel, quatrième édition, 1998, p. 570.

<sup>249</sup> Alain Touraine, *La parole et le sang*, Politique et société en Amérique latine, Editions Odile Jacob, mars 1988.

On lui préférera toutefois la notion d'*hyperprésidentialisme*<sup>250</sup>, qui permet en partie d'expliquer la tendance au bonapartisme que semble développer le gouvernement Lula, et plus particulièrement le président lui-même. En effet, les principaux aspects institutionnels de cette notion sont la personnalisation du pouvoir par le président ; le renforcement des rôles technocratiques stratégiques dans le choix et l'implantation des politiques publiques, spécialement, mais pas uniquement au niveau économique ; la faible autonomie ou la passivité du Congrès ; le transfert des responsabilités vers les niveaux provinciaux et municipaux, mais sans que la décentralisation fonctionnelle soit accompagnée d'une décentralisation équivalente de ressources ; l'affaiblissement du pouvoir judiciaire, tant au niveau des tribunaux supérieurs qu'aux niveaux inférieurs d'application de la loi.

En réalité, c'est de l'essence même de la démocratie que tombe, avec tout le poids d'une force irrésistible un *vœu général* sur les volontés particulières, qui justifie cette force par le concours de ces mêmes dernières. Or, « loin que le peuple soit seul auteur des lois, il ne lui est même pas permis de se prononcer sur les plus générales, qui affectent le plus profondément son existence [...]. Tandis qu'il [le Pouvoir démocratique] proclame la souveraineté du peuple, il la resserre exclusivement au choix de délégués qui en auront l'exercice plénier. Les membres de la Société ne sont citoyens qu'un jour. »<sup>251</sup>

Cette *démocratie totalitaire* se caractérise par le fait que « les élections ne sont plus qu'un plébiscite par lequel tout un peuple se remet entre les mains d'une équipe »<sup>252</sup>.

## 2. La tentation bonapartiste

« La difficulté à maîtriser les fluctuations économiques et les crises dans des marchés globalisés, le sentiment de vulnérabilité qui s'étend à des couches chaque fois plus nombreuses, la crise ou la disparition de tous les instruments et mécanismes de régulation traditionnels font que l'Amérique latine vit ce qu'Olivier Dabène a appelé *la démocratie dégradée*. »<sup>253</sup>.

Ainsi, la politique libérale et parlementariste a été mise brutalement en marge dans un pays tel que le Brésil où triomphait la démocratie plébiscitaire militaire, c'est-à-dire le

<sup>250</sup> Cavarozzi Marcelo, « Modelos de desarrollo y participacion politica, Santa Fe (Argentina), Revista Universitaria Semestra, *Estudios Sociales*, ano IX, numéro 16, premier semestre de 1999, p. 133.

<sup>251</sup> Bertrand de Jouvenel, *Du pouvoir, Histoire naturelle de sa croissance*, Les éditions du cheval ailé, Constant Bourquin, Editeur, Genève, 1947, p. 320.

<sup>252</sup> *Ibidem*, p.337.

<sup>253</sup> Georges Couffignal, « L'Amérique Latine, entre démocratisation et mondialisation », in Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet (dir.), *RAMSES 2002, « Les grandes tendances du monde »*, Dunod, 2001.

bonapartisme. En effet, elle apparaissait trop directement comme la défense d'une élite dirigeante qui considérait les affaires de l'Etat comme ses affaires privées et voyait dans le parlement un club de descendants des bonnes familles où les liens de parenté et d'amitié étaient plus importants que l'opposition de partis qui servaient plus à faire fonctionner le Parlement qu'à représenter des intérêts.

« Le Brésil, malgré le poids des traditions et de l'ordre établi par l'Empire n'a pas échappé à la crise de l'oligarchie et au débordement du parlementarisme par un présidentialisme allant de la démocratie plébiscitaire à l'autoritarisme pur, mais préoccupé presque toujours d'organiser, en la contrôlant, l'incorporation au système politique des nouvelles classes moyennes et de nouveaux éléments des classes populaires. »<sup>254</sup>

Du fait de la représentation et du sentiment répandu de vulnérabilité sociale, les discours populistes et des formes modernes de *césarisme démocratique* ont ainsi fait leur retour sur le devant de la scène politique brésilienne : les populations désenchantées, n'ayant plus confiance dans les partis, cherchent à s'en remettre à un *outsider* paré de toutes les vertus.

Le nouveau président, paré de toutes les vertus, ancien ouvrier converti au costume des élites, incarne ainsi *l'homme providentiel* qui devait résoudre tous les problèmes, le dirigeant *bonapartiste* à la sauce brésilienne qui devait opérer « la conjonction entre d'une part le souci de *défense sociale* c'est-à-dire l'aspiration à l'ordre<sup>255</sup> et d'autre part la prise en compte de l'irruption – canalisée sans doute mais réelle – des masses populaires sur la scène politique. »<sup>256</sup>

La pratique du suffrage universel met en évidence son aptitude à mobiliser efficacement, pour un temps du moins, une symbolique populiste. Ce faisant, se trouve facilité un apprivoisement du recours au peuple dans une direction qui n'effraie plus les possédants ; en même temps, cela permet à l'Etat brésilien dont la légitimité se trouve renforcée, d'accompagner les mutations économiques.

---

<sup>254</sup> Alain Touraine, *La parole et le sang*, op.cit., p. 316.

<sup>255</sup> A ce sujet, nous pouvons rappeler l'accord passé par Lula, alors candidat à la présidence, avec le FMI, l'engageant à respecter les accords pris par ses prédécesseurs vis-à-vis de cette institution.

<sup>256</sup> Guy Hermet, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF, 1983, pp. 69s.

## B. La nouvelle dialectique des conflits

### 1. La neutralisation-pacification des conflits

Les représentants sont des instruments politiques à double tranchant : tantôt fonctionnant pour l'intégration à l'Etat, tantôt aidant à la lutte contre cette intégration.

En effet, les forces qui combattent l'intégration, les contre-pouvoirs, peuvent aussi se dire représentatifs soit d'une majorité en formation soit d'une minorité dont il faut tenir compte. C'est ainsi que ces forces entrent en scène, ce qui les menace de neutralisation, si elles ne bouleversent pas cette scène qui les accepte et semble les tolérer.

Le statut de la représentation de l'Etat moderne manifeste ainsi son ambiguïté, qui d'ailleurs justifie l'existence d'un tel *statut*. Ou bien il y a représentation et représentativité admises, et la société civile se représente dans l'Etat à la suite d'un vaste processus, l'Etat devenant la représentation de la société entière. Il comprend non seulement l'ensemble des représentants avec la société politique, mais l'ensemble représentés-représentants-représentation.

S'il n'y a pas un tel code, la représentation s'effondre et avec elle l'Etat. L'effondrement a lieu soit vers l'en deçà (disparition de la société, de la nation, du peuple) soit vers l'au-delà de la représentativité (la question sociale avec sa problématique neuve qui peut aller jusqu'à l'invention de formes nouvelles).

Avec l'arrivée du PT au pouvoir, semble se vérifier l'hypothèse selon laquelle toute institution, y compris le parti politique le plus révolutionnaire au départ, dès qu'elle ne tend plus qu'à persévérer dans son être, prend un caractère conservatif. C'est ainsi que les institutions s'opposent au changement, surtout à celui qui viendrait *d'en bas*. Le blocage institutionnel est le résultat normal de l'institutionnalisation, et le discours institutionnel, c'est-à-dire officiel, rend effectif et manifeste le blocage, en même temps qu'il cherche à le faire accepter.

Comme nous l'avons vu, le projet politique du PT, désormais parti social-démocrate, se marque d'abord à ce qu'il reconnaît et accepte dans la société la pluralité des intérêts, la coexistence de divers acteurs. « La social-démocratie est le parti du compromis entre les classes, c'est-à-dire d'abord entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Dans le domaine politique la social-démocratie prend en compte les conflits et tente de les gérer, c'est-à-dire non pas tant de les résorber que de conduire à des arrangements entre les diverses parties. Gérer un conflit implique à la fois qu'on le maintienne parce que dans son fond il est

irréductible, en même temps qu'on évite sa transformation en affrontement ouvert et violent. »<sup>257</sup> Or, « dans une certaine mesure, la social-démocratie est sans doute la plus apte à atténuer les difficultés économiques – à gérer la crise –, forte d'un enracinement ouvrier et populaire, elle peut plus facilement faire admettre par les travailleurs une politique stricte des salaires, condition de maîtrise de l'inflation. »<sup>258</sup>

Le PT, mode spécifique de gestion sociale, permet à la classe ouvrière structurée et organisée en parti de passer un compromis économique afin de sauvegarder à tout prix la démocratie et le pluralisme, mais avec son accession au pouvoir central il joue surtout un rôle de neutralisateur social, du fait de la relation organique qui le lie depuis toujours aux mouvements sociaux.

Le choix qu'a fait le PT en faveur de la démocratie s'explique ici parce qu'elle assure la paix sociale, elle évite « les coups de mains, les révolutions d'accident et d'aventure »<sup>259</sup>, elle exprime le conflit dans une langue pacifiée et empêche qu'il ne parle l'ultime langage de la lutte : la violence<sup>260</sup>. La social-démocratie, qui se méfie de l'action spontanée des travailleurs, a prévu toute une série de procédures pour permettre de contrôler le lancement d'une grève par exemple, mais sans que son action ne soit limitée à l'intervention de l'Etat.

Ne voir dans le PT qu'une nouvelle machine électorale ayant pour seul but d'investir l'Etat par son sommet, c'est-à-dire de placer des pétistes à tous les postes administratifs importants, c'est négliger le côté décisif de l'encadrement de la masse des travailleurs.

En effet, son lien avec la classe ouvrière apparaît à la fois comme l'outil privilégié qui permettrait de sortir de la crise, et comme ce qu'il risque de briser, perdant au moins partiellement la confiance des travailleurs à vouloir leur faire accepter une certaine austérité.

## 2. La politisation des attentes sociales.

« Sans une pression *par en bas* des mouvements populaires, des organisations ouvrières et paysannes, des classes subalternes comme contrepoids à la pression *par en haut* de l'Empire Nord-américain et des classes privilégiées, la bataille pour un changement de route sera perdu. »<sup>261</sup>

---

<sup>257</sup> *La social-démocratie ou le compromis*, op.cit., p. 184.

<sup>258</sup> *Ibidem*, p. 190.

<sup>259</sup> Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, Editions 10/18, p. 228.

<sup>260</sup> Il convient ici de souligner le rôle des chrétiens progressistes membres du PT, qui peuvent percevoir le conflit comme un dysfonctionnement ou un mal déplorable.

<sup>261</sup> Michael Löwy, in *Le Brésil de Lula*, op.cit.



Or, pour les secteurs les plus militants du mouvement social, il ne fallait pas *attendre* que le gouvernement résolve les problèmes. C'est dans cette optique que le MST poursuivait et poursuit ses occupations de terre et sa mobilisation en faveur de la réforme agraire : « notre rôle comme mouvement social c'est de continuer à organiser les pauvres des campagnes, leur donner la conscience de leurs droits et les mobiliser pour qu'ils luttent pour des changements. Nous maintiendrons la nécessaire autonomie par rapport à l'Etat, mais nous allons coopérer en tout ce qui sera possible avec le nouveau gouvernement, pour que soit réalisée la réforme agraire à laquelle nous rêvons depuis si longtemps. »<sup>262</sup>

Cependant, les antagonismes et conflits d'intérêt ne sont constitutifs d'enjeux politiques qu'à la condition d'être portés sur la scène politique, pris en charge par les acteurs qui s'y affrontent. Aucun problème n'est en soi politique, mais n'importe lequel peut le devenir sous certaines conditions de pertinence culturelle et institutionnelle, notamment avec l'accroissement des capacités effectives d'interventions de l'Etat vis-à-vis de préoccupations auparavant non considérées comme relevant de son domaine d'action.

Or, si le PT, « parti de création extérieure »<sup>263</sup>, c'est-à-dire né en dehors du cycle électoral et parlementaire, à l'initiative de groupements divers, collaborait durablement et étroitement, sur un pied d'égalité, avec ces derniers<sup>264</sup>, le risque était grand pour ces groupes de se laisser enfermer « à l'intérieur de contraintes résultant des pressions contradictoires qui s'exercent sur tout gouvernement, fut-il élu avec la voix des travailleurs »<sup>265</sup>, comme ce fut le cas du gouvernement Lula. Il s'agissait pour eux de ne pas limiter leur action dans le cadre d'un gouvernement, même établi par des amis politiques, puisque c'est par le déploiement en toute liberté de leur action, qu'indirectement mais efficacement, le syndicalisme (et les groupes de pression en général) pèse sur l'orientation et l'activité des formations politiques. L'enjeu majeur à l'issue des présidentielles de 2002 était donc la question de l'attitude qu'allait adopter ces groupes fortement liés au PT à l'égard du nouveau gouvernement à majorité pétiste.

Ainsi, comme nous avons déjà pu l'observer, l'arrivée du PT au pouvoir fédéral a permis une plus grande ouverture *institutionnelle* aux revendications des groupes concernés, une amélioration de la pratique de la consultation ouvrant un nouveau canal d'accès aux

---

<sup>262</sup> Résolution du MST du 8 novembre 2002.

<sup>263</sup> Maurice Duverger, *Les partis politiques*, première édition 1951, septième édition 1969, p. 116. Le PT se distingue des partis engendrés dans ce cycle par son caractère plus centralisé, une discipline et une cohérence plus forte, la prépondérance non des élus mais des dirigeants internes et un peu de détachement voire de défiance envers le jeu parlementaire.

<sup>264</sup> Principalement avec la CUT et le MST, groupement de conditions.

intérêts qu'ils entendent représenter. Cependant, celle-ci a pu entrer en conflit avec la fonction de *contestation* que certains de ces groupes (ou de ses membres) entendaient exercer. Cette tension entre participation et contestation leur posait un problème constant (leurs dirigeants étant parfois condamnés par leur base de mener une politique d'*intégration*), qui semble s'être résolu avec l'entrée des revendications sur l'espace public et politique.

En réalité, si ces groupes de pression exercent certes une fonction *manifeste*<sup>266</sup> de revendication voire de contestation, ils exercent aussi une fonction *latente*<sup>267</sup>, d'intégration: de façon indirecte et inattendue, ils servent le système établi, en canalisant les flux revendicatifs, ainsi dépouillés de leurs virtualités révolutionnaires.

Ce *dilemme contestation-intégration* explique l'ambivalence des luttes sociales brésiliennes, entraînant parfois une distorsion entre le sommet et la base, du fait de la *modération* des dirigeants, portés à accepter une politique contractuelle de négociation périodique avec le patronat et le gouvernement, privilégiant les satisfactions *quantitatives* aux revendications *qualitatives*.

La crise politique se manifeste du côté des classes dominées par une intensification considérable de leurs luttes, une politisation de ces luttes et une modification du rapport de forces entre bloc au pouvoir et classes dominées, des fissures dans les rapports du bloc au pouvoir et des classes-appuis et l'émergence de celles-ci dans le champ politique comme forces sociales effectives, une crise idéologique qui met en cause à la fois le *consensus* des classes dominées au pouvoir des classes dominantes et leur représentation biaisée par les appareils d'Etat, une accentuation de leur organisation politique autonome et un poids accru de leurs organisations propres.

---

<sup>265</sup> André Jeanson, « Rapport au 35ème congrès de la CFDT sur la question des rapports partis-syndicats », Revue *Syndicalisme*, février 1970, numéro spécial 1279A, p.54.

<sup>266</sup> « Les fonctions manifestes sont les conséquences objectives qui, contribuant à l'ajustement ou à l'adaptation du système, sont comprises et voulues par les participants du système », Robert K. Merton, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, 1965, pp.128s.

<sup>267</sup> « Les fonctions *latentes* sont corrélativement celles qui ne sont ni comprises ni voulues », *Ibidem*.

## **Titre 2- Lutte de classes ou altermondialisation : le PT au bord de l'implosion**

### **Chapitre 1- Vers un modèle d'intégration corporatiste**

#### **Section 1- L'expérience de la démocratie participative au Brésil**

Si lorsque le Frente popular est arrivé au pouvoir à la mairie de Porto Alegre en 1989, personne n'imaginait que le budget participatif deviendrait le symbole de sa gestion<sup>268</sup>, « les réalisations positives du PT dans un certain nombre de villes brésiliennes montrent bien aussi qu'elles ont été le fruit d'efforts considérables, ayant rencontré des oppositions parfois très dures de la part des classes sociales qui n'acceptaient pas de partager leurs privilèges »<sup>269</sup>.

##### **I. De la délibération à la décision : un désastre annoncé ?**

Cependant, malgré les efforts de l'administration populaire de Porto Alegre, les tensions se sont faites de plus en plus fortes entre les militants du PT, parti hégémonique du Frente popular, et l'exécutif municipal, dès les premières expériences de budget participatif. « Un véritable déphasage s'est ainsi opéré entre les membres du PT au sein de l'exécutif et les militants pétistes hors de l'administration, qui ne retrouvaient pas les engagements idéologiques du PT dans les actes de celui-ci désormais au pouvoir »<sup>270</sup>.

---

<sup>268</sup> A ce sujet, signalons l'article de Pedro Jacobi, « Brésil, succès et limites des pouvoirs progressistes locaux, les mairies du PT », in *Problèmes d'Amérique latine*, numéro 13, avril-juin 1994.

<sup>269</sup> François Houtard (dir.), « Pouvoirs locaux et décentralisation », *Alternatives Sud*, volume IV, l'Harmattan, Paris, 1997, pp.9-10 et 11-12.

## A. Le mythe participatif

### 1. L'idéal du modèle habermassien<sup>271</sup>

« Au Brésil et dans toute l'Amérique, la participation populaire n'est publicisée que lorsque cela intéresse les élites »<sup>272</sup>, ce qui explique que les initiatives du gouvernement municipal de Porto Alegre allant dans le sens de la promotion de l'idée de démocratie participative ont été amplifiées par l'ensemble des secteurs présents à la conférence de novembre 1999, dont la Banque mondiale !

Or, selon J. Habermas, une raison est à l'œuvre dans toute relation de communication, une *pragmatique universelle*. Ainsi, la vérité à laquelle font implicitement appel les locuteurs qui tentent de justifier leurs actions n'est pas extérieure mais consubstantielle à l'intervention langagière elle-même. Cette réflexion l'amène à promouvoir une règle procédurale visant à l'universalisation des normes par le détour de discussions pratiques, tout en développant une *éthique de la discussion*. En effet, Habermas considère que tout doit être fait pour élargir les principes de *l'agir communicationnel*, selon lesquels c'est aux discussions et aux arguments qu'il appartient de refonder les rapports sociaux au maximum de participants, ce qui semble correspondre à *l'esprit* des mécanismes érigés par les pères fondateurs de la démocratie participative.

Deux instances majeures concourent alors à l'intégration des individus et des groupes : d'un côté un *sous-système administratif* lié au développement de l'Etat moderne enserme le corps social dans ses réquisitions et ses réglementations ; de l'autre un *sous-système économique* corrélé à l'extension des activités marchandes qui produit ses propres logiques et ses propres normes. L'un et l'autre développent de manière relativement autonome un mode d'intégration *systémique* et tendent à s'exonérer des exigences du débat et des requêtes du monde vécu. Dans cette optique, c'est comme si la procédure du budget participatif avait en quelque sorte ouvert une brèche dans le système económico-administratif que décrit Habermas.

Ainsi, l'espace public conçu comme espace de dépassement des horizons particuliers par l'intermédiaire de la discussion et de l'argumentation désigne ce *troisième médium* qui aux côtés de *l'argent* et du *pouvoir* permet à la société moderne d'acquiescer les exigences

---

<sup>270</sup> Thèse de Marion Gret, p. 169.

<sup>271</sup> D'après deux de ses ouvrages majeurs, *La théorie de l'agir communicationnel*, et *Droit et démocratie*.

<sup>272</sup> Journal du PT *Linha Direta*, numéro 76, septembre-octobre 1999, Brazil, Outros 500, page centrale.

d'intégration. Cependant, on peut se demander si ce troisième médium n'est pas justement, sinon tributaire, du moins associé aux deux autres.

La démocratie participative, expurgée de sa dimension *incarnative*, peut dans cette optique être analysée comme une démocratie *communicationnelle*, un « modèle normatif de démocratie » qui renverrait à une dimension exclusivement procédurale de l'idée de souveraineté du peuple. En effet, la décision serait le produit d'une formation discursive de la volonté collective qui, autant que possible, en appellerait aux ressources de l'intersubjectivité et de l'intercompréhension.

En définitive, nous pouvons faire un parallèle entre la démocratie délibérative et la démocratie participative, celle-ci pouvant être analysée comme la mise en pratique du modèle *communicationnel*, puisque « le politique » est la « mise en commun des actes et des paroles », au contraire de la *violence*, qui s'emploie à dévoyer l'action et à subvertir les paroles.

Toutefois, le manque d'une culture d'élaboration des politiques publiques dans les partis de gauche, et la carence en formation technique alternative des cadres de l'exécutif mettent l'administration populaire en situation de dépendance technique vis-à-vis de la structure administrative et conduisent à l'utilisation de la même logique technico-bureaucratique pour mener les discussions lors du processus de budget participatif.

C'est ainsi que Marta Suplicy<sup>273</sup> évoque la manière dont l'opposition a selon elle vidé de son sens le mécanisme de participation mis en place par le PT : « dans la ville de Sao Paulo, après avoir vécu, à la fin des années 1980, un cycle de progrès indéniable dans la reformulation progressiste des institutions politiques de la commune, nous sommes revenus à la case départ. De même que nous sommes revenus à une situation de corruption institutionnalisée, au clientélisme et au physiologisme. Les gouvernements qui ont succédé à la gestion du PT de la ville ont rendu lettre morte les dispositifs de démocratie participative et de démocratisation de la vie publique approuvés dans la loi organique de la commune d'avril 1990. »<sup>274</sup>

---

<sup>273</sup> La *pasionaria* du PT, maire de Sao Paulo en 2002.

<sup>274</sup> Marta Suplicy, débats du 10 novembre 1999, réalisés dans le cadre du Seminario sobre Democracia Participativa, Porto Alegre, Rio Grande do Sul, 10-13 novembre 1999, passage traduit par Marion Gret et reproduit dans sa thèse de doctorat.

## 2. L'émergence d'une *élite participative*

N'en déplaise à Marta Suplicy, il semble toutefois que les travers qu'elle vitupère ne soient pas dus à une mauvaise gestion par l'opposition des procédures de démocratie participative, mais bien que celle-ci produise intrinsèquement des *effets pervers*<sup>275</sup>.

En effet, la gestion participative ne constitue pas une rupture avec le style politique brésilien traditionnel, qui privilégie l'obtention d'un accord de compromis à l'entrée dans un conflit.

On peut ainsi analyser les « mécanismes de participation de Porto Alegre comme un ensemble d'instruments de clientélisme permettant de passer d'une multitude de relations patron-clients<sup>276</sup> à une forme massive de recrutement de clientèle en faveur d'un seul patron, l'exécutif, qui peut alors faire voter par les députés l'ensemble des projets qu'il formule. Mais cette analyse est superficielle car elle donne à penser que la négociation est inexistante au sein de l'Assemblée législative et que le rôle de cette dernière est totalement vidé de son sens ; et elle évite totalement la question de la représentation politique, en rapport à la démocratie et au statut de citoyen. »<sup>277</sup>

Malgré cette réserve, il convient de souligner les effets pervers liés à la constitution, consciente ou non, par une partie de l'avant-garde du budget participatif, d'un *esprit de corps* qui conduit à une certaine concentration du pouvoir décisionnel. La technocratie constituée par une partie de l'élite s'affranchit structurellement du lien social qui la relie à la population<sup>278</sup>. Ce phénomène est d'autant plus pervers qu'il n'est pas facilement décelable et apparaît comme le résultat, non pas d'une logique corrompue de la part des acteurs du processus, mais du fonctionnement même de celui-ci.

Il existe donc une sorte « d'avant-garde sociale »<sup>279</sup> formée par des citoyens maîtrisant parfaitement ou presque le dispositif du budget participatif et participant de longue date à ce processus. Cela crée par conséquent une sorte de caste de spécialistes dont l'existence n'est

---

<sup>275</sup> Précisons ici que les *vereadores* de l'opposition analysent le budget participatif comme étant un formidable instrument de manipulation massive de la population en vue de la réalisation des objectifs de l'exécutif. Il ne s'agit donc pas d'éliminer cette procédure particulière mais bien de l'utiliser à des fins certes peu avouables et que ses inventeurs n'avaient peut-être pas imaginées, mais qui n'en sont pas moins partie intégrante de son essence.

<sup>276</sup> Il s'agit des relations entre le *vereador*, c'est-à-dire le député, et ses électeurs

<sup>277</sup> Marion Gret, Thèse de doctorat, op.cit., p. 196.

<sup>278</sup> Le même effet pervers est par ailleurs observé au sein du système classique de représentation, comme le montre Bernard Manin. Il apparaît donc que le budget participatif n'est pas en mesure de limiter les effets pervers de la démocratie représentative.

<sup>279</sup> Raul Pont, *Democracia, participação, cidadania, Uma visao de esquerda*, Porto Alegre, Palmirina, 2000.

pas étonnante dans le cadre d'une démocratie représentative (*voir supra*), même s'il s'agit d'un système particulier comme celui du budget participatif.

C'est ainsi que la place du représentant dans le groupe social est déjà importante au moment de son élection. Cela ne tient pas à la reconnaissance de son *rang* social mais à sa facilité d'expression<sup>280</sup>, de compréhension et d'appropriation des processus de participation, à sa maîtrise de la « langue de l'expertise et de la médiation »<sup>281</sup>.

Les participants au budget participatif évoquent régulièrement une méfiance latente vis-à-vis de leurs représentants. La compétence reconnue ou acquise les place, en effet, à distance de leurs électeurs et les rapproche symboliquement des sphères de pouvoir et de décision, à l'instar du système classique de représentation : le processus du budget participatif produit un phénomène de professionnalisation du corps législatif, ce qui fait qu'il ne parvient pas à réduire le phénomène de captation oligarchique du pouvoir.

La formation d'une *élite participative* transforme de fait la *participation* des citoyens louée par les promoteurs de la démocratie participative en une *cogestion* des besoins économiques et sociaux par la *société civile*.

## **B. De la participation à la cogestion**

### **1. L'application du concept de *société civile***

Ce qui au moment de sa première gestion a guidé le Frente popular à Porto Alegre, c'est d'abord le principe selon lequel la délibération doit être celle de tous de manière à permettre la confrontation des intérêts individuels pour parvenir à définir l'intérêt général. Ainsi, selon le plan d'investissement de 1995, « la réforme du budget participatif mené en 1994 [...] a pour objectif d'augmenter la participation à d'autres secteurs sociaux, syndicats, étudiants, mouvements culturels, écologistes et citoyens en général, qu n'ont pas jusqu'à

---

<sup>280</sup> Le mécanisme des « registres de la parole légitime » est de la même façon dévoilé dans l'article de Loïc Blondiaux et Sandrine Levêque, « La politique locale à l'épreuve de la démocratie. Les formes paradoxales de la démocratie participative dans le Xxème arrondissement de Paris », in Catherine Neveu (dir.), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logique de la citoyenneté locale*, Paris, l'Harmattan, 1999.

<sup>281</sup> Le discours de l'expertise se fonde sur un statut, une responsabilité ou une connaissance reconnue de la réalité sociale du quartier. Le discours de la médiation repose sur une « connaissance présumée des réalités sociales et administratives », il est fondé sur la capacité d'écoute et de mise en forme des témoignages des participants par une généralisation de la plainte et de la cause, comme le montre Luc Boltanski in « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, numéro 51, 1984.

présent été incorporés au processus de discussion du budget public. »<sup>282</sup> Cette proposition de réforme est notamment défendue par R. Pont, membre de la tendance Démocratie Socialiste, pour qui l'ouverture de forums thématiques de type corporatiste doit bénéficier aux syndicats en favorisant leur représentation organique. L'idée majeure est de créer une dynamique permettant d'attirer aussi bien les fonctionnaires et les syndicats dans le processus<sup>283</sup>. Pourtant, cette idée va fondamentalement à l'encontre des principes d'égalité de la représentation, de préservation de la pluralité sociale, de la libre représentation qui prévaut dans les instances régionales de représentation.

Le contrat social minimum, déterminé par la matrice de hiérarchisation des priorités et après négociation avec l'exécutif, doit passer tel quel devant l'Assemblée législative municipale. C'est dans ce cadre que le maire peut mettre son veto au moins sur tout amendement refusant ou modifiant ce contrat social minimum.

La structure du budget participatif est donc un système de cogestion entre les participants et le gouvernement local, qui associe la participation directe et le choix de représentants, le tout aboutissant à l'engagement du gouvernement de répondre aux demandes exprimées, hiérarchisées et finalement adoptées à l'issue du processus décisionnel. L'expérience de Porto Alegre se rapproche donc de l'idéal habermassien en ce sens qu'il s'agit d'un processus décisionnel effectif fonctionnant sur un principe de cogestion.

En effet, pour Habermas, « en exerçant une activité de manière communicative, les sujets s'intègrent toujours au plan du monde de la vie », or, « dans un monde de la vie interprété conformément à celles-ci [les traditions culturelles], il [devient] possible d'orienter les actions de manière rationnelle. Surtout pour que ces actions puissent se condenser en un mode de vie rationnel. »<sup>284</sup> Une telle perspective permet de considérer la société civile, qui fonctionnerait selon la logique de la rationalité communicative et conduirait l'organisation de la solidarité à l'intérieur du « monde de la vie », comme un contrepoids efficace face à la logique étroite du système qui organiserait le marché et l'Etat.

Les tenants de la démocratie participative considèrent de même la société civile comme partie intégrante d'un troisième secteur, lié au champ des luttes pour la démocratie et la citoyenneté, espace par excellence de construction d'une partie plus autonome de la société, non subordonnée à la logique du marché ni à celle du pouvoir politique de l'Etat.

---

<sup>282</sup> Plan d'Investissement 1995, Porto Alegre, PMPA, Sind Popular, 1995.

<sup>283</sup> C'est ainsi que progressivement, quarante syndicats sur les cent trente existants à l'époque à Porto Alegre ont été consultés en 1993, et en 1994 des ONG sont invitées à la table des négociations du fait de leurs relations avec les mouvements communautaires.

<sup>284</sup> Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, op.cit.



Cependant, ce concept quelque peu ambigu rassemble aussi bien les déshérités du *miracle brésilien* que les *latifundiaires*, du fait de la mise en œuvre corrélative d'une idéologie de l'intérêt général.

## 2. L'idéologie de l'intérêt général

« Comme toute idéologie, l'idéologie de l'intérêt général se présente comme un système cohérent et articulé de représentations, destiné à inculquer la croyance dans le bien-fondé de l'ordre social et politique ; elle produit l'image d'une société une, dans laquelle les diversités et les particularismes sont dépassés, transcendés, intégrés, par un pouvoir qui se place au service de la collectivité toute entière. Le concept d'intérêt général implique d'abord la possibilité de surmonter les antagonismes sociaux et de dégager un intérêt commun à l'ensemble des participants : ce qui unit les membres est plus fort que ce qui les oppose ; leur appartenance à une même communauté sur-détermine leur identité singulière. »<sup>285</sup>

Comme on vient de le définir, l'idéologie mise en œuvre par la démocratie participative, loin de faire de celle-ci la génitrice d'un supposé *double pouvoir*, sert en réalité à pérenniser l'ordre social existant. Nous y reviendrons.

Une instance de totalisation, l'Etat, ou la société civile, est ainsi chargée de ramener les éléments atomisés et soumis à l'attraction centrifuge dans les limites de l'ordre établi. Elle surplombe le groupe institué, mais incarne aussi son principe d'ordre et d'unité. L'autorité des dirigeants s'appuie par conséquent sur elle, mais ceux-ci n'exercent pas leur pouvoir en leur nom propre mais au nom de l'institution dont ils sont les porte-parole et les représentants. Par ce biais le rapport de domination/sujétion se trouve dé-personnalisé et placé à l'abri de toute contestation : ce n'est pas aux hommes qu'on obéit, mais à l'institution dont ils tirent leur autorité, c'est-à-dire en fin de compte à soi-même.

Avant de jouer comme principe de légitimation du pouvoir institué, l'idéologie de l'intérêt général est d'abord, et plus profondément, génératrice d'identité sociale : pour que le pouvoir soit perçu comme un instrument d'intégration, il faut encore admettre l'existence d'un dénominateur commun entre les participants, qui rende possible l'harmonisation et la conciliation de leurs intérêts : c'est l'affirmation d'une communauté positive d'intérêt entre les composantes de la société civile. Les divergences et les contradictions entre les individus

---

<sup>285</sup> Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie (CURAPP), *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, Volume 1, Faculté de droit et des sciences économiques de Reims, PUF, 1978, pp. 12-13 (souligné par nous).

et les groupes sont ainsi présentées comme non-antagoniques, mais susceptibles au contraire d'être aplanies et dépassées dans le cadre d'un projet collectif<sup>286</sup>.

Comme pour l'idéologie libérale traditionnelle, le budget participatif se fait donc la médiation politique qui ramène la société à l'unité et établit une base minimale d'accord entre tous les intérêts sociaux. La dialectique division/unité passerait donc en quelque sorte au cœur de chaque individu qui poursuit comme homme, son intérêt particulier, et contribue comme citoyen, à la définition de l'intérêt général<sup>287</sup>.

Cependant, contrairement à la théorie libérale, le fonctionnement du budget participatif abolit la distinction fondamentale entre la société civile caractérisée par la division et le désordre, et l'Etat érigé en principe d'ordre et de cohésion. En effet, le budget participatif permet à la société civile d'accéder à la représentation de son unité sans la médiation de l'Etat, en liant intimement l'intérêt général et l'intérêt particulier et en ramenant les volontés subjectives à l'unité de l'universel et du général, réalisant en quelque sorte une micro-société homogène et sans conflits (en théorie).

L'enjeu est alors en théorie d'inspirer d'autres expériences pour tenter de dépasser les limites qu'affrontent les mécanismes de démocratie participative de la ville de Porto Alegre, et promouvoir l'idée qu'un « autre monde est possible ».

## II. Le budget participatif : la politique du « moins pire » !

Traditionnellement, les stratégies politiques utilisées par les tenants du nouveau socialisme tendent à dépasser les mécanismes de la représentation politique par le biais de la participation directe de la société dans les décisions gouvernementales. Quelques concepts stratégiques propres au nouveau socialisme sont contenus dans les principes de construction du consensus et de l'hégémonie sociale.

---

<sup>286</sup> Les diversités sociales sont dans cette optique conciliables, elles n'excluent pas l'union sur l'essentiel.

<sup>287</sup> Cette dissociation est très nette chez Rousseau, qui oppose sans cesse l'homme au citoyen, la volonté particulière à la volonté générale, in *Du Contrat social ou Principes du droit politique*, réédition Garnier, 1962.

## A. La mise en œuvre du nouveau socialisme

### 1. De l'anti à l'altermondialisation

Comme nous venons de le voir, les concepts sous-tendant le budget participatif entraînent la présentation des divisions sociales comme secondaires et réductibles, la stratification sociale (produit d'une nécessité objective) n'étant pas telle qu'elle conduise à des conflits insolubles, à des affrontements inévitables et exclue toute possibilité de convergence entre groupes et individus. Ainsi, rejetant la doctrine « sauvage, abominable de la lutte des classes »<sup>288</sup>, cette idéologie affirme l'existence d'une communauté de valeurs et d'intérêts, notamment économiques, entre les membres de la société civile.

Selon Marion Gret, si la capitale du Rio Grande do Sul a su créer cet engouement auprès des partisans d'une « autre mondialisation », c'est parce que la forme de démocratie participative qui y est développée apparaît comme étant une possibilité de restaurer la souveraineté populaire en réintégrant le citoyens dans la boucle de décision politique à tous ses niveaux de complexité.

Dans un contexte où la mondialisation libérale semble condamner au déclin la politique, cette expérience propose sa réhabilitation radicale. Le concept d'émancipation sociale contient en germe la nécessité de la politisation des débats sur la définition de l'intérêt général au niveau local et l'intégration des intérêts généraux au niveau global.

De même, la pratique de délibération et de co-élaboration à Porto Alegre permettrait de démontrer la supériorité démocratique, sociale et politique d'un tel système sur les organisations classiques de la représentation, du fait de l'utilisation de méthodes de démocratie dite directe.

Ainsi, dès 1991, on assiste à la formulation d'un véritable contrat social construit entre l'exécutif et les mouvements communautaires qui repose sur la possibilité, pour les deux parties, de négocier un programme qui va être appliqué par la municipalité, et donc voté par l'Assemblée législative.

Cependant, le principe d'universalité des politiques publiques ne signifie pas pour autant l'universalité du public cible des politiques de participation, en particulier lorsqu'il s'agit de définir une orientation politique générale. C'est ainsi que la direction métropolitaine du PT de Porto Alegre déclarait que « l'administration populaire, gouvernant avec le projet

---

<sup>288</sup> Léon Duguit, *Traité de droit constitutionnel*, troisième édition, 1930, tome 3, p. 242.

conçu comme une théorie de l'universalité, qui impliquait que l'administration devait gouverner de manière à répondre aux intérêts généraux de la ville<sup>289</sup>, n'a pas compris l'incompatibilité des intérêts de la bourgeoisie et de ceux de la classe travailleuse [...]. Nous n'avons pas créé les conditions pour transformer la municipalité en un instrument de plus dans la lutte des travailleurs, dans l'affrontement de la bourgeoisie de la ville et des politiques du gouvernement fédéral [...] et nous finissons par nous isoler. En ne nous constituant pas en un canal organique de liaison avec la population, notre capital confiance et l'appui à l'administration se décomposent. »<sup>290</sup>

On le voit, même parmi les militants et dirigeants pétistes favorables au budget participatif, des tensions se font sentir entre ceux qui, attachés aux principes programmatiques historiques du PT, pointent la faillite de sa mise en œuvre, et ceux qui, membres de la nouvelle élite participative, ont succombé au charme de ce fameux intérêt général.

L'administration populaire se trouve ainsi, durant les premières années de gestion, face à un questionnement qui recouvre la tension entre gouvernance locale et public cible des politiques de participation. En termes marxistes, va-t-on discuter des orientations politiques avec le prolétariat ou avec un public large, représentatif de la société ?

On peut par ailleurs se demander comment ces militants et représentants du gouvernement pétiste local ont pu assumer des politiques publiques transformatrices, avec des références aux thèses marxistes-léninistes et trotskystes de *démocratie des conseils*, *double pouvoir*, *révolution explosive*, *soviets*, *assaut militant du pouvoir*, dans un contexte d'effondrement des régimes socialistes de l'est de l'Europe.

## 2. La révision du référentiel marxiste du double pouvoir

Les références historiques que prennent les autorités portoalegrenses attirent les forces de gauche : la Révolution française et surtout la Commune de Paris sont prises comme exemples, ainsi que les Soviets et les expériences italiennes d'usines autogérées. Par ce biais, le public intéressé par ces expériences correspond à une population *en quête de ces rêves* ; l'expérience de Porto Alegre pouvant être vue comme l'expression d'un « idéal en marche

---

<sup>289</sup> C'est à dire de la classe travailleuse, de la bourgeoisie et des classes modernes.

<sup>290</sup> Directorio metropolitano du PT de Porto Alegre, *O salto para a novidade*, 30 mars 1990, cité in Fedozzi Luciano, *O poder de aldeia. Genese e historia do orçamento participativo de Porto Alegre*, Porto Alegre, Tomo Editorial, 2000, p. 91.

qui, en récupérant les meilleures traditions des conceptions révolutionnaires, est capable d'en assumer les limites. »<sup>291</sup>

Pour certaines tendances du PT, et notamment pour Démocratie Socialiste, il s'agit donc d'une manière subversive d'envisager le gouvernement municipal voire la gouvernance. En effet, les mécanismes de participation, qui mettent en œuvre un système de cogestion entre la société civile et le gouvernement local, pourraient de leur point de vue se transformer à terme en un système de gouvernement par le peuple devant lequel le gouvernement élu s'effacerait, en se référant au référentiel marxiste du *double pouvoir*, notion qui est à replacer dans le cadre de la théorie de l'Etat *restreint* et de la conception *explosive* de la révolution, originellement formulée par Marx et Engels et reprise par Lénine et Trotsky.

En effet, la notion restreinte de l'Etat désigne celui-ci comme étant une sorte de comité exécutif de la classe dominante qui dépolitise la société et fait essentiellement usage de la force pour gouverner. Cette conception est sous-tendue par l'idée d'une lutte des classes bipolaire et simplifiée sous la forme d'un conflit entre bourgeoisie et prolétariat, dont l'issue est nécessairement *explosive*. L'émergence explosive d'un contre-pouvoir prolétaire conduit à une situation de *révolution permanente* dans laquelle la bourgeoisie et le prolétariat sont en conflit, et qui trouve son issue dans *la déroute violente* du pouvoir bourgeois. La situation de *double pouvoir* est donc transitoire dans la conception marxiste puisque la lutte des classes aboutit à la *dictature du prolétariat*<sup>292</sup>.

« En réalité, la démocratie participative à Porto Alegre se place moins sur le terrain d'un hypothétique « socialisme révolutionnaire », abandonné rapidement, que dans un approfondissement des dimensions participatives de la démocratie. »<sup>293</sup>

Par conséquent, la référence au marxisme permet ici paradoxalement la méconnaissance voire la négation des divisions sociales, le budget participatif représentant la réunification du champ social par la résorption des antagonismes de classes. Le rapprochement de plus en plus étroit des groupes sociaux est censé avoir donné naissance à un *peuple uni*, et cette unité sociale transforme les conditions de fonctionnement de l'instance politique : celle-ci n'a plus besoin d'être l'instrument de la dictature du prolétariat chargé de supprimer par la force les divisions, puisqu'elle est le gestionnaire des intérêts collectifs placé

---

<sup>291</sup> Tarso Genro et Ubiratan de Souza, « de participativo : la experiencia de Porto Alegre », in Mars et Pedro (dir.), *Utopias, Revista de debate político*, Madrid, Vol. 1, numéro 183, 2000, p. 29.

<sup>292</sup> A ce sujet, voir Karl Marx, *Les luttes de classes en France. Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, La table ronde, 2001 ; et Carlos Nelson, *Dualidade de poderes, Introducao à teoria marxista do Estado e revolução*, Sao Paulo, Brasiliense, 1987.

<sup>293</sup> Marion Gret, « La démocratie participative à l'épreuve de l'échelle », in *Le Brésil de Lula*, op. cit., pp.162s.

au service du peuple tout entier, ou du moins des habitants des villes dans lesquelles le budget participatif est pratiqué.

En réalité, la diffusion de l'idéal communautaire effectuée dans le cadre des institutions du budget participatif favoriserait plutôt l'adhésion à l'ordre social global, plutôt qu'un hypothétique *double pouvoir*, puisque l'inculcation de ce discours communautaire aux membres de l'institution *participative* tend à les rendre réceptifs à l'idée d'unité sociale. Ou, formulé d'un point de vue plus idéologique, « les conditions tendant au socialisme de manière large impliquent tout ce qui renforce la conscience et l'auto-organisation des travailleurs, développent les valeurs d'égalité, de démocratie authentique, de coopération et de solidarité, comportements logiques du marché et de la concurrence et chemin vers le socialisme »<sup>294</sup>.

En définitive, « la démocratie de participation appelle une démocratie de liberté, c'est à dire une démocratie garantissant à la fois les libertés publiques individuelles et collectives »<sup>295</sup>, et non une démocratie sociale ou économique.

## **B. Un bilan de crise**

### **1. Le budget participatif ou la socialisation de la misère**

L'étude *Mapa da irregularidade fundiaria* de Porto Alegre estime qu'environ 285 000 individus vivent en habitat précaire, soit 22,11 % de la population totale, dont environ 30 % vivent du tri des déchets ménagers<sup>296</sup>.

Cette précision nous permet de présenter le budget participatif sous un autre jour, puisque celui-ci consiste plus pragmatiquement à demander à la population concernée à choisir laquelle de ses revendications va être éventuellement satisfaite, puisque la priorité est donnée au paiement de la dette dans le cadre de mesures prises par le gouvernement central d'après les « recommandations » du FMI, telle que celle de réduire les dépenses publiques et sociales.

Il faut en effet rappeler que le budget participatif ne concerne qu'une partie des équipements municipaux<sup>297</sup>, tout le reste, à commencer par le paiement de la dette, n'est pas

---

<sup>294</sup> Raul Pont, *A estrela necessária*, Veraz Editores, Porto Alegre, 1991, pp. 116-117.

<sup>295</sup> Marion Gret, in *Le Brésil de Lula*, op. cit., d'après Marion Gret, *L'expérience de démocratie participative de Porto Alegre. Etude comparative de pratiques locales de gouvernance en Amérique latine*, rapport de soutenance, janvier 2002, sur une idée originale de Jean Baudouin.

<sup>296</sup> Aldovan de Oliveira Moraes et Flavio José Anton, *Mapa da irregularidade fundiaria de Porto Alegre*, Prefeitura municipal de Porto Alegre, Departamento municipal de habitação, superintendencia de ação comunitária e regularização fundiaria, unidade de pesquisa, juillet 1999.

soumis à la discussion. La municipalité de Porto Alegre garantit avant tout autre chose le paiement de la dette, le FMI considérant d'ailleurs à ce titre que la ville est un « bon élève ». La loi impose en effet que pour payer les intérêts de la dette externe du Brésil, les gouvernements d'Etat et les municipalités ont l'obligation de baser leur propre budget sur le remboursement préalable de leur propre dette vis à vis de l'Etat fédéral.

L'ensemble des « priorités » définies dans les assemblées de base est rassemblé au travers d'un mécanisme complexe d'assemblées *thématiques* (santé, éducation, transports, etc.) et d'assemblées de zone. La municipalité, via ensuite des « coordinateurs du budget participatif », opère une sélection en fonction des impératifs découlant des lois et dispositions réglementaires du gouvernement fédéral, qui, elles-mêmes, découlent de l'exigence du remboursement de la dette. On comprend dès lors mieux pourquoi la pratique de la démocratie participative et de son budget a reçu le titre de « bonne gouvernance » décerné par le FMI et la Banque mondiale.

Pratiquement, la population est invitée à participer à l'élaboration du budget ou, du moins, aux 17 % du budget qui font l'objet de « débats » dans ces assemblées situées à différents niveaux. A travers ces débats, la population peut « choisir » quelle priorité doit être retenue. Prenons un exemple pour ce que cette procédure soit plus intelligible : il s'agit pour la population de décider soit de réparer en priorité les égouts, dont l'effondrement provoque régulièrement des catastrophes mortelles dans les favelas et les quartiers populaire, soit de payer les fonctionnaires de la ville<sup>298</sup>, à qui il arrive parfois de ne pas être payés pendant quatre à cinq mois, voire jusqu'à huit mois !

En effet, chaque projet présenté par les habitants participant aux assemblées est soutenu par une liste et, dans la situation où s'affirme une compétition entre plusieurs listes pour l'élection des délégués au conseil du budget participatif, la procédure de sélection prévue<sup>299</sup> entraîne l'élimination de toute une série de projets avant que la population puisse en

---

<sup>297</sup> Rappelons que deux responsables de la municipalité de Porto Alegre (par ailleurs dirigeants du PT) expliquaient à quelles difficultés ils étaient confrontés en ces termes : « tous voulaient tout en même temps. Ils exigeaient que le gouvernement accomplisse les promesses électorales et qu'il commence immédiatement les travaux destinés à améliorer la qualité de vie de telle ou telle région, historiquement abandonnée par le pouvoir public municipal » ; Tarso Genro et Ubitaran de Souza, *Budget participatif : l'expérience de Porto Alegre*, éditions Perseu Sind, 2000.

<sup>298</sup> La politique du budget participatif s'étend en effet aux salariés de la municipalité. En septembre 2000, André Pasos Cordiro, coordinateur général du cabinet du budget et du plan de la municipalité de Porto Alegre, expliquait que cette dernière entendait « perfectionner les liens du gouvernement avec le mouvement social dans le cadre du budget participatif, en intégrant la question de la politique salariale, par exemple dans la discussion générale du budget, avec l'ensemble des acteurs sociaux. »

<sup>299</sup> Tout projet qui recueille moins de 25 % des présents n'a aucun conseiller, tout projet qui recueille entre 25 et 37,5 % a droit à un conseiller suppléant, tout projet qui recueille entre 37,6 et 44,9 % a droit à deux conseillers

retenir un. De plus, le même processus sélectif a lieu au niveau du conseil de zone puis au Conseil du budget participatif. Par élimination successive, une seule revendication parmi les centaines sera prise en compte, toutes les autres étant de ce fait écartées.

## 2. La démocratie participative sanctionnée par les urnes

De 1991 à 2000, la municipalité de Porto Alegre a augmenté de 350 % la recette de l'impôt sur les services, impôt qui a des conséquences directes sur la population qui doit le payer à travers les tarifs des services, et de 400 % l'impôt sur la propriété payé pour toute habitation, même la plus modeste. Ces chiffres découlent directement de la décision d'augmenter de 5 à 600 % le remboursement de la dette externe.

Dans le même temps, la municipalité de Porto Alegre a mis en œuvre, au nom de la réduction des dépenses publiques, privatisations, partenariats et conventions. Dans le seul budget de l'année 2000, les transferts des budgets municipaux vers des institutions privées s'élèvent à plus de six millions de reals pour l'éducation, soit une fois et demie le budget d'investissement de la municipalités pour les écoles publiques, et de plus de cinq millions de reals pour la santé, soit deux fois le budget d'investissement de la municipalité pour les hôpitaux et les postes de santé publique.

La création d'une sphère publique non étatique par le biais du budget participatif est le corollaire du transfert sur le budget municipal d'une part croissante des dépenses normalement dévolues à l'Etat.<sup>300</sup>

Les résultats électoraux du PT dans l'Etat de Rio Grande do Sul et à Porto Alegre, siège du Forum social mondial, sont par conséquent intéressants à plus d'un titre. En effet, le candidat pétiste au poste de gouverneur a perdu en nombre et en pourcentage de voix par rapport à l'élection précédente de 1998, alors que le PT remportait des postes partout ailleurs. Le sévère recul électoral subi à Porto Alegre peut être analysé comme la sanction de la politique menée dans cette ville, et parallèlement comme un rejet de la démocratie participative.

De la même façon, si aux élections municipales de 2004 le PT a indiscutablement progressé en nombre absolu de voix et en nombre de mairies conquises<sup>301</sup>, la liste dite de

---

suppléants, et tout projet qui recueille de 45 à 55 % des participants a droit à un conseiller titulaire et un conseiller suppléant.

<sup>300</sup> On assiste ainsi par exemple à une politique de municipalisation de la santé.

<sup>301</sup> Il passe ainsi de 13 à presque 16 millions de voix, et de 187 à quasiment 400 municipalités. Il est élu ou réélu dans six capitales d'Etat (Belo pacification, Recife, Aracaju, Macapa, Rio Branco, Palmas) et s'est retrouvé au



« Front populaire » à Porto Alegre, menée par Raul Pont, dirigeant historique du courant Démocratie Socialiste, a réuni un peu moins de 46,68 % des voix.<sup>302</sup> Si les ressources budgétaires de Porto Alegre dépendent fortement des choix budgétaires et fiscaux de l'Etat fédéral, il était cette fois difficile pour le candidat pétiste de justifier un budget participatif de plus en plus réduit<sup>303</sup> en attribuant la responsabilité au gouvernement fédéral, à moins de critiquer ses choix d'austérité budgétaire et son libéralisme économique en matière d'impôts. Or, Raul Pont n'a jamais remis en cause, sur le fond, la politique du gouvernement Lula, identifiant par là-même le PT de Porto Alegre, Démocratie Socialiste et le gouvernement, ce qui a accentué la perte de prestige du PT portoalegrense qui s'est concrétisée sur le plan électoral.

Comme nous l'avons vu, le budget participatif est fonctionnel à une opération, celle de se décharger des effets des responsabilités centrales de la politique des gouvernants sur les entités *inférieures*. Ainsi, ce fédéralisme fiscal et budgétaire, combiné au budget participatif, permet d'introduire la coparticipation des citoyens à la redistribution de la pauvreté, sans que l'origine des faibles ressources mises à disposition et sur lesquelles les participants « décident » ne soit au centre du débat.

Il apparaît que si le budget participatif, tel qu'il a été publicisé par le Frente popular, essentiellement représenté par le PT à Porto Alegre, a participé de la constitution de l'identité du PT au niveau local puis régional, la marque « orçamento participativo » s'étant transformée en « signature-label garantissant le produit par l'honorabilité du producteur »<sup>304</sup>, sa faillite, marquée par la perte de la municipalité, est un des facteurs explicatifs de la crise globale qui touche le PT, bien qu'il ne soit évidemment pas le seul.

---

second tour dans neuf autres. Le PMDB reste cependant le premier parti en nombre de municipalités, puisqu'il en contrôle plus de mille.

<sup>302</sup> Résultats issus du second tour des municipales, le 31 octobre 2004.

<sup>303</sup> La part des dépenses « décidées » par les habitants est de plus en plus restreinte.

<sup>304</sup> Edgar Morin, *Sociologie*, Points, Essais, Fayard, Seuil, Paris, 1994, p. 294.

## Section 2- La menace de *soviétisation* des organisations ouvrières

Si historiquement, le PT comme la CUT se sont constitués en tant qu'organisations ouvrières indépendantes de l'Etat et des élites socio-économiques, l'élection de Lula a amorcé un processus de soumission de ces groupes de pression.

### I. Le « pacte social » : la mise en place d'un mécanisme d'ordre corporatiste

#### A. De la négociation au consensus

##### 1. La défense des intérêts matériels et moraux d'une catégorie particulière

« Le syndicalisme brésilien, divisé entre l'influence prédominante des pelagos, c'est à dire des dirigeants soumis directement au gouvernement, celle du Parti Communiste et des tentatives d'organisations réformistes ou simplement revendicatives, ne parvint jamais à se constituer en un mouvement ouvrier, organisé autour d'une action de classe et capable d'exercer une influence directe et indépendante sur les entreprises et le gouvernement »<sup>305</sup>, jusqu'à la formation de la CUT.

A la tendance *Unidade Sindical*, qui s'exprime dans la CONCLAT puis dans la CGT, s'oppose le *Novo Sindicalismo* plus radical de la CUT. Ainsi, au cœur de la campagne pour l'élection à la mairie de Sao Paulo en 1985, la CUT appuie le candidat du PT tandis que la CGT est favorable à celui du PMDB. La CUT insiste sur une mobilisation de classe, lutte pour l'abolition de l'impôt syndical, donne une importance centrale aux commissions d'entreprise, et se définit comme un agent de conscientisation des travailleurs en se référant à une vision de classe d'un gouvernement qui lui paraît lié au monde des chefs d'entreprise.

La CUT semble ainsi reprendre à son compte la charte constitutive de la CGT française, selon laquelle « la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe

capitaliste contre la classe ouvrière. [...] Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs, par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. »<sup>306</sup>

La CUT, confédération syndicale se définissant comme syndicat ouvrier, peut de manière plus générale être analysée comme un groupe de pression, c'est à dire un groupe d'intérêts en extraversion.

Organisation constituée pour la défense des intérêts<sup>307</sup> des syndiqués, et plus généralement des salariés, et exerçant une pression sur les pouvoirs publics, elle cumule en effet les trois éléments constitutifs des groupes de pression.

Ainsi, la CUT constitue bien un « groupe organisé »<sup>308</sup>, dont la communauté d'intérêt est assez vivement ressentie pour avoir provoqué la constitution d'une organisation véritable et durable, qui prend spécialement en charge l'intérêt commun, instituant ainsi des rapports collectifs stables sinon permanents, au lieu d'actions spontanées. Plus précisément, nous pouvons considérer la CUT comme un groupement d'intérêts associatifs, c'est à dire une « organisation volontaire et spécialisée dans l'articulation des intérêts »<sup>309</sup>, ou encore comme une organisation professionnelle dont les membres sont réunis par leur activité économique et ont compris l'efficacité de l'action collective, une organisation générale de salariés.

A l'instar du PT, parti de masses, la CUT, syndicat ouvrier constituant le type même d'un groupe de masses, vise à réunir le plus grand nombre possible d'adhérents, car c'est ce nombre qui fait leur puissance. Comme lui, il nécessite une organisation forte et hiérarchisée pour encadrer cette masse d'adhérents. La loi d'airain de l'oligarchie tend par conséquent à se retrouver à l'intérieur de la CUT, se manifestant notamment par la stabilité de sa direction confédérale.

---

<sup>305</sup> Alain Touraine, *La parole et le sang*, op. cit., p. 265.

<sup>306</sup> Extraits de la *Charte d'Amiens* (8-16 octobre 1906), reproduit in Georges Lefranc, *Le syndicalisme en France*, Que sais-je ?, PUF, huitième édition, 1973, pp. 33-34.

<sup>307</sup> La notion de défense d'intérêts doit s'entendre au sens large : l'intérêt n'est pas nécessairement matériel, il peut être purement moral.

<sup>308</sup> Notion empruntée à Allen Potter, in *Organized Groups in British National Politics*, Londres, 1961, qui l'oppose à celles d'« actions non organisées ».

<sup>309</sup> G. A Almond et G. B Powell, *Comparative Politics. A Developmental Approach*, Boston, 1966, Chapitre IV, p. 72.

## 2. Vers la négation des intérêts contradictoires

A plusieurs reprises durant la campagne des élections présidentielles, Lula a évoqué l'idée d'un « pacte social » qui unirait le patronat, le gouvernement et les syndicats ouvriers, proposition qu'il a répétée au lendemain de son élection en préconisant la constitution d'un Conseil au développement économique et social.

Trois jours après son élection à la présidence de la République, Lula a rencontré les dirigeants de la CUT pour les convaincre de la double nécessité d'un « pacte social » et « national ». Dans les deux cas les organisations syndicales étaient appelées à s'asseoir autour d'une même table avec les représentants du patronat et de l'Etat, non pas sur la base des revendications élaborées par la base syndicale, mais pour la recherche d'un consensus.

Commentant cette entrevue, le président de la CUT, Joao Felicio, revendiquait pour la centrale syndicale « indépendance et responsabilité », en expliquant que « la CUT n'abandonnera pas ses revendications, sa façon de faire du syndicalisme, sa forme d'organisation [...], le mot de trêve n'a donc ici pas sa place. Le mot de négociation, si. »<sup>310</sup> Julio Turra, membre de la commission exécutive de la CUT, déclarait lors de sa réunion du 17 novembre que « nous sommes certes favorables, et autant que faire se peut, à la signature d'accords. Il est possible de souscrire des contrats lorsqu'il existe un accord mutuel. Mais il ne peut y avoir de pacte. »

Nous verrons que cette position d'indépendance totale n'est pas celle de l'ensemble des dirigeants de la CUT, tiraillés entre les objectifs originels de la centrale<sup>311</sup> et le désir de soutien du nouveau gouvernement, du fait de l'alliance historique entre la CUT et le PT.

En effet, si un gouvernement démocratique doit tenir compte des intérêts de l'ensemble de la société, la CUT doit tenir le rôle spécifique de représentation des intérêts spécifiques des travailleurs. Ainsi, lorsque cette dernière se rend à une table de négociations, son objectif est normalement de défendre les intérêts de la catégorie qu'elle représente face aux dirigeants économiques et politiques.

Le rejet par la CUT du pacte social initié par Sarney et Collor constitue de plus un précédent historique. Si la situation n'est pas la même avec le gouvernement Lula, du fait que la CUT ait aidé à élire le gouvernement Lula, l'idée de pacte suppose toutefois d'établir une *alliance permanente*. Or, si lorsque la CUT signe accords et collections collectives, cela se fait toujours sur la base de clauses concrètes qui traduisent certaines des revendications des

---

<sup>310</sup> *O Estado*, 3 décembre 2002.

<sup>311</sup> La charte de principes de la CUT prend ainsi position pour une « société sans exploités et sans exploiters ».

salariés, et que le droit à la négociation implique que les syndicats soient en toutes circonstances libres de signer ou non un accord, les autres *partenaires sociaux* ne cessent pas pour autant d'avoir des intérêts contradictoires. C'est ainsi que lorsque la CUT a donné pour consigne de vote celle du candidat Lula, elle l'a fait sur la base de ses propres revendications.

En effet, si l'acceptation des négociations indique à la fois la volonté des entreprises et des syndicats de négocier directement entre eux et la volonté de l'Etat d'intervenir, elle n'implique pas, contrairement à ce que le nouveau gouvernement semble vouloir mettre en place, l'intégration sociopolitique et par conséquent le contrôle des acteurs socioéconomiques eux même.

Pour la CUT, l'indépendance syndicale et la démocratie sont deux notions inséparables l'une de l'autre, (comprenant l'indépendance et la liberté de négocier et de contracter), le résultat des négociations devant être soumis à la discussion de ses instances.

## **B. Des revendications à la cogestion**

### **1. Un syndicalisme d'ordre *libéral* voire *classiste***

L'opposition entre un syndicalisme de négociation et un syndicalisme de lutte de classe est en partie artificielle, mais recouvre une opposition plus réelle entre des catégories dominées par leur incorporation au système politico-économique, et d'autres marquées surtout par leur exclusion ou leur marginalité, de sorte qu'on voit réapparaître un certain primat de la situation politique ou sociale.

Avec la disparition de la dictature militaire et le retour à un régime démocratique, se forme au Brésil un mouvement ouvrier et un nouveau syndicalisme, syndicalisme de base capable d'organiser de fortes mobilisations en même temps que de négocier avec les entreprises ou d'entrer dans des luttes de portée générale<sup>312</sup>.

Il faut en effet partir non pas non pas d'une conjoncture politique et économique mais de l'expérience du travail, soit d'ouvriers qualifiés défendant leur autonomie professionnelle contre l'organisation du travail et se liant à des ouvriers semi ou non qualifiés plus sensibles à des revendications économiques. Dans cette optique, un mouvement ouvrier se fonde sur une

---

<sup>312</sup> La situation brésilienne reproduit les conditions générales de formation d'une action de classe telles que les analysées A. Touraine in *La Conscience ouvrière*, Seuil, 1966, et avec F. Dubet et M. Wieviorka in *Le Mouvement ouvrier*, Mouvements, Fayard, 1984.

défense du travail mais projette ses revendications et ses demandes sur l'ensemble de la vie politique du pays.

Ce qui est nouveau dans la région de Sao Paulo est que c'est bien la lutte pour le travail, dans l'entreprise, mobilisant l'ensemble des travailleurs et conduisant à des affrontements et à des négociations directes, qui est la force fondamentale d'un mouvement qui, de surcroît allié à des forces politiques, conquiert rapidement une importance nationale. Les luttes ouvrières de la région pauliste formaient donc un mouvement de classe, ni populiste ni même démocratisant, mais assurément antiautoritaire. Il doit pour plus de clarté être défini d'abord en lui-même, c'est à dire comme la création d'une plus grande capacité d'action collective des travailleurs.

Le syndicalisme des travailleurs brésiliens possède en effet une grande force. D'un point de vue psychologique, il est considéré comme représentant valablement la masse des salariés. Certains ont pu regretter qu'il en soit ainsi et que la CUT se soit créée et ait grandi dans un esprit de contestation, au lieu de choisir la voix d'une confrontation dans un esprit voisin du corporatisme, c'est à dire comme l'Eglise catholique le préconisait ou comme l'appliquaient les anciens syndicats officiels. Mais n'est-ce pas une loi d'airain que d'affirmer que « dans l'entreprise, les syndicats ont été l'instrument principal de la lutte contre l'exploitation économique, sauf à des périodes de conjoncture politique particulière [...] où la lutte sociale s'est plus particulièrement rapprochée de mouvements politiques [...], les syndicats ont toujours été en première ligne pour protéger et exprimer les salariés. »<sup>313</sup>

La raison d'être du mouvement syndical, la défense des intérêts des travailleurs, comporte toutefois des modalités diverses et repose sur des idéologies différentes. Ainsi, si les syndicalistes révolutionnaires doctrinaient la pratique, au début du XXème siècle, affirmant que « la grève est l'arme spécifique du syndicalisme », la CUT utilise d'autres d'armes, dont l'ensemble peut être regroupé sous le terme de politique de la présence ou politique de participation. En effet, l'activité syndicale tend en fait « à améliorer la législation sociale, à travers les pouvoirs publics, beaucoup plus qu'à transformer la condition ouvrière dans l'usine, par une pression directe sur le patronat »<sup>314</sup>. Celle-ci ne doit cependant pas être confondue avec une politique d'intégration ou de *collaboration*.

---

<sup>313</sup> Renaud Sainsaulieu, « La séquence culturelle de l'action collective », in *L'identité au travail*, Références, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, troisième édition, p. 412.

<sup>314</sup> Georges Lefranc, *Le syndicalisme dans le monde*, Que sais-je ?, PUF, septième édition, 1969, p. 55.

## 2. Vers un syndicalisme d'accompagnement

L'interventionnisme de l'Etat dans l'économie empêche que « les syndicats expriment pleinement, sur le marché du travail, la force collective de la classe ouvrière et par conséquent permet d'obtenir que celle-ci s'exprime de façon fragmentaire »<sup>315</sup>, les syndicats se heurtant alors à un Etat devenu le défenseur du « bien commun » et de l' « intérêt général » contre les intérêts particuliers des groupes de pression. Ainsi, par l'intermédiaire du dispositif mis en œuvre par le pacte social, qui permet à l'Etat de réduire le pouvoir syndical et de l'intégrer à son appareil politico-administratif, « les monopoles cherchent parallèlement à faire accepter leurs objectifs économiques par les syndicats »<sup>316</sup>.

Selon les nouvelles élites brésiliennes, dont Lula, l'ancien marxiste reconverti au pragmatisme, ce qu'il faut, c'est un syndicalisme intégré, c'est à dire un syndicalisme qui ne cherche pas la destruction du système en place par l'action révolutionnaire, ni même son aménagement interne par la pratique de la négociation, mais l'accompagnement des réformes qu'il met en œuvre par la participation des syndicats à tous les niveaux, depuis l'entreprise jusqu'aux organes de décision supérieurs de l'Etat.

Ce terme de participation est intéressant à plus d'un titre. En effet, un des dirigeants de la CUT, devenu depuis dirigeant de la CISL<sup>317</sup>, résumait la constitution du *Conseil de développement économique et social* en expliquant qu' « il s'agit rien de moins que de parvenir, au niveau de l'Etat, au modèle de démocratie participative existant au niveau local à Porto Alegre. » Cette remarque peut permettre d'expliquer la décision de Lula de nommer à la tête du ministère des Villes un promoteur patenté du budget participatif, Olivier Dutra, qui peut être interprétée comme une reconnaissance par le gouvernement de l'expérience dite de budget participatif<sup>318</sup>, voire comme un cadre général, un modèle à implanter (selon les formes appropriées) dans l'ensemble du Brésil.

Or, « l'établissement d'une cogestion semble incompatible avec le maintien des syndicats sous leur forme actuelle, car ou bien les syndicats assument leur rôle de défense des intérêts des travailleurs, ou bien ils participent à la gestion des entreprises »<sup>319</sup>.

---

<sup>315</sup> Ràmon Bulnes, in *Partisans*, décembre 1966-janvier 1967, Editions Maspero, pp. 112-113.

<sup>316</sup> *Ibidem*.

<sup>317</sup> Confédération Internationale des Syndicats Libres.

<sup>318</sup> A ce sujet, notons l'article de Jacky Picard, « le budget participatif de Porto Alegre : une méthode de gouvernement plus démocratique ? », recherche réalisée du 16 mai 2002 au 20 juin 2002, financée par le CEAN-Politique, Société, Relations internationales au Sud (UMR 5115 CNRS-IEP) et l'IEP de Bordeaux, in *Le Brésil de Lula*, op. cit.

<sup>319</sup> Emmanuel Balaceano, « La participation : une réalité qui tarde à s'imposer », in *La Tribune de Genève*, 28 juillet 1969.

De la même façon, l'une des questions centrales posée à la CUT aujourd'hui est celle de la *réforme syndicale* entreprise par le gouvernement Lula, mesure visant à « moderniser les relations de travail ».

Pour en comprendre l'enjeu, il est nécessaire de revenir sur les conditions de formation de la CUT, dont les bases sont fondées sur l'abolition du corporatisme syndical mis en place dans les années 1930 sous Getulio Vargas, et qui fut intégralement repris à son compte par la dictature militaire de 1964 à 1980. Dans ce dispositif d'intégration, les syndicats, placés sous le contrôle du ministère du Travail, recevaient leur financement de ce dernier<sup>320</sup>, et la législation syndicale en vigueur interdisait le regroupement des syndicats en confédération syndicale. Nous avons donc affaire à un syndicalisme morcelé (à ne pas confondre avec un syndicalisme divisé) et entièrement dépendant du pouvoir politique en place, que les syndicalistes de la CUT ont remis en cause en imposant de fait la libre association des salariés se constituant en syndicats, se regroupant en fédérations et se confédérant dans la CUT.

Cependant, la Constitution adoptée en 1988, et encore en vigueur aujourd'hui, est marquée par l'empreinte du cadre corporatiste : l'impôt syndical a été maintenu, ainsi que « l'unicité syndicale », selon laquelle il ne peut y avoir qu'un seul syndicat par base de travail. Le ministère du Travail, s'il a perdu son droit d'intervention dans les syndicats, a néanmoins conservé certaines de ses fonctions de contrôle, telles que l'arbitrage et le droit de déclarer une grève illégale.

Le *Forum national du travail* (FNT), qui réunit les représentants des centrales syndicales, ceux de l'Etat, ceux du patronat et des *représentants de la société*, semble renouer avec cette politique tendancielle d'intégration, dont le but est formellement de parvenir à des *consensus*. En réalité, il s'agit de renforcer l'ingérence du ministère du Travail sur l'organisation syndicale<sup>321</sup> et de limiter le droit de grève par l'exigence d'un *service minimum*, avec la création d'un *Conseil national de relation de travail* (CNRT) reliant la CUT à l'Etat.

---

<sup>320</sup> On ici affaire à un système de versement obligatoire de cotisations par tous les salariés, dont la redistribution est effectuée par le ministère du Travail.

<sup>321</sup> Par exemple sur le droit de se constituer en syndicat, sur les critères de représentativité, sur la résolution des conflits, sur les statuts, etc.



## II. Les problèmes de l'interdépendance parti-syndicat

La crise qui touche le PT, depuis son expérience douloureuse du pouvoir, a des répercussions sur le fonctionnement de la CUT, et inversement, du fait des liens historiques qui les unissent.

### A. La possible soumission à l'appareil pétiste

#### 1. L'appartenance politique des militants syndicaux

Tous les syndiqués, du seul fait qu'ils appartiennent à une grande confédération, soutiennent directement ou indirectement le PT<sup>322</sup>. En effet, les appareils syndicaux et politiques tissent des liens à tous les niveaux<sup>323</sup>. Le PT peut de la sorte être l'expression d'un mouvement plus large, par l'intermédiaire de la CUT.

Si la CUT a été fondée par les mêmes militants ouvriers que ceux qui ont constitué le PT, elle n'entretient pas pour autant de liens organiques avec ce dernier, comme les TUC en Grande-Bretagne vis à vis du Labour Party, ni même, sous une autre forme, des liens comme ceux qu'entretiennent le DGB et le SPD en Allemagne. Il n'en reste pas moins que son lien avec le PT est politiquement très étroit. C'est ainsi que c'est le même courant, l'Articulation, et les mêmes hommes, qui dirigent les deux organisations. Le fait est, par exemple, que 41 % des députés du PT élus aux dernières élections législatives étaient dirigeants de la CUT quelques mois avant celles-ci, et que le courant majoritaire à l'intérieur de la CUT est l'*Articulation syndicale* (*Art Sind*), identifiée avec le noyau dirigeant du PT<sup>324</sup>.

Or, un des problèmes constants posés aux syndicats est celui des rapports entre l'action syndicale et l'action politique. En effet, aujourd'hui comme hier, l'apolitisme syndical ne paraît guère possible. Dès que l'Etat dessine une politique économique, il trace un cadre à l'action syndicale : il agit sur l'emploi, la monnaie, les prix, les débouchés extérieurs, etc. Il apparaît par conséquent difficile au syndicalisme d'assister passivement à ces choix. De plus, la politique économique d'un Etat n'est pas séparable de sa politique d'ensemble : qu'il s'agisse de construire des écoles ou des hôpitaux, ces dépenses sont des emplois du revenu

---

<sup>322</sup> Appui électoral, interpénétration des syndicats et du parti du fait que les syndicats sont souvent le principal soutien financier du parti, voire des relations organiques qui complètent cette interdépendance.

<sup>323</sup> Rapports personnels, organes administratifs de liaison, programmes en grande partie communs.

national, elles ne peuvent être sans conséquence sur la consommation des ménages, les salaires, les transferts sociaux etc., c'est à dire sur la situation des syndiqués.

Comme nous l'avons vu, les syndicats hésitent cependant à troquer la contestation contre l'intégration, leur participation à diverses commissions et procédures de négociation ou de consultation pouvant donner l'impression de légitimer un ordre social par ailleurs condamné.

De même, vis à vis des partis, ces pièces du jeu politique, les syndicats continuent d'insister sur leur indépendance, malgré qu'ils conservent, notamment et surtout avec le PT, des liens.

En effet, la CUT est, au même titre que le PT, composé de multiples tendances. Si la majeure partie de ces courants correspond à ceux qui structurent le PT (ils en conservent par ailleurs souvent la dénomination, pour partie ou en totalité), certains syndiqués appartiennent à d'autres organisations politiques<sup>325</sup>. L'appartenance à tel parti ou à tel courant détermine en conséquence le comportement qu'adoptent ces militants à l'intérieur de leurs syndicats. Ainsi, si la majorité des militants et dirigeants de la CUT se sont prononcés contre la réforme syndicale, notamment à l'occasion d'une conférence nationale<sup>326</sup> axée sur le maintien de la CUT originelle contre son intégration dans le Forum social et contre la désaffiliation des syndicats de la CUT, certains revendiquent un rôle actif dans la réforme syndicale<sup>327</sup> tandis

---

<sup>324</sup> Celui-ci possédait un peu plus de 50 % des délégués au dernier congrès de la CUT.

<sup>325</sup> Outre *ArtSind*, nous pouvons mentionner le regroupement *Fortalecer a CUT* (« Renforcer la CUT »), la *CUT socialiste et démocratique* (CSD), les syndicalistes liés au PCdoB du *Courant syndical classiste* (CST), ainsi que ceux du PSTU et du Mouvement tendance socialiste (MTS).

<sup>326</sup> Conférence du 21 août 2004, réunissant à São Paulo plus de 400 dirigeants de la centrale syndicale, dont le manifeste adopté à cette occasion explique que « cette proposition de réforme syndicale est inacceptable [...] ». Elle s'en prend aux bases mêmes sur lesquelles la CUT s'est constituée, jusqu'à devenir la plus grande centrale syndicale du pays : la lutte pour la liberté et l'autonomie syndicale (convention 87 de l'OIT), donnant aux travailleurs la liberté de la forme d'organisation syndicale, avec toutes les garanties légales pour exercer sa fonction de défense des travailleurs, sans intromission des travailleurs et de l'Etat. Pour nous, la CUT ne se réduit pas aux dirigeants qui appuient les "consensus" de gestion. La CUT, ce sont les 50 000 dirigeants syndicaux de plus de 3 000 syndicats affiliés et les millions de travailleurs qui la composent. Au moment où toute la base de la CUT est appelée à lutter contre la réforme syndicale pour la défense de la liberté et de l'autonomie syndicale et de nos droits, lamentablement, certains secteurs décrètent que "la CUT est déjà morte" et abandonnent ses instances, et proposent la "désaffiliation de la CUT". De telles attitudes complètent celles qui acceptant les "consensus" du FNT, ouvrent la voie à l'intégration de la CUT à l'Etat. Les deux positions mènent à l'affaiblissement et à la destruction de la CUT comme centrale syndicale indépendante, et c'est pourquoi elles doivent toutes deux être combattues. »

<sup>327</sup> Les dirigeants de la CSD, la *CUT socialiste et démocratique*, la tendance DS du PT à l'intérieur de la CUT, qui fait partie du groupement majoritaire (avec la tendance luliste) qui la dirige, expliquent ainsi que « dans cette réforme, nous défendons un ensemble de propositions [...], nous affirmons que ce qui a été élaboré dans le cadre du FNT permet d'apporter une réponse positive [au fait qu'] il y a déjà un certain temps que la base de la CUT ne défend plus la liberté syndicale dans les termes énoncés il y a vingt ans. », Extraits du document *Réforme syndicale pour accroître la liberté d'organisation*.

que d'autres cherchent à faire se désaffilier de la CUT les syndicats dans lesquels ils disposent de quelque influence<sup>328</sup>.

En effet, les partis de gauche en général, et le PT en particulier, entendent ne pas limiter leur action à ce que nous pouvons appeler le *domaine traditionnel* de la politique<sup>329</sup>. Ils entendent agir aussi au plan des luttes sociales, dans les entreprises, les universités, les quartiers etc., au moins à l'origine. En élargissant ainsi ses perspectives, le PT s'est trouvé fatalement confronté à ses partenaires syndicaux, dans une logique de complémentarité.

A l'inverse, les syndicats, loin de se limiter à une action strictement économique et professionnelle, semblent eux-mêmes appelés à prendre position et à agir dans des domaines plus vastes<sup>330</sup>, d'où la difficulté, mais aussi la nécessité, pour les partis et les syndicats de coordonner leur action.

## 2. La CUT, courroie de transmission du PT ?

Le syndicalisme peut être conçu comme un « mode d'organisation de certaines catégories de travailleurs en vue de la défense de leurs intérêts professionnels [...]. Le syndicalisme est l'expression essentielle du mouvement ouvrier divisé en deux tendances principales : le syndicalisme anarcho-révolutionnaire et le syndicalisme réformiste. »<sup>331</sup>

Les modèles *classiques* d'action syndicale définissent celle-ci par son rôle dans une société industrielle capitaliste. Le syndicalisme apparaît d'autant plus important qu'il est davantage capable de mobiliser une classe sociale, définie par sa position dans la production, soit pour les conflits face à face avec les maîtres de l'entreprise et de l'économie, soit pour un programme politique d'action révolutionnaire, soit encore pour des négociations collectives qui peuvent aller, nous l'avons vu, jusqu'à un pacte social.

Ces trois formes d'action syndicale ont en commun d'affirmer le rôle des salariés comme un des facteurs principaux de la formation des politiques économiques et sociales à travers leurs conflits directs avec les chefs d'entreprises et par leur action sur l'Etat. Dans les pays latino-américains, les syndicats se définissent plus par rapport à l'Etat que par rapport au patronat et leur action est presque toujours subordonnée à des partis politiques qu'ils ne

---

<sup>328</sup> C'est notamment le cas du PSTU, le parti socialiste des travailleurs unifié. Nous reviendrons plus longuement sur ce parti.

<sup>329</sup> Il s'agit notamment de la politique traditionnelle, qui s'exerce à l'intérieur des assemblées locales et du Congrès.

<sup>330</sup> C'est à dire dans ceux des transports, de la santé, des logements, de l'éducation, de la politique générale, etc.

<sup>331</sup> Ch. Debbash, *lexique de termes politiques*, op. cit. , p. 251.

contrôlent pas. On assiste au développement conjoint, chargé de tensions, des deux fonctions du syndicalisme<sup>332</sup>, ce qui entraîne une tendance à la scission des organisations syndicales.

En effet, la CUT est soumise à des pressions politiques qui vise à faire de ses syndicats des courroies de transmission du PT<sup>333</sup>, ce qui l'empêcherait d'agir en faveur des salariés dont elle est censée défendre les intérêts. Pour certains auteurs<sup>334</sup>, la possible subordination, au niveau national, de l'action syndicale à une action politique irait bien au-delà de manipulations au service de quelques dirigeants, puisqu'elle reposerait sur un *autoritarisme ouvrier*.

En réalité, contrairement à la thèse de l'autoritarisme de la classe ouvrière, c'est la faiblesse générale du thème de la démocratie dans le modèle socio-politique brésilien qui expliquerait cette tendance à la soumission.

On peut en effet noter, parmi les ouvriers, une forte demande en faveur d'un parti ouvrier, et même d'un parti exerçant une hégémonie politique. Cet appui donné à un parti, unique ou quasi-unique, peut être lié à une attitude démocratique ou antidémocratique, selon la nature du système politique. Les ouvriers auraient ainsi un but constant, celui de maintenir un haut niveau d'influence politique.

Ainsi, si le système politique est relativement ouvert, cet objectif accroît leur participation au système politique. Si le système politique est fermé, ils appuient volontiers des leaders qui promettent de rompre les barrières qui s'opposent à l'influence politique des salariés urbains.

Selon Alain Touraine, « il faut donc conclure que le monde ouvrier en Amérique latine cherche à utiliser le système politique plutôt qu'il ne se sent responsable de la démocratie »<sup>335</sup>. Cependant, il paraît difficile d'adhérer à une telle thèse, puisque le PT comme la CUT se sont constitués dans un mouvement promouvant autant la démocratie que la lutte de classe. Nous nous efforcerons par conséquent de démontrer que c'est la volonté même du gouvernement Lula qui est ici en cause.

La tendance majoritaire du PT, bien qu'elle n'utilise plus la grille de lecture marxiste, s'inspire toutefois implicitement à une conception selon laquelle le syndicat est subordonné au parti. Tout comme les sociaux-démocrates allemands de la IIème Internationale, l'Internationale communiste, le Kominform puis le Mouvement communiste international,

---

<sup>332</sup> Le syndicalisme latino-américain a plus nettement qu'en Europe une double fonction : acteur de la société industrielle, il est aussi acteur du développement national.

<sup>333</sup> Cette tendance renouerait ainsi avec une conception des pratiques syndicales telles qu'elles étaient en vigueur des années 1930 à 1980.

<sup>334</sup> Nous faisons ici référence à des auteurs tels que S. M. Lipset et les nombreux sociologues à sa suite.

Lula semble vouloir faire du syndicat *l'antichambre*, non plus de la lutte pour le socialisme, mais de la mise en pratique de la *bonne gouvernance*. Cette dernière apparaît alors comme relevant du parti, qui n'est en réalité pas le PT mais celui du bloc au pouvoir.

Théorisée en 1906 par Karl Kautsky, cette conception remaniée par la direction luliste rejette toute notion de neutralité syndicale pour défendre au contraire le bien-fondé d'une coopération étroite entre syndicat et parti, sous la direction de ce dernier. C'est ainsi qu'alors que la CUT n'a pas eu la capacité d'influer de façon décisive sur le gouvernement, ce dernier s'est au contraire montré capable de coopter une partie des mouvements sociaux. Si la CUT formule des critiques envers certains aspects de la politique du gouvernement, sa direction a en pratique plus développé une stratégie de collaboration avec le gouvernement qu'une lutte intransigeante pour défendre les intérêts de ses syndiqués.

Mais comme l'a montré l'histoire du syndicalisme communiste, le simple alignement sur le politique par les syndicats semble peu réaliste. En effet, les fonctions et les pratiques d'un syndicat différent de celles d'un parti, quel qu'il soit, ce qui lui permet, malgré les conceptions de la bureaucratie pétiste, de conserver une certaine spécificité voire son autonomie.

## **B. La probable soumission à l'appareil gouvernemental**

### **1. Le PT, courroie de transmission du gouvernement ?**

L'action de voter est le phénomène qui dénote une démocratie, mais il n'est pas sans équivoque. En effet, la *machine politique* a le mérite d'épargner beaucoup d'efforts : si le candidat doit, au moment de la campagne, prendre la peine de convaincre le corps électoral de la justesse des opinions qu'il professe, la *machine* lui évite la majeure partie du travail en lui important des électeurs qui adhèrent à ses vues sans qu'il ait eu besoin de les exposer.

En contrepartie, pour les dirigeants en devenir, il y a des récompenses solides, de longs et utiles efforts leur valant un poste administratif.

Selon Bertrand de Jouvenel, « plus les partis s'organisent, plus c'est le "drapeau" et la machine qui assurent l'élection, plus l'élu est inféodé à la "machine" »<sup>336</sup>.

---

<sup>335</sup> Alain Touraine, *La parole et le sang*, op. cit.

<sup>336</sup> Bertrand de Jouvenel, *Du pouvoir*, op. cit., p. 335.

Si en effet, « plus la machine est puissante, plus les votes sont disciplinés, moins la discussion a d'importance »<sup>337</sup>, il semble cependant que ce soit la direction du parti, et au premier duquel son élu à la présidence, qui tient le PT dans son ensemble, et non l'inverse : c'est le gouvernement Lula qui utilise le PT pour faire appliquer ses réformes.

Il paraît par conséquent inexact d'affirmer que « dans ces conditions aucun gouvernement n'est possible que celui voulu par le parti »<sup>338</sup>, bien qu'effectivement le gouvernement Lula ne pourrait subsister sans l'appui du PT. Ainsi, si ce dernier, remportant la compétition électorale, a pu mettre son chef au gouvernement, celui-ci ne parvient à appliquer ses mesures que dans la mesure où il maîtrise cette *machine politique*, ce qui lui permet de disposer d'une sorte d'*Imperium* ou pouvoir concret sans partage ni entrave.

La réduction du rôle du PT à celui d'agent politique de l'Etat, c'est-à-dire ne pouvant s'identifier à l'opinion publique et aux mouvements sociaux qui l'animent, risque d'entraîner le gouvernement à sa propre perte, puisque historiquement le PT s'est défini comme le moteur et le relais politique des exigences sociales.

Cette utilisation du PT comme organisation préparant l'élection d'un président *de gauche* porté par un vaste courant (l'Articulation) organisé dans un parti renvoie à un certain pragmatisme et à un *réalisme* économique, qui servent de la même façon de justifications de l'exigence d'une union sacrée de toutes les tendances du PT, de manière à mieux les réduire au silence. La situation brésilienne correspondrait alors au fait que « dans les pays social-démocrates, les partis d'inspiration socialiste deviennent des partis de gouvernement. »<sup>339</sup>

En effet, l'accès des dirigeants pétistes au sommet de l'Etat entraîne une distance croissante entre la direction pétiste et les revendications sociales, et partant de là, à un affaiblissement du PT lui-même qui tend à n'être plus rien d'autre qu'une force politique et non l'interprète de l'expérience sociale au pouvoir, son rôle dirigeant dans les revendications sociales disparaissant progressivement. Or, si toute participation politique consiste à adhérer à un programme de gouvernement, nous assistons alors à la soumission de l'opinion aux partis et du parti à l'Etat, la figure centrale n'étant plus le parti mais l'individu<sup>340</sup>.

Lula, en prenant les commandes de l'Etat, s'est en quelque sorte identifié avec une volonté collective, avec le mouvement social brésilien, dévorant dans la foulée la société civile et d'abord les mouvements populaires, dont le PT.

---

<sup>337</sup> *Ibidem*, p. 336.

<sup>338</sup> *Ibidem*.

<sup>339</sup> Alain Touraine, *L'Après-Socialisme*, Bernard Grasset, Paris, 1980, p. 61.

<sup>340</sup> Nous nous référons ici au phénomène de personnalisation du pouvoir.

Devenant le personnage central, l'Etat-parti écrase de son pouvoir les rapports sociaux, triomphant de la société et en premier lieu des militants pétistes<sup>341</sup>. Cette emprise de l'Etat qui se renforce sur la société diffère toutefois des *Etats socialistes* en ce qu'il n'est pas un Etat totalitaire, même s'il se situe dans une logique politique qui repose sur la fusion du parti et de l'Etat conduisant à la domination de la société par un Etat qui parle au nom du peuple<sup>342</sup>.

C'est pour ces raisons que certains radicaux pétistes considèrent que les conflits existants à l'intérieur du gouvernement ne peuvent pas mener à un changement fondamental de son orientation. Alliée à la prise en compte du processus de transformation du PT, cette analyse ne peut que les conduire à leur départ de ce parti, puisqu'à leurs yeux il ne peut constituer par ailleurs un instrument de lutte pour réorienter la politique gouvernementale dans un sens qui leur conviendrait.

## 2. La marche à la désaffiliation

Le risque qui pèse sur le PT est qu'à l'instar des pays social-démocrates, ce parti de masse s'affaiblisse jusqu'à devenir coalition électorale puis force d'appui d'un gouvernement. Nous pouvons ainsi analyser la mutation qui s'opère comme un passage (non achevé) du parti-classe au parti-Etat.

Comme l'estime Pierre Bourdieu, « l'expression des intérêts des dominés est seulement confiée à des “représentants” et autres “tenant lieu” qui parlent toujours au nom des autres et continuent par là même de leur dérober leur propre parole. Au sein d'une société confrontée à l'antagonisme des classes, les dominés auraient pour seule alternative la résignation au silence d'un côté, la délégation de parole aux “professionnels politiques” d'autre part<sup>343</sup>. »

Ceci peut permettre d'expliquer que les liens restent malgré tout extrêmement forts entre la majorité des militants syndicaux et la nouvelle équipe au pouvoir. Ainsi, lors du huitième Congrès de la CUT, du 2 au 7 juin 2003, les candidats appartenant aux courants du PT favorables à Lula ont été plébiscités en remportant 74,6 % des votes. Les participants au

---

<sup>341</sup> C'est ainsi que le gouvernement, par l'intermédiaire de Lula, a imposé aux groupes parlementaires du PT un rôle de courroie de transmission des décisions de son noyau central.

<sup>342</sup> Il convient cependant de ne pas trop noircir le tableau, du fait notamment de la lutte qui s'opère à l'intérieur du PT pour que ses adhérents, militants et sympathisants puissent se réapproprier leur parti.

<sup>343</sup> Jean Baudouin, *Introduction à la sociologie politique*, Points, Essai, Editions du Seuil, septembre 1998, pp. 249-250.

Congrès ont de surcroît décidé de mettre de côté leur traditionnelle culture d'opposition pour prendre part activement aux différents groupes interministériels et accroître leur influence.

Ce renforcement des liens entre la CUT et le gouvernement, n'est pas sans risques comme nous le montrent les vives tensions internes lors de la réforme des retraites, quand la Centrale a opté pour une position de neutralité vis à vis du gouvernement et a décidé de ne pas appuyer les mots d'ordre de grève lancés par la plupart des syndicats de la fonction publique.

En effet, ces derniers ont menacé de créer une nouvelle centrale, tandis que le syndicat Força Sindical, adversaire historique de la CUT, en profitait pour se profiler comme le seul véritable défenseur des travailleurs de l'ère Lula, puisque la CUT apparaît progressivement comme une courroie de transmission entre les organes du pouvoir et les travailleurs.

De plus, le groupement *Conlutas*, impulsé par le PSTU et avec la participation de certains syndicalistes membres du PSOL<sup>344</sup>, multiplie les tracts, déclarations et réunions publiques appelant les syndicats à se désaffilier de la CUT.

Le mécanisme de dépossession du peuple brésilien au profit d'une caste dirigeante, la confiscation par une oligarchie politique de la prétendue *souveraineté* du peuple, s'il n'est pas irréversible, risque cependant d'entraîner la désaffection par ce peuple de ses organisations historiquement constituées pour le défendre.

Ainsi, alors qu'à l'origine le PT et la CUT sont des structures sociales non institutionnelles, c'est à dire ne représentant pas les intérêts des élites traditionnelles ou nouvelles dans leur forme d'organisation, si la CUT devient la courroie de transmission du PT, qui lui-même tend à devenir la courroie de transmission du gouvernement Lula, il ne fait aucun doute de l'avenir de l'indépendance historique de ces organisations ouvrières : elles seront toutes de fait soumises aux organes du pouvoir, à partir du moment où un ou plusieurs dirigeants du PT siégeront dans un gouvernement, quel qu'il soit.

Ce processus est accéléré par le fait que, parmi les militants les plus fermement attachés à la tradition du PT et de la CUT, nombreux sont ceux qui quittent, ou sont sur le point de le faire, les rangs de ces organisations, et en premier lieu du PT.

---

<sup>344</sup> Bien qu'officiellement le PSOL n'ait à l'époque pas pris position en faveur (ni contre) de cette campagne de division, certains des alliés d'Heloisa Helena au sein de la direction de ce parti s'étaient publiquement prononcés : le député Baba, en accueillant la marche de Conlutas à Brasília ; la députée Luciana Genro, en se faisant représenter à la réunion de direction de Conlutas, ou encore la présidente du syndicat Andes, membre du PSOL et membre de Conlutas.



## **Chapitre 2- Quel parti pour demain ?**

Le PT, parti politique ou « réunion d'hommes qui professent la même doctrine politique »<sup>345</sup>, recherche le pouvoir, à la différence des groupes de pression qui cherchent à agir sur le pouvoir, à l'influencer tout en lui demeurant extérieur.

### **Section 1- Des luttes de tendance à l'isolement**

Contrairement à toutes les autres formations politiques du Brésil, le PT n'est pas un parti conçu par et pour des élus, mais un parti de masse et de structure et démocratique dont l'existence est marquée par les débats, bien que cette tradition de démocratie interne soit actuellement remise en cause.

#### **I. La remise en cause de la démocratie ouvrière**

Il semble ainsi que les modes de fonctionnement et d'organisation interne du PT aient subi une évolution du type parti socialiste (social-démocrate) au type parti communiste (*stalinien*), le pluralisme n'étant plus toléré dès lors qu'il interfère avec le champ électoral.

#### **A. La tradition pluraliste du PT**

##### **1. Le droit de tendance**

Si la structure interne des partis est très peu centralisée, du fait de leur fédéralisme et du manque d'unification du marché politique, le PT constitue une exception dans le paysage politique brésilien. En effet, alors qu'au sein des autres partis les élus sont peu disciplinés<sup>346</sup> et ne sont guère loyaux<sup>347</sup>, ceux du PT votent de façon presque toujours unanime (certes après de nombreuses réunions) et bien peu l'abandonnent.

Par ailleurs, lorsqu'au PT les points de vue défendus par les principaux élus sont hétérogènes, cette hétérogénéité s'inscrit le plus souvent dans des querelles de tendances

---

<sup>345</sup> Benjamin Constant, 1816, cité par Maurice Duverger in *Les partis politiques*, Armand Colin, 1976, p.19.

<sup>346</sup> Dans les arènes législatives, ils votent souvent de façon différente.

tandis que dans les autres formations elle est le fait d'un manque de concertation entre oligarques ou caciques.

Le PT constitue par conséquent un parti à caractère unique, les factions politiques à l'intérieur de celui-ci représentant les différents courants du mouvement ouvrier, des sociaux-démocrates "de droite" aux marxistes révolutionnaires.

Parmi ces factions, il en est une qui se retrouve dans toutes les périodes et dans tous les partis sociaux-démocrates, la tendance de gauche, assez structurée et très active, bien que dans le cas du PT elle soit elle-même subdivisée en plusieurs courants politiques.

On a pu faire valoir que l'enthousiasme de la jeunesse s'accommodait mal des compromis sociaux-démocrates, et donc que ceux qui se reconnaissaient dans ces tendances de gauche étaient essentiellement des jeunes adhérents, quitte d'ailleurs à adopter ensuite des positions plus modérées. Outre son simplisme, qui n'exclut pas une certaine part de vérité, cette thèse n'explique pas pourquoi nous pouvons trouver dans ces tendances de gauche des hommes politiques en pleine maturité.

Au demeurant, les motivations psychologiques de militants des ailes gauches n'offrent guère d'intérêt. Le problème est plutôt de déterminer le rôle que ces tendances jouent, de comprendre ce qu'elles apportent au PT et ce qu'elles attendent de lui. Dès lors qu'en effet, ces tendances ne sont pas de simples groupements éphémères, rassemblées sur une question, mais qu'elles offrent une certaine continuité, la question se pose de savoir pourquoi elles continuent d'appartenir au PT, en situation d'opposition à la ligne majoritaire<sup>347</sup>.

Comme nous l'avons déjà remarqué, le projet du *new* PT se marque d'abord à ce qu'il reconnaît et accepte dans la société la pluralité des intérêts et la coexistence de divers acteurs. Dès lors que le propos du PT n'est plus à proprement parler la lutte et la victoire d'une classe sur l'autre, sa force véritable résiderait non pas dans une unanimité et une absolue cohésion internes, mais au contraire dans son aptitude à assumer, dans son propre sein, les différences et les conflits. L'unité est en effet nécessaire à un groupe social qui se propose d'en affronter un autre pour le vaincre, mais si le propos est l'intégration des différences et la gestion des conflits, alors le meilleur instrument est celui dont la structure est conforme au but, c'est-à-dire qui accepte le conflit interne.

Ce n'est pas tant que le PT n'ait pas les moyens de venir à bout des divisions, ce n'est pas non plus que la masse des adhérents ait plus de pouvoir sur la ligne générale du parti, c'est

---

<sup>347</sup> Ces dernières années, plus d'un député fédéral sur quatre a changé au moins une fois de parti en cours de mandat, mais ce phénomène touche surtout les partis conservateurs.

que fondamentalement le spectacle de la division a une signification politique. Il est comme le gage et la garantie du pluralisme auquel le PT entendait faire place en arrivant au pouvoir. Il apporte, en même temps, la preuve que le conflit politique est viable sans qu'un des deux termes anéantisse l'autre.

Enfin, la tribune des congrès et le jeu des motions offrent un champ d'action maîtrisable à l'énergie combative et à la violence des conflits, ils permettent une sorte de décharge purificatrice. Il ne faudrait cependant pas en déduire que les divisions sont fictives, que l'enjeu des débats est nul, car le risque de la scission ou du renversement de la direction est toujours réel. Cela est d'ailleurs nécessaire pour que les acteurs jouent le jeu, sans quoi il y aurait simplement mystification et tous s'en désintéresseraient.

## 2. La liberté de critique

A l'échelle sociétale, du fait que le PT accepte le jeu démocratique, ceux qui détiennent effectivement ce pouvoir, dont les membres pétistes du gouvernement dernièrement élu, sont périodiquement soumis à un contrôle des simples citoyens. Le but de la bureaucratie pétiste étant bien entendu de se maintenir au gouvernement, le système démocratique met une limite décisive au pouvoir qu'elle détient sur sa propre base. Les travailleurs par leur vote ou simplement leur abstention pourront renverser le gouvernement Lula, comme ils l'ont déjà partiellement sanctionné dans le cadre d'élections municipales : la bureaucratie encadre certes la classe ouvrière, mais elle en dépend tout de même pour se maintenir au pouvoir.

A l'intérieur même du PT, ce sont ses composantes à gauche qui fournissent la critique des orientations prises par le gouvernement en général, et par ses membres pétistes en particulier.

La composition sociale des ailes gauche prouve qu'il s'agit essentiellement de conflits de nature politique : en général, elles ne représentent pas une force sociale particulière ; elles ne comprennent pas, par exemple, une proportion d'ouvriers supérieure à la moyenne du parti, mais elles ne sont pas non plus limitées à quelques cercles individuels. Le clivage est donc essentiellement politique, c'est en lui-même qu'il est nécessaire au fonctionnement du PT et non par les divisions sociales qu'il exprimerait. Le pouvoir de la bureaucratie sur la masse des adhérents syndicaux et politiques autorise ainsi de laisser s'exprimer les conflits et les

---

<sup>348</sup> Nous tâcherons d'expliquer par ailleurs un peu plus tard pourquoi la direction majoritaire tolère ces tendances qui passent la majeure partie de leur temps à la critiquer.

divergences à l'intérieur même du PT. En effet, les procédures de vote et l'organisation des congrès permettent en définitive presque toujours à la direction et à l'appareil de conserver le dernier mot.

Cependant, il est nécessaire de mesurer l'importance symbolique de cette division interne du PT, de sa mise en scène dans les congrès. Le jeu des conflits internes permet ainsi de maintenir à l'intérieur du parti nombre de membres qui sans cela risqueraient d'attaquer de l'extérieur le compromis. Les conflits internes sont, malgré les risques réels qu'ils présentent, le meilleur moyen de contrôler les divergences. L'acceptation de conflits internes relève en un sens d'une volonté démocratique, mais ils ne sont reconnus et tolérés que dans une certaine limite. Le plus souvent, ils ne débouchent pas sur des compromis entre les lignes en présence, et la direction réussit presque toujours à faire admettre sa position<sup>349</sup>, mais il ne faut pas simplifier cette situation : comme il en va de l'appareil syndical, le pouvoir de l'appareil politique sur sa base est loin d'être absolu, les conflits surgissant pouvant toujours remettre en cause le pouvoir central.

Il reste toutefois que l'ampleur de ces conflits est limitée : quelques soient les divergences, il subsiste un accord sur l'essentiel, à savoir le choix de la démocratie, les liens privilégiés avec les syndicats et plus généralement avec la classe ouvrière, les désaccords ne portant au fond que sur la nature du compromis à passer avec la *bourgeoisie*, les ailes gauches par leur présence même indiquant le point qu'il ne faut dépasser. En effet, lorsque l'essentiel est rompu, alors la procédure de la scission ou de l'exclusion intervient, mais le plus souvent ne sont exclus que des individus ou des petits groupes, et non des courants ou des fractions entiers.

La liberté de critique, corollaire du droit de se constituer en tendance (c'est-à-dire du droit d'exprimer des désaccords avec l'orientation adoptée par la majorité du parti lui-même) qui caractérisait la spécificité du PT, est sérieusement remis en cause avec son arrivée au pouvoir. Il semblerait que la direction pétiste ait décidé de choisir entre le pragmatisme et l'efficacité d'une part, l'idéal démocratique d'autre part !

---

<sup>349</sup> En particulier grâce au poids des appareils bureaucratiques. En effet, la direction pétiste, acquise au réformisme et structurant ce courant politique au niveau de la société et de l'Etat, tend à unifier par ses moyens les comportements des individus qui composent le PT, dans le sens du refus de tout changement de structure.

## B. De la liberté à l'autorité

Avec la campagne électorale de 2002 et la politique luliste, la perte de substance du PT en tant que parti socialiste a connu un saut qualitatif<sup>350</sup> alors même que les espaces de démocratie interne se réduisaient considérablement.

### 1. Le centralisme contre la démocratie

Créé par des responsables syndicaux, des laïcs proches de l'Eglise et des intellectuels afin d'« unifier les travailleurs » et leur donner l'opportunité d'accéder à un « espace de participation politique »<sup>351</sup>, le PT a au fil des ans renforcé sa tendance au centralisme<sup>352</sup> aux dépens de sa structure démocratique.

Ainsi, au sein de cette formation de structure pyramidale<sup>353</sup>, la Direction nationale est le lieu de commandement effectif<sup>354</sup>, bien que les Congrès soient des moments unificateurs des réflexions de caractère théorique et politique, d'analyse des expériences de la praxis révolutionnaire et réformiste et de leur insertion dans l'orientation stratégique du PT.

Le PT ne se réfère pas explicitement au modèle léniniste du *centralisme démocratique*. Cependant, comme nous le verrons par la suite, la justification des exclusions pratiquées par la direction du parti envers certains de ses membres parlementaires rappelle la pratique de *l'unité dans l'action*.

Mais si, en dernier lieu, c'est bien la direction qui tranche le débat, il semblerait que celle-ci ne décide de fonctionner sur le modèle bolchevique que pour contraindre tous ses membres élus à adopter une même position, sans appliquer les décisions prises par la *majorité* du PT.

En effet, comme nous avons déjà pu le remarquer, le programme du gouvernement Lula ne reflète pas les résolutions adoptées par la majorité des membres du PT lors de son

---

<sup>350</sup> Cela se vérifie par l'affiliation au PT de personnalités clairement positionnées à sa droite, sans aucun lien avec sa tradition progressiste, ainsi que par le financement partiel de sa campagne électorale par des entrepreneurs.

<sup>351</sup> Sur les travaux préparatoires à la création du PT, voir Rachel Meneguello, *PT : a formação de um partido*, Sao Paulo, Paz e Terra, 1989.

<sup>352</sup> La notion de centralisme désigne ici la centralisation des pouvoirs vers un petit groupe d'individus, soit la version hiérarchisée, centralisée et disciplinée du parti de masse, fondée sur l'action de *minorités agissantes* par opposition à l'action des masses : il s'agit dès lors d'une contradiction négative entre les initiatives de la direction, qui a une fonction centraliste et administrative, et le vécu de la masse des militants.

<sup>353</sup> Les autres partis brésiliens sont au contraire des juxtapositions de fiefs, des conglomerats raisonnés et complexes d'entreprises politiques locales.

dernier congrès. Si les controverses n'y sont pas rares, le PT devient un espace clos où les militants élaborent une ligne stratégique (et les modalités de son application) qui n'est désormais plus respectée par son principal dirigeant, alors que ces mêmes militants, se pliant à une centralisation renforcée, obéissent sauf exceptions<sup>355</sup> aux instructions de la bureaucratie pétiste.

L'écart croissant entre les promesses du grand projet pétiste à sa fondation et le quotidien du système vécu par la population risque par ailleurs d'acculer les autorités pétistes à se réfugier dans la célébration d'une figure patriarcale, en la personne de Lula. Seules les chances des militants de se voir promus à des positions dirigeantes<sup>356</sup> pourraient légitimer la politique mise en œuvre par le gouvernement Lula, et la réélection de ce dernier lors des prochaines présidentielles grâce au concours de la base du PT, dans une logique autoréférentielle.

Ce qui distingue cependant un exécutif fort mais démocratique d'un exécutif autoritaire ne réside pas dans le fait qu'il s'appuie sur un parti majoritaire, mais dans la nécessité de s'assurer l'assentiment et la confiance des députés qui le soutiennent.

## 2. Discipline de vote et exclusions

La nullité du mandat impératif empêche chaque député de s'assujettir aux pressions, en privant de tout effet de droit les engagements qu'il peut contracter quand à la manière dont il exercera son mandat : il est libre de concevoir cet exercice comme il l'entend, ce qui implique évidemment la liberté de consentir à la discipline du parti dont il est membre et de voter en conformité avec son groupe. S'il accepte l'obligation, celle-ci est exclusivement politique et ne peut être sanctionnée que politiquement, c'est-à-dire par l'exclusion.

La *clause tchécoslovaque* met en effet fin à la fiction que persistait à maintenir la doctrine classique du mandat parlementaire : les députés sont élus plus sur leurs étiquettes que sur leurs qualités personnelles, dont il résulte la pratique universellement répandue de la

---

<sup>354</sup> Dans les autres partis c'est une instance assez artificielle, sorte de commission d'arbitrages prudents entre des chefs locaux.

<sup>355</sup> Nous pensons ici à l'aile gauche déjà mentionnée, dont certains se feront d'ailleurs exclure pour avoir refusé de se plier à la discipline de vote imposée par la direction.

<sup>356</sup> Le PT délivre plus de *ressources collectives* que les autres partis politiques à ses candidats, à ses élus et cadres, tant en volume qu'en valeur. En vingt ans, le PT s'est en effet construit l'image d'une formation éthique : les cas de corruption en son sein sont exceptionnels et ceux révélés portent sur des sommes modiques et servent rarement à l'enrichissement personnel de ses membres, tandis que les autres formations sont périodiquement secouées par des trafics d'influence, de détournements de fond et d'enrichissement illicite de leurs élus. Précisons toutefois que le PT a connu récemment un cas de corruption qui a entaché son image.

discipline de groupe. Cette rationalisation des comportements politiques comporte cependant des effets pervers que révèle la victoire pétiste.

En effet, si la cohérence parlementaire a toujours été prônée par le PT, ce dernier a toujours pris en compte la possibilité, sur un vote donné, lorsque des questions de conscience sont en jeu, pour des parlementaires de voter différemment de la position majoritaire. Or, si la situation traversée par le PT lors du débat sur la réforme des retraites apparaissait exceptionnelle<sup>357</sup>, la Direction nationale pétiste a refusé aux parlementaires l'expression de leur divergence vis-à-vis de la position majoritaire.

C'est ainsi qu'au mois de juin 2003, constatant qu'il ne peut pas obtenir un consensus, le gouvernement décide de présenter lui-même au Congrès son projet de réforme des retraites<sup>358</sup>, qui représente la synthèse du contraire de tout ce pour quoi le PT et la CUT se sont prononcés depuis leur origine.

Les syndicats de fonctionnaires déclarent ainsi qu'ils refusent cette *contre-réforme* et en exigent le retrait pur et simple, leur coordination syndicale nationale appelant à une marche sur Brasilia le 8 juillet. De son côté, la direction de la CUT<sup>359</sup> rappelle les revendications invariablement défendues par le PT et elle-même, et se déclare opposée à la réforme telle qu'elle est présentée, réclamant entre autres l'abandon de la taxation des inactifs.

Un tiers du groupe parlementaire pétiste, soit trente députés, et plusieurs sénateurs dont Heloisa Helena, déclarent qu'ils ne voteront en aucun cas une telle réforme, expliquant que la direction du parti abandonnait les positions historiques du PT, et qu'ils ne faisaient rien d'autre que défendre celles-ci. La direction du PT déclare quant à elle que ceux qui ne la voteront pas seront exclus. L'exigence faite aux parlementaires pour ne pas être sanctionnés était qu'ils fassent savoir qu'ils voteraient pour les réformes présentées<sup>360</sup>.

L'aile gauche du PT exprime alors son indignation. C'est ainsi que le courant *O Trabalho*, dans une déclaration publique, met en garde contre ce qui pour lui représenterait un

---

<sup>357</sup> La position défendue par la majorité de la direction, accompagnant celle du gouvernement, résultait de changements récents et contredisait des positions défendues de longue date par le PT.

<sup>358</sup> Ce projet prévoit notamment que les fonctionnaires partant à la retraite ne recevront plus l'intégralité de leurs salaires, l'allongement de la durée de cotisation, la cotisation des retraités eux-mêmes, l'instauration des fonds de pension...

<sup>359</sup> La centrale syndicale avait par ailleurs réuni son congrès du 3 au 7 juin 2003. La motion demandant le retrait de la réforme des retraites avait obtenu 25 % des voix. Toutefois, aucun délégué n'avait déclaré être d'accord avec le projet du gouvernement. La direction élue à cette occasion reçut pour mandat d'obtenir des amendements sur le projet proposé par le gouvernement. La CUT appuiera ainsi la grève des fonctionnaires mais n'y appellera pas et ne se déclarera pas pour le retrait du projet (seulement pour des amendements).

<sup>360</sup> Dans une déclaration à la presse, José Genoino, président du PT, affirme que ces mesures disciplinaires sont prises parce que les parlementaires s'opposent, « ce qui est incompatible avec les actions du parti. »

risque de destruction du PT, par la remise en cause de ce qui constitue la marque spécifique du pétisme : la libre discussion, la liberté de pensée et de débat.

En outre, le 2 août 2003, une délégation de fonctionnaires fût brutalement réprimée par la troupe de choc<sup>361</sup> dans les locaux de l'Institut national de la Sécurité sociale (INSS). La sénatrice Heloisa Helena, qui était venue appuyer la délégation, est brutalement traînée dehors avec une responsable syndicale. De nombreuses voix s'élevèrent dans le PT contre cette répression<sup>362</sup>. Le 5 août, pour soustraire les députés à la pression des dizaines de milliers de manifestants qui s'apprêtent à affluer sur Brasilia, le gouvernement anticipe le vote de son projet de réforme, initialement prévu le 6 août, et dont il annonçait le report à la mi-août.

Seuls trois députés du PT votent contre<sup>363</sup> et neufs s'abstiennent<sup>364</sup>, les autres députés votant pour la réforme<sup>365</sup>.

L'exclusion des parlementaires pétistes réfractaires à la discipline luliste par la majorité de la Direction nationale en décembre 2003 pose une nouvelle fois la question du respect des libertés démocratiques.

Le processus de rupture d'un secteur du mouvement populaire avec le gouvernement et la direction du PT, ainsi que le mécontentement d'amples secteurs intellectuels et culturels<sup>366</sup>, trouvent leur expression politique dans le soutien que reçoivent ces parlementaires de la gauche radicale<sup>367</sup>.

---

<sup>361</sup> Quelques semaines auparavant, le président de la Chambre des députés, dirigeant du PT, avait appelé la troupe de choc qui, pour la première fois depuis la dictature militaire, était entrée dans le Congrès, frappant des grévistes venus en délégation.

<sup>362</sup> C'est ainsi que le député de São Paulo, Yvan Valente, condamne cette attitude « désastreuse et absurde ». Un autre député pétiste, Chico Alencar, dénonce « l'effet dévastateur pour la morale du parti des bombes à gaz, dont les éclats blessent notre tradition démocratique. »

<sup>363</sup> Il s'agit de Luciana Genro, Joao Batista Baba et Joao Fontes.

<sup>364</sup> Sept sont membres du courant *Articulation de gauche*, et deux de *Démocratie socialiste (DS)*, qui ont été suspendus pour une première de deux mois.

<sup>365</sup> Remarquons que parmi eux se trouvent tous les députés de DS (sauf deux), qui expliquent qu'« en élisant Lula, la majorité du peuple brésilien a voté en faveur de changements immédiats [...]. De tels changements ne constituent pas une tâche facile [...]. Nous regrettons la confrontation avec la CUT et les fonctionnaires sur la réforme des retraites [...]. Nous reconnaissons cependant que la lutte sociale et l'action des parlementaires a produit des avancées importantes dans le texte [...]. Mais la proposition est encore insuffisante [...]. Cependant, pour un impératif de discipline de parti, et du fait que nous estimons que la discussion sur le cours suivi par notre gouvernement n'est pas close, mais au contraire s'accroît et prend une forme définie dans le débat sur la politique économique, nous votons pour le projet de réforme des retraites. »

<sup>366</sup> C'est le sens du *Manifeste d'alarme contre la proposition de réforme de la Prévoyance engagée par le gouvernement*, lancé le 11 juin 2003 par des intellectuels de renom, dont plusieurs sont parmi les fondateurs du PT, qui demandaient le retrait du projet de réforme qui « n'offre rien qui puisse résoudre les problèmes réels du système des retraites ». Au meeting de lancement de ce manifeste, le professeur Francisco de Oliveira déclarait par ailleurs que « pour être clair, cette histoire de réforme de la Prévoyance est une affaire de gros sous. Laissons les mystifications idéologiques de côté, il s'agit de commerce. La Prévoyance vaut beaucoup plus que toutes les privatisations faites par F. H. Cardoso. C'est de cela qu'il s'agit. Et c'est une ironie amère que ce soit un



## II. La reconfiguration de la radicalité

Il nous semble que la situation de la gauche pétiste post-2002 (et plus généralement du PT lui-même) peut être analysée à travers différents prismes, selon que l'on insiste sur l'instrumentalisation qui en est faite par la direction luliste, ou au contraire que l'on prend en considération les tentatives de cette dernière pour retrouver le pétisme originel.

### A. Instrumentalisation et marginalisation de la gauche pétiste

#### 1. Miguel Rosetto, ministre « trotskyste » et la question de la terre

Les tendances de gauche savent qu'il est extrêmement difficile, sinon impossible de renverser les dirigeants en place. Ce point peut permettre de comprendre pourquoi la direction pétiste ne cherche pas à exclure l'ensemble de ces groupes.

Nous avons en effet noté, ici et là, des mesures ponctuelles d'exclusion mais pas d'exclusions en masse des militants de l'aile gauche. Cette tolérance pourrait s'expliquer par le fait qu'étant sûres, au fond, de n'être pas vraiment menacées, la direction modérée du PT ne trouverait qu'avantage à la présence d'éléments radicaux.

Ces derniers représenteraient en effet en quelque sorte la part d'idéal, voire de l'utopie du pétisme, tout en ne faisant courir aucun risque à une gestion modérée et réaliste. Cette aile gauche aurait alors une fonction essentiellement idéologique et morale : elle jouerait le rôle de la conscience pétiste, éventuellement celui de laboratoire d'idées, ou dans une perspective critique, de simple alibi<sup>368</sup>.

Enfin, ces groupes constitueraient une sorte de réservoir d'énergie et de talents où les modérés du PT recruteraient, après les avoir assagis, leurs futurs dirigeants. L'aile gauche

---

gouvernement du PT qui en vienne à placer l'avenir des travailleurs du public dans les mains du capital financier, sujet à toutes les volatilités et à la spéculation. »

<sup>367</sup> C'est ainsi que des directoires locaux et municipaux du PT ont déclaré publiquement qu'ils n'acceptaient pas les exclusions et qu'ils affilièrent les parlementaires exclus, continuant de les considérer comme membres à part entière du PT. Citons, à titre d'exemple, la décision du directoire municipal de São José d'approuver, le 21 septembre, une motion contre les exclusions, invitant ceux qui en sont menacés à s'affilier à ce directoire. La motion, adoptée à l'unanimité, enregistre qu'« il y a dans le directoire municipal des camarades qui sont en faveur de la réforme des retraites, d'autres qui sont opposés. Mais tous sont contre les exclusions ».

<sup>368</sup> On retrouverait ici l'analyse communiste de la social-démocratie, selon laquelle les ailes gauches fournissent une phraséologie de gauche tandis que les majorités réformistes font une politique de droite.

étant alors conçue comme une étape, celle où l'on s'initie au pouvoir, où l'on confronte l'idéal et les dures réalités de la gestion, bref une sorte de stage d'apprentissage.

Le cas de Miguel Rosetto, ministre de *gauche* peut dans cette perspective être plus particulièrement souligné<sup>369</sup>, archétype même de l'alibi pour faire accepter à la base sociale du PT une politique de réforme agraire pour le moins timide, alors que ce sujet est considéré depuis toujours par la population brésilienne comme prioritaire.

Ainsi, en avril 2003, ce ministre renouvelait devant les membres du Conseil de la société rurale brésilienne (SRB)<sup>370</sup> l'assurance du maintien de la mesure provisoire<sup>371</sup> MP 2.183<sup>372</sup>.

Par ailleurs alors que les militants du MST multiplient les occupations de propriété, le ministre de la Réforme agraire déclare qu'il respectera la décision des juges du Tribunal suprême fédéral<sup>373</sup> (STF) confirmant « la nullité de l'expropriation de cinq fazendas dans la région de Sao Gabriel, dans l'Etat de Rio Grande do Sul. L'expropriation, signée le 19 mai par Lula, était considérée comme la plus importante jamais opérée dans cet Etat. Elle portait sur une aire de 13 100 hectares »<sup>374</sup>.

Ces quelques exemples illustrent la dégradation de la situation des paysans brésiliens en trois ans de gouvernement Lula-Rosetto. En effet, plus généralement, 200 000 paysans sans terre campent toujours avec leurs familles au bord des routes et les paysans qui n'ont pas accès à la terre représentent avec leurs familles deux millions de personnes. La réalité se charge chaque jour d'en rappeler les conséquences tragiques<sup>375</sup> : on constate ainsi une augmentation constante des assassinats de paysans<sup>376</sup> et militants<sup>377</sup> sans-terre depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Lula-Rosetto.

---

<sup>369</sup> Il est d'ailleurs significatif que ce ministre et dirigeant du PT n'ait rien dit face à la menace de sanction des parlementaires pétistes opposés à la réforme des retraites (dont la première visée était H. Helena, membre du même courant que M. Rosetto).

<sup>370</sup> Une des associations traditionnelles de propriétaires terriens, dont les membres se déclaraient à l'issue de la rencontre satisfaits d'avoir finalement entendu ce qu'ils souhaitaient.

<sup>371</sup> Les mesures provisoires (MP) sont des décrets édictés par le président de la République, sans passer par l'intermédiaire du Congrès (c'est l'équivalent de nos ordonnances).

<sup>372</sup> La mesure provisoire 2 183 a été édictée en 2003 par F. H. Cardoso. Elle dispose que toute terre occupée par des sans-terre, que ce soit une terre « cultivée » ou même « non cultivée » (donc susceptible d'expropriation selon la loi de la réforme agraire) sera exclue durant deux ans du programme de réforme agraire. Il s'agit du meilleur instrument des propriétaires terriens pour bloquer les occupations.

<sup>373</sup> Commentant cette décision, le ministre déclare que « nous respecterons la décision de justice », in *Folha de São Paulo*, 16 août 2003.

<sup>374</sup> « Les ruraux euphoriques, les sans-terre révoltés », *O Estado*, 15 août 2003.

<sup>375</sup> Le samedi 12 février 2005, à Anapu, dans l'Etat de Para, en Amazonie, une militante de la Commission pastorale de la terre, Dorothy Strang, a été tuée dans une embuscade alors qu'elle était en compagnie de trois travailleurs agricoles.

<sup>376</sup> « Samedi après-midi, cinq sans-terre ont été assassinés et treize autres ont été blessés au cours de l'attaque menée contre le campement "Terra Promida", à Nova Alegria, dans l'Etat de Minas Gerais. Selon la police

Dans ce contexte, il paraît intéressant de se demander quelle signification revêtait la désignation d'un dirigeant de Démocratie socialiste comme ministre de la Réforme agraire.

Comment comprendre qu'un dirigeant pétiste se réclamant du trotskysme continue de siéger dans un gouvernement qui laisse impuni les assassinats de sans-terre, si ce n'est aux fins de légitimation des politiques mises en œuvre, alors que dans le même temps, au Venezuela, le président populiste Hugo Chavez signait un décret sur la *réorganisation de la propriété et de l'usage des terres à vocation agricole*<sup>378</sup>. A moins que le courant DS ne suive une stratégie propre (ce courant n'a jamais, officiellement tout du moins, critiqué son représentant au gouvernement), auquel cas il nous incombera d'en démêler la complexité...

On pourrait en définitive faire valoir que si les militants de gauche préfèrent rester dans le PT plutôt que faire scission, c'est qu'ils ont la possibilité d'accéder à des postes de pouvoir ; explication peu satisfaisante d'ailleurs, car on ne voit pas pourquoi, à raisonner en termes de carrière et de pouvoir, ces adhérents ne choisiraient pas d'emblée les groupes majoritaires.

## 2. Raison cynique et vocation majoritaire

La relation entre le gouvernement Lula et l'aile gauche, plus exactement l'incorporation d'une gauche pétiste qui se veut classiste dans le gouvernement Lula, ne pouvait être soumise à une sorte de test fourni par les expulsions des parlementaires radicaux.

La composition même du gouvernement, les rapports sociaux qu'elle traduit et le projet qui en découlait, a priori, constituent la démarcation politique entre l'incorporation à ce gouvernement et le refus de s'y intégrer. Il apparaît probable que l'expulsion d'adhérents fait partie à la fois de la politique du noyau dirigeant pétiste et du gouvernement.

C'est ainsi que l'on peut concevoir une volonté de cette direction de transformer le PT, parti *travailleliste* à l'origine, en parti définitivement *social-démocrate*<sup>379</sup>, à la fois en excluant les radicaux et en y intégrant des composantes qui lui sont historiquement adversaires.

---

militaire, environ quinze hommes armés, certains cagoulés, ont envahi avec une extrême violence le terrain occupé, mitraillant et incendiant les baraquements installés », in *Folha de São Paulo*, 25 novembre 2004.

<sup>377</sup> « Josuel Fernandes da Silva (29 ans) a été abattu de deux balles, dans la commune de São José da Coroa Grande, sur le littoral sud de l'Etat de Pernambuco. Les deux autres travailleurs ruraux, Francisco Manuel de Lima (28 ans) et Edilson Rufino da Rocha (36 ans), ont été assassinés le jeudi 16 décembre au matin dans la ville de Passira », agence *Carta Maior*, 18 décembre 2004.

<sup>378</sup> Ce décret du lundi 10 janvier 2005 vient en application d'une loi sur la terre et le développement agraire de 2001, au titre de laquelle 130 000 familles ont déjà reçu une terre en propriété. Rapporté à l'échelle de la population du Brésil, cela correspondrait à 1 300 000 familles brésiliennes qui auraient reçu une terre !

<sup>379</sup> Distinction empruntée à Daniel-Louis Seiler, in *Partis et familles politiques*, Thémis, PUF, 1980, pp. 255 s.

Parti à vocation majoritaire, le PT possède l'apanage de médiatiser la volonté politique de l'ensemble des forces du travail. La classe ouvrière organisée lui apporte un soutien assez massif, le dotant d'une base électorale sûre ; son attraction sur d'autres couches sociales est relativement importante. Comme le PT monopolise à son profit la représentation des couches sociales et des idéologies qui constituent la gauche, il se devait d'être organisé et pluraliste.

Le prodige (aujourd'hui mis à mal) de faire cohabiter en un seul parti les diverses tendances et idéologies qui parcourent le mouvement ouvrier ne pouvait s'opérer que grâce à une ligne politique pragmatique. L'élaboration permanente d'une telle ligne nous fait rapprocher le PT originel d'un parti de type travailliste : la symbiose des éléments politiques, sociologiques et idéologiques constituant le mouvement ouvrier était rendue possible par le fait qu'il renonça à se doter d'une doctrine structurée. L'accent fut donc mis sur les programmes reflétant l'équilibre momentané entre les courants socialistes, sociaux démocrates et syndicalistes principalement, s'efforçant de concilier la légitimité partisane (exprimée par les adhérents) avec la légitimité électorale (exprimée par les députés et le gouvernement)<sup>380</sup>.

Il semble que progressivement, le PT ait abandonné ses convictions socialistes sinon marxistes, longtemps professées, pour accepter le système économique existant qu'il entend désormais améliorer dans un sens favorable aux travailleurs. Mais rien dans l'organisation<sup>381</sup> ni dans la base sociologique, ne distingue ce parti désormais social-démocrate de son équivalent socialiste. Ils se caractérisent en effet tous les deux par un même pluralisme philosophique et religieux. Par contre, si des tendances diverses y subsistent, y compris celles qui entendent bâtir le socialisme, l'influence de ces dernières s'avère faible.

La différence fondamentale entre le PT dans sa version travailliste et le nouveau PT social-démocrate à vocation majoritaire réside dans le fait que celui-ci ne réalise pas la symbiose entre les objectifs qualifiés de *social-démocrates* et les aspirations *socialistes*. Il semble en effet que les social-démocrates aient imposé leur ligne à l'ensemble du parti, ne laissant aux socialistes que le choix entre l'impuissance au sein du parti et la dissidence marginale. Ainsi, pour que ce parti ouvrier atteigne à la vocation majoritaire, c'est à dire à la mobilisation maximale de sa base sociale, il devait revêtir à la fois une forme pluraliste et pragmatique, et lâcher beaucoup de lest.

Cependant, la *raison cynique* évoquée plus haut, qui réside dans un processus socio-politique complexe et unifié de mutation sociale et d'assimilation institutionnelle touchant la

---

<sup>380</sup> En devenant social-démocrate, le PT fait prévaloir le second type de légitimité.

<sup>381</sup> Il s'agit dans les deux cas d'un parti de masse.

majorité des cadres pétistes<sup>382</sup>, a pu conduire la direction pétiste à des manœuvres organisationnelles pour tenter de diviser les parlementaires de la *gauche radicale*, pour retarder les mesures punitives afin de désamorcer cet élément de crise du PT et éviter ainsi une convergence politique et affective entre le mécontentement d'une partie des militants pétistes, un mouvement social potentiel et ces parlementaires.

Une bataille continue est en effet à l'œuvre à l'intérieur du PT pour définir sa ligne politique générale, ce parti étant tiraillé entre le soutien envers un gouvernement partiellement issu de ses rangs et la critique des politiques qu'il met en place.

## **B. Des tentatives de réappropriation du parti**

Depuis le début des années 1990, le PT connaît un processus de distanciation par rapport à certains de ses traits caractéristiques les plus importants. Il est ainsi devenu progressivement un parti institutionnel, se focalisant surtout sur les enjeux électoraux et perdant pour partie son caractère de parti militant, se distanciant par là même de la perspective socialiste des origines. Cependant, un conflit sur le cours du PT s'est développé durant ces dernières années, une grande partie des militants ayant constitué sa base continuant à s'identifier au socialisme.<sup>383</sup>

### **1. Le manifeste *Resgate O PT***

Alors que la gauche représente maintenant une minorité au sein du PT et que les modérés dominant son appareil, il subsiste néanmoins toujours un désaccord entre le gouvernement et le PT, ou même avec des parlementaires du PT. Ainsi, une majorité de parlementaires pétistes a voté contre l'indépendance de la Banque centrale.

L'exemple le plus significatif de cette possibilité existante pour une lutte politique à l'intérieur même du PT semble être le manifeste *Resgate O PT*<sup>384</sup>. Signé par 150 militants<sup>385</sup> du PT à titre individuel, pour beaucoup adhérents dès sa fondation, ce manifeste d'alarme, qui

---

<sup>382</sup> Processus qu'analyse partiellement Francisco de Oliveira, in *Critique à la raison dualiste-l'ornithorynque*, Editions Boitempo, São Paulo, octobre 2003, pp. 125-150.

<sup>383</sup> Dans les directions du PT, les secteurs de gauche luttent ainsi contre ce qu'ils considèrent être un processus d'évolution régressive.

<sup>384</sup> « Sauver, se réapproprier le PT. »

<sup>385</sup> De différentes tendances du PT, notamment d'Articulation, Articulation de gauche et O Trabalho, ainsi que des indépendants (n'appartenant à aucun courant).

enregistre rapidement de nouvelles adhésions,<sup>386</sup> est lancé le 11 août 2003 face au risque de scission qui pesait sur le PT du fait de la multiplication des déclarations mettant en cause ses traditions démocratiques.

Pour ces signataires, « tous les adhérents du parti doivent pouvoir continuer à s'exprimer dans le cadre d'une discussion véritable »<sup>387</sup>. S'opposant tant aux expulsions des parlementaires réfractaires qu'à la politique menée par le gouvernement (qui signifie l'abandon des objectifs initiaux du PT), ils expliquent que la remise en cause de la libre discussion, qui comprend la liberté de critique, remet en cause l'existence même du PT, en s'appuyant sur leur autorité morale : « nous, militants du PT, de différentes trajectoires ou courants du PT, qui, avec l'ensemble des adhérents et militants du PT, avons fondé ce parti, l'avons construit et l'avons mené à la victoire, nous voulons que le PT demeure comme PT, tel qu'il a été fondé et construit. Nous ne voulons ni scission ni expulsions. Nous ne voulons pas vivre avec une épée au-dessus de la tête, jusqu'à ce que la liberté d'expression et de débat n'existe plus dans le parti. Nous ne voulons pas une fausse alternative : abaisser nos drapeaux ou quitter le parti. D'autant que "le parti est le parti et le gouvernement est le gouvernement" ». <sup>388</sup>

En effet, comme l'explique le journaliste Janio de Freitas, « le manifeste défini par ses signataires comme un "signal d'alarme", lancé initialement par 2 300 adhérents du PT contre le cours du gouvernement et du PT lui-même n'a rien de divisionniste, comme on a essayé tout de suite de l'en accuser. » <sup>389</sup>

Cette tentative de réappropriation du PT par certains de ses militants trouve par ailleurs un prolongement logique dans la tentative du regroupement *Fortalecer a CUT*<sup>390</sup> de garantir l'unité de tous les courants de la CUT dans le cadre d'une conception traditionnelle du syndicalisme<sup>391</sup>, à l'inverse de ceux qui privilégient une politique visant à opposer une partie des militants contre l'autre sur une ligne *gouvernement* contre *opposition*. Il ne s'agit en effet pas, pour ceux qui veulent « renforcer la CUT », d'un appel à *unir la gauche* contre un autre secteur, mais de la recherche d'un point d'appui pour une action unitaire.

---

<sup>386</sup> C'est ainsi que le 9 septembre 2003, dans le grand auditorium du siège national du PT, ce manifeste est signé par Chico de Alencar, économiste, professeur à l'université de São Paulo et fondateur du PT, et par Naluh Gouveia, député de l'Etat d'Acre (extrême nord-ouest de l'Amazonie).

<sup>387</sup> Extrait du Manifeste *Resgate O PT*

<sup>388</sup> Ibid.

<sup>389</sup> Janio de Freitas, « Solides et liquides », *Folha de São Paulo*, 2 septembre 2003.

<sup>390</sup> Composé de syndicalistes liés à divers courants du PT.

<sup>391</sup> La défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

En outre, au-delà du manifeste *Resgate O PT* et de la *gauche* pétiste, les interrogations et les inquiétudes se font de plus en plus nombreuses et pressantes dans le PT, jusque dans les rangs du courant lié à Lula.

## 2. Pour un gouvernement du seul PT !

Il est possible de concevoir le PT comme un *parti dominant*. En effet, « dans un système pluripartisan, [c'est le] parti surpassant nettement ses rivaux sur l'ensemble d'une période<sup>392</sup> et s'identifiant à l'ensemble de la nation, ses doctrines, ses idées, son style coïncidant avec ceux de la période. »<sup>393</sup>

Le PT a su acquérir et conserver sa position hégémonique grâce à la multiplicité et à l'émiettement de ses adversaires, contrairement au parti unique, qui fonde son monopole sur l'interdiction des autres formations<sup>394</sup>. Cependant, le système de parti dominant entraîne le transfert de la politique sur d'autres sites : une repolitisation se produit ailleurs, en marge des mécanismes traditionnels de délibération et de représentation, c'est à dire en dehors du parlement. Le jeu parlementaire, public, ouvert et contrôlable par l'opinion publique, se trouve par conséquent remplacé par la pression d'organisations poursuivant la défense d'intérêts particuliers, bien que les syndicats ouvriers par exemple pratiquent aussi une action ouverte et publique. Ce système d'exil d'une partie de l'opinion risque aussi de provoquer la cassure du consensus tant loué par le gouvernement Lula, le PT rejetant vers le non-pouvoir plus de la moitié de son électorat. Sa massive suprématie rendant peu crédible une revanche électorale de l'opposition, se profile le risque de développement d'une opposition extra-parlementaire : confondant le parti dominant avec le régime politique, celle-ci lutte non plus dans le régime mais contre lui.

Dans le cas de figure du PT, il serait peut-être plus exact de parler de *coalition dominante* que de parti dominant, étant donné que, comme nous l'avons montré, le PT, pour disposer d'une majorité, a considérablement élargi le spectre politique de ses alliances. Cependant, de nombreuses voix s'étaient élevées et s'élèvent encore aujourd'hui (de plus en plus nombreuses) pour exiger un gouvernement qui serait celui du seul PT, et non plus un front populaire hétéroclite.

---

<sup>392</sup> Même si exceptionnellement, il lui arrive d'être distancé à une élection.

<sup>393</sup> Roger-Gérard Schwartzberg, *Sociologie politique*, Domat politique, Montchrestien, cinquième édition, 1998, p. 494.

Ainsi, dès le soir du second tour, José Dirceu<sup>395</sup> déclarait que « le PT est prêt pour un gouvernement plus ample que celui de la gauche. Il ne sera pas seulement un gouvernement du PT. Nous allons faire des alliances même avec des personnalités de la société civile ».

Or, pour de nombreux militants et sympathisants du PT, de son aile gauche mais pas seulement, le fait que le PT soit loin de disposer d'une majorité au parlement était loin d'être décisif ; puisque selon eux un gouvernement exclusivement pétiste pourrait s'appuyer sur son électorat et sur la CUT pour satisfaire les revendications des travailleurs et paysans.

Le refus de la direction pétiste de prendre seule en main les affaires brésiliennes entraîne par ailleurs des conséquences auxquelles elle n'avait peut-être pas songé, soit l'ouverture d'une crise au sein du PT. En effet, si la conquête du gouvernement fédéral par le PT semble avoir ouvert une nouvelle étape dans la trajectoire du PT lui-même, sa capacité à réaliser les espoirs construits dans les luttes et au travers de la conquête de la Présidence de la République s'est trouvée mise en jeu, comme l'est également la capacité du PT de rester fidèle à son programme de transformation de la société brésilienne.

Si le PT reste toujours une référence essentielle pour le mouvement politique et social brésilien<sup>396</sup>, l'opposition aux mesures disciplinaires prises par la majorité de la direction du PT, et plus particulièrement les exclusions de parlementaires, pose la question de l'agrégation des forces de la gauche, que ce soit au sein ou en dehors du PT.

---

<sup>394</sup> La différence est d'autant plus claire que le parti dominant n'occupe pas nécessairement le pouvoir : s'ils se coalisent contre lui, les autres partis demeurent encore assez puissants pour lui ravir la direction du gouvernement. Quand il se trouve au gouvernement, il dispose généralement d'une majorité parlementaire fidèle.

<sup>395</sup> A l'époque président du PT.

<sup>396</sup> Dans cette optique, il paraît important de souligner que le débat sur l'orientation du PT est difficilement concevable comme se limitant à une discussion interne à ce parti politique.



## Section 2- De la reconquête à l'abandon

Dans la gauche du PT, la participation au gouvernement a agi comme un facteur de différenciation. Cette participation a été justifiée par une formule selon laquelle le gouvernement, son programme et sa pratique étaient en dispute<sup>397</sup>. En réalité, la question de la dissociation du gouvernement Lula avec les besoins urgents de sa base sociale<sup>398</sup>, dissociation qui est le produit logique et physiologique de la politique d'alliance sociale du PT, constituait en quelque sorte la limite réelle à toute participation dans un tel gouvernement de la part d'un courant de la gauche du PT.

### I. La construction d'un grand courant de gauche

La proclamation d'un nouveau parti se réclamant de la tradition socialiste du PT, ayant vocation à rassembler divers courants ou tendances de ce que l'on a coutume d'appeler la *gauche radicale*, semble avoir en pratique provoquer pour effet pervers une plus grande division des forces de gauche.

#### A. De l'unité à la division partisane

##### 1. Une menace d'éclatement à terme

En cas de divergences durables, comme cela c'est produit, beaucoup d'analyses estimaient tout à fait envisageable que les courants minoritaires fassent scission pour fonder un nouveau parti, comme certains de leurs représentants en avaient émis la possibilité.

Le nouveau gouvernement n'ignorait pas les risques que ces dissensions font désormais planer sur la gouvernabilité. Que ce soit à la tête de mairies ou d'Etats fédérés, l'expérience du PT au pouvoir a en effet été depuis ses origines marquée par la virulence de

---

<sup>397</sup> Or, nous l'avons vu, cette analyse justificative ne semble pas refléter la réalité.

<sup>398</sup> César Benjamin déclare ainsi que « parler de "gouvernement en dispute" était une erreur il y a déjà neuf mois. Aujourd'hui c'est tout juste une complicité avec des charlatans. La cooptation du PT par le système de pouvoir est la plus honteuse de toute parce qu'elle est dissociée de tout gain réel en faveur de la base sociale qu'il devrait représenter. Au contraire le PT a accepté d'être le bourreau de sa propre base sociale », in revue *Caros Amigos*, numéro 80, novembre 2003, p. 19.

l'opposition que les occupants des fonctions exécutives rencontraient chez les élus du parti dans les assemblées législatives<sup>399</sup>.

La direction pétiste savait aussi combien le gouvernement Lula devait s'attacher à éviter la cristallisation de tensions avec les groupes radicaux du PT, même si le nouveau président apparaissait fort dépourvu en instrument de contrôle de l'opposition, mise à part la nomination de M. Rosetto. En effet, son charisme ne rencontre plus d'écho auprès de militants qui n'ont pas accepté les revirements en série, et les possibilités de cooptation dont l'exécutif dispose n'ont pas été à même d'endiguer un mécontentement que la poursuite de la rigueur continue d'accroître.

La formation pétiste se trouve ainsi privée du rôle de principal opposant au pouvoir qui était le sien depuis sa création.

Comme cela a été amplement souligné par la plupart des observateurs et des acteurs politiques, son action dans l'opposition a indéniablement été l'un des principaux facteurs de renouveau de la politique brésilienne, que ce soit dans le travail parlementaire, la défense des droits de l'homme, le soutien aux luttes sociales ou l'innovation dans la gestion des villes et de Etats.

Or l'élection de Lula prive le PT de ce rôle de porte-voix, ce qui fait que ses relations avec ses alliés de la CUT et du MST en pâtissent.

Si les intérêts en partie divergents des fonctionnaires et des salariés du privé avaient déjà entraîné des dissensions entre le monde syndical et certains secteurs du PT lors des débats sur la révision des régimes de retraite, les réformes suivantes et celles à venir révèlent encore davantage la disparité des situations qui existent au sein des couches moyennes brésiennes et entre ces mêmes couches et les milieux populaires.

En outre, les relations avec le MST se présentent sous un jour encore plus difficile. Ce mouvement, qui regroupe une myriade de groupes locaux, aux orientations politiques et aux modes d'action souvent différents selon les régions et la personnalité des dirigeants, n'a jamais caché qu'il attendait beaucoup du gouvernement Lula et n'hésiterait pas à lui mener la vie dure si son engagement en faveur d'une réforme agraire de grande ampleur venait à faire défaut<sup>400</sup>. Malgré les déclarations de J. P. Stedile, le MST ne peut évidemment pas s'engager dans une opposition systématique au nouveau pouvoir sous peine de se retrouver rapidement isolé, mais la qualité de ses relations avec le gouvernement Lula s'est considérablement

---

<sup>399</sup> On pourrait citer en exemple la perte de la mairie de Sao Paulo en 1992 ou celle du gouvernement du District fédéral en 1998.

dégradée du fait de la mauvaise image que le Président a donné de son action en faveur des plus démunis, dont le MST représente le principal symbole de la gauche radicale et contestataire depuis plusieurs années.

Avec l'élection de son dirigeant historique le PT connaît en définitive une crise sans précédent dans son histoire pourtant marquée par les tensions internes, qui se traduit par l'accentuation du clivage entre les modérés et les radicaux, ainsi que par une menace de la cohésion du courant majoritaire<sup>401</sup>. Si, en dépit de sérieuses divergences, ses militants étaient jusqu'à présent restés mobilisés derrière la candidature de Lula, l'épreuve du pouvoir a tout pour faire éclater une formation aux composantes hétérogènes.<sup>402</sup>

## 2. De l'existence même du PT

Une partie de militants de la gauche pétiste, qui participe aux mouvements sociaux suscités par les effets de la politique sociale et économique du gouvernement, a lancé l'idée d'agréger progressivement un bloc social et politique *anticapitaliste* qui traduirait le processus inégal de prise de conscience des défis posés par la nouvelle situation politique brésilienne.

Un tel projet ne pouvait se développer et se consolider dans une action se limitant au cadre institutionnel<sup>403</sup> et aux débats politiques et programmatiques à l'intérieur du PT marqués par la prise en compte de la *gouvernabilité*.

En effet, dans un espace comme le Brésil<sup>404</sup>, le rythme et les formes d'interaction entre les décisions du gouvernement, les débats d'orientation, les initiatives prises par les

---

<sup>400</sup> Sur ce sujet, voir Florence Raes, *Le MST au Brésil : entre luttes paysannes et "nouveau mouvement social"*, Lusotopie, 2001, pp. 63-90.

<sup>401</sup> Plusieurs des soixante-cinq députés qui en sont issus avaient ainsi fait savoir qu'ils n'excluaient pas de manifester leur indépendance selon les questions débattues, tel que cela fut effectivement le cas par rapport au sort réservé aux fonctionnaires et aux salariés des entreprises publiques, qui constitue une question particulièrement délicate pour un parti qui a grandement bénéficié du soutien de ces secteurs depuis sa fondation. De la même façon, le renoncement de fait à cet emblème de la gauche brésilienne qu'est le nationalisme économique remet en question l'identité même du PT.

<sup>402</sup> En effet, ses dirigeants ne peuvent plus désormais s'en remettre à la perspective de lendemains chantants qu'aurait inaugurée la victoire à l'élection présidentielle : les limites imposées à l'action publique et la réduction des déficits préconisée par les institutions internationales, problèmes que rencontrent depuis près de vingt ans les maires et gouverneurs du PT, ne sauraient être maintenant présentées comme des questions conjoncturelles et locales qui trouveraient leurs solutions au niveau national. Alors que pendant les deux mandats de Cardoso le PT n'était pas véritablement parvenu à mettre en échec la politique gouvernementale, l'opposition probable de secteurs du PT et d'autres acteurs de la gauche brésilienne au gouvernement Lula lui fait finalement courir un risque supérieur à celui qu'il avait fait peser sur l'administration sortante, en appelant les Brésiliens à l'action collective. Cependant, lors du vote des réformes au Congrès, la défection de quelques dizaines de parlementaires est toujours compensée par les ralliements intéressés d'élus d'autres formations.

<sup>403</sup> Comme l'idée de renforcer les positions de la gauche du PT à l'occasion des élections municipales.

<sup>404</sup> Ne serait-ce que pour ses dimensions géographiques et son tissu social complexe.

mouvements sociaux et par des courants politiques déterminent le champ et le moment politique permettant l'émergence d'une alternative politico-organisationnelle au PT gouvernemental.

Cette alternative pose cependant le risque d'une auto-affirmation ultimatiste placée sous le mot d'ordre d'un *nouveau parti des travailleurs* qui soulève par ailleurs la question de l'existence ou de la disparition du PT lui-même !

Ainsi, alors que d'un côté, de nombreux secteurs de la population se mobilisaient pour s'opposer aux réformes du nouveau gouvernement, de l'autre côté, en relation avec ce mouvement, des manifestes émanant d'intellectuels, d'économistes et de fondateurs du PT, ainsi que des résolutions d'instance et des motions envoyées à la direction du PT se multipliaient, ce qui indiquait un débat intense à l'intérieur de ce parti. A la différence de ceux qui estiment que le PT n'est plus le PT, et donc qu'il faut s'en détacher pour créer un nouveau parti qui reprendrait ses positions historiques, une partie des militants attachés au PT continuent de défendre ce parti, en tentant de le ramener vers son programme originel. C'est ainsi que ces militants s'opposaient à l'expulsion de parlementaires pétistes au nom même de la tradition pétiste, puisque par exemple c'est le groupe parlementaire du PT qui avait empêché de taxer les inactifs et le vote du PL 9<sup>405</sup> durant trois ans sous Cardoso et, en outre, Lula fut le candidat signataire des « treize engagements vis-à-vis des fonctionnaires »<sup>406</sup>.

Le PT doit par conséquent, pour ces militants, rester ce qu'il est, soit « un parti dans lequel la démocratie est respectée » car en « restant ce qu'il a toujours été, le PT aidera le peuple brésilien à trouver les solutions positives et urgentes que la situation exige »<sup>407</sup>.

Il reste en définitive que la tentative de construction d'un courant rassemblant les diverses traditions et sensibilités de gauche n'arrange en rien la métamorphose du PT en un parti *comme les autres*, puisque c'est en partie à partir des plus radicaux des militants pétistes que se construit le P-SOL<sup>408</sup>, mouvement agrégeant tant des militants ayant rompu avec le PT dans la seconde moitié des années 1990 sans toutefois s'identifier avec aucune alternative de type parti que des militants déçus par l'expérience de la politique pétiste au niveau fédéral.

---

<sup>405</sup> Il s'agit du projet de loi numéro 9, par lequel F. H. Cardoso initiait la réforme des retraites.

<sup>406</sup> Cet engagement comprenait en son point 6 les « garantie et amélioration des droits du travail et sociaux », ainsi qu'en son point 10 le « rétablissement de la parité des actifs, des retraités et des pensionnaires.

<sup>407</sup> Déclaration du courant *O Trabalho* lors de la réunion de la direction nationale du Parti des travailleurs, São Paulo, 8 juillet 2003.

<sup>408</sup> Dont un groupe significatif de militants DS qui s'était désaffilié du PT, à la suite de l'expulsion d'H. Helena, afin de participer ensemble au lancement de ce mouvement pour un nouveau parti.

## B. Vers un parti de type nouveau ?

Pour ces militants, la construction d'un nouvel outil politique se révélait nécessaire pour récupérer la perspective militante et socialiste que le PT aurait définitivement abandonnée.

### 1. De *Liberté rouge* à la création du P-SOL

Alors que se consolidait le conservatisme pratique du PT, les conditions pour la formation d'un nouveau mouvement politique reprenant à sa charge ses revendications historiques mûrissaient.

La construction de ce parti ayant pour vocation l'unification de toute la gauche socialiste s'est déroulée en plusieurs étapes.

En premier lieu, Liberté rouge, fraction publique<sup>409</sup> de Démocratie socialiste, elle-même courant interne du PT<sup>410</sup>, qui comporte à sa tête l'un des fondateurs de DS, Joao Machado, ainsi que la sénatrice H. Helena, s'est officiellement formée en relation avec la nomination de M. Rosetto au poste éminemment sensible de la réforme agraire. En effet, ce dernier a reçu l'appui complet de DS alors même que le processus de réforme agraire du gouvernement Lula n'a strictement rien de comparable ni avec le plan initial proposée par la commission dirigée par Plinio Arruda Sampaio ni avec les objectifs restreints annoncés par le gouvernement Lula lors de son entrée en fonctions.

Toutefois, cette fraction constituait en réalité l'annonce de la construction d'un nouveau parti, qui sera effectivement lancé le 19 janvier 2004 à Rio de Janeiro. La première réunion de ce mouvement pour un nouveau parti de gauche, convoquée par les parlementaires exclus du PT<sup>411</sup>, des représentants de courants politiques<sup>412</sup>, des dirigeants de mouvements sociaux<sup>413</sup> et des intellectuels se propose ainsi d'ouvrir par l'intermédiaire du document « *Mouvement pour un nouveau parti. Pour une gauche socialiste et démocratique* » un débat

---

<sup>409</sup> Le terme de fraction, dans la terminologie organisationnelle trotskyste, désigne la dernière possibilité pour un groupe de *dissidents* (c'est -à-dire en désaccord avec la position majoritaire exprimée dans les instances du parti) de rester à l'intérieur de son parti tout en exprimant son désaccord avec la majorité de celui-ci, et disposant de leur propre discipline de vote. Si un accord est finalement impossible entre la majorité et la minorité, celle-ci se fait exclure du parti ou décide de prendre les devants en faisant scission de ce dernier.

<sup>410</sup> Ce qui signifie que, si Liberté rouge est une fraction d'opposition à Rosetto, elle n'en est alors pas moins membre du PT.

<sup>411</sup> H. Helena, Joao Fontes, Luciano Genro et Joao Batista Araujo dit Baba.

<sup>412</sup> Tels l'ancien député Milton Temer et Konder Comparato.

<sup>413</sup> Parmi lesquels se trouvaient un groupe de syndicalistes et de militants ayant rompu avec le PSTU, ainsi que le mouvement *Terre, travail et liberté*, qui s'oppose à la grande propriété terrienne.

politique pour tous les militants disposés à construire ce qui se présente comme une nouvelle alternative.

Ce mouvement trouvera sa concrétisation les 5 et 6 juin 2004 à Brasilia dans le Congrès de fondation du Parti du socialisme et de la liberté (P-SOL)<sup>414</sup>, où 700 délégués venus de vingt-deux Etats adoptèrent un programme et des statuts provisoires, ainsi que le nom de ce nouveau parti et une Direction nationale provisoire de 101 membres. Il compte dans ses rangs différents courants et regroupements socialistes et révolutionnaires<sup>415</sup>, dont d'anciens membres ou sympathisants du PT, des dirigeants syndicaux<sup>416</sup> et des intellectuels.

Ce qui est le plus net dans ce processus de formation d'un nouveau parti de gauche, que l'on peut qualifier de radical, c'est qu'il se base principalement sur une critique acerbe non seulement du gouvernement Lula<sup>417</sup>, mais encore du PT lui-même<sup>418</sup>.

## 2. Un parti *paléo-castoradien* ?

Le P-SOL se présente comme la construction d'un nouvel outil politique capable à terme d'occuper l'espace abandonné par le PT, qui défendrait comme une perspective stratégique et de principe le socialisme dans la liberté et la démocratie.

Il semble ici intéressant de faire un parallèle entre la représentation que se font les militants du P-SOL de leur rôle et la préconisation formulée en son temps par Cornélius Castoriadis, selon laquelle « à la fois pour la constitution de l'avant-garde révolutionnaire et pour le renouveau du mouvement ouvrier dans son ensemble, il est indispensable que le programme socialiste soit formulé à nouveau, et qu'il le soit d'une manière beaucoup plus précise et détaillée que par le passé. Par programme socialiste nous entendons les mesures de transformation que le prolétariat victorieux devra entreprendre pour parvenir à son but

---

<sup>414</sup> Notons la présence des historiens Mario Maestri et Gilberto Calil.

<sup>415</sup> Le P-SOL est ainsi principalement le résultat d'un accord de consensus entre des courants nationaux organisés tels que le MES représenté par Luciana Genro, la CST représentée par Baba, le MRA issu de Démocratie socialiste, Socialisme et liberté issu du PSTU, et Liberté rouge, puisqu'il s'organise selon l'adhésion de collectifs militants (le PT, à l'inverse, fonctionne sur la base d'adhésions individuelles).

<sup>416</sup> Particulièrement parmi les fonctionnaires fédéraux.

<sup>417</sup> Ces militants analysent ainsi le gouvernement Lula « comme un adversaire des travailleurs et des gouvernements populaires », dans une déclaration de membres de la tendance DS ayant participé à la fondation du P-SOL.

<sup>418</sup> « Il sera nécessaire de tirer le bilan de la trajectoire du PT, d'évaluer ce qui a été erroné, d'identifier les erreurs commises. Nous voulons apprendre des erreurs du PT, tout comme des acquis de son histoire, et aller au delà », Ibid.

communiste »<sup>419</sup>, et que le programme de fondation du P-SOL adapterait de façon inconsciente selon des circonstances historiques et spatiales particulières<sup>420</sup>.

Si la démarche de Castoriadis visait à sauver le socialisme de « la mystification stalinienne [qui] a précisément utilisé le caractère général et abstrait des idées programmatiques du marxisme traditionnel pour camoufler l'exploitation bureaucratique sous le masque “socialiste” »<sup>421</sup>, les pères fondateurs du P-SOL désirent quant à eux mettre en avant un programme politique en rupture avec la politique gouvernementale du PT, qui garantirait l'instauration d'une société socialiste, puisque l'« édification consciente [du socialisme] présuppose une orientation programmatique précise »<sup>422</sup>.

Avec la mise en place du P-SOL, il ne s'agit pas tant de recruter une multitude de militants, de constituer un parti ouvrier de masses à l'instar du PT, c'est à dire de faire en sorte que la classe ouvrière de *classe en soi* se constitue en *classe pour soi*<sup>423</sup>, que de procurer à son avant-garde une doctrine aboutie et refondée sur le modèle de l'autogestion castoriadienne<sup>424</sup>, qui représenterait « la volonté de créer quelque chose de nouveau qui ne s'autoproclame pas “représentant et guide infaillible du prolétariat” »<sup>425</sup> car « un socialisme réalisé “pour le compte du prolétariat”, même par le parti le plus révolutionnaire, est un complet non-sens. L'organisation révolutionnaire n'est donc pas et ne peut pas être la “direction” de la classe. Sa tâche principale est d'aider par ses paroles et par ses actes, la classe ouvrière à assumer son rôle historique de gestion de la société »<sup>426</sup>.

---

<sup>419</sup> Cornélius Castoriadis, *Socialisme ou Barbarie*, numéro 10, juillet 1952, reproduit in « Sur le programme socialiste », *Le contenu du socialisme*, collection 10/18, Union Générale d'édition, 1979, p. 47, souligné par nous.

<sup>420</sup> Le P-SOL se démarque ainsi par son originalité programmatique en se prononçant pour une démocratisation radicale des moyens de communication, de l'information et de l'accès à la culture, la défense des droits des minorités sexuelles, de même qu'il soutient le mouvement *antiglobalisation* avec ses forums sociaux et ses mobilisations de masse, tandis que le programme du PT national n'y faisait quasiment pas référence.

<sup>421</sup> Ibid, pp. 47-48

<sup>422</sup> Ibid, pp. 50.

<sup>423</sup> Cette célèbre distinction marxiste montre l'importance que tient la construction d'une conscience collective comme élément stratégique du succès des mobilisations, notamment de celles des adhérents pétistes entendues comme un tout cohérent. Elle permet de souligner l'importance du facteur organisationnel comme élément de coordination de forces sociales, de leur prise de conscience de former une classe ayant ses propres intérêts à défendre.

<sup>424</sup> « Une société autogérée est une société où toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est à dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement *ce* qu'ils ont à faire et *comment* le faire », C. Castoriadis et Daniel Mothé, « Autogestion et hiérarchie », publié dans *CFDT. Aujourd'hui*, numéro 8, juillet-août 1974, reproduit in *Le contenu du socialisme*, op. cit., p. 303.

<sup>425</sup> Elidio A. Marques, compte rendu du Congrès constitutif du Parti du Socialisme et de la Liberté. L'auteur est un militant du P-SOL et membre du Conseil de rédaction de *Marxismo Revolutionnario Atual*.

<sup>426</sup> C. Castoriadis, « Ce que signifie le socialisme », *International Socialism*, numéro du printemps 1961, Londres, reproduit in *Sur le contenu du socialisme*, op. cit., pp. 254-255.

Corrélativement, les militants du P-SOL justifie la construction de ce nouveau parti par le constat que la grande organisation ouvrière traditionnelle qu'est le PT ne représente plus les intérêts prolétariens, en confrontant l'action de cette organisation avec la théorie en partie d'inspiration marxiste qui est la leur, voyant ce parti dit socialiste « participer aux gouvernements bourgeois, exercer activement la répression des grèves [...], oublier même jusqu'à la référence à un régime socialiste [...] sans qu'il s'inscrive une modification quelconque dans [leur] condition »<sup>427</sup>, comme nous avons déjà pu le montrer par ailleurs.

En outre, la dénomination même de ce nouveau parti semble être une référence, quoique certainement indirecte<sup>428</sup>, à l'apport castoriadien : « le socialisme a affaire à la liberté [...]. Nous entendons liberté au sens le plus à terre : la liberté des gens dans leur vie et activités quotidiennes, la liberté de décider *collectivement* [...] et *individuellement*. »<sup>429</sup>

Pour ces militants, une société radicalement différente ne pourra en effet être construite qu'en stimulant la mobilisation et l'auto-organisation indépendante des travailleurs et de tous les mouvements sociaux, puisque « le socialisme est indissociable de la démocratie et de la liberté, de la plus large liberté d'expression et d'organisation, du rejet des modèles de parti unique ». <sup>430</sup>

Si le P-SOL était réellement l'expression politique d'une classe, c'est à dire une alternative crédible et viable au PT, il devrait naturellement tendre à l'encadrer tout entière, à la former politiquement et à dégager d'elle des élites de direction et d'administration.

## II. Une alternative trompeuse

Ne parvenant pas à rallier à elle, du moins pour l'instant, tous les militants situés à gauche de l'échiquier politique, cette nouvelle formation<sup>431</sup> met en œuvre une ligne politique

---

<sup>427</sup> C. Castoriadis, « Sur le contenu du socialisme I », *Socialisme ou Barbarie*, numéro 17, juillet 1955, reproduit in *Sur le contenu du socialisme*, op. cit., p. 68.

<sup>428</sup> Nous ne pouvons l'affirmer, mais il semble peu probable que les pères fondateurs du P-SOL aient lu l'œuvre de Castoriadis, auquel il n'est par ailleurs jamais fait explicitement référence.

<sup>429</sup> C. Castoriadis, « Ce que signifie le socialisme », art. cit., in *Sur le contenu du socialisme*, op. cit., pp. 248-249.

<sup>430</sup> Extrait du programme du P-SOL adopté les 5 et 6 juin 2004 lors de sa conférence nationale de fondation, qui précise que « notre base programmatique ne peut être fondée que sur un principe : la défense de l'indépendance politique des travailleurs et des exclus [...], la construction d'une auto-organisation indépendante et d'un pouvoir alternatif populaire [qui] rejette les gouvernements communs avec la classe dominante. »

<sup>431</sup> Du fait que ses décisions sont marquées par la nécessité d'un consensus, la caractéristique de mouvement, pour qualifier le PSOL, reste dominante par rapport à celle de parti.



qui, loin de s'opposer radicalement à la ligne pétiste, prend en réalité en charge la démoralisation des contestataires.

### A. L'absence de dynamique unitaire

Le P-SOL n'est pas parvenu à rallier tous les déçus du PT. En effet, non seulement une majorité de militants pétistes refusent de quitter leur parti et tentent de le reconquérir, mais encore le P-SOL ne réussit pas à agréger les militants radicaux se situant au-delà de la sphère pétiste.

#### 1. Le PSTU, un projet sectaire de parti politique ?

Le courant moréniste<sup>432</sup>, courant s'étant historiquement divisé à propos du *guérillérisme*<sup>433</sup> et essentiellement basé en Amérique du sud<sup>434</sup>, trouve son actuelle expression brésilienne dans le Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU).

Issu de la scission du PT de la tendance *Convergence socialiste* en 1992<sup>435</sup>, en accord avec la direction pétiste (c'est à dire avec laquelle il a négocié sa sortie), suite à son refus d'accepter la réglementation des tendances internes au PT qui venait d'être adoptée, il a lui-même connu un profond mouvement de division<sup>436</sup>.

---

<sup>432</sup> Du nom du dirigeant trotskyste argentin Nahuel Moreno (1924-1987). En 1953, alors qu'il dirige le Partido Obrero Revolucionario (POR) argentin, ses partisans « entrent dans le Partido Socialista de la Revolucion nacional, parti péroniste de gauche, et publient leur journal *Palabra obrera* "sous la discipline du général Peron et du conseil supérieur péroniste" », d'après Jean-Jacques Marie, *Le trotskysme et les trotskystes*, Collection *L'Histoire au présent*, Armand Colin, Paris, 2002, p. 122.

<sup>433</sup> En 1969, « le Partido Revolucionario de Trabajadores (PRT) argentin lance la guérilla urbaine sous la direction de Nahuel Moreno et de Mario Santucho. Cette directive est suicidaire, les militants abattus en nombre par les forces spéciales et Nahuel Moreno doit revenir sur sa décision ; le PRT se divise en un PRT-La Verdad réservé sur la guérilla et un PRT-Combatiente qui la prône et forme une armée révolutionnaire du peuple (ERP) qui allume des foyers de lutte armée au Pérou, en Bolivie, en Uruguay, en Argentine », *ibid.* p.146.

<sup>434</sup> La « Ligue Internationale des Travailleurs (LIT), organisation essentiellement sud-américaine et appuyée sur le Mouvement d'Action socialiste argentin (MAS), fort de plus de 3 000 militants [...] explose après l'alliance électorale conclue entre le MAS et le Parti communiste argentin, qui avait soutenu la dictature militaire du général Videla, jugé moins réactionnaire que les autres généraux, malgré l'exécution des 30 000 "disparus". Depuis lors elle s'est divisée en plusieurs fractions : l'Argentine compte aujourd'hui 38 groupes se réclamant du trotskysme... », *ibid.*, p. 156.

<sup>435</sup> Ce qui explique que ses militants ont renoncé à la lutte pour reconquérir le PT dans sa version originelle.

<sup>436</sup> En effet, peu après cette première scission, certains militants, qui furent parmi les plus farouches partisans de la sortie du PT, ont quitté le PSTU et formé la CST (Corrente socialista dos trabalhadores) pour revenir au sein du PT. Au cours de l'année 2002, la CST s'est à son tour divisée : la partie basée dans l'Etat de Rio Grand do Sul forma le MES (Movimiento de Esquerda Socialista) après la fusion avec un courant syndical local. Enfin, à cause de son orientation le conduisant à s'isoler de la gauche du PT, le MES a lui aussi subi une division en 2003 !

La réalisation du projet politique ouvrier soulève en effet encore un vif débat au sein des partis des travailleurs. Si, à l'origine, une commune idéologie naît de l'action du mouvement ouvrier (le socialisme), celle-ci adopte encore aujourd'hui des formes diverses.

Ainsi, si la direction luliste entend désormais humaniser et démocratiser le capitalisme afin de le rendre plus supportable aux travailleurs, le PSTU pense qu'il est nécessaire de substituer une société socialiste au capitalisme établi. Cependant, si l'option social-démocrate implique ipso facto le choix d'une stratégie réformiste, l'option socialiste peut s'articuler suivant des modalités qui vont du réformisme le plus élémentaire à l'aventurisme le plus incandescent.

Ce parti a par conséquent vécu, lorsqu'il n'était encore qu'un courant du PT, une double contradiction. Au lieu de surmonter celle-ci en assurant la *convivance* des deux visions, il a laissé cours au processus du *sinistrisme* créateur de dissidence qui s'est répété à l'occasion de la création du P-SOL<sup>437</sup>. En outre, ces deux seules alternatives constituées en parti ne semblent pas avoir la capacité de s'ériger en véritable alternative au PT, pour se transformer en une référence suffisamment forte pour attirer les militants déçus par le gouvernement Lula.

Dans les deux cas, les partis ouvriers se sont par conséquent révélés incapables de médiatiser la volonté politique de l'ensemble des travailleurs organisés, notamment du fait des tensions entre socialistes et sociaux-démocrates, mais aussi entre les courants à vocation révolutionnaire eux-mêmes, qui brisent l'unité.

Dans chacun de ces cas, une partie des éléments socialistes du PT insatisfaits de la politique du courant majoritaire pétiste ont ainsi opéré une scission avant de former (de toutes pièces) un nouveau parti, ce qui entraîne à chaque fois un affaiblissement du PT et risque à terme de lui faire perdre sa vocation majoritaire.

Cependant, à la différence du P-SOL, le PSTU ne semble pas vouloir réellement construire un parti regroupant un large éventail des forces de gauche. En effet, la direction du PSTU a exprimé des exigences empêchant le collectif militant très combatif de ce parti de s'intégrer à la création du P-SOL, dénotant par là même d'un fort doctrinarisme voire d'un certain sectarisme<sup>438</sup>.

---

<sup>437</sup> Il faut toutefois préciser que ces deux partis, contrairement à l'opportunisme (qui s'exprime dans la position qui n'accorde d'importance qu'aux élections) et au sectarisme politique (qui dédaigne leur importance) qui règnent parfois dans les formations qui se disent par ailleurs de gauche radicale, estiment que les élections peuvent être utilisées pour toucher le monde du travail et contribuer à l'avancée de sa conscience et de sa politisation.

<sup>438</sup> Seuls les courants ayant auparavant appartenu au PSTU, tels que le MES et la CST, ont participé à la création du PSOL après avoir tenté de construire ensemble un Parti des Travailleurs Socialistes (PTS).

## 2. La nébuleuse associative

Depuis qu'il est devenu un parti *attrape-tout*<sup>439</sup>, les groupes de pression de différentes idéologies (mais d'une même nature de défense de ce qu'ils considèrent être les intérêts des milieux populaires), que le P-SOL n'est pas parvenu à intégrer, sont devenus des substituts fonctionnels du PT.

Ainsi, comme nous avons auparavant pu le remarquer, « le parti d'intégration de masses [le PT] est en train de se transformer en parti attrape tout (catch all-party). Abandonnant toute ambition d'encadrement intellectuel et moral des masses, il se tourne plus pleinement vers la scène électorale, essayant d'échanger une action en profondeur contre une audience plus large et un succès électoral immédiat. »<sup>440</sup>

Les vastes ambitions d'autrefois risquaient en effet de dissuader certains électeurs potentiels. Désormais, au lieu de défendre avec agressivité un message destiné à des catégories limitées de l'électorat, la direction pétiste insiste sans passion sur des enjeux peu susceptibles de provoquer l'hostilité. Dominé par le souci des contingences électorales, le PT, parti de rassemblement combinant sans rigueur toutes sortes d'atomes assez peu crochus, est tourné davantage vers ses électeurs que vers ses adhérents, bien que le pouvoir y appartienne à une élite qui s'est formée dans et par le parti.

Contrairement aux partis de militants, ce parti désormais d'électeurs récuse le dogmatisme idéologique, se contentant d'un fonds commun de valeurs assez large pour réunir autour de lui un maximum de supporters<sup>441</sup>.

Cependant, si le P-SOL prétend quant à lui former un parti de militants résolus à combattre pour la *cause* socialiste, il n'est pas parvenu (contrairement au PT d'avant l'expérience luliste du pouvoir) à agréger ou même à s'assurer le soutien des principaux outils traditionnels de défense des ouvriers, fonctionnaires et paysans (la CUT et le MST)<sup>442</sup>.

---

<sup>439</sup> Otto Kirchheimer souligne ainsi la mutation du fait partisan dans les sociétés avancées.

<sup>440</sup> Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », in J. LaPalombara et M. Weirer (ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, 1966, pp. 177-200.

<sup>441</sup> Formation modelée par la compétition électorale, souhaitant attirer un maximum de suffrages pour devenir un parti de gouvernement, on pourrait désormais qualifier le PT de parti d'attraction ou d'agrégation des intérêts, fonctionnant selon la logique de deux maîtres mots : électorat composite et programme vague.

<sup>442</sup> Seul le Mouvement terre, travail et liberté, organisation socialiste et révolutionnaire de lutte paysanne, implantée principalement dans l'Etat de Goias, s'est ralliée à la fondation de ce nouveau parti.

Ces *mouvements sociaux*<sup>443</sup> vont par conséquent servir de substituts fonctionnels aux partis ouvriers, dont le P-SOL, puisque ceux-ci s'avèrent incapables d'exercer leur fonction agrégative<sup>444</sup>.

C'est ainsi que ce sont surtout la grande centrale ouvrière et le puissant MST qui vont pallier cette carence due à une situation faisant que le système de partis juxtapose des formations d'opposition campant sur des positions exigües<sup>445</sup> et un parti dominant (au centre de l'échiquier politique) qui verse dans le rassemblement à outrance.

Faute de synthèse préparée par ces partis, les gouvernants se trouvent par conséquent directement confrontés à une multitude de demandes non coordonnées, présentées en vrac par les divers groupes d'intérêts.

Cependant, la CUT, en exprimant les intérêts de professions et de catégories diverses, introduit une certaine cohérence dans l'expression de leurs demandes, en synthétisant et hiérarchisant les exigences de millions d'adhérents, se substituant à un PT peu habile à agréger ces intérêts<sup>446</sup>.

Les militants du Secrétariat unifié (SU) de la Quatrième Internationale, qui se réclame du trotskysme et qui dispose d'un membre au gouvernement, paraissent s'être scindés en deux groupes, l'un membre du PT, l'autre du P-SOL qui, loin de mener des politiques aux antipodes l'une de l'autre, semblent au contraire participer d'un même but.

### **B. Le dédoublement légitime**

Le P-SOL, tout comme le PT, comprend en son sein des militants affiliés à la tendance Démocratie socialiste (DS). Ce qui peut sembler prendre la forme d'une incohérence juridique apparaît en réalité être le produit d'une tactique, sinon d'une stratégie, délibérée.

---

<sup>443</sup> Au Brésil, le terme *mouvements sociaux* est utilisé pour désigner les différentes organisations de masse : mouvement ouvrier et syndical, mouvements paysans, des sans-terre, des sans-toit...

<sup>444</sup> Au sujet de la notion d'agrégation des intérêts, voir J. LaPalombara et M. Weiner, « The impact of Parties in Political Development », in *Political Parties and Political Development*, op. cit., pp. 399-435.

<sup>445</sup> C'est à dire que chacune milite selon une rigidité dogmatique pour une famille ou une clientèle politiques limitées.

## 1. Une politique contradictoire ?

La coordination nationale de la tendance DS du PT, alors que le P-SOL n'était toujours pas constitué, décidait « l'intervention dans la bataille d'orientation au sein du PT en se basant sur la légitimité de la défense du projet historique et stratégique d'un parti socialiste et démocratique », ainsi que « la construction d'un grand courant de gauche qui soit le pôle de référence de la reconstruction et du fonctionnement du PT en tant que parti socialiste et démocratique »<sup>447</sup>.

Ces militants, qui semblent attachés à la reconquête du PT et de son programme originel, critiquent ici le projet de construction d'un nouveau parti situé à la gauche du *new* PT, déclarant que « la construction de ce courant et la lutte pour la reconstruction socialiste représentent l'alternative aussi bien à toute tendance favorable à l'abandon du caractère programmatique historique du parti (PT), qu'aux démissions en vue de la construction d'un projet sectaire de parti politique [puisque] les deux tendances renoncent à l'expérience de la construction d'un parti de masses, socialiste et démocratique »<sup>448</sup>.

Cependant, au mois de décembre 2003, plusieurs militants DS de Rio et de l'Etat de Parana signaient un manifeste symbolisant leur sortie du PT et affirmaient leur engagement dans la construction d'un nouveau parti, tout en restant membres de DS !<sup>449</sup>.

En effet, deux fractions publiques reconnues comme telles sont membres de la section brésilienne du Secrétariat unifié : Démocratie socialiste, courant *de l'intérieur* du PT ; et le nouveau parti créé par l'autre fraction publique du SU, *de l'extérieur* du PT.

Toutefois, bien que la coordination nationale de DS précise que la proclamation d'un nouveau parti politique et les tâches prévues pour sa mise en pratique constituent « un droit et une option politique de celles et ceux qui en expriment la nécessité », elle affirme par ailleurs que « cette initiative est en opposition frontale avec les délibérations de [sa] dernière Conférence nationale, [et appelle] les militants et militantes qui ont démissionné à réadhérer au PT, [...] à renouer les liens avec [son] courant, en arrêtant de se compromettre dans la

---

<sup>446</sup> Le gouvernement le reconnaît comme « interlocuteur valable » et engage avec lui une politique de « concertation ».

<sup>447</sup> Extrait de la résolution rédigée à Sao Paulo le 7 février 2004 par la Coordination nationale élue lors de la VIIème Conférence nationale de la tendance DS des 21, 22 et 23 novembre 2003, sur la base du manifeste adopté à l'unanimité par la VIIème conférence nationale de DS. Ce manifeste est reproduit in *Inprecor*, numéro 488, décembre 2003.

<sup>448</sup> Ibid.

<sup>449</sup> Ce moment précédait la réunion du 19 janvier 2004 qui officialisera la naissance du P-SOL. On peut ainsi signaler que J. Machado, alors qu'il participait officiellement à la construction du P-SOL, était toujours membre du PT !

formation de ce nouveau parti, [ainsi que] d'expliquer à l'ensemble du Parti des travailleurs que les propositions, attitudes et paroles de ces camarades qui ont démissionné du PT et qui militent dans la construction d'un nouveau parti ne représentent pas les membres de la tendance Démocratie socialiste, soit l'orientation exprimée lors de la Conférence nationale, et que de même ils n'ont pas l'accord de sa Coordination nationale »<sup>450</sup>.

Pour les dirigeants du P-SOL, il fallait désertre le PT car il ne s'agissait plus désormais de revenir au PT des « premières années »<sup>451</sup>, alors que la fraction majoritaire de DS condamnait le projet de cette fraction minoritaire de construction d'un nouveau parti en citant la résolution unanime de novembre 2003<sup>452</sup> et en la qualifiant comme « un groupe modeste de militants qui ont rompu avec les décisions de la conférence nationale de Démocratie socialiste et qui se sont regroupés dans Liberté rouge et sont sortis pour rejoindre le PSOL. Ils n'ont pas soumis leur décision à un quelconque débat collectif au sein de Démocratie socialiste »<sup>453</sup>.

En apparence, l'orientation de la fraction minoritaire peut en outre sembler une rupture par rapport à celle de la fraction majoritaire, lui opposant une critique radicale du gouvernement Lula-Rosetto en tant que gouvernement de *collaboration de classes*. Ainsi, là où les dirigeants de la majorité du SU accompagnent la politique du gouvernement Lula, du fait même de la présence de Rosetto au ministère de la réforme agraire, le nouveau parti semble lui offrir une critique radicale. Il convient cependant de lever le voile des semblants et de se demander quelle vérité il recouvre. Autrement dit, jusqu'à quel point le lancement du PSOL représente-t-il une réelle rupture ?

Au Brésil, le Secrétariat unifié semble par conséquent connaître une crise qui se traduit par l'apparition de deux fractions opposées au sein de Démocratie socialiste, qui ont de véritables désaccords entre elles. Mais, dans le même temps, elles se revendiquent non seulement du SU et de sa politique, mais aussi de la même résolution adoptée unanimement et en commun par la conférence nationale de leur organisation. Aussi opposées que puissent

---

<sup>450</sup> Extrait de la résolution rédigée à Sao Paulo le 7 février 2004 par la Coordination nationale élue lors de la VIIème Conférence nationale de la tendance DS des 21, 22 et 23 novembre 2003, sur la base du manifeste adopté à l'unanimité par la VIIème conférence nationale de DS.

<sup>451</sup> Les dirigeants de Liberté rouge et du PSOL dénoncent « la trahison du programme historique du PT, ainsi que des intérêts des travailleurs et du peuple », en concluant qu'« il n'existe pas de possibilités que le PT se constitue en un instrument de lutte capable de corriger le cours des événements » et qu'il faut par conséquent « construire un nouvel outil politique qui récupère la perspective militante et socialiste abandonnée par le PT [et qui] ne pourra pas se limiter à ce que le PT a fait durant ses premières années ».

<sup>452</sup> Et en particulier son passage mettant en garde contre « les sorties en direction d'un projet sectaire de parti ».

<sup>453</sup> Extrait du journal *Democracia socialista*, numéro 4, juillet 2004.

sembler leurs politiques, nous verrons que cette revendication d'une orientation commune exprime une certaine réalité.

## 2. Deux faces d'une même politique !

Le *dédoublement légitime* revendiqué par le SU à propos de la constitution de deux fractions distinctes au Brésil n'est pas une manifestation de *schizophrénie politique* incontrôlée, mais une politique délibérée.

Ainsi, la plate-forme de Liberté rouge explique « que dans la situation actuelle la décision de participer au mouvement pour un nouveau parti politique ne place pas ceux qui l'ont prise en dehors du cadre programmatique de Démocratie socialiste et de la IVème Internationale [du Secrétariat unifié]. Au contraire, cette participation est parfaitement cohérente avec ce cadre. Nous avons une tactique de construction différente de celle qui a été adoptée par la majorité des camarades de DS ».

Cela signifie qu'entre les dirigeants du SU qui restent au PT et ceux qui appellent à le quitter pour construire le PSOL, le désaccord serait selon leurs propres mots *tactique*, de même qu'entre ceux qui ont des responsabilités au sommet de la CUT et ceux qui avec *Conlutas* appellent à se désaffilier de cette confédération pour en constituer une nouvelle.

Cette position qui paraît difficilement compréhensible est justifiée par la fraction minoritaire comme devant être comprise comme un « dédoublement légitime »<sup>454</sup>.

Récapitulons : une résolution unanime de la section brésilienne du SU est prise en novembre 2003, et quatre mois plus tard, une partie de cette section siège au gouvernement et à la direction du PT, tandis qu'une autre partie appelle à se désaffilier du PT pour jeter les bases d'un nouveau parti<sup>455</sup>.

Il apparaît par conséquent que, sous le vocable de dédoublement légitime, le SU cherche en réalité à couvrir tous les aspects de la situation politique brésilienne, usant de tactiques divergentes mais qui convergent vers une seule et même politique, celle de la

---

<sup>454</sup> La plate-forme de Liberté rouge précise ainsi que « la VIIème conférence nationale de Démocratie socialiste n'a pas décidé d'initier un mouvement pour un nouveau parti. Elle a cependant souligné la nécessité de renforcer la lutte contre les orientations néolibérales du gouvernement Lula et de la majorité de la direction du PT. Nous estimons que, vu l'accélération des événements provoqués par l'expulsion des camarades du PT, ainsi que le durcissement conservateur des positions du gouvernement Lula, notre position peut être comprise comme un dédoublement légitime des résolutions de la conférence ».

<sup>455</sup> Nous nous retrouvons face à une configuration politique qui reste à notre connaissance inédite. En effet, il est presque possible de parler de *triplement légitime*, avec d'un côté Rosetto au gouvernement, Machado au PT dans une fraction "d'opposition à Rosetto" et Heloisa Helena dans un parti opposé au PT mais dans la même fraction que Machado... Or, tous les trois sont membres de DS et du SU !

« reconstruction du mouvement ouvrier »<sup>456</sup>, d'un nouveau mouvement sur le terrain de l'altermondialisation.

En effet, ces deux fractions se retrouvent, par des voies différentes, dans une même voie altermondialiste conduisant à l'abandon du PT<sup>457</sup>. Pour le PSOL, il s'agit de provoquer une « reconstruction stratégique [du] front social, qui peut se réaliser concrètement pour la première fois dans le prochain Forum social mondial [il s'agit de celui qui s'est tenu en janvier 2005 à Porto Alegre] »<sup>458</sup>, tandis que la fraction majoritaire envoyait son représentant ministériel à ce même événement, orientation que le SU, dans son organe théorique international, a depuis résumée en en faisant figure de stratégie globale<sup>459</sup>.

Mais davantage qu'une tactique circonstancielle mise en œuvre au Brésil, il apparaît significatif que cette orientation dite du dédoublement légitime soit appliquée à des degrés divers à l'échelle internationale<sup>460</sup>, ce qui permet d'en déduire qu'elle constitue bien une stratégie consciente et non une divergence d'opinion conjoncturelle limitée à un cadre spatial déterminé.

---

<sup>456</sup> François Sabado, revue *Carré rouge*, numéro 28, décembre 2003-janvier 2004. Rappelons que l'auteur est l'un des principaux responsables du SU.

<sup>457</sup> En effet, comme nous l'avons démontré auparavant, la participation d'un ministre DS au gouvernement Lula procure à ce dernier la légitimité de *gauche* voire d'*extrême gauche* dont il a besoin pour appliquer des réformes de plus en plus impopulaires, contribuant par là même à décrédibiliser le PT auprès des couches populaires et des fonctionnaires. D'autre part, la dynamique impulsée par le PSOL entraîne par elle-même l'abandon du PT et vise à ce que les militants les plus attachés à ce parti dans sa forme originelle s'en détournent pour participer à la construction d'un parti ayant des positions en apparence radicales.

<sup>458</sup> Extrait du document du PSOL intitulé *La réorganisation sociale des travailleurs au Brésil*.

<sup>459</sup> « Le mouvement ouvrier organisé a longtemps joué le rôle de pôle centralisateur dans les pays industrialisés. Ce n'est généralement plus vrai, ou dans une mesure bien moindre [...]. Les forums offrent de fait une réponse, au moins temporaire, à la question : comment réaliser la nécessaire convergence des résistances militantes en l'absence de "colonne vertébrale", d'un puissant "centre de gravité" social, clairement défini, visible. Il ne s'agit pas de prétendre que les organisations traditionnelles, dont les syndicats, ne jouent plus de rôle important dans les luttes d'ensemble. Leur présence dans le processus des forums et dans la mobilisation témoigne du contraire. Mais la nature des liens entre mouvement syndical, mobilisations diverses et environnement social se modifie. Les forums sont (ou peuvent être) l'occasion pour les syndicats de prendre la mesure du changement [...]. Les forums permettent enfin à de nouveaux militants d'entrer en politique sans avoir à choisir d'emblée un camp "partidaire" (la remarque vaut aussi pour d'anciens militants), in Revue *Inprecor*, numéro 504, avril 2005.

<sup>460</sup> C'est ainsi qu'en Allemagne des militants appartenant au SU luttent pour que les délégués syndicaux affiliés au SPD (il existe un lien organique entre le SPD et les syndicats) quittent ce parti, tout en affirmant vouloir construire un parti à *gauche de la gauche* qui occuperait une place dans le dispositif d'alliances entre partis. De la même façon, en Grande-Bretagne, des militants du SU ont pris l'initiative d'appeler à la désaffiliation des syndicats du Labour Party.

Enfin, plus significativement, en Suisse, le SU est à l'intérieur de deux groupes : le Mouvement pour le socialisme (MPS), et Solidarité. Ces deux organisations, comme au Brésil, adoptent en apparence des positions contradictoires qui se mènent en réalité au compte de la même politique. Ainsi, à propos de l'accord sur "la libre circulation des personnes" signé entre la Suisse et l'Union européenne, Solidarité a pris position en sa faveur tandis que le MPS lançait une initiative pour un référendum tout en menant une politique de dénonciation du Parti socialiste suisse (PSS) et de l'Union syndicale suisse (USS), qui l'a conduit à ne pas approuver une résolution (dans le cadre d'une assemblée de délégués de l'union syndicale du canton de Vaud) rejetant l'accord susmentionné (la résolution a été adoptée à l'unanimité moins les dix abstentions des membres du MPS).



On le voit, la situation politique et sociale brésilienne est complexe. La question qui se pose est de savoir si le PT survivra à l'expérience douloureuse du pouvoir et à la division de la gauche brésilienne. Il semble difficile d'y répondre pour l'instant, mais l'existence du PT comme parti de masses se jouera sans aucun doute dans les toutes prochaines années, selon l'évolution du contexte brésilien.

Si la question reste ouverte, nous pouvons toutefois mettre en avant quelques événements qui influenceront indubitablement sur son cours.

## **Conclusion : Un pas en avant, deux pas en arrière !**

Après le PDT et le PPS, le PV a décidé de se retirer de la coalition gouvernementale, contribuant ainsi à une désintégration supplémentaire de la base gouvernementale de Lula.

Dans le même temps, une commission d'enquête parlementaire sur la corruption des services postaux se mettait en place. Rappelons pour mémoire que le PT, depuis qu'il est au gouvernement, a subi plusieurs scandales politico-financiers qui entachent sa réputation durement construite de parti intègre, dont le plus significatif reste *l'affaire Waldomiro Diniz*<sup>461</sup>.

Enfin, une compétition se déroule actuellement à l'intérieur du PT quant à la désignation du futur président du PT, avec un candidat pressenti à sa gauche en la personne de Plinio de Arruda Sampaio, qui s'est notamment illustré en faisant des déclarations en faveur de la réforme agraire qui ne manquaient pas de critiquer le gouvernement Lula.

Tous ces éléments que nous donnons ici se placent dans le cadre des prochaines élections présidentielles de 2006. Il convient par conséquent de se demander dans quelles conditions la gauche brésilienne les abordera, en prenant en compte le fait que, si jusque là le PT était le seul parti clairement à gauche en mesure de remporter ces élections, notamment en s'assurant le soutien des autres formations à gauche, l'existence du PSOL remet en cause le cadre dans lequel le PT aborde d'ordinaire ce temps fort de la vie politico-institutionnelle brésilienne.

En effet, si ce parti récemment constitué considère qu'en tant que parti socialiste, il ne peut ni centrer son activité sur les échéances électorales ni se permettre les déserters, il analyse de surcroît la nature du gouvernement Lula et les décisions prises en vue de la campagne électorale de 2006<sup>462</sup> comme rendant de fait impossible son soutien à une très probable nouvelle candidature de Lula.

Nous pouvons ici discerner la véritable raison de la création du PSOL qui, malgré l'apparente radicalité qui émaille ses discours, s'efforce en réalité de se constituer comme un pôle de gauche à vocation gouvernementale.

---

<sup>461</sup> Responsable gouvernemental et homme de confiance du ministre de la *maison civile* José Dirceu, W. Diniz a été pris sur le fait alors qu'il négociait un financement du PT, accompagné de quelques avantages personnels, avec les responsables des loteries illégales ou *bingos*. A l'époque, le gouvernement avait refusé la mise en place d'une commission parlementaire d'enquête.

<sup>462</sup> Nous pouvons par exemple mentionner l'alliance prévue entre le PT, le PMDB et la quasi-totalité des partis de droite.

Les principaux dirigeants de ce parti considèrent en effet qu'il est « essentiel pour la gauche socialiste [c'est à dire le PSOL lui-même] de participer aux élections de 2006, afin de dénoncer la trahison des intérêts populaires par le gouvernement Lula et de montrer qu'il existe une alternative au néolibéralisme et au système capitaliste [...]. C'est pourquoi il sera nécessaire de créer les conditions afin de présenter une candidature propre »<sup>463</sup>.

Il apparaît par conséquent que le succès pétiste de 2002, loin de renforcer le PT<sup>464</sup> ou même la gauche brésilienne en général, a contribué à la division probablement durable de cette dernière<sup>465</sup>, en servant de révélateur de toutes les tensions et divergences sous-jacentes, se traduisant tant au niveau partisan qu'au niveau social, au vu des perspectives que semblaient ouvrir pour de nombreux secteurs de la population la mise en place d'un pouvoir à forte composante pétiste. De la même façon, un certain nombre de pays sud-américains font aujourd'hui l'expérience de la gauche au pouvoir, certes selon des modalités différentes, mais avec une traduction sociale s'apparentant au modèle brésilien, comme nous pouvons le constater à travers l'aperçu vénézuélien, tandis que d'autres, s'ils n'en font pas l'expérience, connaissent en revanche un incontestable bouillonnement sociétal.

Ainsi, dans tous ces pays, les occupations d'usines se sont multipliées ces dernières années, face à la vague de restructurations, de délocalisations et de fermetures d'entreprises.

Au Brésil, en dix ans, « 3,3 millions d'emplois formels ont été détruits et la part des salariés ayant un contrat de travail est passé de 59,5 % à 44,7 % de la population active occupée ; le taux de chômage officiel est passé de 3,4 % à 7,8 % »<sup>466</sup>. Or, les usines *Cipla* et *Interfibra* sont occupées et sous le contrôle de ses anciens employés depuis le 24 octobre 2002, date coïncidant par ailleurs avec la victoire de Lula en une sorte de même mouvement de contestation, puisque les travailleurs de ces usines ont, à l'occasion de leur assemblée générale du premier novembre 2002, approuvé à l'unanimité un document demandant au nouveau président de la République la nationalisation de ces établissements industriels<sup>467</sup>.

---

<sup>463</sup> Extrait de la plate-forme de constitution de Liberté rouge.

<sup>464</sup> L'arrivée de Lula au pouvoir, porteuse de nombreux espoirs, ne semble pas avoir comblé toutes les attentes qu'en attendait son électorat et ce, d'autant plus que le PT ne pouvait dès lors plus appeler à la pression permanente des mouvements sociaux sur le pouvoir exécutif !

<sup>465</sup> L'acquisition par la direction pétiste de ce que l'on appelle en France une *culture de gouvernement*, soit une nouvelle façon de penser les rapports entre le gouvernement et les acteurs sociaux, représente en effet une inflexion majeure dans la conception de la démocratie qui a longtemps prévalu dans la gauche brésilienne. A ce sujet, nous pouvons citer l'ouvrage de Daniel Pécaut, *Entre le peuple et la Nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1989.

<sup>466</sup> Jorge Mattoso, *O Brasil desempregado*, éditions Fundação Abramo, deuxième édition, Sao Paulo, 1999.

<sup>467</sup> La discussion dans ces usines à peine investies est relatée par Janaina Quitério do Nascimento dans son livre-reportage *Une usine liquidée est une usine occupée. Une usine occupée est une usine nationalisée*.

L'Argentine, dévastée par une terrible crise, où un habitant sur trois vit en dessous du seuil de pauvreté, est devenue « le plus grand laboratoire social de la planète »<sup>468</sup>.

Au Venezuela, pays marqué à la fois par l'élection d'un président national-populaire<sup>469</sup> et par le renouveau du syndicalisme indépendant lié à la constitution de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT)<sup>470</sup> en avril 2003, l'usine *Venepal*, occupée par ses ex-salariés suite à la décision de ses propriétaires de l'abandonner, a été expropriée par un gouvernement Chavez<sup>471</sup> sous la menace permanente d'un coup d'Etat<sup>472</sup>.

Enfin, en Bolivie, deuxième producteur de gaz d'Amérique latine, depuis le 22 mai 2005, à l'appel de la Centrale ouvrière bolivienne (COB)<sup>473</sup>, des milliers de personnes manifestent leur opposition face à la décision du Parlement de maintenir le gaz et le pétrole sous le contrôle de grandes compagnies étrangères<sup>474</sup>, révélant la profonde crise politico-sociale qui traverse ce pays à travers la démission de son président Carlos Mesa le 6 juin 2005<sup>475</sup>.

Cette situation continentale est par conséquent marquée à la fois par une importante crise politique et par ce qui semble représenter un renouveau de la gauche, tant par la voie électorale que par celle des mouvements sociaux.

---

<sup>468</sup> D'après le film-documentaire de Ari Lewis et Naomi Klein, *The Take*, 2005.

<sup>469</sup> Chavez est soutenu par son "Mouvement Vème République" (MVR), qui regroupe les partisans de ce qu'on appelle la *révolution bolivarienne*, expression utilisée par Chavez en référence à Bolivar, héros de l'indépendance de cinq pays d'Amérique du sud. Ces derniers sont sortis renforcés des élections municipales et des gouverneurs d'Etat du 31 octobre 2004 en gagnant, en plus de Caracas, vingt gouvernements d'Etats sur les vingt-deux en jeu, ainsi que d'importantes villes du pays.

<sup>470</sup> Organisation plurielle, elle est née de la confluence de courants distincts, tels que la *Force bolivarienne des travailleurs* (MVR), *Autonomie syndicale* (qui regroupe des syndicalistes de "Patrie pour tous" [PPT], originaire de la scission de "Causa R"), le courant classiste mené par des dirigeants comme Orlando Chirino et Marcela Maspero, ainsi que d'autres groupements.

<sup>471</sup> Cette décision prise par décret suit de près un précédent décret distribuant en partie la terre aux paysans. Cependant, ce gouvernement n'est pas exempt de contradictions. S'il condamne d'un côté l'ALCA et la guerre menée par les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, attitudes qui lui confèrent un prestige certain auprès des peuples des autres pays latino-américains, de l'autre il poursuit une politique d' "ouverture pétrolière" sous la forme d'une participation du capital public de 51 %.

<sup>472</sup> Ce gouvernement a déjà subi deux tentatives de coup d'Etat, l'un par la voie de la violence, l'autre par la voie électorale. Ainsi, lors du coup d'Etat manqué du 11 avril 2002, les militaires putschistes nommèrent Pedro Camna, président de la *Fedecamaras* (l'organisation patronale), comme président de la République qui, durant les 48 heures d'existence d'un gouvernement illégal, supprimait la Constitution, dissolvait l'Assemblée nationale et destituait les membres du Tribunal suprême de justice. Le 13 avril, une énorme masse populaire de grévistes entourait le palais du gouvernement, provoquant la fuite des putschistes.

Le 15 août 2005, Chavez gagnait le "référendum révocatoire" convoquée à l'initiative d'une "opposition" essentiellement constituée d'élites et de putschistes de 2002, le non l'emportant avec environ 60 % des votes des Vénézuéliens.

<sup>473</sup> Miguel Zubieta, secrétaire exécutif de la fédération syndicale des mineurs de Bolivie, qui regroupe 66 000 syndiqués, déclarait que « la nationalisation [...] est la seule opportunité que nous avons pour sortir de la pauvreté », in *Econoticiasbolivia*, premier juin 2005.

<sup>474</sup> Parmi lesquelles Repsol, Petrobras, Total, British Gaz, Enron et Shell.

<sup>475</sup> Rappelons par ailleurs qu'en septembre-octobre 2003, une insurrection populaire expulsait le président Gonzalo Sanchez de Lozada parce qu'il venait de privatiser l'entreprise nationale du gaz et du pétrole.

Afin d'ouvrir le champ de notre réflexion, nous pouvons par ailleurs nous demander si cette recrudescence ne pourrait pas tirer partiellement son origine d'une sorte d'alliance entre le christianisme et le marxisme, étant donnée la portée fondamentale de ces convictions.

Ainsi, au cours des années 1960, au Brésil, la Jeunesse universitaire chrétienne esquissait un rapprochement entre ces deux formes d'idéologie, notamment sous l'influence de théologiens français progressistes qui étaient leurs contemporains<sup>476</sup>.

Mais c'est surtout l'éclosion des théologies de la libération qui va mettre en avant une tentative d'unir christianisme et marxisme, en se présentant comme « le produit en quelque sorte endogène d'un lent et persévérant travail de présence et de catéchèse auprès des plus déshérités »<sup>477</sup>.

De plus, en faisant massivement appel à la grille de lecture marxiste, et plus spécialement à l'œuvre des théoriciens de la dépendance<sup>478</sup>, pour décrire les racines objectives de l'exploitation et de la paupérisation, elles assignent un contenu virtuellement révolutionnaire à la pauvreté.

« Récusant la thèse défendue par les hiérarchies conservatrices selon laquelle les “pauvres” doivent être l'objet prioritaire de la sollicitude des chrétiens, elles les considèrent au contraire comme des “sujets historiques”, sortes d'équivalent latino-américain du “prolétariat occidental” »<sup>479</sup>.

En d'autres termes, les théologies de la libération comprennent non seulement « une production théorique relisant la tradition chrétienne en fonction de l' “option préférentielle pour les pauvres” et de perspectives d'émancipation sociopolitique des masses populaires, mais un véritable mouvement social formé par des “communautés ecclésiales de base” qui, même si on peut y lire un “populisme clérical”, n'en constitue pas moins un mouvement populaire permettant à des groupes sociaux dominés de devenir des acteurs »<sup>480</sup>.

On retrouve d'ailleurs encore aujourd'hui des traces de cette théologie influencée par G. Gutierrez, Leonardo et Clodovis Boff, comme le montre cette déclaration de la principale porte-parole du P-SOL, Heloísa Helena : « je suis catholique. Je vais toujours à l'église. J'ai beaucoup d'amis à l'intérieur qui sont prêtres. La semaine passée, je suis allée quatre fois à la messe dans une seule ville, aidant dans la célébration. J'ai retrouvé la foi il y a des années, par la douleur, et je suis tout à fait convaincue. Mon expérience religieuse est avec le camarade

---

<sup>476</sup> A ce sujet, voir Michaël Lowy, « Marxisme et christianisme en Amérique latine, *Revue Tiers-Monde*, septembre 1990.

<sup>477</sup> Jean Baudouin, *Mort ou déclin du marxisme ?*, Montchrestien, E.J.A., 1991.

<sup>478</sup> Tels que F. Cardoso, E. Faletto ou Raoul Prebisch.

<sup>479</sup> Jean Baudouin, *Mort ou déclin du marxisme ?*, op. cit.

qui est là-haut dans les cieux, et qui m'a donné beaucoup de preuves d'amour dans les moments difficiles que j'ai traversés durant ma vie. »<sup>481</sup>

Or, si il y a de la part des théologies de la libération *incorporation sélective* de plusieurs fragments-clés de la pensée marxiste, « le marxisme ne sort pas non plus indemne de ce concubinage intellectuel et se matine à son tour d'éléments qui lui sont tout à fait étrangers, tels la condamnation de l'athéisme, la revalorisation de l'éthique ou encore le thème du pardon »<sup>482</sup>.

C'est ainsi qu'une partie des militants *socialistes* ou *communistes* du PT ou du PSOL peut être amenée à intégrer ces théologies de la libération, en la faisant fonctionner comme une sorte de substitut chrétien latino-américain du *messianisme* marxiste occidental.

Cependant, cette explication, si elle peut servir de piste de réflexion, ne paraît nullement suffisante pour éclairer le phénomène de *revival* d'une gauche qui n'a jamais été aussi ambivalente, partagée entre un réformisme la rapprochant des élites qu'elles détrônent pourtant et un radicalisme l'éloignant du pouvoir politico-institutionnel.

« La question de savoir si un communisme [et plus généralement une gauche] rénové a encore un avenir en Amérique latine ne peut que rester ouverte pour le moment... »<sup>483</sup>. En définitive, tout dépendra de la manière dont les partis de gauche à vocation majoritaire négocieront à moyen et long terme la terrible et néanmoins nécessaire épreuve du pouvoir...

---

<sup>480</sup> Jean-Paul Willaime, *Sociologie des religions*, Que sais-je ?, PUF, troisième édition, juillet 2004, p. 72.

<sup>481</sup> Interview au *Jornal do Brasil*, reproduite dans *Inprecor*, janvier-mars 2004.

<sup>482</sup> Jean Baudouin, *Mort ou déclin du marxisme ?*, op. cit.

<sup>483</sup> Michaël Lowy, « Figures du communisme latino-américain », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pannetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, op. cit., p. 686.

## **BIBLIOGRAPHIE**

## Ouvrages et thèses

1. **Albertoni** Ettore, *Doctrine de la classe politique et théorie des élites*, tr.fr. , Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987.
2. **Almond** G. A et **Powell** G. B, *Comparative Politics. A Developmental Approach*, Boston, Little Brown, 1966.
3. **Baudouin** Jean, *Introduction à la sociologie politique*, Points, Essai, Editions du Seuil, septembre 1998.
4. **Baudouin** Jean, *Les idées politiques contemporaines*, Collection « Didact. Sciences politiques », PUR, 2002.
5. **Baudouin** Jean, *Mort ou déclin du marxisme ?*, Montchrestien, E.J.A, 1991.
6. **Blondiaux** Loïc et **Levêque** Sandrine, « La politique locale à l'épreuve de la démocratie. Les formes paradoxales de la démocratie participative dans le Xxème arrondissement de Paris », in Catherine Neveu (dir.), *Espace public et engagement politique. Enjeux et logique de la citoyenneté locale*, Paris, l'Harmattan, 1999.
7. **Blum** Léon, « Exercice et conquête du pouvoir », in *L'œuvre de Léon Blum. Naissance de la IVème République. La vie et la doctrine du Parti socialiste, 1945-1947*, Paris, Albin Michel, 1958.
8. **Bongrand** Michel, *Le marketing politique*, Que sais-je ?, PUF, 1986.
9. **Bourdieu** P., *Le sens pratique*, Minuit, Paris, 1980.
10. **Bourdieu** Pierre, *Homo Academicus*, les Editions de Minuit, Paris, 1984.
11. **Braud** Philippe, *Sociologie politique*, LGDJ, manuel, quatrième édition, 1998.
12. **Bulnes** Ràmon, *Partisans*, décembre 1966-janvier 1967, Editions Maspero.



13. **Cappelin P.**, « Nouvelles formes de conflictualité sociale et démocratie au Brésil », in B. Marques-Pereira (coord.), *l'Amérique latine : vers la démocratie ?*, Bruxelles, Complexe, 1993.
14. **Castoriadis C.** et **Mothé Daniel**, « Autogestion et hiérarchie », in *CFDT. Aujourd'hui*, numéro 8, juillet-août 1974, reproduit in *Le contenu du socialisme*, collection 10/18, Union Générale d'édition, 1979.
15. **Castoriadis C.**, « Ce que signifie le socialisme », *International Socialism*, numéro du printemps 1961, Londres, in *Sur le contenu du socialisme*, collection 10/18, Union Générale d'édition, 1979.
16. **Castoriadis C.**, « Sur le contenu du socialisme I », *Socialisme ou Barbarie*, numéro 17, juillet 1955, in *Sur le contenu du socialisme*, collection 10/18, Union Générale d'édition, 1979.
17. **Castoriadis Cornélius**, *Socialisme ou Barbarie*, numéro 10, juillet 1952, reproduit in « Sur le programme socialiste », *Le contenu du socialisme*, collection 10/18, Union Générale d'édition, 1979.
18. **Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie** (CURAPP), *Variations autour de l'idéologie de l'intérêt général*, Volume 1, Faculté de droit et des sciences économiques de Reims, PUF, 1978.
19. **Coutinho Carlos Nelson**, *Dualidade de poderes, Introducao à teoria marxista do Estado e revolução*, Sao Paulo, Brasiliense, 1987.
20. **Crozier Michel**, *Le phénomène bureaucratique*, Le Seuil, 1963.
21. **Debbasch Charles** et **Daudet Yves** (dir.), *lexique de politique*, Dalloz, 1988.
22. **Delcourt Laurent** et **Polet François**, « Les mouvements sociaux et le gouvernement Lula : nouvelles opportunités d'expression mais report des satisfactions », *Pour comprendre le*

- Brésil de Lula**, Denis Rolland et Joëlle Chassin (coord.), Horizons Amériques Latines, l'Harmattan, 2004.
23. **Demier** Felipe (coord.), *As transformações do PT e os rumos da esquerda no Brasil*, Editions Bom Texto, 2003.
24. **Dreyfus M., Groppo Bruno, Ingerflom Claudio, Lew Roland, Pennetier Claude, Pudal Bernard et Wolikow Serge** (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004.
25. **Duguit** Léon, *Traité de droit constitutionnel*, tome 3, Ancienne librairie fontemoing, troisième édition, 1930.
26. **Durkheim** Emile, *Le suicide*, Quadrige, PUF, 1999.
27. **Duverger** Maurice, *Les partis politiques*, Points, Essais, Seuil, 1992, première édition 1951.
28. **Fedozzi** Luciano, *O poder de aldeia. Genese e historia do orçamento participativo de Porto Alegre*, Tomo Editorial, Porto Alegre, 2000.
29. **Gélédan** Alain (dir.), *Dictionnaire des idées politiques*, Edition Sirey, 1998.
30. **Genro** Tarso et Ubitaran de Souza, *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville. Le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil*, éditions Perseu Sind, 2000.
31. **Gohn** M. da G., « A construção da cidadania coletiva no Brasil », Groupe de travail *Cidadania, Conflito e Transformações. Urbanas Contemporâneas*, mimeo, Caxambu, novembre 1994.
32. **Gret** Marion, « La démocratie participative à l'épreuve de l'échelle », in *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.

33. **Gret** Marion, *L'expérience de démocratie participative de Porto Alegre. Etude comparative de pratiques locales de gouvernance en Amérique latine*, Thèse de doctorat, 2002.
34. **Habermas** Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris, Fayard, 1987, deux volumes.
35. **Habermas** Jürgen, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, NRF essais, Gallimard, 1977.
36. **Harrison** Martin, *Trade-Unions and the Labour Party since 1945*, Londres, 1966.
37. **Hermet** Guy, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Armand Colin, Paris, 1994.
38. **Hermet** Guy, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF, 1983.
39. **Houtart** François, « Les dimensions institutionnelles et conflictuelles de la citoyenneté sociale : le rôle des représentations », in *La citoyenneté sociale en Amérique Latine*, Bérengère Marques Pereira et Ilàn Bizberg (coord.), CELA-IS, Université Libre de Bruxelles, l'Harmattan Editions, 1995.
40. **Janne** Henri, « Un modèle théorique du phénomène révolutionnaire ? », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisation*, vol.15, numéro 6.
41. **Jaurès** Jean, *L'armée nouvelle*, Editions 10/18.
42. **Jouvenel** Bertrand de, *Du pouvoir, Histoire naturelle de sa croissance*, Les éditions du cheval ailé, Constant Bourquin, Editeur, Genève, 1947.
43. **Kirchheimer** Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems », in J. LaPalombara et M. Weirer (ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, 1966.
44. **LaPalombara** J. et **Weiner** M., « The impact of Parties in Political Development », in *Political Parties and Political Development*, Princeton, 1966.

45. **Lasswell** Harold D., *Power and Personality*, New-York, W.W. Norton, 1948.
46. **Le Tallec** Mathieu, *Le militantisme au Parti des travailleurs : des engagements similaires ?*, Mémoire de maîtrise de science politique, sous la direction de Jean Baudouin, Université de droit et science politique de Rennes 1, 2004.
47. **Lefebvre** Henri, *De l'Etat, 4. Les contradictions de l'Etat moderne*, Union Générale d'Edition, 1978.
48. **Lefranc** Georges, *Le syndicalisme dans le monde*, Que sais-je ?, PUF, septième édition, 1969.
49. **Lefranc** Georges, *Le syndicalisme en France*, Que sais-je ?, PUF, huitième édition, 1973.
50. **Lefranc** Georges, *Visages du mouvement ouvrier français*, Jadis-Naguère-Aujourd'hui, PUF, 1982.
51. **Liebman** M., *Le léninisme sous Lénine, Tome 2 : L'épreuve du pouvoir*, Editions Seuil, Collection Esprit, Paris, 1974.
52. **Löwy** M., « La longue marche du PT », in Jacky Picard (direction), *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.
53. **Lowy** Michaël, « Figures du communisme latino-américain », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Penner, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004 .
54. **Manin** Bernard et **Bergounioux** Alain, *La social-démocratie ou le compromis*, PUF, 1976.
55. **Manin** Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Champ, 1996.

56. **Mannheim** Karl, « The Democratization of Culture », *Essays on the Sociology of Culture*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1956.
57. **Marie** Jean-Jacques, *Le trotskysme et les trotskystes*, Collection *L'Histoire au présent*, Armand Colin, Paris, 2002.
58. **Marx** K., *Critique du programme de Gotha*, tr.fr., Editions sociales, 1950.
59. **Marx** Karl, *Les luttes de classes en France. Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, La table ronde, 2001.
60. **Mattoso** Jorge, *O Brasil desempregado*, éditions Fundação Abramo, deuxième édition, Sao Paulo, 1999.
61. **Mendes** Candido, *Lula et l'autre Brésil*, travaux et mémoires de IHEAL éditions, série Essais, Paris, 2003.
62. **Meneguello** Rachel, *PT : a formação de um partido*, Sao Paulo, Paz e Terra, 1989.
63. **Mercier-Vega** Louis, « *La révolution par l'Etat* », *Une nouvelle classe dirigeante en Amérique latine*, Payot, Paris, 1978.
64. **Merton** Robert K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, Paris, 1965.
65. **Michels** Roberto, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Collection Champs, Flammarion, Paris, 1978.
66. **Monclaire** Stéphane, « Lula et les candidats du PT : ampleur et limites d'un succès électoral », in Jacky Picard (direction), *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.
67. **Morin** Edgar, *Sociologie*, Points, Essais, Fayard, Seuil, Paris, 1994.
68. **Mosca** Gaetano, *Histoire des doctrines politiques depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours*, tr.fr., Paris, Payot, 1937, nouvelle édition, 1952.
69. **Neveu** Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, troisième édition, Repères, Editions La Découverte et Syros, Paris, 2002.

70. **Oliveira** Francisco de, *Critique à la raison dualiste-l'ornithorynque*, Editions Boitempo, Sao Paulo, octobre 2003.
71. **Olson** M., *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1978 (première édition, Harvard University Press, 1966).
72. **Ostrogorski**, *La démocratie et les partis politiques*, Traduit par Pierre Rosanvallon, Seuil, 1979.
73. **Owensby** Brian Philip, " *Sheck in the Middle*": *Middle Class and Class Society in Modern Brazil (1850-1950)*, Ph.D.Dissertation, Princeton University Press.
74. **Pareto** Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, in *Œuvres complètes* éditées par Giovanni Busino, tome XII, Genève, Droz, 1968.
75. **Pécaut** Daniel, *Entre le peuple et la Nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, 1989.
76. **Picard** Jacky, « le budget participatif de Porto Alegre : une méthode de gouvernement plus démocratique ? », *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.
77. **Picard** Jacky, *Amazonie Brésilienne : les marchands de rêves*, l'Harmattan, Paris, 1998.
78. **Pont** Raul, *A estrela necessària*, Veraz Editores, Porto Alegre, 1991.
79. **Pont** Raul, *Democracia, participação, cidadania, Uma visao de esquerda*, Palminrinca, Porto Alegre, 2000.
80. **Potter** Allen, *Organized Groups in British National Politics*, Londres, 1961.
81. **Poulantzas** Nicos (dir.), *La crise de l'Etat*, PUF Politiques, 1977.
82. **Poulantzas** Nicos, « Le personnel de l'Etat », in *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Quadrige / PUF, Politiques, 2<sup>ème</sup> édition, 1981.
83. **Putnam** R., *The Comparative Study of Political Elites*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1976.

84. **Raes** Florence, *Le MST au Brésil : entre luttes paysannes et “nouveau mouvement social”*, Lusotopie, 2001.
85. **Sainsaulieu** Renaud, « La séquence culturelle de l'action collective », in *L'identité au travail*, Références, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, troisième édition.
86. **Rodrigues** Leoncio Martins, « La composition des cercles dirigeants du PT », in *Problèmes d'Amérique Latine*, 1993.
87. **Rolland** Denis et **Chassin** Joëlle (coord.), *Pour comprendre le Brésil de Lula*, Horizons Amériques latines, l'Harmattan, 2004.
88. **Rousseau** Jean-Jacques, *Du Contrat social ou Principes du droit politique*, réédition Garnier-Flammarion, 1966.
89. **Schumpeter** Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, tr.fr, Paris, Payot, 1951.
90. **Schwartzberg** Roger-Gérard, *Sociologie politique*, Domat politique, Montchrestien, cinquième édition, 1998.
91. **Seiler** Daniel-Louis, *Partis et familles politiques*, Thémis, PUF, 1980.
92. **Simmel** Georg, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, tr.fr., Paris, PUF, 1999.
93. **Studer** Brigitte, « Totalitarisme et stalinisme », in M. Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pannetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow (dir.), *Le siècle des communismes*, Points, Seuil, Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, janvier 2004.
94. **Touraine** A., F. **Dubet** et M. **Wieviorka**, *Le Mouvement ouvrier*, Mouvements, Fayard, 1984.
95. **Touraine** A., *La Conscience ouvrière*, Philosophie générale, Seuil, 1966.
96. **Touraine** Alain, *L'Après-Socialisme*, Bernard Grasset, Paris, 1980.

97. **Touraine** Alain, *La parole et le sang*, Politique et société en Amérique latine, Editions Odile Jacob, mars 1988.
98. **Vidal** Dominique, « Sens du juste et légitimation », in *Le Brésil de Lula, Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Editions Karthala, Lusotopie, 2003.
99. **Weber** Max, *Economie et Société*, trad., Paris, Plon, 1971.
100. **Weber** Max, *Le savant et le politique*, Editions 10/18, tr. 1959.
101. **Willaime** Jean-Paul, *Sociologie des religions*, Que sais-je ?, PUF, troisième édition, juillet 2004.
102. **Wright Mills** Charles, *L'Elite du pouvoir*, tr.fr., Paris, Maspero, 1969.



## Revues, journaux et documents

1. « A propos des élections de 2002 et de l'opposition entre les projets du gouvernement sortant et du candidat du PT », Déclaration rendue publique par la Coordination nationale de Démocratie Socialiste le 21 juillet 2002, publiée dans *Em Tempo*, numéro 324, juillet/août 2002.
2. « Le socialisme pétiste », *Inprecor*, numéro 317, Editions Peci, Montreuil, octobre-novembre 1990.
3. « Les ruraux euphoriques, les sans-terre révoltés », *O Estado*, 15 août 2003.
4. **Balaceano** Emmanuel, « La participation : une réalité qui tarde à s'imposer », *La Tribune de Genève*, 28 juillet 1969.
5. **Benjamin** César, *Caros Amigos*, numéro 80, novembre 2003.
6. **Boltanski** Luc, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, numéro 51, 1984.
7. **Cavarozzi** Marcelo, « Modelos de desarrollo y participacion politica, Santa Fe (Argentina), Revista Universitaria Semestra, *Estudios Sociales*, ano IX, numéro 16, premier semestre de 1999.
8. *Combattre pour le Socialisme*, numéro 10 (92), décembre 2002.
9. **Couffignal** Georges, « L'Amérique Latine, entre démocratisation et mondialisation », in Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet (dir.), *RAMSES* 2002, « Les grandes tendances du monde », Dunod, 2001.
10. Déclaration du courant *O Trabalho* lors de la réunion de la direction nationale du Parti des travailleurs, São Paulo, 8 juillet 2003.

11. Déclaration issue du congrès du PT tenu du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1991 à São Paulo.
12. Déclaration parue dans le journal *Em Tempo*, numéro 42, 23 décembre 1978.
13. *Democracia socialista*, numéro 4, juillet 2004.
14. Discours d'investiture au Palais présidentiel, le 2 janvier 2003.
15. Discours d'investiture du 20 janvier 2003.
16. Discours du 27 octobre 2002.
17. Document approuvé par la Rencontre Nationale du PT de décembre 2001.
18. Document du PSOL intitulé *La réorganisation sociale des travailleurs au Brésil*.
19. Document « *Mouvement pour un nouveau parti. Pour une gauche socialiste et démocratique* ».
20. Document *Réforme syndicale pour accroître la liberté d'organisation*.
21. *Econoticiasbolivia*, premier juin 2005.
22. Extrait de l'interview accordée par Lula au journal *l'Humanité* en 1999.
23. *Folha de São Paulo*, 16 août 2003.
24. *Folha de São Paulo*, 25 novembre 2004.
25. Freitas Janio de, « Solides et liquides », *Folha de São Paulo*, 2 septembre 2003.
26. Gaxie Daniel, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977.
27. Genro Tarso et Ubiratan de Souza, « Presupuesto participativo : la experiencia de Porto Alegre », in Mars et Pedro (dir.), *Utopias, Revista de debate politico*, Madrid, Vol. 1, numéro 183, 2000.
28. Houtard François (dir.), « Pouvoirs locaux et décentralisation », *Alternatives Sud*, volume IV, l'Harmattan, Paris, 1997.
29. *Inprecor*, janvier-mars 2004.

30. **Inprecor**, numéro 488, décembre 2003.
31. **Jacobi** Pedro, « Brésil, succès et limites des pouvoirs progressistes locaux, les mairies du PT », in **Problèmes d'Amérique latine**, numéro 13, avril-juin 1994.
32. **Jeanson** André, « Rapport au 35ème congrès de la CFDT sur la question des rapports partis-syndicats », Revue **Syndicalisme**, février 1970, numéro spécial 1279A.
33. Journal du PT **Linha Direta**, numéro 76, septembre-octobre 1999, Brazil, Outros 500.
34. **Lettre au peuple** adressée par Lula, publiée en juin 2002.
35. **Lewis** Ari et **Klein** Naomi, **The Take**, 2005.
36. **Los Angeles Time**, 2 janvier 2003.
37. **Lowy** Michaël, « Marxisme et christianisme en Amérique latine », Revue **Tiers-Monde**, septembre 1990.
38. Manifeste adopté par la Conférence de la CUT du 21 août 2004, São Paulo
39. Manifeste approuvé par le Mouvement de Constitution du PT (Pro PT) le 10 février 1980, Collège de Sion, Sao Paulo, publié dans le **Journal Officiel de l'Union** du 21 octobre 1980.
40. **Manifeste d'alarme contre la proposition de réforme de la Prévoyance engagée par le gouvernement.**
41. Manifeste *Resgate O PT*
42. **Marques** Elidio A., compte rendu du Congrès constitutif du Parti du Socialisme et de la Liberté, **Marxismo Revolutionnario Atual**, février 2004.
43. **Nascimento** Janaina Quitério do, **Une usine liquidée est une usine occupée. Une usine occupée est une usine nationalisée.**
44. **O Estado**, 3 décembre 2002.
45. **O Estado de Sao Paulo**, 27 novembre 2003.
46. **O Estado de Sao Paulo**, 7 octobre 2003.

47. **O Globo**, mercredi 20 février 2002.
48. **Oliveira Moraes** Aldovan de et **Anton** Flavio José, *Mapa da irregularidade fundiaria de Porto Alegre*, Prefeitura municipal de Porto Alegre, Departamento municipal de habitação, superintendencia de ação comunitária e regularização fundiaria, unidade de pesquisa, juillet 1999.
49. Plan d'Investissement 1995, Porto Alegre, PMPA, Sind Popular, 1995.
50. Plate-forme de constitution de la fraction publique Liberté rouge.
51. Programme du P-SOL adopté les 5 et 6 juin 2004.
52. Résolution adoptée à Sao Paulo le 7 février 2004 par la Coordination nationale de DS.
53. Résolution du MST du 8 novembre 2002.
54. **Sabado** François, revue *Carré rouge*, numéro 28, décembre 2003-janvier 2004.
55. *Thèse de Santo Andre-Lins*, approuvée le 24 janvier 1979 lors du IXème Congrès des travailleurs de la métallurgie de l'Etat de São Paulo.
56. **Vidal** Dominique, « Lula président. Les élections générales des 6 et 27 octobre 2002 au Brésil », in *Problèmes d'Amérique latine*, automne/hiver, numéro 46-47, 2002.

# TABLE DES MATIERES

|                                                                               |              |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Sommaire                                                                      | <b>p. 03</b> |
| Introduction : A l'assaut du ciel ?                                           | <b>p. 11</b> |
| Le moment électoral                                                           | <b>p. 26</b> |
| L'intériorisation du paradigme démo-libéral                                   | <b>p. 36</b> |
| La formation d'un gouvernement de front populaire                             | <b>p. 47</b> |
| La rupture du lien représentant-représentés                                   | <b>p. 55</b> |
| Le rôle de l'Etat dans l'évolution du pétisme                                 | <b>p. 63</b> |
| La monopolisation oligarchique du pouvoir                                     | <b>p. 71</b> |
| La cristallisation réformiste                                                 | <b>p. 78</b> |
| Le réveil des antagonismes, une situation explosive                           | <b>p. 83</b> |
| De la délibération à la décision : un désastre annoncé ?                      | <b>p. 91</b> |
| Le budget participatif : la politique du « moins pire » !                     | <b>p. 98</b> |
| Le <i>pacte social</i> , la mise en place d'un mécanisme d'ordre corporatiste | <b>106</b>   |
| Les problèmes de l'interdépendance parti-syndicat                             | <b>113</b>   |
| La remise en cause de la démocratie ouvrière                                  | <b>121</b>   |
| La reconfiguration de la radicalité                                           | <b>129</b>   |
| La construction d'un grand courant de gauche                                  | <b>137</b>   |
| Une alternative trompeuse                                                     | <b>144</b>   |
| Conclusion : un pas en avant, deux pas en arrière !                           | <b>154</b>   |
| Bibliographie                                                                 | <b>159</b>   |